


LIBRARIES



LETTRES

DE M. GUIZOT

A SA FAMILLE ET A SES AMIS

A LA MEME LIBRAIRIE

M. Guizot dans sa famille et avec ses amis, par Mme DE WITT, née GUIZOT. Un volume in-16 broché, 3 fr. 50.

BOURLOTON. — Imprimeries réunies, A, rue Mignon, 2, Paris.

Guizot, François Pierre Guillaume.

LETTRES

DE M. GUIZOT

A SA FAMILLE ET A SES AMIS

Recueillies

Par Mme DE WITT, NÉE GUIZOT

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET CIE

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1884

LETTRES

DE M. GUIZOT

1. — A MADAME GUIZOT

Paris, ce 28 octobre 1810.

Il y a bien longtemps que je ne t'ai écrit, ma chère maman, et bien longtemps que je voulais t'écrire, mais je suis depuis quinze jours si occupé et si préoccupé, que je n'ai pas su trouver une heure libre; tu sais pourquoi je suis occupé : je voulais avoir fini la semaine dernière une livraison de Gibbon; c'était ma tâche, elle est faite, sauf à recommencer; mais tu ne sais pas pourquoi j'étais préoccupé; le voici : depuis six mois on nous annonçait un bouleversement dans les journaux, et nous en étions presque à le désirer, parce que le *Publiciste* tombait de jour en jour et que nous voyions arriver le moment où il ne pourrait plus se soutenir; ce changement vient de s'opérer : le *Publiciste* est réuni à la *Gazette de France;* les deux journaux

n'en feront plus qu'un, et la jonction de leurs abonnés assure pour longtemps la durée de la nouvelle *Gazette de France*. Cet arrangement, qui s'est fait moitié par ordre du gouvernement, moitié du gré des propriétaires des deux journaux, nous a d'abord mis en émoi, nous autres collaborateurs. La *Gazette de France* avait les siens et nous craignions qu'elle ne pût nous recevoir. Cette grande affaire nous occupe depuis dix ou douze jours; la voilà terminée comme nous le désirions : nous passons, Mlle de Meulan et moi, à la *Gazette de France*, et les nouveaux arrangements nous sont plutôt avantageux que fâcheux. Mlle de Meulan avait au *Publiciste* 350 francs par mois pour faire douze articles, et moi 150 pour en faire six; elle aura à la *Gazette* 200 francs pour faire six articles, et moi 180 pour en faire cinq : seulement nous sommes payés non par mois, mais par article, à 36 francs l'article. On nous a bien prévenus que peut-être les deux ou trois premiers mois, nous n'en pourrions faire que quatre, parce qu'on ne pouvait mettre tout de suite de côté les collaborateurs qu'on veut écarter, mais peu nous importe; j'ai tant à faire à présent, que je ne serais pas fâché, d'ici à deux mois, d'avoir moins à m'occuper d'un journal, et Mlle de M. est enchantée de penser qu'elle ne sera plus écrasée, comme elle l'était, sous le poids de douze articles par mois, et qu'elle aura plus de temps pour s'occuper d'autres travaux plus intéressants et pour le moins aussi avantageux. Tu vois, ma chère maman, que nous ne perdons rien à changer de place. Je

n'ai pas voulu t'en parler avant que tout fût fini, parce qu'il était inutile de te donner de l'inquiétude sur une décision incertaine, et que, si la chose avait mal tourné, c'eût toujours été assez tôt pour te l'annoncer. Nous y gagnons de plus d'être attachés à un journal qui a un assez grand nombre d'abonnés, et qui par conséquent est bien plus sûr de vivre que notre pauvre *Publiciste*, dont une mauvaise administration avait détruit la santé. A partir du 1er novembre prochain, on t'adressera la *Gazette de France* au lieu du *Publiciste;* s'il y avait quelque retard, sois sûre qu'il ne viendrait que de quelque malentendu, et ne t'en inquiète pas. Je vous parlerai de cela dans ma lettre de semaine.

Puisque j'en suis à parler d'affaires, je veux couler ce sujet à fond; il est vrai que j'ai peu reçu cette année, et j'en ai bien été un peu gêné, mais je n'en ai pas moins gagné ; ainsi j'ai fait quatre livraisons de Gibbon ; on ne m'a donné là-dessus que 600 francs ; on m'en doit encore 600, qui me seront payés six mois après l'impression ; j'ai traduit le Voyage en Espagne, que j'achèverai d'ici à trois semaines ; c'est cinquante louis qu'on me doit, dont vingt-cinq me seront payés tout de suite et vingt-cinq six mois après ; j'ai fait cette lettre A du Dictionnaire; elle vaut au moins 400 francs, qui me seront remboursés à mesure que je me mettrai en avant pour d'autres travaux ; tu vois que j'ai gagné beaucoup plus que je n'ai encore reçu ; aussi arrivera-t-il un moment où je ne serai point gêné, et je t'assure que je suis d'une économie si stricte,

que tu en serais étonnée. Je sais que j'en ai besoin et cela me suffit. Mais je vois avec satisfaction que j'acquiers chaque jour une certitude plus grande de ne jamais manquer d'ouvrage; j'en aurai toujours plus que je n'en pourrai faire, et M[lle] de M., qui est soucieuse presque autant que toi, est aussi tranquille que moi à cet égard. N'aie donc pas la moindre inquiétude, ma bonne mère; il est probable et très probable que je ne ferai jamais fortune; peut-être même aurai-je des moments de gêne, mais il est certain que j'arriverai, en travaillant, à une douce aisance : que je serai heureux quand je pourrai te la faire partager! Tu ne sais pas comme je t'aime, ma chère maman, je te le dis bien peu, et en général je te parle peu de mes sentiments, cela me désole quand je crois voir que tu n'y comptes pas comme je le voudrais, mais sois sûre que tu es nécessaire à ma vie, que je pense continuellement à toi, que je serai toujours pour toi tout ce que peut être le fils le plus tendre, et que j'espère que ma vie entière ne sera pour toi qu'une source de plaisirs : non que je la croie à l'abri des peines, et que par conséquent je n'en prévoie aucune pour toi ; je sais trop combien il est aisé de souffrir, et combien cela dure, mais nous apprendrons tous les jours davantage que les peines sont inévitables, que nous ne sommes pas placés ici pour y être heureux et qu'en nous résignant à notre destination, nous trouvons en nous d'inépuisables forces. Nous nous aimerons toujours, un jour nous vivrons ensemble ; abandonnons le reste à la Providence ; en attendant, je ne puis dire

combien toutes les peines, tous les ennuis qui t'obsèdent me désolent. Qu'il y a de maux dans la vie, et qu'on trouve peu d'endroits où se reposer! On a des peines personnelles; après de longs efforts on s'en détache un peu, on s'oublie, on vit dans les autres, et là encore on ne rencontre que peines, chagrins passés, présents, à venir. Si je pouvais du moins te donner quelques bons moments, si je pouvais te dire combien j'ai été touché de la lettre que tu m'as écrite le 4 octobre, quel plaisir elle m'a fait! C'est une chose bien douce que de pouvoir compter sur une affection comme je compte sur la tienne, comme tu dois compter sur la mienne. Aime-moi toujours bien, ma chère maman : j'en ai besoin et j'espère que je le mérite. Adieu, j'aurais encore à te parler de bien des choses, mais je suis pressé, mon papier est plein et je ne puis te tout dire. Adieu; tout le monde se porte bien ici et au Bel-Air. Je travaille bien, mais non pas trop; je ne me porte pas mal. Adieu, pense à moi et associe-moi à toutes tes pensées, car tu as une place dans toutes les miennes.

---

2. — A MADAME GUIZOT

Paris, ce 22 août 1811.

Il y a huit jours que je suis ici, ma bonne maman; je t'aurais écrit plus tôt si je n'avais voulu

débrouiller d'abord le chaos de mes affaires, et poser quelques premières pierres pour l'amélioration de notre situation à tous; il m'aurait été trop pénible de n'avoir rien à te dire de rassurant, de consolant, et pour cela il fallait commencer par faire quelque chose. Je suis parti de Nîmes le cœur profondément serré de votre gêne, de ta tristesse, de tout ce qui t'afflige enfin. Tu ne sauras jamais à quel point j'en ai été tourmenté pendant mon séjour, durant la route et jusqu'au moment où j'ai pu commencer à chercher les moyens de mettre un terme ou du moins d'apporter un soulagement à tant de chagrins et d'embarras.

Je suis déjà allé à la Bibliothèque prendre des livres, des journaux étrangers; j'en ai reçu d'Allemagne, et j'ai de quoi donner de la variété aux numéros du journal pendant l'année entière; de plus j'ai commencé à m'occuper des *Voyages d'Adolphe;* j'en donnerai certainement un article dans le numéro prochain. J'ai rassemblé des matériaux sur Paris; je lis plusieurs ouvrages historiques et descriptifs; ces articles me prendront du temps, m'obligeront à des recherches, mais ils pourront faire grand bien au journal, qui du reste va toujours doucement, mais constamment. M. Auger nous a promis de faire bientôt un article dans le *Journal de l'Empire;* c'est là ce qui importe le plus.

On vient du reste de faire à la *Gazette de France* ce qu'on a fait au *Journal de l'Empire;* on l'a prise aux anciens propriétaires pour la donner à d'autres, mais on a conservé trois des anciens, MM. Suard,

Michaud et Delasalle ; il va se faire aussi de grands changements dans la rédaction ; on veut écarter beaucoup de rédacteurs, et nous sommes sûrs, Mlle de M. et moi, d'être conservés avec avantage. MM. Suard et Michaud y feront leur possible et plusieurs des nouveaux propriétaires leur sont dévoués; nous espérons avoir un traitement fixe et supérieur à celui que nous avons eu jusqu'ici. On est bien heureux de ne prendre aucune part à l'injustice en elle-même; ces pauvres propriétaires, dépossédés de cette sorte, m'indignent à penser ; je crois que c'était à peu près la seule fortune de M. Boyer et de M. Enjalric. M. Suard fait ce qu'il peut pour leur faire obtenir une pension, mais je ne crois pas qu'il y réussisse.

Te voilà bien au courant de toutes nos affaires, chère maman : depuis que je suis ici, je les ai mises en bon train, et avec l'aide de Dieu et de Pauline, j'espère qu'elles s'arrangeront ; cette excellente Pauline est bien heureuse de m'avoir ici, et sa tendresse me va à l'âme au delà de tout ce que je puis dire : j'ai besoin de t'en parler comme du bonheur le plus grand et le plus sûr de ma vie ; j'ai peine à m'imaginer que tu ne connais pas comme moi ce caractère si élevé et si simple, cette âme si tendre et si forte, cette humeur si active et si douce : elle veut t'écrire tout de suite pour te remercier des bas ; elle pleure de plaisir aux marques d'affection qui lui viennent de toi ; depuis que je la connais, et il y aura bientôt cinq ans, j'ai senti chaque jour mon estime et mon affection pour elle s'accroître à

mesure que je la voyais davantage : elle est de ce petit nombre d'êtres dont on ne peut jamais épuiser, en vivant avec eux, les qualités et les vertus; ce qu'il y a de certain, c'est que tout ce que j'ai pu gagner en raison et en vraie bonté n'a servi qu'à me faire mieux apprécier et aimer davantage une personne beaucoup plus distinguée qu'elle ne paraît l'être, et bien supérieure encore à ce qu'on pense d'elle. Je vois avec une joie profonde la considération, l'affection, la confiance dont elle est entourée et qu'elle inspire à tous ceux qui l'approchent. Je n'ai certes pas besoin de l'opinion des autres pour connaître le prix du bien que je possède dans sa tendresse, mais je jouis vivement de voir ce bien apprécié par tous ceux dont l'opinion a quelque poids à mes yeux. Quand je pense qu'aucun de ceux qui l'ont vue depuis sa jeunesse ne peut se rappeler d'elle un moment de faiblesse, d'injustice, d'aigreur, et qu'elle est cependant simple et timide comme toutes les femmes, je me demande ce que j'ai fait pour obtenir du ciel un tel bien : du moins je le mériterai et je ne serai pas coupable d'ingratitude. Je l'ai trouvée un peu engraissée et en tout contente de sa santé. Henriette[1] en revanche me paraît maigrie, et cela m'afflige. Quand connaîtras-tu ces deux excellentes femmes, chère maman? Quand vivras-tu avec les personnes les plus propres à te rendre la vie douce? Je ne veux pas me rejeter déjà dans les incertitudes de l'avenir : ce qui ne

1. Mme Dillon, sœur de Mlle de Meulan.

peut être incertain, c'est que tu passeras un jour ta vie avec nous, et que notre principal soin sera de te rendre heureuse. Adieu, chère maman, adieu, ma bonne et tendre mère; ne sois pas trop triste, je t'en conjure; ne te laisse pas abattre; confie-toi et espère; Dieu ne nous abandonnera pas, nous l'aimons de trop bonne foi, nous désirons trop vivement de mériter ses grâces pour qu'il ne nous en accorde pas quelqu'une.

Adieu, chère maman, adieu, mon papier est bien plein. Fais-moi le plaisir de ravoir mon *Eudoxe* et de me le renvoyer par MM. Dumas, le plus tôt que tu pourras.

---

3. — A MONSIEUR DE BARANTE

Près la Grande-Horloge, Nîmes (Gard), 7 juillet 1821.

Je voulais vous écrire depuis longtemps, mon cher ami, mais c'est une rude chose que de revenir chez soi après sept ans d'absence: j'ai passé ma centième visite et ne compte plus. Je vous dirai d'ailleurs que j'écoute et parle beaucoup; le bon pays que celui-ci! la société n'y est point coupée comme partout, horizontalement, de telle sorte que toute la classe supérieure soit *ultrà* et que, pour trouver les libéraux, il faille descendre d'un cran; ici la coupure est verticale: une moitié de la classe supérieure est libérale et accoutumée à vivre avec la moitié

ultrà sur le pied d'une entière égalité; aussi la constitution de notre parti y est-elle bien meilleure; il a son aristocratie avouée et n'est point gouverné par sa queue. Je trouve un assez bon nombre d'hommes de sens, accoutumés à une situation indépendante et supérieure, comprenant bien les questions et fort capables de conduite. Nous y sommes en très bon renom, et, si les libéraux étaient partout constitués et disciplinés de la sorte, l'avenir m'inquiéterait beaucoup moins. Le calme est profond; le parti vainqueur est timide, il a évidemment peur de lui-même; le parti vaincu est tranquille, mais point abattu. On se résigne à attendre et même à attendre longtemps. Du reste, plus je vis, plus je pense comme vous; ce qui manque ce sont des points de réunion et d'activité commune; dans l'état actuel de l'administration et de l'ordre social, les départements sont condamnés à la politique expectante; la moindre politique active leur est absolument impossible; tant qu'il en sera ainsi, il n'y a rien à fonder ni à espérer; de toute nécessité il faut sortir de cette ornière, appeler les influences au pouvoir et permettre à la vie de se manifester là où elle est; la raison ne peut venir que d'en haut, cela est sûr; mais la vie ne peut monter que d'en bas; elle est dans les racines de la société comme dans celles de l'arbre; il est fou de prétendre expédier du pouvoir sous bande; notre problème est la création d'un gouvernement; or il y a partout un gouvernement tout fait : il faut l'accepter et le régler; nous avons beau broyer et faire fermenter à Paris des députés et des

ministres, il ne sort de ce laboratoire unique ni chaleur, ni lumière; on se tourmente à le regarder, et, quand on ne s'en tourmente pas, on s'en ennuie. Je ne sais si vous éprouvez ce que j'éprouve, mais je me sens ici dans une atmosphère qui lasse tous ceux qui y vivent; je suis entouré de bon sens inutile, de forces sans emploi, de conversations sans but; je m'étonne qu'il reste encore tant d'activité à des gens qui ne font rien et n'ont rien à faire; tous les hommes dont la pensée sort un peu des intérêts domestiques mâchent à vide, marchent en l'air, perdent leur temps à deviner, à prophétiser; il y a quelque chose d'inconcevablement faux et de souverainement déplaisant dans cette nullité obligée de toutes les influences réelles, dans cette déperdition universelle des forces vives. J'irais peut-être plus loin que vous dans les conséquences pratiques que je tirerais de cet état pour l'organisation future de l'administration en France, mais faites au moins bien ressortir le fait général; il est à mon avis la cause décisive de la vanité des efforts tentés depuis six ans pour créer quelque chose dans ce pays-ci; peu de gens s'en rendent compte nettement; mais ils sauront un gré infini à celui qui leur fera voir que, si tout va mal, c'est qu'ils ne sont rien, et je vous conseille de puiser à cette source d'une vraie popularité. Autant que je peux voir, maintenant que je suis placé comme toute la France, il me semble que la situation se développe à Paris avec une grande régularité : voilà le ministère refoulé vers le centre; les deux tiers des *ultrà* me paraissent décidés à le

suivre; combien de temps lui faudra-t-il pour user cette nouvelle matière ministérielle, c'est ce que nous verrons. Ce qu'on me mande ne m'apprend rien de plus.

Dans une course que je viens de faire à Carpentras, j'y ai vu un oncle de ce pauvre Germain, qui est là receveur de l'arrondissement. Comment est votre belle-sœur ? Votre femme est-elle tout à fait remise ? Adieu, mon cher ami, dites-moi un peu ce que vous faites et quels sont vos projets. Je n'ai pu encore m'occuper de rien, mais je vais travailler et je suis bien aise d'avoir vu ce que je vois. Adieu, ma femme vous dit mille choses. Mes respects à Mme de Barante.

Tout à vous,

GUIZOT.

---

4. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT

Nîmes, juin 1821.

Je vous remercie de votre lettre, mon cher Charles, j'ai besoin de cela, non seulement pour mon plaisir, mais pour autre chose. Ce n'est pas que nous ne fassions ici de fort bonne politique; mais elle est vieille et générale. Les grandes causes, les grands résultats, les résumés qui amènent des faits décisifs, on ne connaît et on ne comprend guère que cela. Il est fort bon de voir de près cette disposition des masses et nous l'oublions trop souvent;

mais elle est monotone et stérile ; elle appartient à la politique expectante, point du tout à la politique active ; quand on veut mettre la main dans la machine, il faut y pénétrer plus avant et regarder à tout. En y regardant de bien près, on y aperçoit depuis quelques jours un léger mouvement ; le ministère laisse donner à la droite quelques dégoûts ; jusqu'où peut aller l'énergie de M. Pasquier ? *That is the question*. Tenez-moi au courant, je vous prie ; j'aurai bien vu ici ce qu'il importe de faire comprendre, et comment on peut le faire comprendre ; je ne parlerai probablement guère des petits faits, mais c'est dans les petits faits qu'est la vie et qu'on peut la prendre pour la porter plus haut. Décidément je prends mon parti sur la question de l'administration ; il faut mettre de l'action partout et en multiplier les principes. La Providence n'a pas mis au milieu du monde un grand réservoir d'où partent des canaux ; elle a placé en mille endroits des sources vives qui coulent d'elles-mêmes et par leur propre vertu ; il est vain de prétendre à porter partout la vie politique et morale par un système de navigation administrative qui ne reçoive l'eau que de Paris. Provoquer l'action, la spontanéité, c'est la condition de la liberté. Vous n'obtiendrez jamais autrement les influences réelles dont vous avez besoin pour gouverner. Elles existent ici, ces influences, plus peut-être que partout ailleurs ; mais elles se morfondent dans l'obscurité et se dessèchent dans l'inaction. Pour qu'elles puissent tout ce qu'on a besoin de leur demander, il faut leur demander

tout ce qu'elles peuvent; nous avons assez fait pour la régularité, la bonne façon, la transmission prompte et facile des volontés et des lettres; il est temps de faire quelque chose pour ne pas mourir dans un si bel ordre, et nous mourrons si l'on ne permet à personne de vivre par sa force personnelle et de rayonner librement dans sa sphère. Je vois ici un fort bon nombre de petits soleils qui éclaireraient et réchaufferaient très bien tout autour d'eux si on ne les condamnait pas à renfoncer leur chaleur et leur lumière pour attendre de Paris les clartés et le feu que vous savez. Cela n'est pas tolérable et je m'étonne que sous un tel régime il y ait encore quelques restes de vie dans les départements. J'en parle comme si nous pouvions; mais n'importe, nous pourrons quelque jour, et en attendant il est bon de savoir.

Je le crois bien que Mme de Broglie est fière de nous avoir donné un garçon, c'est une très belle chose qu'un garçon; voyez déjà le mien, il a ici un grand succès, on lui trouve les gestes doctrinaires. A propos de doctrinaires, j'en avais hier soir huit chez moi; oui, monsieur, huit, moi inclusivement, et pour le coup j'ai autorisé ma femme à chanter votre chanson; on ne lui a trouvé qu'un défaut, c'est sa modestie; que la prochaine soit un peu plus fière. Au fait, nous sommes ici fort accrédités, encore quelques échecs et nous serons au mieux; nous avions besoin de tomber, mais la chute nous sied parfaitement.

Adieu, mon cher Charles, donnez-moi donc de

bonnes nouvelles de votre mère; je m'afflige vraiment de la savoir toujours sous son rideau vert; elle a grande raison de nous aimer un peu. Faites-moi, je vous prie, le plaisir de dire à Ladvocat que je n'ai pas reçu le nouveau volume de Shakespeare, et que je désire qu'il m'envoie aussi la *Défense de l'Essai sur l'indifférence en matière de religion*, de M. de Lamennais. Adieu, mille tendresses à tous nos amis. J'espère que Louis m'écrira. Ma femme vous fait mille amitiés.

---

5. — A MADAME PAULINE GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Dimanche, 8 heures du soir, 1821.

Je ne sors pas ce soir, ma Pauline [1]; je veux me débarrasser de mes lettres, mais, avant d'écrire à d'autres, il faut que je te dise encore un mot. En coupant un des volumes de Mme de Staël, je viens de lire le nouveau dénouement qu'elle avait fait pour *Delphine;* toute cette tendresse, toute cette

1. Dans l'été de 1821, nous passâmes deux mois à Nîmes chez ma mère, et six semaines à Nevers chez ma belle-sœur (Mme Dillon avait épousé, en secondes noces, M. de Vaines, alors préfet de la Nièvre). Nous vînmes de Nevers au Bois-Milet (maison de campagne du général de Meulan, frère de Mme Guizot), je repartis presque aussitôt, en y laissant ma femme et mon fils, pour aller à Paris terminer et publier mon ouvrage *Des moyens d'opposition et de gouvernement dans l'état actuel de la France*. Je fus seul à Paris de la fin de septembre à la fin d'octobre. (*Note de M. Guizot.*)



passion qui semble n'être là qu'au service du malheur, et comme pour le faire ressortir, cela m'a fait mal. Je t'aime plus, mille fois plus que tout cela, et pour rien au monde je ne voudrais, je n'oserais placer tant de malheur à côté de tant d'amour, je croirais l'appeler, le provoquer. Comment fait-on des romans? comment peut-on se résoudre à créer des êtres pour leur imposer à plaisir de telles douleurs? Nous nous sommes souvent demandé, tu t'en souviens, ce qu'était, d'où provenait cette singulière disposition, ce mélange de sensibilité et d'indifférence, de sympathie et de personnalité, qui fait le génie de l'artiste; tantôt il sort de lui-même pour s'identifier, se confondre avec ses personnages; il se transporte dans leur situation, partage tous leurs sentiments; tantôt il se sépare d'eux, les voit passer devant lui et leur distribue sans hésitation, sans pitié, comme à des étrangers dont il ne se soucie en rien, toutes les chances, toutes les épreuves de la destinée humaine : un moment, ce sont pour lui des êtres réels, qui vivent là, sous ses yeux, autour de lui, et dont la vie devient sa vie; une heure après, de purs fantômes, dont il dispose comme de la création chimérique de sa pensée, et qu'il fait à son gré sentir, souffrir, mourir; bien sûr que ce qu'il fait n'est qu'un jeu. Il faut bien, je crois, dans cette puissante mobilité du génie de l'artiste, faire la part d'une cause très simple et très commune, de la légèreté de notre nature qui se livre à l'impression du moment, oublie ce qu'elle vient de sentir dès qu'un fait nouveau appelle ailleurs

son attention, et peut, dans la même soirée, sympathiser avec la douleur de Lear et la gaieté de Falstaff, les angoisses de Phèdre et les inquiétudes de Scapin. A mesure qu'il la produit, l'œuvre de l'artiste devient pour lui un spectacle; et possédé, entraîné par le plaisir d'y assister, de moment en moment, de scène en scène, il change de point de vue et d'impression, comme il nous arrivera ensuite à nous, simples spectateurs. Cependant cette facilité à oublier et à changer, cette inconsistance de l'âme dans des sentiments si intimes, n'est point, j'en suis sûr, une cause suffisante, ni même la principale cause du fait dont nous nous étonnons. Quelque grande que soit dans la vie réelle cette faiblesse de notre nature, nul doute que si, au lieu de contempler des fictions de l'art, le spectateur assistait à de vraies passions, de vrais malheurs, vraiment ressentis par des êtres vivants, loin d'y prendre plaisir et de s'en distraire sans peine, il en recevrait une impression souvent insupportable, presque toujours durable. A bien plus forte raison l'artiste, qui dispose en souverain du sort de ses personnages, n'en déciderait-il pas avec tant d'indifférence, tant de barbarie, s'il pouvait un seul moment tomber dans l'illusion et croire à leur réalité. En vain il leur donne une figure, un nom, un caractère, une destinée ; en vain, par le souffle du génie, image du souffle créateur, il leur imprime cette individualité claire et forte qui fait qu'ils vivent, marchent, agissent devant lui, et devant nous comme devant lui : au milieu même de cette création, au moment

où l'artiste s'unit le plus intimement à ses créatures pour les animer de sa propre vie, un invincible instinct maintient en lui la certitude que ce ne sont point là des êtres réels, qu'il crée des types, des modèles d'individus, non des individus mêmes, que sous ces traits enfin, si distincts, si saillants, personne ne sent, ne souffre, et qu'il peut sans scrupule se donner, à lui-même et au public, ce spectacle des choses humaines qui est, après tout, ce que nous recherchons et goûtons avec le plus d'ardeur. La sympathie de l'homme pour l'homme, voilà la vraie source du plaisir que nous procurent les œuvres de l'art, épiques, dramatiques, romanesques, plastiques, n'importe. Ce plaisir est double : il y a un plaisir de pur spectacle, attaché à la vue seule de l'humanité apparaissant dans tous les développements de sa nature, sous toutes les formes, toutes les chances de sa destinée; puis un plaisir plus intime, plus actif, qui naît des émotions que suscite en nous-mêmes cette vue, et du déploiement de notre propre activité morale, mise en jeu par de telles scènes. Si les scènes étaient réelles, si elles s'offraient à nous dans la personne d'êtres de chair et d'os, vivants et sensibles comme nous, rien au fond ne serait changé, la sympathie éclaterait, le double plaisir que je viens de décrire pourrait même paraître, comme le prouve la passion du public pour les procès criminels et de la populace pour les exécutions; mais le plus souvent la *sympathie* deviendrait si vive, qu'elle se tournerait en *compassion*, que tout plaisir s'évanouirait, et que la

vue des douleurs de la nature humaine, ou des misères de sa destinée ne nous inspirerait plus qu'une émotion très douloureuse et le besoin de la soulager ou de la fuir. C'est à ce péril que ne sont point exposées les œuvres de l'art; en écartant toute pensée de réalité, elles permettent à la sympathie de se déployer librement, laissent naître sans obstacle le double plaisir qui en émane, et ouvrent ainsi au génie qui crée, comme au public qui regarde, une carrière où la sensibilité la plus vive peut se jouer en tout sens, sans crainte de rencontrer la douleur.

Cependant il peut arriver, et par une foule de causes diverses, qu'à travers les œuvres de l'art la réalité apparaisse, reprenne le dessus et en rende alors l'impression insupportable ou du moins très douloureuse. Envoyez à la représentation d'*Othello* un homme placé, à l'égard de la femme qu'il aime, dans une situation analogue et tourmenté de la même jalousie : le spectacle ne réveillera en lui que le sentiment de son propre mal. La mère qui vient de perdre son enfant ne pourra regarder le tableau qui lui offrirait la même scène. L'amant qui a vu sa maîtresse se noyer ne lira pas *Paul et Virginie* sans désespoir. Du spectateur passons à l'artiste. Croit-on que celui que l'amour possède actuellement sera aussi celui qui écrira le mieux et le plus volontiers un poème ou un roman d'amour? est-ce de l'âme du mari quittant sa femme pour aller se battre que sortiront, génie à part, les adieux d'Hector à Andromaque, et la fille qui attend des soins du médecin la guérison de sa mère malade, peindra-t-elle dans

l'intervalle des visites la *Femme hydropique* de Gérard Dow? Il n'est pas impossible, ni sans exemple, que l'artiste éprouve actuellement, personnellement, le sentiment qu'exprime son ouvrage; tel n'est point cependant le fait général ni le besoin de l'art. Pour peindre avec succès une situation, une passion, il faut à coup sûr être capable de la sentir, quelquefois même l'avoir en effet sentie; mais la sentir au moment même, pour son propre compte, n'est point nécessaire et nuit souvent au lieu de servir. Souvent l'œuvre de l'art porte alors l'empreinte d'une personnalité trop vive, trop prochaine, trop directe, pour ainsi dire, et qui par cela même ne réussit pas toujours à exciter la sympathie, celle du moins qu'accepte avec plaisir et à laquelle se livre avec abandon le spectateur. Je ne sais même si le génie ne perd pas quelque chose à tomber ainsi en personne sous le joug de la réalité, s'il n'a pas besoin, pour exercer toute sa puissance, de posséder, au moment où il se déploie, toute sa liberté, d'être affranchi de tout désir, de tout besoin, de tout fardeau personnel. Les chefs-d'œuvre de l'art ont été à coup sûr le fruit d'une inspiration complètement désintéressée; et je suis porté à croire que par un secret instinct d'artiste les génies même les plus passionnés, ceux en qui l'individualité domine le plus, n'ont pas choisi, pour peindre leur passion et la faire partager au public, le moment où ils la ressentaient, pour leur propre compte, avec le plus d'ardeur.

Quel volume je viens d'écrire là, ma bien-aimée! et je ne sais pourquoi je m'arrête; j'ai encore des

milliers de choses à te dire ; que n'es-tu là ? que ne pouvons-nous unir, confondre nos idées, nos sentiments, nos impressions, jouir ensemble l'un de l'autre et de tous deux à la fois ! Ah ! Dieu a fort bien fait de prendre une côte à Adam pour en faire Ève ; mais il aurait dû ne pas les séparer complètement, les laisser encore tenir l'un à l'autre de je ne sais quelle façon qui rendît l'absence impossible. Adieu, adieu. Je te dirai pourtant encore un mot demain matin.

Lundi matin.

Je me lève, chère amie, et j'ai déjà corrigé deux épreuves. On a mis six presses sur mon livre. Je vais faire tout de suite ma conclusion et ma note, qui seront encore assez étendues. Il faut que je sorte aujourd'hui pour acheter les livres anglais que de Vaines m'a demandés ; il n'entendrait pas raillerie si son Johnson ne lui arrivait pas. Enfin je t'ai parlé de ton retour ; tu m'en parleras ; nous en parlerons tant, qu'il faudra bien qu'il arrive. Adieu, ma bien-aimée, ma Pauline ; adieu.

---

6. — DE MADAME PAULINE GUIZOT, NÉE DE MEULAN, A MONSIEUR GUIZOT

Le dimanche 1821.

Ton fils est bien heureux ; il s'était ingénié toute la matinée pour trouver moyen de se faire une escarpolette ; il attachait sa planche et sa corde partout

où il pouvait espérer de les suspendre : il m'appelait au conseil et nous n'avancions pas; enfin nous avons invoqué des habiletés supérieures aux nôtres, et il est le possesseur d'une petite escarpolette bien basse et où il ne peut se faire aucun mal. Il a eu, comme de raison, d'abord un peu peur de la première impression; mais avec nos encouragements il s'est décidé à de nouveaux essais, et il est à présent enchanté et du plaisir de l'escarpolette, et de celui d'avoir été brave. Il est bien gentil; ses cousines s'en occupent d'une manière tout à fait aimable; pour Adélaïde[1], elle est sa bonne. Il a eu sa part de la froideur des premiers jours, toujours cependant avec une grande complaisance; mais tout a repris à peu près son cours habituel, et, s'il a à subir quelque petite irrégularité, je n'en suis pas fâchée. Il y a des choses qui ne sont pas dans mes idées et qu'ainsi je ne voudrais pas qui lui vinssent de moi; mais tout ce qui peut l'accoutumer à se soumettre avec égard à des caractères moins libéraux que les nôtres me paraît une bonne partie d'éducation. Elle ne lui manquera que trop; il ne sera que trop longtemps avant de savoir ce que c'est que l'injustice. Pauvre cher enfant! quand je pense que j'aurai à combattre les effets de son bonheur, à l'armer d'une force intérieure contre des coups auxquels sa peau n'aura pas été accoutumée, je sens combien la tâche est difficile. Je crois cependant que je trouverai en

1. Mme de Meulan, née des Marans, femme du frère aîné de Mme Guizot.

lui de grands secours; il est aisé de lui donner l'ambition de la vertu; mais il a pour cela besoin de moi; notre séjour ici, en nous rapprochant, lui a déjà fait beaucoup de bien. Hélas, mon bien-aimé, il y profite de tous les moments que je ne te donne pas. Mais je ne suis jamais avec lui sans éprouver un vif regret de ne pouvoir y être davantage; je le sens profiter, je me sens croître en lui. A mesure qu'il grandira, qu'il saura mieux étudier, j'espère que nous pourrons passer ensemble quelques assez longs moments sans me trop déranger de mon travail. Il ne prend guère encore à la lecture comme plaisir; il a ici trop de moyens de s'amuser; cela pourra venir cet hiver. Pourvu aussi que nous y prenions quelque soin, que nous nous en occupions un peu, il sera très aisé de l'intéresser à son allemand; cette partie-là va toujours très bien; j'espère qu'il aura comme nous le don des langues. Cher bien-aimé, quel doux intérêt que celui de ce bien à nous deux! et quelle bonté de la Providence d'avoir ajouté un pareil charme à un bonheur comme le nôtre! qu'elle nous le conserve, et la contemplation d'une vie comme la nôtre est une chose qui repose l'âme. Oh! combien peu de gens savent ce que c'est que le bonheur! mon ami, que je t'aime! comme mon âme vole à chaque instant vers toi! comme j'ai besoin de retenir continuellement cet essor qui me laisserait ici à terre, sans force et sans vie! ah! il n'y en a plus de véritable pour moi que dans mon union avec toi; tout ce qu'il y a en moi de meilleur s'est assimilé à toi : *Rome n'est plus dans Rome.* Allons,

finissons; il faut s'imposer silence à soi-même; quand on a commencé sur tout cela, le moyen de s'arrêter naturellement!

---

7. — A MADAME PAULINE GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Mardi soir, 1821.

Tu n'auras qu'un mot ce soir, chère amie; j'ai trouvé deux épreuves à corriger en rentrant, et il est déjà onze heures un quart. Je te dirai que j'ai depuis trois jours une vraie confiance dans le succès de mon ouvrage; Ladvocat et son monde littéraire en ont la tête tournée; ils disent et me font dire que cela fera beaucoup, beaucoup d'effet. Si ce public-là en pense ainsi, je ne suis pas inquiet de notre public à nous. J'y crois donc et j'en serai bien aise. S'il réussit, je dirai bien certainement adieu à ce genre de politique tant que durera la situation actuelle, d'abord parce que je n'aurai plus rien d'important à dire, ensuite parce qu'il est périlleux de frapper toujours à la même porte. Je m'occuperai d'une autre politique, et je m'en occuperai, je l'espère, avec autorité. C'est à cela que je tends depuis longtemps. Le plus bel honneur que je puisse obtenir, à mes propres yeux, serait de prêter, par mon nom, quelque force à la vérité : un homme est si peu de chose, qu'il n'a plus grand'chose à prétendre

quand il est parvenu à entrer, de sa personne, pour une part dans le succès de la vérité.

Je rentre demain en possession de ma lettre quotidienne, et avec d'autant plus de joie, que celle qui me manquera mardi prochain ne me laissera pas, je l'espère, une autre semaine de correspondance à recommencer. Quel bonheur, ma bien-aimée! Que Dieu te garde d'ici là, toi et ton fils! plus j'approche, plus je désire et crains. Sais-tu que depuis plus de six ans je n'avais pas passé tant de jours loin de toi? je ne suis point accoutumé à ce mal et ne m'y accoutume point.

Il n'y a rien de nouveau, sinon que le côté droit paraît disposé à une vigoureuse attaque contre le ministère, qui paraît décidé aussi à résister. Tout cela ne sera peut-être qu'apparence.

Adieu; il faut que je dorme, car je travaillerais beaucoup si je n'étais sans cesse interrompu. J'ai deux ou trois visites tous les jours. Je pourrais bien fermer ma porte; mais précisément dans ce moment-ci je ne suis pas fâché de voir tous les gens qui vont et viennent; cela me replonge dans une atmosphère dont j'étais sorti.

Adieu, chère amie; j'ai écrit à Mme de Condorcet pour avoir l'adresse de son accordeur; je veux que tu trouves ton piano en état. Embrasse donc ce cher enfant; il fait ce que faisait Franklin vieux; il se donne une vertu par semaine à acquérir. Adieu donc.

Mercredi matin.

Bonjour, bien-aimée; j'espère que ta lettre d'aujourd'hui m'expliquera la bonne fortune qui avance ton départ, et comment tu viens avec Aline[1], car j'y compte; je n'ai plus que neuf jours à passer sans toi. J'ai besoin pourtant que tu m'en donnes bien la certitude. Adieu, chère, chère amie.

---

8. — A MADAME PAULINE GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Mercredi soir, 1821.

Comment donc, chère bien-aimée, ne m'as-tu pas encore expliqué par quelle combinaison tu reviendrais jeudi ou vendredi avec Aline? On a beau être philosophe et savoir qu'il y a des choses qu'il faut croire sans les comprendre, le besoin du *pourquoi* et du *comment* n'est point éteint en moi. Mande-moi donc ce qui en est; je n'aurai de confiance que lorsque je saurai tout par le menu. Songe donc que ce pourrait être de demain en huit. Je dis demain, et il est déjà onze heures et un quart, et le temps marche.

Je viens de dîner chez Victor avec lord Landsdowne et M. Scarlett, le premier avocat, dit-on, du barreau anglais depuis la mort de sir Samuel Ro-

1. Mme de Meulan, née de Turpin-Crissé.

milly. Ce sont des hommes éclairés, de bon sens et de bonne intention; je n'y vois rien de plus, comme dans la plupart des Anglais. Là aussi il y a des symptômes d'épuisement dans les classes supérieures; j'espère qu'elles s'en relèveront. Je serais bien fâché qu'il leur arrivât quelque malheur; elles ont donné et donnent encore un beau spectacle.

Ma conclusion est écrite; je ferai demain ma note et après-demain ma préface. Je ne crois pas que le tout fasse plus de vingt-six feuilles. Je viens de corriger la dix-huitième. Je paraîtrai mardi. Tous les journaux du parti commencent à me dire des injures. Le *Journal des Débats* te fait ce matin des compliments à mes dépens; je ne m'en plaindrai pas. Il parodie pour moi le mot de Voltaire sur Montesquieu : « Les Gaulois avaient perdu leurs titres; M. Guizot les a retrouvés. » J'accepte; cela ne me rendra pas impopulaire. Le *Constitutionnel* t'a consacré ce matin une demi-colonne, car tu as paru ce matin, chère amie; je n'en ai encore eu qu'un exemplaire, que j'ai porté à Mme de Broglie. J'en aurai d'autres demain. Faut-il que je t'en envoie au Bois-Milet et par qui? Théodore vient-il à Paris avant vous?

Cet enfant est donc bien en train de vertu? Certainement il lui est excellent d'être avec toi; à qui le dis-tu? Nous ferons tout ce que nous pourrons pour lui faire place dans notre vie si pleine; cela devient une nécessité et un devoir. Mon Dieu oui, c'est un grand trésor et je prie tous les jours pour lui. J'espère qu'il sera bien; nous tirerons de sa nature

tout ce qu'elle sera capable de donner. Je pense aussi qu'il ne lui est pas mauvais d'être un peu soumis par d'autres que nous à certaines règles. Il faut que la liberté rencontre partout des barrières et conserve toujours un refuge.

Charles et Louis[1] sont venus déjeuner avec moi ce matin. Charles a fait une chanson charmante contre les ministres qui se plaignent du sérieux des jeunes gens et les renvoient à faire des chansons : ***Monseigneur aura des chansons.*** Qu'on dise que les doctrinaires ne sont pas un corps d'armée complet : ils ont même une musique.

Adieu pour ce soir, chère bien-aimée ; j'irai dîner demain chez Royer. Il m'est absolument impossible de sortir le matin. Je travaille, je corrige mes épreuves, j'attends les gens que je veux voir. J'emploie à lire mes moments de repos. Mon délassement, mon bonheur, c'est de t'écrire ; mais je ne me l'accorde qu'après avoir fini ma journée. Adieu ; il commence à faire un peu froid ; vous en doutez-vous? Cher ange, que je t'aime !

Jeudi matin.

Chère bien-aimée, encore le plus magnifique soleil ! Que ne suis-je avec toi? comme nous irions nous enfoncer dans les bois qui doivent être encore verts ! je m'en console en te préparant une bonne petite provision de bois sec pour nous chauffer ensemble au coin de ta cheminée. Avec toi, ma Pau-

1. M. de Guizard.

line, je ne puis rien regretter, rien désirer, tout est bon et tout est complet. Je ne sais si ta lettre d'aujourd'hui aura le bon sens de me bien expliquer les arrangements du retour, je l'espère; je saurai alors où reposer définitivement ma pensée; je compterai à coup sûr. Que nous serons bien cet hiver! j'espère que, la salle à manger bien chauffée, ta chambre ne sera pas froide.

Broglie et Staël sont établis dans leur nouvelle maison, excellente habitation, grande, commode, carrée, solide, bien arrangée, point magnifique, point provisoire, un établissement définitif, une vraie maison de doctrinaire riche et sensé. Victor est charmé de se voir dans un lieu d'où il ne sortira plus, sauf les révolutions; mais je ne crois pas que celles qui chassent les hommes (j'entends les sujets) de leurs maisons soient à craindre.

Adieu, adieu, chère bien-aimée; je te presse sur mon cœur, d'abord toi, puis mon fils, puis encore toi. Je vais commencer sérieusement à préparer mon cours; j'espère qu'il ne me donnera pas beaucoup de peine; il le faut, car j'ai peu de temps. Adieu, cher trésor.

---

9. — A MADAME PAULINE GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Jeudi soir, 1821.

Chère amie, j'ai beau faire, la pensée que je vais te revoir m'obsède invinciblement; tout à l'heure, en dînant chez Royer, je me suis surpris cinq ou six fois perdant le fil de la conversation, assis près de toi, à te regarder, à sourire à tous tes mouvements, à toutes tes paroles. On a grande raison de dire des gens qui s'aiment qu'ils se possèdent, c'est une vraie possession. C'est donc probablement mercredi, c'est-à-dire encore un jour plus tôt; *probablement* seul me chiffonne; enfin d'ici à deux jours tu me donneras des certitudes. Je t'en prie, chère amie, dans la traverse du Bois-Milet à Moret, fais bien attention; il y a de très mauvais pas; descends avec ton fils; je veux que vous m'arriviez entiers. Quels transports de joie quand je t'aurai là!

Le ministère, je t'en réponds, n'attend pas ses amis avec autant d'impatience; te rappelles-tu notre lieutenant de gendarmerie de 1814 qui appelait toujours les alliés *les demi-camarades?* Les ministres, je crois, en diraient volontiers autant du côté droit; il paraît décidé à n'en vouloir plus. Si Decazes était à la place de Pasquier, malgré sa chute de l'an dernier, je crois qu'il ne tomberait pas; mais Pasquier n'est pas opiniâtre. Quoi qu'il en soit, mon livre vient comme de cire dans cette situa-

tion; je l'aurais écrit tout entier depuis huit jours que je ne l'aurais pas fait autrement. J'en suis content. Ma note sur les protestants aura, je crois, de l'intérêt pour eux, et la question y sera coulée à fond. Il n'y a rien de tel que de penser un peu aux choses; on ne sait que faire des idées qui affluent.

Adieu pour ce soir, chère amie; j'ai une envie effroyable de dormir. Je me lève de bonne heure; je ne suis presque pas un moment sans faire quelque chose; cela est, tu sais, assez contraire à ma nature. Il faut que j'aille me coucher. Adieu, mon amie, que je t'aime!

Vendredi matin.

J'avais, en effet, bonne envie de dormir, chère amie, car je me lève après neuf heures et demie, ce qui ne m'était pas arrivé depuis bien longtemps. Ladvocat m'a trouvé dans mon lit. N'oublie pas que je ne recevrai point de lettre mardi; ainsi donne-moi, par celle que tu m'écriras demain samedi et qui m'arrivera lundi, tous les détails de ton départ, ta route, ton arrivée, les heures, etc. Puisque vous venez en un jour, vous ne serez certainement ici qu'assez tard. Il se peut donc que cette lettre-ci soit la dernière de moi à laquelle tu répondes. Qui te fera ta caisse de bonnets, chapeaux, etc.? Puisque tu crois pouvoir te passer de Simon, ce sera moins cher. Tu auras trois chevaux à payer, c'est-à-dire 6 francs par poste aux postillons. Écoute, donne-leur 40 sous, ils te mèneront mieux, et pour cent

sous de plus tu seras ici une demi-heure plus tôt. Adieu, chère bien-aimée, adieu. Je ne t'écrirai plus que deux fois.

---

10. — A MADAME PAULINE GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Vendredi matin, 1821.

Chère amie, je viens, en le coupant, de relire *l'Écolier*[1] ; il faut absolument que je t'en dise un mot avant de me mettre à l'ouvrage. C'est une délicieuse lecture. L'histoire de Marie est admirable. J'ai eu vingt fois les yeux pleins de larmes. J'ai senti vingt fois ce tressaillement intérieur que me font seules éprouver la vérité et la vertu. Ces quatre volumes en sont pleins ; il est impossible, absolument impossible de les lire sans se sentir vivre, et vivre plus facilement, dans l'atmosphère du bon et du vrai. Tu y as donné à la raison une autorité, à la morale un charme dont on ne peut se défendre. Ce qui m'enchante, c'est que l'effet en sera général. Victor, qui n'a encore lu que le premier volnme, est venu me voir exprès ce matin pour me dire qu'il en était ravi, et il m'en parlait avec émotion. Tout ce qu'il craint, dit-il, c'est qu'il y ait là trop de vérité pour le public, que ce ne soit trop en avant des idées et des sentiments du temps. Je sais fort bien que

1. *L'Écolier ou Raoul et Victor* parut en même temps que le livre de M. Guizot. Cet ouvrage fut peu après couronné par l'Académie française.

les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des gens n'y verront que le quart de ce qui est; cependant ils y verront quelque chose; c'est si attachant! Chère, chère bien-aimée, et tu es à moi, et la source de tout cela m'appartient! et dans quatre jours se lèvera le jour où je vais te revoir! Que je t'aime! Sais-tu bien ce que tu es pour moi? non certainement; le sais-je moi-même? Les forces de l'âme ne suffisent pas plus à l'amour que celles de l'intelligence à la vérité. Je te quitte. Je te retrouverai ce soir. Je dîne chez moi et ne sortirai probablement pas après dîner. Il va donc venir le moment où, ne sortant pas, je resterai avec toi.

---

11. — A MADAME GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Dimanche, cinq heures, 1821.

La clôture, la clôture, chère bien-aimée; voilà près d'un mois que je l'invoque; enfin je la tiens; voici mes dernières paroles, et ce ne sont pourtant pas, je t'en réponds, les restes « d'une voix qui tombe et d'une ardeur qui s'éteint ». Demain je dirai *après-demain;* dans deux jours je dirai *aujourd'hui;* et puis je ne dirai plus rien, je n'attendrai plus rien; tous les jours seront bons, tous égaux; je ne leur demanderai plus que de couler lentement. Mme de Broglie me demandait si j'accepterais l'éternité de ma vie; je me suis récrié

qu'on pût me le demander ; le bonheur de l'éternité ne sera-t-il pas d'être éternellement avec toi ? j'ai répondu pour nous deux ; ai-je eu tort?

Je suis charmé que tu ramènes Aline et que, sauf Adélaïde et les champs, ce qui est bien quelque chose, nous nous trouvions ici mercredi, comme nous aurions été au Bois-Milet, si j'avais pu y retourner. Tu sais que je ne rechigne guère contre la nécessité ; cependant, s'il lui plaisait d'être quelquefois moins nécessaire, je m'en arrangerais. Enfermé seul ici et corrigeant mes épreuves, il m'est bien souvent arrivé de penser au Bois-Milet, à vous tous, à la promenade, au billard, au whist, que sais-je? à toute cette vie intérieure qu'on mène si gaiement au milieu des siens. Je ne dirai pas mes regrets, je ne dis guère : ce qui est sûr, c'est que j'aurais pu passer un mois beaucoup meilleur que celui qui vient de finir. Mais j'espère bien prendre ma revanche. En attendant, je vous attends tous mercredi.

J'ai tout à fait fini : notes, préface, tout est fait, imprimé, corrigé, tiré. Après-demain le public saura tout. Je me repose aujourd'hui. Demain je me mets d'arrache-pied à préparer mon cours. Ne te tourmente pas pour ton Shakespeare ; nous ferons marcher la publication un peu plus lentement ; il serait aussi par trop dupe de ne pas prendre quelquefois ses aises avec un homme à qui on procure tant d'avantages. Charles est charmé de *l'Écolier;* il trouve cela aussi simple qu'original ; la variété des caractères, l'élévation facile des sentiments et des idées, le naturel parfait et si varié des conversations,

tout cela frappe tout le monde. Chère amie, personne ne sait comme moi à quel point cela est bien : cependant ce qu'on m'en dit me charme comme si je l'ignorais.

J'ai été encore hier au spectacle, aux Variétés. Je me perds en ton absence ; je ne savais que faire de ma soirée, j'ai vu une petite pièce patriotique, comme on dit, qui fait beaucoup courir et qu'on appelle *les Moissonneurs*. Ce sont des soldats licenciés, labourant leurs champs. Le public est ravi, transporté, et moi, je me suis senti presque aussi facile à l'émotion que le public. Encore une fois, les mœurs et les destinées populaires ont quelque chose de très dramatique. Mais ne voilà-t-il pas que je te parle comme si tu devais me répondre? Tu ne me répondras pas, n'est-ce pas? Adieu, adieu, bien-aimée, je vais dîner chez Mme de Broglie avec Constant, le plus clairvoyant et le plus impuissant des hommes, qui fera ce qu'il ne veut pas, par ordre de gens qu'il méprise. Il faut que tout cela s'use, dit-il, et il est lui-même plus usé que tout. Quelle pitié!

Je dîne demain chez Mme de Rumfort, après-demain chez Mme de Broglie, et puis plus chez personne. Adieu, adieu.

---

12. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT

Décembre 1821.

Mon cher ami, depuis le jour de notre départ je veux vous écrire; je suis fâché que vous m'ayez devancé; j'ai besoin aussi de causer avec vous; dans le cours ordinaire de la vie, tout se montre sous une physionomie à peu près pareille, et les plus profondes amitiés ne diffèrent guère extérieurement des autres relations habituelles, mais quand arrivent ces épreuves aiguës qui pénètrent jusqu'au fond de l'âme et manifestent toute la vérité, alors on voit qu'on aime et combien on aime. Je voudrais que vous sussiez combien j'ai été saisi de votre douleur. Je crois beaucoup à la puissance des liens naturels; qu'est-ce donc quand la mère qu'on a reçue était celle qu'on eût choisie? Je m'étais souvent promis qu'un temps viendrait où la vôtre entrerait encore plus avant dans notre intérieur, où la communauté de nos opinions, de nos sentiments amènerait cette intimité de la vie qui a quelque chose de si doux et de si fort. Tout cela est rompu, il y faut renoncer, et ce que je m'étais promis, vous, vous l'aviez; ce que j'espérais, vous l'avez perdu. Ne me parlez pas de votre chagrin. Je le sens comme vous le sentez. Ne vous plaignez pas non plus, il faut le garder comme tout ce qui est légitime. C'est mon plus grand sujet d'irritation contre les hommes et le monde que le

besoin et la facilité de l'oubli. Je suis encore jeune, mais déjà depuis longtemps la vraie mesure de la force des âmes est pour moi dans la durée d'une juste douleur. Il la faut supporter en la retenant; vous êtes fait pour ne vous point abattre et ne point oublier; ce n'est pas dans la faiblesse qu'il faut chercher des ressources contre la faiblesse; votre mère sera toujours pour vous ce qu'elle était; sa pensée vous pénétrera toujours de la même affection, des mêmes regrets, et ainsi demeurant toujours uni avec elle, vous puiserez dans le sentiment de cette victoire remportée sur la mort plus de consolation et de force que n'en peuvent apporter à d'autres les distractions et le temps. Il n'est pas vrai que le temps console; il efface, et c'est une honte que de se consoler de la sorte; vous ne lui accorderez pas sur vous cette puissance, et pour la lui retirer, pour échapper à cette nécessité des cœurs faibles, vous mettrez dès aujourd'hui votre âme dans un état où elle puisse rester, où, conservant la libre disposition de vous-même, vous n'ayez pas besoin que l'infirmité humaine vienne à votre secours, en énervant des regrets légitimes. Quand la doctrine de la présence réelle s'est introduite dans le christianisme, il y en a eu une raison dont plus tard le protestantisme ne s'est pas douté; un instinct secret a averti les premiers auteurs de cette idée que la mémoire de l'homme était bien faible, et que, si la Cène n'était qu'un souvenir, elle perdrait bientôt une grande part de sa puissance; ils ont eu recours à un symbole, et dans l'origine la présence réelle

n'était rien de plus; il en a été de ce symbole comme de tous les autres, il s'est matérialisé, et on a fini par soutenir que la présence réelle était une réalité; et, quand le symbole est tombé ainsi dans la matière, sont venus Zwingle et Calvin, qui ont supprimé le symbole même et n'ont voulu voir dans la Cène qu'un souvenir, et, quand elle a été réduite à cette faible condition, elle a bientôt perdu tout empire sur les hommes. Faisons pour nous-mêmes ce que la faiblesse du genre humain, pris en masse, ne lui permet pas de soutenir longtemps; que l'idée d'une mère, d'un ami perdu soit pour nous autre chose qu'un souvenir, qu'elle demeure en nous comme un symbole de la réalité absente, mais non détruite, que la vraie présence réelle subsiste; elle subsistera si nous sommes capables de nous élever à elle, si nous savons nous dégager assez de la vie matérielle et du temps pour leur soustraire ce qui ne leur appartient que quand notre faiblesse le leur livre, notre pensée. Votre mère était là hors de vous, devant vos yeux; elle est encore là en vous, devant votre esprit; qu'elle y reste et elle sera encore présente à votre être véritable, et en déplorant de ne plus la voir à vos côtés, vous la retrouverez en vous, et ce sera pour vous la seule consolation véritable, comme nous nous consolons par la possession intérieure de la vérité, lorsque nous ne la voyons pas réalisée au dehors.

Je suis fort aise que votre père n'ait pas été aussi abattu que vous le craigniez et que sa propre force vienne ainsi un peu au secours de la vôtre. Je crois

devoir vous dire qu'on parle ici de lui comme de deux ou trois autres préfets. Je ne sais ce qu'il y a de positif dans ces bruits et ne pense pas qu'il y ait rien à faire, mais enfin il est bon que vous les sachiez. Du reste, je n'ai absolument rien à vous mander, il n'y a ici que des bavardages dont vous ne vous souciez pas et des prévoyances que vous n'avez pas besoin qu'on vous apprenne. Pour moi, je travaille et suis convaincu qu'il n'y a aujourd'hui qu'à amasser des matériaux pour l'avenir et à répandre des idées. Je trouve toujours qu'en ce dernier point on réussit au delà de ce qu'on espérait.

Adieu, mon cher ami. Parlez de moi à votre père. Si vous n'étiez pas allé le rejoindre, je lui aurais écrit pour lui dire quelque chose de ce que je sentais sur votre excellente mère. Mais vous êtes là. Adieu. Tous nos amis sont bien. Ma femme veut vous dire un mot de l'amitié qu'elle vous porte. Elle a vivement regretté de ne pas vous voir.

---

13. — A MADAME GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Lundi soir, 17 juin 1822.

Je rentre, chère amie, je ne me coucherai certainement pas sans t'avoir parlé. Voici d'abord l'emploi de mon temps. Je suis arrivé à quatre heures et demie. Victor était chez moi, arrivant aussi de Broglie, où il venait de faire une course pour voir

ses travaux. Comme il dînait en ville, j'ai été demander à dîner à Royer, que j'ai quitté à neuf heures pour aller voir Henriette. Je ne l'ai pas trouvée et n'ai vu que sa belle-mère; elle était à l'Opéra avec Pauline [1] et Édouard. Elle ne songe, dit-on, qu'à divertir Pauline, dont le dentiste a déjà travaillé les dents; mais il y a encore à faire, et M[me] de Vaines prétend qu'Henriette ne pourra quitter Paris avant dix ou douze jours. Si cela est, je compte revenir sans elle et l'attendre au Bois-Milet [2]. Je lui écrirai demain matin pour savoir à quelle heure elle sera chez elle, car elle court toujours. Je dîne demain avec Victor et après-demain chez M[me] de Vaines. Victor part après-demain. Charles viendra me voir demain matin. *Es-tu content, Coucy?* J'ai beau chercher, ma confession est complète. Je ne perdrai pas mon temps; je veux voir assez de monde, je trouve les esprits dans un état curieux, la droite stupéfaite de son impuissance et la gauche de sa faiblesse; chacun se demande ce que sont devenues ses illusions, ses espérances; on se sent de part et d'autre dans une situation nouvelle, inconnue, qu'on étudie à tâtons. La session sera courte; les deux côtés s'arrangent pour cela. On parle beaucoup, mais beaucoup de la guerre d'Espagne. L'Autriche y pousse; une partie du ministère hésite, allègue le danger; les fous

1. M[lle] Dillon, nièce de M[me] Guizot née de Meulan, et sœur de M[me] Guizot née Dillon.

2. Nous passâmes au Bois-Milet les mois de mai, juin et juillet. C'était le temps des conspirations et des procès politiques. Je vins à Paris pour faire imprimer mon ouvrage *De la peine de mort en matière politique*. (*Note de M. Guizot.*)

pressent, l'Angleterre déconseille en souriant, et, en attendant qu'on se décide, on fait chaque jour des préparatifs qui supposent qu'on est décidé. Royer n'y peut pas croire plus que moi. La gauche ne sait que désirer; elle semble craindre que ses adversaires ne réussissent partout, et est surtout frappée de l'idée que ceci peut durer longtemps; depuis sept ans ces libéraux-là se couchent tous les jours convaincus qu'une révolution leur viendra le lendemain avec leur journal; ils s'étonnent pourtant un peu que le journal leur arrive toujours sans la révolution. C'est un parti en plein désarroi, qui se sent vieux et fait encore le brave, mais avec inquiétude et sans savoir comment se rajeunir. Ce fait-là s'est singulièrement développé depuis un mois. J'en aurai long à te conter, j'analyse tout ce qu'on me dit, tout ce que je pense; je n'en veux rien oublier. Je recommencerai avec toi la vie que tu n'auras pas partagée. Victor est charmé de son voyage; cependant l'apparence aristocratique du pays lui plaît peu; les hommes en masse y sont bien traités, honorés même; mais l'individu, malgré la dignité assez générale des caractères, lui a paru humble d'esprit et sans sentiment d'indépendance. Du reste point de crainte sérieuse et sincère des révolutions : ni les chefs, ni le public n'y croient. Avec cela la conscience que les vieux principes, tant du gouvernement que de l'opposition, sont usés, et qu'il en faut d'autres, qu'on ne tient pas encore, que chacun cherche de son côté, ce qui fait que le ministère est très fort, l'opposition parlementaire très faible, et cependant

le ministère très décrié, l'opposition nationale très forte. Voilà un consommé de deux heures de conversation; je te le délayerai la semaine prochaine. Sur ce, je vais me coucher, le cœur non pas gai, mais un peu moins gros, car je t'ai parlé. Je t'ai encore embrassée ce matin; j'ai encore là ta voix dans l'oreille; mais demain, mais après-demain seront des jours tout à fait vides de toi. Adieu, adieu, chère bien-aimée; de près je t'aime parce que je te vois, de loin je t'aime parce que tu me manques. C'est toujours toi qui remplis mon âme. Adieu, car je remplirais mon papier et je n'en finirais pas davantage. Demain, en me levant, je te redirai que je t'aime.

---

14. — A MADAME GUIZOT, NÉE DE MEULAN

Lundi matin, 1822.

Comment, chère bien-aimée, ma lettre t'a manqué? j'en ai eu le cœur serré, comme si la tienne m'avait manqué aussi. Tu en auras eu deux le lendemain, car elles sont toujours mises à la poste avant onze heures, et le retard ne peut venir que de la sotte curiosité de ces gens-là. Mais, ma Pauline, que me dis-tu donc de la monotonie de tes lettres, et de ta force qui s'alanguit, et de ce que tu me demandes tant en m'apportant si peu, et que sais-je? Comment peux-tu sentir de telles craintes, et me

parler de faiblesse et d'épuisement? J'y pense depuis longtemps, ma Pauline, et quelque jour je te dirai tout ce que j'ai pensé; mais sois-en sûre, c'est dans nos facultés d'affection, dans le pouvoir d'aimer que réside la plus belle, la plus divine portion de notre nature morale. Elle se présente ici-bas si profondément associée à ce qu'il y a en nous de passager et d'imparfait, elle s'abuse si souvent dans son application, qu'elle en est, pour ainsi dire, rabaissée, et que sa supériorité semble disparaître dans cet alliage. Mais quand on l'en sépare, quand on considère l'amour en lui-même et indépendamment de tel ou tel objet, souvent indigne de lui, alors on reconnaît qu'il est le dernier développement de l'âme, le terme le plus élevé de son activité, et en quelque sorte le complément définitif de son existence. C'est beaucoup sans doute, c'est un immense progrès pour l'homme que son intelligence ait connu le vrai, que sa volonté ait choisi le bien; cependant, s'il en restait là, à quelque hauteur que l'eût placé sa science ou sa vertu, l'incomplet, le vide, l'effort, le combat se feraient encore sentir. Mais, quand l'amour est venu, quand la sensibilité morale a pris possession des conquêtes de l'intelligence et de la volonté, quand la vérité, la vertu ne sont pas seulement connues et voulues, mais aimées, alors tout effort cesse, tout vide disparaît; l'homme se sent au but, l'harmonie est rétablie en lui et il n'a plus qu'à jouir de sa nature. Dans l'amour seul se viennent confondre l'obligation et la liberté; il n'est pas, comme la vertu, un acte de choix; dès

qu'il est, il croit, il affirme qu'il ne pouvait pas ne pas être; pourtant toute idée de fatalité, tout sentiment de servitude lui sont étrangers. C'est l'âme active spontanément et selon sa loi, jouissant à la fois de la spontanéité et de la légitimité de son développement, ne prétendant, à raison de ce qu'elle donne, aucune récompense, ne s'attribuant même aucun mérite, et sûre pourtant qu'elle a droit à un retour égal. C'est l'exaltation de cette portion de notre nature, la contemplation de cette face de la vérité qui a fait les sectes mystiques et la beauté de leurs élans, malgré la folie de leurs égarements. De là aussi l'élévation morale et l'empire que peut donner, que donne souvent une grande affection, un amour véritable, à des créatures d'une intelligence d'ailleurs bornée et d'une faible vertu.

Je viens de voir ici assez de monde; j'ai beaucoup causé, et avec intérêt, car l'état des partis est vraiment curieux : eh bien, ce n'est pas seulement ta tendresse, c'est aussi ta conversation que j'ai besoin d'aller retrouver; nulle ne la remplace, nulle ne la vaut, et tu es presque aussi nécessaire à ma pensée qu'à mon bonheur. Est-ce là ne me rien apporter, chère bien-aimée? est-ce là une existence solitaire qui ne tire plus rien que de moi? Ah, dis si tu veux que tu ne tires plus rien que de moi; mais sache que c'est parce que tu m'as donné tout ce que tu es, ce que toi seule pouvais me donner.

Hélas, je ne pourrai te rapporter ton bien aussi promptement que je l'espérais, je ne serai pas libre après-demain, mon impression ne sera terminée

que jeudi soir, et il faut absolument que j'en finisse moi-même; personne ne me suppléerait pour cette délicate publication. J'ai achevé hier ma préface, et l'ai fait lire à Royer, qui l'a trouvée « extrêmement bien, neuve et vraie ». Elle se termine par trois pages sur l'état actuel des partis, qui, je crois, sont en effet cela; elle aura une feuille d'impression. Je l'enverrai aujourd'hui à Béchet. Je voulais passer hier une partie de ma matinée à t'écrire, je m'étais promis ce rafraîchissement; mais cette préface m'a mené jusqu'à cinq heures, et je ne suis rentré le soir qu'à onze heures et demie.

L'affaire des Mémoires anglais ne s'arrange pas avec Baudouin; j'en parlerai à Béchet. Si celle-là ne réussit pas, j'ai en tête une ou deux autres idées d'entreprises dont nous causerons et que je crois bonnes. Je voudrais ne pas revenir d'ici les mains vides de travail pour toi. Chère amie, je me reproche souvent de t'obliger encore à travailler, je donnerais je ne sais quoi pour que tu n'eusses qu'à jouir de notre bonheur; je t'ai attachée à une destinée laborieuse, hasardeuse. Mais non, nous sommes trop heureux pour nous plaindre, nous surmonterons les difficultés et nous gagnerons plus de repos.

La lettre que tu m'as envoyée était, en effet, de Fortuné [1]. Je t'en envoie une de Mme de la Meltière, que j'ai ouverte et qui m'a touché. Cette pauvre femme a beaucoup d'âme; mais ses chagrins m'ont

1. Le général de Lascours, beau-frère du duc de Broglie.

fait frémir. Il y a pourtant bien pis. Tous ceux qu'elle aime vivent.

Embrasse François pour moi ; sa lettre n'était pas mal, et, en effet, son écriture gagne en facilité. Je lui répondrai demain. Ce bon petit! je suis charmé qu'il ait été sage trois jours de suite. Il faut qu'il le soit autant jusqu'à mon arrivée. Je ne veux pas qu'on ait à me dire du mal de lui.

J'ai mené hier Henriette et sa fille aux Bouffons ; elles ont été charmées de la *Gazza*. Pour moi, cette bête de pièce me fait toujours mal. Au spectacle je deviens un vrai chiffon.

J'écrirai encore une fois d'ici à ma mère, mais soutiens toujours avec elle notre correspondance régulière. Pardon, chère amie, de te donner ce petit surcroît ; ton ouvrage en sera un peu ralenti, mais il viendra assez tôt. Adieu, ma bien-aimée, mille tendresses autour de toi, il n'y a ici rien de nouveau. Adieu, *que le jour me dure!*

---

15. — A MONSIEUR DE BARANTE

Dimanche, 20 octobre 1822.

Je viens de causer de vous avec Charles, mon cher ami ; il est arrivé hier. Tout ce qu'il m'a dit de vous m'a fait plaisir. Vous vous trouvez bien de votre solitude, Mme de Barante aussi. Vous travaillez, vous

vous arrangez : j'en suis charmé. Ne songez pas cependant à ne pas venir cet hiver. Je ne sais pas ce que nous ferons, ni si nous ferons quelque chose, ni même s'il y aura quelque chose à faire. Mais il faut être ici pour la session. Il ne se peut qu'elle soit insignifiante, quoique presque tout le monde en ait envie. Jamais aucun temps n'a été marqué comme celui-ci de l'empreinte de la fatalité; pas un parti, pas un homme qui fasse ce qu'il veut, qui veuille ce qu'il fait; point de passions fortes, et toutes les fautes, toutes les folies que font faire les passions: point de croyances de part ni d'autre, et pourtant de part et d'autre on se conduit comme si l'on avait encore les croyances pour lesquelles on s'est divisé jadis; des prétentions qui ne correspondent plus aux situations, et n'en sont pas plus traitables; des paroles qui n'émanent plus des pensées, et qu'on n'en répète pas avec moins d'assurance. Les évènements arrivent comme d'eux-mêmes, sans que les hommes qui s'y associent soient capables ni de les faire, ni de les éviter; jamais la conduite des choses humaines n'a plus complètement échappé aux hommes. On cherche qui fait, qui veut ce qui se fait; on ne le trouve point, et pourtant tout se fait, tout se fera comme si des volontés puissantes et des forces déterminées l'avaient résolu et accompli.

C'est un bizarre et monotone spectacle. Il faudra bien du temps et quelque chose de bien nouveau pour rendre aux individus quelque spontanéité, quelque consistance personnelle, pour qu'on puisse voir en eux, dans leurs passions, dans leurs idées,

le principe des évènements. Ils ne sont aujourd'hui que de vieilles marionnettes effacées, absolument étrangères aux scènes que la Providence leur fait jouer.

Toute généralité à part, je n'ai rien à vous dire, quoique tout marche et même assez fort. Le parti se débat toujours dans ses intrigues au Congrès[1], à la Cour; mais, quel que soit le résultat des intrigues, rien ne sera changé, et M. de Polignac n'en fera ni plus ni moins que M. de Villèle. Ils sont inquiets de leurs nouvelles d'Espagne. Le baron d'Eroles leur fait dire que, s'il n'est pas secouru avant un mois, il sera complètement écrasé. Ils s'en désespèrent et n'en sont pas plus décidés à le secourir. Ils attendent des ordres de Vérone, où, d'après ce qu'on me dit, on n'est pas plus décidé qu'ils ne le sont eux-mêmes. De Serres a pourtant envoyé de Naples un beau mémoire, où il prouve que le *statu quo* est impossible, du moins pour l'Italie; qu'il faut absolument donner à Naples et au Piémont des chartes, ou remettre toute l'Italie à l'Autriche, à titre de province. Il sera élu dans la Moselle; personne ne paraît en douter. Je le voudrais presque; s'il revient à la Chambre, il portera le trouble dans les combinaisons obscures du parti. On croit en général à la réélection des trois députés de l'extrême gauche. Nous nous tenons pour assurés de celle de Saint-Aulaire, dans le Gard. Du reste, je suis convaincu que nous serons battus.

1. Le Congrès de Vérone, réuni pour traiter les affaires d'Espagne et de Portugal.

On vient de suspendre mon cours[1]. Je m'y attendais comme vous. Je regrette un peu cette petite tribune, d'où j'exerçais encore quelque action directe sur des hommes qui se mêleront de l'avenir. Cependant j'ai pour dédommagement tout mon temps et toute ma liberté. Nous verrons ce que j'en ferai. Il est impossible et absurde d'écrire sur la politique actuelle, et j'y ai bien renoncé. Je continuerai probablement mon grand travail de philosophie politique. Je suis très curieux de voir quelques fragments de vos *Ducs de Bourgogne*. Vous avez raison de travailler. C'est un refuge et aussi un moyen d'action bien éloigné, bien indirect et pourtant réel. On ne peut pas empêcher qu'il n'y ait un public et qu'on n'imprime pour lui de vingt à trente mille volumes par an. Je suis aussi frappé que vous de la dissolution de la société, de son inertie; je me demande d'où lui reviendra ce qui fait que les hommes agissent, et agissent en commun; je suis hors d'état de me répondre, et pourtant je suis sûr que cela sera, que ce pays-ci n'est point en train de périr, ni de s'asservir. J'ai des impatiences personnelles, des chagrins actuels; il n'est pas en mon pouvoir d'en avoir d'autres. Et même, pensez-y bien, quoique nous n'ayons plus vingt-cinq ans, nous sommes jeunes encore, et avons à coup sûr la vie plus dure que tout ceci. Maintenant je suis seul, absolument seul, je ne cause avec personne qui

1. Le cours de M. Guizot, commencé le 1er décembre 1820, fut suspendu par M. de Frayssinous, grand-maître de l'Université, le 12 octobre 1822.

puisse agir sur moi. Il n'y a vraiment pas lieu au découragement, et parmi les temps ou les hommes dont on se souvient parce qu'ils ne se sont pas découragés, il en est bien peu qui n'aient passé par de plus rudes épreuves, et subi des revers qui semblaient bien plus en possession de l'avenir.

Je le crois bien que vous êtes content des *Tablettes;* elles sont charmantes et font assez d'effet pour qu'on espère qu'elles en feront davantage, si Dieu leur prête vie. Certainement ces jeunes gens ont beaucoup d'esprit, et vous en verrez poindre de jour en jour quelqu'un de plus. Je me rappelle que Baring me dit un jour que les whigs ne recrutaient plus en Angleterre presque aucun jeune homme distingué, qu'ils se faisaient tous torys ou radicaux. J'en conclus, et il en convint, que les whigs étaient un parti perdu. Tous les jeunes gens distingués viennent à nous.

Adieu, mon cher ami; écrivez-moi et chargez-moi sans scrupule de vos commissions. Ma femme vous fait mille amitiés. Mes respects à Mme de Barante.

---

16. — A MONSIEUR DE BARANTE

Mardi, 16 décembre 1823.

Je vous regrette tous les jours davantage, mon cher ami, nous causerions à merveille, car nous n'avons rien à faire au dehors. Je n'ai jamais été moins préoccupé des évènements ; je mets une fois par semaine le nez à la fenêtre, et rentre vite chez moi, n'ayant rien vu que je ne susse au moins aussi bien. Tout est livré maintenant à l'action de ces causes lentes et générales qui échappent à la main des hommes, et bien souvent à leur connaissance. Je crois peut-être un peu plus que vous, sinon à la division prochaine et visible, du moins à la décomposition intérieure du parti. Les politiques et les fanatiques ne se brouillent point de façon à amener des combinaisons nouvelles, mais il y aura entre eux une lutte sourde qui, s'arrêtant toujours au moment du résultat définitif et périlleux, ne laissera pas d'influer puissamment sur la marche du parti, car elle en changera la nature. Deux choses me paraissent commandées à ces gens-ci, le respect de la constitution sociale et l'adoption du gouvernement représentatif. Les politiques le savent, la masse qui les suit le sent. Du plus au moins, ils rempliront longtemps ces deux conditions, et le jour où ceux qui n'en veulent tenir compte seront les maîtres, tout croulera : ce jour-là viendra, mais ce ne sera

qu'un jour, et il est fort loin. Tout cela soit dit abstraction faite des accidents qui ne manqueront pas, mais qui de longtemps aussi ne seront pas décisifs. En attendant, et pour le peu que nous sommes, je pense, comme vous, qu'en tout ce qui a trait aux affaires, il nous convient de prendre le côté pratique des questions, et de laisser là les théories, comme les généralités de parti, pour nous adresser aux intérêts présents et communs. Hors des affaires, et dans nos rapports avec le public, il y a, je crois, tout autre chose à poursuivre. La rénovation des idées en tout genre, philosophie, politique, littérature, est invoquée et attendue de tous les esprits actifs, c'est-à-dire tôt ou tard influents. C'est à nous à l'entreprendre, à sonder et à diriger le mouvement moral, abstraction faite de toute politique active, de toute combinaison directe et actuelle. Ainsi notre situation, à mon avis, nous veut sous deux formes : des praticiens dans les Chambres et toutes les fois qu'il sera question du gouvernement; des philosophes et des régénérateurs auprès du public, circonspects le matin, hardis le soir, parlant aux uns blé et impôt, comme vous dites, aux autres, principes et nouveautés en tout genre. Dans cette double activité, il y a, je crois, non des chances de succès, mais des moyens de force pour l'avenir. Tout ce que je vois se ranimer depuis deux mois m'en donne la conviction. Vous en jugerez à votre retour.

On commence à penser aux élections, quoique peu et froidement; il y a des chances à Paris, mais

on croit en général qu'il faut garder toute son activité pour la quinzaine et on a raison. Tenez pour assuré que M. Giraud cédera son arrondissement à Manuel. On dit beaucoup que l'élection de Foy à Vervins n'est pas douteuse. En tout, sauf l'incalculable tricherie, nous avons très peu de soldats et presque tous les chefs. Si j'apprends quelque chose à vous mander pour votre département, je vous le dirai. Royer, malgré la réserve de ses paroles, a envie d'être nommé et va à Vitry. Je crois que nous sommes sûrs de Saint-Aulaire à Alais.

J'ai appris ces jours-ci une chose qui vous intéresse. On publie en Belgique une collection des *Chroniques des Villes*, surtout sous la domination des ducs de Bourgogne. Le premier volume a paru. Saviez-vous cela, et voulez-vous qu'on tâche de vous procurer ces volumes? Soyez sûr du succès de votre livre. Ma première livraison des anciens historiens français de Clovis à saint Louis paraît après-demain. Je travaille beaucoup et avec plaisir.

Je crois, comme vous, que les Mémoires sur notre révolution changent bien des idées. Je n'ai pas encore lu Buzot. Certainement Ludlow, Harrison et Hutchinson étaient d'autres hommes. Je n'ai point de regret à ce que j'ai dit de Ludlow. J'aurai besoin d'exprimer une fois toute ma pensée sur les révolutionnaires honnêtes gens. Lisez avec attention les Mémoires de Clarendon ; ils en valent la peine. J'attends une occasion pour vous envoyer la livraison qui en contient le premier volume. La fin des Mé-

moires de mistress Hutchinson est tout ce que j'aime au monde.

Adieu, mon cher ami, écrivez-moi. Si je m'en croyais, je vous donnerais bien plus de mon temps, car j'ai soif de causer avec vous. Tout le monde va bien autour de moi, tristement[1], mais bien. Quand on est capable de ressentir une perte, on en apprend l'étendue chaque jour; le vide va en s'étendant. Je cherche une maison pour me loger au printemps, toujours dans mon quartier. Adieu. Mes tendres respects à Mme de Barante.

GUIZOT.

---

17. — A MONSIEUR DE BARANTE

12 juin 1825.

Mon cher ami, votre huitième volume est le meilleur de tous, je suis très décidé là-dessus. Vous y avez tous les avantages de votre manière sans aucun de ses inconvénients : les vues générales, vos opinions ou vos impressions personnelles n'y sont pas plus exprimées que dans les autres; vous vous êtes également tenu à la narration; et en même temps la narration a perdu ce caractère de chronique qui a souvent quelque chose de désultoire et de monotone,

1. Mme de Vaines, sœur de Mme Guizot, venait de mourir.

quels que soient la vérité et l'intérêt des détails. Les bons récits font ici plus que se succéder : ils se lient, se rapportent à un ensemble; on ne passe point de l'un à l'autre, comme d'un tableau à un tableau dans une galerie; ce sont des scènes d'une grande action, une, dramatique, où quelques personnages sont toujours en saillie, où les évènements se développent bien enchaînés. Je ne doute pas que la nouvelle nature du sujet ne soit en ceci pour beaucoup; peut-être était-il impossible d'introduire dans les volumes précédents le même ensemble, sans tomber dans quelque unité arbitraire et factice. Quelle qu'en soit la cause, le fait est certain; je suis sûr que ce volume-ci sera trouvé plus sérieux que les autres, et laissera dans l'esprit des lecteurs plus de résultats. J'ai déjà trouvé que l'impression de Charles était parfaitement semblable à la mienne; personne ne vous a encore lu autour de moi; mais je sais d'avance ce qu'on en dira. Votre Louis XI se peint à merveille comme les personnages historiques doivent se peindre, c'est-à-dire qu'on le voit se modifier, découvrir successivement en lui-même ses qualités et ses vices, se faire, en un mot, à mesure qu'il vit, et devenir de situation en situation tel que le voulait sa nature. La vieille figure de Philippe le Bon; cette puissance du passé qui rend un homme imposant au milieu de sa propre décadence; la folie de son fils, pressentie de tout le monde et qui n'empêche pas que tout le monde n'aille à lui parce qu'il est jeune; tout cela est excellent et m'a attaché plus que je ne puis dire. Soyez sûr que cette dernière

partie de l'ouvrage vous fera le plus grand honneur. Si je ne trouve personne qui comprenne bien et veuille dire quelque part ce qu'elle a de nouveau, et, à mon avis, de supérieur aux précédentes, je tâcherai de prendre quelques heures pour le dire moi-même. Beaucoup de gens recevront la même impression que moi; mais il faut que le public soit averti qu'il doit la recevoir.

Je pense tout à fait comme vous sur notre situation, nous n'avons rien à nous dire. Il est arrivé du sacre comme de bien d'autres évènements; il a tourné contre les gens qui s'en étaient promis un grand profit, contre le clergé. Ce serment si formel à la Charte, le retranchement de tant d'anciennes formules, la prodigieuse timidité qui a percé, de la part des évêques, dans le soin avec lequel ils ont retranché tout ce qui avait un caractère vraiment religieux, pour réduire la religion même à une pure cérémonie; tout cela a été pris par le public comme une victoire du siècle, et la Congrégation est demeurée stupéfaite d'avoir ainsi fait éclater sa faiblesse sur ce théâtre de son triomphe. Il y a plus : ce qu'elle a conservé, la prééminence du pouvoir spirituel dans les détails de la cérémonie, l'air de supériorité de l'archevêque sur le roi lui-même, tout cela a choqué tous les assistants de toute opinion, la Cour comme le peuple; ils en ont parlé ouvertement et avec dérision. Singulier état, où tous sont également impuissants, ceux qui ont le pouvoir comme ceux qui voudraient résister, et où les évènements n'ont d'autre résultat que d'apprendre à

tous les partis qu'ils sont incapables de faire ce qu'ils voudraient. Leur destinée n'en sera point changée : mais nous y gagnerons, je l'espère, d'échapper aux grands orages. Il faut bien que nous ayons cette consolation au milieu de la solitude et de l'ennui où nous vivons.

Je ne sais rien de nouveau. Villèle n'a de crainte que pour ses opérations ; elles ne vont pas ; il se retourne en tout sens, il forcera tous les fonctionnaires à convertir leurs rentes ; nous verrons peut-être quelque circulaire de M. de Peyronnet aux huissiers et aux avoués pour leur imposer du 3 pour 100 comme des députés. Je n'entends parler de rien en Europe, si ce n'est des Grecs, dont les affaires vont bien, et de Cuba, que l'Amérique espagnole forcera de se déclarer indépendante, si elle ne s'y décide elle-même. Il me paraît que la Sainte-Alliance sera bientôt au delà de l'Atlantique un sujet de moqueries bien plus que d'effroi.

Adieu, mon cher ami. J'espère que votre femme et vos enfants se seront bien trouvés du voyage. Tous les miens sont à merveille ici. Écrivons-nous et travaillons en attendant. Vous aurez vu que les *Débats* avaient fait quelques petits retranchements. Adieu. Tout à vous.

Adressez-moi vos lettres à Saint-Mandé, près Paris, n° 68, près la porte du Bel-Air.

---

18. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT[1]

Saint-Mandé, 28 juillet 1825.

Vous voilà donc marié, mon cher ami ; j'en suis charmé, je m'en trouve fort bien, et je compte pour vous sur le même succès. Certainement vous avez choisi à merveille, en vrai doctrinaire, en vous dirigeant d'après une idée générale dans une recherche individuelle; vous avez agi systématiquement et empiriquement tout à la fois, c'est normal. Mme de Rémusat n'a qu'à s'en louer; il est beau d'avoir été ainsi trouvée selon la raison ; personne n'est plus convaincu que moi que sa famille est tout ce qui vous convient le mieux, et quant à elle je m'en rapporte à vous. Vous me faites presque regretter de n'avoir plus aucun besoin de voyage; en injectant tour à tour, selon l'ordonnance de Broussais, mon corps dans l'eau de Seine et de l'eau de guimauve dans mon cerveau, je me suis complètement débarrassé de cette inflammation chronique des fosses nasales, qui avait fini par devenir une incommodité véritable. Il n'en est plus question ; j'ai repris tous mes travaux, et à présent le temps manque à ma force presque autant que ma force à mon désir. C'est le meilleur état où l'homme se puisse trouver ici-bas. Quoique bien portant, j'irais

1. M. de Rémusat venait d'épouser Mlle Périer, fille de M. Augustin Périer et nièce de M. Casimir Périer.

vous voir si vous n'étiez pas si loin, mais cent cinquante lieues sont trop pour moi; j'irai à Broglie dans trois semaines jusque vers la fin de septembre, puis je reviendrai dans mon bois jusque vers la fin de novembre, et nous nous retrouverons cet hiver à Paris où, en vérité, ce ne serait pas la peine d'aller si nous ne devions tous nous y réunir.

Moi qui ne suis pas marié d'hier, je ne prends aux nouvelles guère plus d'intérêt que vous. Vous avez raison d'être inquiet des Grecs; je le suis aussi et j'ai le triste plaisir que mon inquiétude s'accorde avec ma prévoyance; il m'a toujours paru horriblement difficile de faire agir de concert des hommes de civilisation si inégale. Tout le mal vient évidemment de là; les Grecs civilisés, les Grecs des îles, les seuls qui puissent vaincre sur mer, sont irréconciliables avec les Grecs barbares, les Klephtes des montagnes, les seuls qui puissent vaincre sur terre. Mavrocordato et Colocotroni sont les types de ces deux situations. Je me réduis, comme Capo d'Istria, à demander que la guerre dure vingt ans; il est clair qu'à ce prix seulement peut se former quelque apparence de nation. Du reste, les nouvelles deviennent un peu meilleures, et, sans rien savoir de bien positif, nous ne sommes plus si alarmés. Quoique vous méprisiez les nouvelles, je vous dirai qu'il est plus que jamais question de reconnaître Saint-Domingue et l'Amérique du Sud. Villèle tourne et retourne son parti en tous sens pour voir de l'y amener. Les agents de change, ces derniers Romains de la Révolution française, les seuls qui

nous défendent encore de la contre-révolution, le lui demandent comme une mesure utile à la Bourse, et il ne serait pas impossible que 25 millions d'hommes, blancs et noirs, dussent à la détresse du 3 pour 100 la reconnaissance de leur liberté par 30 millions de Français. La Providence doit bien sourire quelquefois des moyens qu'elle emploie pour ses plus glorieux desseins.

Je ne sais rien de plus, sinon que tout ce qui vit sous mon toit vous souhaite à vous et à votre femme toute sorte de bonheur. Tenez votre promesse de faire en sorte qu'elle nous aime un peu; écrivez-moi dans vos moments de loisir, s'il vous en reste, et sachez bien que je vous aime de tout mon cœur.

---

19. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT[1]

Paris, 16 octobre 1826.

Mon malheureux ami, que vous dirai-je? Il n'y a pas de consolations, pas de paroles pour tant de malheurs, pour un tel malheur. Mon imagination s'en effraye en même temps que mon amitié pour vous s'en désespère. Je vois d'ici tout ce que vous pensez, tout ce que vous sentez; je le sens, je le pense avec vous; c'est là tout ce que je puis vous offrir, et ce n'est rien, absolument rien: vous n'en

1. Mme de Rémusat venait de mourir en couches.

êtes pas plus convaincu que moi. Vous seul pouvez quelque chose pour vous-même; vous seul pouvez, non pas vous consoler, mais vous soutenir et marcher encore debout sous un tel fardeau. C'est à vous que je demande ce qu'aucun de vos amis ne peut faire pour vous; vous trouverez en vous des sentiments, des croyances qui vous prêteront plus de secours que toutes les paroles même de la plus tendre sympathie. Repliez-vous sur vous-même; là est la blessure, mais là aussi est la force, et si par moments vous trouvez quelque douceur à penser que votre peine, votre amertume, vos plus douloureuses impressions retentissent quelque part, que vous n'éprouvez rien, ne pensez rien qui ne soit partagé par un cœur d'ami, soyez sûr que cela est, que, depuis huit jours, je ne quitte pas mes affaires, je ne suis pas un instant seul et inoccupé sans vous avoir là devant les yeux, vous et cette déplorable famille, à laquelle il m'est impossible de ne pas songer, en même temps qu'à vous, à cette mère, à ce père...! Adieu, mon cher, mon malheureux ami. Si vous donnez de vos nouvelles à quelqu'un, que j'en reçoive. Si vous savez ce que vous faites, ce que vous devenez, dites-le-moi; si vous savez quelque manière dont je puisse vous faire quelque bien, dites-le-moi surtout; mais je ne compte que sur vous-même. Adieu, adieu. Je voudrais ne pas vous quitter, et pourtant je n'ai rien à vous dire.

---

20. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT

Paris, 18 octobre 1826.

Hélas non, mon pauvre ami, je n'ai rien à vous dire, rien que vous ne vous disiez certainement sans moi ; vous savez mes consolations comme je sais vos douleurs. Je vous ai écrit pourtant avant-hier, je vous écrirai encore, je vous écrirai tant que vous voudrez. Écrivez-moi aussi ; c'est quelque chose que la sympathie, et de vous à moi rien n'y manque ; rien ne se passe dans votre âme, pas un sentiment, pas une idée ne la traverse, que je ne devine, que je ne comprenne, que je ne partage. Je voudrais seulement savoir ce que vous devenez, ce que vous faites ; on me dit que vous irez chez vous, à Laffitte, il me semble que c'est bien. Guizard irait vous y rejoindre, et vous auriez là ce que vous voudriez de solitude sans isolement. Vous nous viendriez ensuite quand vous en sentiriez quelque besoin. Ce que je vous demande en grâce, c'est de ne compter que sur vous-même, mais pourtant de ne pas vous occuper de vous-même ; rentrez en vous-même, mais que ce soit pour en sortir, pour vous détacher de ce qui est individuel, et porter sur ce qui est général toute votre pensée, toute votre vie. Mon cher ami, il en est des convictions philosophiques comme des croyances religieuses ; dans le temps de loisir et de bonheur, elles

ne sont que de la science, un exercice de l'esprit, un aliment à sa curiosité ; il peut alors arriver qu'on les traite légèrement, qu'on leur reproche de ne pas tenir tout ce qu'elles semblaient promettre, qu'on doute de leur mérite et de leur pouvoir. Mais quand le malheur arrive, quand la philosophie n'est plus de l'amusement ou de la science, mais un besoin réel et pratique, alors elle reprend son empire, alors elle a des forces et des consolations à donner. Et ce n'est point que le besoin nous trompe, que nous nous fassions illusion presque volontairement et par faiblesse ; c'est qu'en effet on ne s'élève réellement à la vérité, on ne la voit en face, on ne ressent toute son influence que lorsqu'on se détache de tout pour se jeter dans ses bras. Le philosophe comme le dévot peut se tromper dans sa croyance ; il y a de l'erreur dans Posidonius qui dit que la douleur n'est pas un mal, comme dans Polyeucte qui croit de son devoir de renverser les statues des dieux ; mais cet état de l'âme, où l'individu s'oublie complètement lui-même pour n'appartenir qu'à son idée, n'en est pas moins légitime, et le seul où la vérité soit pour l'homme tout ce qu'elle doit être, fasse en lui et pour lui tout ce qu'elle peut accomplir. Il est triste de le dire, et c'est peut-être notre plus grande misère, le malheur seul rend l'homme assez sérieux pour la vérité, mais aussi la vérité lui redonne alors la force et le calme qui ne pourraient lui venir d'ailleurs. Qu'elle exerce sur vous, mon pauvre ami, ce pouvoir si chèrement acheté ; que votre âme se porte vers les

idées générales, non sur vos sentiments personnels; imposez-vous des méditations désintéressées : vous en retirerez plus de fruit que de tout ce qu'on appelle des consolations.

Adieu; donnez-moi de vos nouvelles; venez nous rejoindre quand vous voudrez. Sachez bien que je souffre avec vous, pour vous, et laissez-moi vous embrasser aussi tristement, aussi tendrement que je le puis. Ma femme aussi vous aime et pleure avec vous.

---

21. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT

13 novembre 1826.

Je voudrais bien, mon pauvre ami, pouvoir vous aider à combler l'abîme; j'y ai travaillé pour mon propre compte; j'y travaille sans cesse; cet été encore pendant six semaines, j'ai laissé là toutes mes affaires pour m'en occuper; j'ai employé ce temps-là à rechercher exactement ce que veut dire le mot foi, quel est cet état de l'âme, son origine, son véritable sens. Je ne suis pas mécontent du résultat; des questions vagues sont devenues précises pour moi, des difficultés ont été levées. Mais plus j'avance, plus je me confirme dans cette double certitude qu'il y a là un monde réel, auquel nous tenons par des rapports assurés, et que ce monde est interdit à la connaissance humaine, que nous

n'en pouvons jouir ici-bas, de cette possession claire et satisfaisante qui s'attache à la science. Nous pouvons, j'en suis convaincu, nous assurer qu'il est, mettre la main sur le sceau qui le couvre, jamais le rompre. C'est trop peu, j'en conviens, beaucoup trop peu pour suffire aux besoins de l'âme; elle s'agite avec effort et douleur dans cet état incomplet, comme nous nous agiterions si nos yeux, faits pour la lumière, étaient condamnés à s'ouvrir sans cesse au milieu d'un crépuscule faible et incertain. Cependant, je vous l'avouerai, si le bonheur manque à cette vue de notre destinée, si la conviction que l'abîme est impossible à combler n'en détruit pas le besoin, on peut arriver par là à un calme profond, et qui n'est point, je ne dis pas sans force, mais même sans douceur. La parfaite certitude (et je l'ai) que l'imperfection est en moi, non dans les choses, que ce que je cherche et n'atteins pas n'en existe pas moins, que mon ignorance ne retranche rien à la souveraine sagesse, cette certitude, dis-je, est la source d'une résignation si confiante et si ferme, qu'elle ressemble presque à l'espérance. J'accepte ma nature et mon sort, non seulement sans murmure, mais sans crainte, j'ai presque dit sans inquiétude; je ne doute point, j'ignore; les choses sont, mais hors de ma portée, et mon esprit, au moment même où il succombe dans ses efforts pour les atteindre, se repose avec joie dans la conviction que ce travail, même infructueux, n'est pas sans objet, et que mon impuissance, qui est un mal pour moi, ne prouve rien de plus qu'elle-même. Je suis

comme un aveugle avide de la lumière, tourmenté de n'en jamais jouir, et qui marche pourtant avec une pleine et intime confiance dans la main qui le conduit.

Voilà mon état, mon cher ami, il me semble que même dans des douleurs aussi amères que la vôtre il y a quelque force et quelque consolation à en tirer. Ce dont je suis bien sûr, c'est que, pour vous, il ne peut y en avoir que là. Dites-moi ce que vous devenez, si vous avez quelque projet. On m'assure qu'après avoir passé quelque temps chez vous, vous irez faire une course à Hyères, et puis que vous reviendrez ici reprendre la vie à laquelle vous êtes destiné. Si vous faites cela, vous avez raison, et peut-être y gagnerez-vous quelque chose. Mais quoi que vous fassiez, sachez bien que vous avez ici un cœur d'ami où retentissent toutes vos peines, et pour qui rien de ce vous pensez, sentez ou faites n'est indifférent.

---

22. — A MONSIEUR DE BARANTE

Paris, mardi 12 juin 1827.

Mme de Broglie voulait vous écrire hier, mon cher ami; je lui ai dit que j'en voulais faire autant aujourd'hui; elle a remis sa lettre à la fin de la semaine et vient de partir pour Broglie il y a quelques

heures. Je reste seul. La semaine dernière a été très mauvaise pour moi. Ma femme a été si souffrante, qu'il a bien fallu de son propre aveu ajourner de jour en jour notre départ pour Plombières. Elle est mieux depuis samedi matin, mieux de jour en jour, et nous recommençons à parler du départ. Quelque tourment qui m'attende dans cette route, je désire beaucoup qu'elle soit en état de l'entreprendre; elle y aspire si vivement, que le mécompte lui ferait à coup sûr un mal réel; je suis de plus persuadé moi-même qu'une fois en état de partir, et si nous sauvons la fatigue des deux premiers jours, elle se trouvera bien même du voyage. Les douches et les bains de vapeur lui sont nécessaires; c'est jusqu'ici, quant au fond du mal, le remède le plus efficace, il est presque impossible de les recommencer avec la perspective de partir le surlendemain. Enfin je ferai en cette occasion comme j'ai déjà fait une ou deux fois : j'épuiserai ma prévoyance et mon courage, et puis, les yeux toujours ouverts, je m'en remettrai à Dieu. Je suis, je vous le répète, non pas tranquille, mais moins inquiet depuis quatre jours; elle dort bien, souffre peu, et les soins de Kouff réussissent. Je ne puis me trop louer de son esprit et de son zèle. Il est toujours là, et toujours le plus attentif, le plus intelligent du monde, le plus habile à suivre toutes les variations, tous les symptômes du mal, pour le combattre chaque jour avec quelque moyen nouveau. Si l'état actuel continue, il est probable que je partirai l'un des derniers jours de cette semaine ou des premiers de l'autre. Je vous écrirai

un mot pour vous en prévenir et vous donner de nos nouvelles.

Je n'en sais pas d'autres, sinon que les bruits de censure prennent une consistance qui me déplaît fort; je voudrais bien que nous l'évitassions encore. Ce matin, au mariage de la fille de Royer, on m'a beaucoup parlé des quatre-vingts pairs. On dit que MM. de Bonald, Dambray et les évêques en ont fait la liste. Je n'y crois pas encore, c'est la chose au monde dont je serais le plus désolé. Le pouvoir créateur n'a pas été donné aux hommes, et je ne connais pas de condition plus déplorable que la nécessité d'y recourir. Quelque chose commence là; s'ils vont le briser, et qu'il faille un jour tout reprendre par les fondements, Dieu sait jusqu'où on creusera. Vous voyez l'affaire de la Grèce, quoiqu'elle ne soit pas aussi finie qu'ils avaient voulu le faire accroire d'abord, peu s'en faut cependant. La Russie est décidée, et la principale force de M. Canning me paraît tenir à sa très bonne intelligence avec la Russie, non seulement sur ce point, mais sur toute la politique européenne. Je serai charmé de voir cela conclu; mais les bons évènements me font peur; je crains que Villèle et le parti ne s'en servent pour faire passer les mauvais. On mettra la Grèce et l'Amérique en pendant de la censure et des pairs; à prendre les choses en grand, nous gagnons à ce compte; mais, pour le moment, et quant à notre propre intérêt, la perte nous fera plus de mal que ne nous vaudra le gain. Quelqu'un de notre connaissance, qui a passé, il y a cinq jours, une heure

et demie avec Villèle, assure qu'il ne fera rien, et ne pense qu'à laisser couler le temps. Je suis bien sûr qu'il en a envie, mais il me paraît plus que jamais pieds et poings liés au parti, et le parti à ses intérêts. Si l'on met la censure, les brochures feront, je crois, bonne guerre, et j'en suis fort d'avis. Le public est disposé à les aider.

Adieu, mon cher ami, je ne sais rien de plus. Donnez-moi de vos nouvelles à Paris. Si je suis parti, on m'enverra vos lettres. J'ai remis pour vous à Maleteste le deuxième volume; il m'a promis de vous l'envoyer promptement. Je suis honteux de n'avoir pas encore porté ces quelques pages aux *Débats;* elles sont là; il ne faut qu'écrire quelques lignes; mais en vérité, si quelqu'un est excusable pour un pareil retard, c'est moi. J'en finirai pourtant demain.

Adieu, mes plus tendres respects à Mme de Barante. Dites-moi si vous êtes content du développement progressif de Cromwell et du procès du roi.

Tout à vous.

---

23. — A MONSIEUR DE BARANTE

Broglie, 27 septembre 1827.

Ne craignez pas pour moi le découragement, mon cher ami, ce n'est pas mon mal. Le changement profond, irrévocable, qui s'éclaircit et se développe

chaque jour davantage à mes propres yeux, le voici [1] : je suis comme un homme qui n'a plus de chez lui, et qui passera désormais sa vie dans la rue. Je me sens détaché de moi-même, sans personnalité intime ; j'appartiens tout entier à l'activité. Je n'y prends et n'y prendrais encore, quelle qu'elle fût, aucun plaisir, mais je suis sûr que cela me reviendra ; rien de ce qui me semblait important ou intéressant au dehors, n'a perdu pour moi son importance ou son intérêt ; les évènements, les idées, la part d'influence que chacun de nous peut et pourra exercer, tout cela m'occupe et m'occupera autant que jamais. C'est le dedans qui ne subsiste plus. Vous savez ce que c'est pour un honnête ouvrier qui a fini sa journée, que de rentrer chez lui, de retrouver sa femme, ses enfants, sa chambre, son feu, de se reposer au sein de cette existence à la fois personnelle et sympathique où l'homme ne songe plus à rien, excepté à lui-même, à ses affections et à son bonheur. Je ne finirai plus ma journée, je ne rentrerai plus chez moi, je ne retrouverai plus la sympathie dans la vie intérieure de l'âme. Je vivrai toujours au dehors, toujours en travail. Là aussi le vide sera immense ; car là aussi je n'étais pas seul ; là aussi la sympathie me suivait, amenant avec elle le bonheur. Mais enfin je pourrai agir, je pourrai m'occuper seul ; je pourrai me retrouver et me plaire dans l'activité. Ce qui ne me plaît plus, ce qui ne

1. Mme Guizot, née de Meulan, venait de mourir au retour de Plombières.

m'occupe plus, ce qui ne m'apparaît plus què comme devoir ou comme affaire, c'est moi. Voilà à quel état il faut que je m'accommode. J'y travaille de mon mieux; je tâche de faire à ma vie intérieure et personnelle, qui n'est plus qu'un souvenir, la part que je puis lui accorder pour qu'elle n'absorbe pas tout et ne me rende pas incapable de tout. Je retrouve aussi, et dans leur plénitude, des convictions rassurantes; elles sont même la seule pensée, la seule occupation personnelle qui subsiste encore pour moi. Du reste, le temps passe; je ne lui dispute et ne lui disputerai point son pouvoir. Je sais qu'il naturalise et adoucit dans l'âme les plus cruelles douleurs. J'y compte sans le désirer ni le craindre; je suis encore bien loin de l'éprouver; il me semble au contraire que j'avance et m'enfonce chaque jour plus dans mon mal, mais cela doit être, et je puis maintenant accepter la nécessité : comme on dit, le plus difficile est fait.

Je voudrais vous donner quelques nouvelles; il n'y en a pas; un moment il a été question de l'entrée de M. de Polignac; il devait renvoyer Peyronnet et abolir la censure. Je suis même sûr que M. de Chateaubriand y a cru, mais je n'en entends plus parler. Je ne crois pas non plus à la dissolution, du moins pour cette année. Y a-t-il chez vous un peu d'activité parmi les électeurs? l'inégalité est prodigieuse entre les départements, et je n'ai pas encore la moindre idée de la liste qui sortira de là. Le ministère anglais est assez solide dans sa faiblesse. Nous attendons des coups de canon sur Constanti-

nople. C'est là le seul évènement qui se laisse entrevoir, mais il peut être grand. La France et surtout l'Angleterre sont bien évidemment traînées à la queue de la Russie, qui a déclaré que son parti était pris.

On n'annonce encore aucun projet de loi, aucun projet d'aucune sorte pour la session.

Adieu, mon cher ami. Je suis bien aise que vous travailliez, et bien aise aussi du point de vue dans lequel vous me paraissez être sur l'histoire du régime féodal. Je vous écrirai quelque jour tout ce que j'en pense. Adieu. Tout le monde ici vous fait mille tendresses. Les miens sont retournés à Paris. J'irai passer quinze jours avec eux vers le milieu d'octobre pour voir le début de mon fils au collège, puis je reviendrai ici achever l'année.

Adieu; mes plus tendres respects à Mme de Barante.

---

24. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT

Broglie, 9 octobre 1827.

Mon cher ami, je vous ai écrit à Vizille il y a déjà bien longtemps; je m'étonne que ma lettre ne vous fût pas arrivée avant votre départ pour la Suisse; peut-être l'adresse à Vizille, au lieu de Grenoble, l'a-t-elle retardée. J'espère pourtant que vous l'avez reçue. Les vôtres me sont douces, au moins faut-il

que je vous le dise. Je puis, il est vrai, me passer de sympathie comme on peut se passer de tout; mais quand j'en retrouve un peu quelque ombre, je ne comprends plus comment on s'en passe. C'est un plaisir si immense! C'est tout autre chose qu'un plaisir, tout autre chose que ce qu'on appelle le bonheur; c'est le sentiment de la vie même; à lui tout seul l'homme ne se sent pas vivre; il a besoin d'une âme au dehors, pour sentir son âme, comme d'un miroir pour voir son visage. C'est là le pouvoir de la sympathie; elle met l'homme en présence et en possession de sa vie intérieure; elle le fait jouir de tout ce qui passe en lui, de ce qu'il sent, de ce qu'il pense, de ce qu'il dit, des impressions les plus fugitives, comme les plus profondes de tout son être enfin, qui, sans ce reflet et s'il ne se contemple et ne se complète dans un autre, se demeure presque inconnu, étranger à lui-même, et ne s'aperçoit souvent que comme un fardeau. C'est pourquoi quand la sympathie a été complète et manque tout à coup, la souffrance est si vive, l'âme se sent comme brusquement obscurcie et mutilée, refoulée sur elle-même, ramenée à la solitude, elle ne peut plus jouir de sa nature et de son énergie; il se passe en elle mille choses qui lui seraient d'une extrême douceur si elles retentissaient dans une autre âme, et dont elle n'a plus qu'une conscience vague, fatigante, douloureuse. Et tout ce langage de la passion qui appelle *ma vie* et *mon âme* l'être sympathique auquel elle s'adresse est d'une exacte vérité. Je ne suis pas frappé comme vous de la nécessité de ne point aspi-

rer à un tel bonheur, du moins de n'en pas trop nourrir chèrement l'espérance. Je l'ai possédé aussi entier, aussi parfait, j'en suis sûr, qu'il peut exister en ce monde; je l'ai perdu, et autant il remplissait toutes les heures de ma vie, autant le vide en pèse aujourd'hui sur toutes mes heures. Mais pour rien au monde je ne voudrais n'avoir pas eu, dans ma première jeunesse, la romanesque ambition qui me l'a fait peut-être obtenir, et certainement sentir dans toute son étendue. C'est un bien qui, même passé, vaut d'être acheté à tout prix. Croyez-moi, ce n'est pas dans des retranchements d'ambition, d'espérance de bonheur qu'il faut chercher de la force; l'âme ne gagne rien à se réduire; là, comme ailleurs, il faut accroître sa fortune plutôt que de diminuer sa dépense. Le jour où quelque chose, je ne sais pas quoi, vous rendra un intérêt positif, pressant, remettra votre activité en mouvement, vous ne vous plaindrez plus trop vivement d'avoir désiré le bonheur. Il ne faut pas, j'en conviens, lui donner sa vie tout entière; il faut que l'ambition se porte sur toutes choses; elle ne peut être, en fait de bonheur, ni trop haute, ni trop passionnée; elle peut être trop exclusive, trop partielle; on peut n'avoir pas estimé assez, assez recherché autre chose que le bonheur; et les choses se vengent de n'avoir pas été évaluées à bon prix, ni recherchées comme elles le méritaient. Quand on a besoin d'elles ensuite, elles ne se laissent pas saisir. Patience pourtant; soyez sûr qu'il y a moyen de sortir de votre abattement.

Je vais à Paris samedi prochain 13, j'y resterai jusqu'aux premiers jours de novembre; ainsi je compte vous y voir. Écrivez-moi pourtant encore, soit de Grenoble, soit de Barante, si vous ne revenez pas tout de suite. J'aime à vous parler et à vous entendre. La censure n'a pas voulu absolument laisser passer le paragraphe de votre *Notice* sur les sentiments religieux. J'en ai eu une journée de chagrin et de colère.

Adieu, mon cher ami; vous venez de passer un mois douloureux. Adieu.

---

25. — A MONSIEUR DE RÉMUSAT

. . . . . . 1828.

Mon cher ami, rendez-moi un service, un grand service. Vous savez qu'en tête de ces trois grands volumes que je vais publier, il doit y avoir une *Notice*. J'ai voulu la faire; j'ai écrit, réécrit, j'ai essayé de toutes les manières; j'ai parlé en mon nom, au nom d'un tiers; j'ai tenté toutes les formes. Je ne peux pas, je ne peux absolument pas. Je tombe sur-le-champ dans une intimité, une souffrance qu'il est impossible de laisser voir. Si je me permettais de tout dire, d'écrire je ne sais combien de centaines

1. M. Guizot préparait la publication des *Conseils de morale*, en tête desquels fut placée la *Notice* de M. de Rémusat.

de pages, j'en viendrais peut-être à bout; peut-être me ferais-je pardonner en me faisant comprendre. Mais il n'y a pas moyen. Depuis six semaines, ce supplice-là s'est ajouté à mon supplice et je ne suis pas plus avancé.

Voici ce que je vous demande. Reprenez ce que vous avez écrit dans la *Revue encyclopédique;* déve-veloppez-le un peu. Je vous donnerai quelques faits de plus, des lettres, des détails, d'où vous pourrez tirer quelque chose. De ce fond qui est très bon et me convient, faites-moi une *Notice* en votre nom. Je la placerai devant ces trois volumes. Ce ne sera pas ce que j'écrirais, non bien sûrement; mais, ce que j'écrirais, je le sais à présent, il n'y a qu'elle qui puisse le lire. Quand je veux dire d'elle autre chose que quelques mots, c'est à elle seule que je puis parler. Pour parler d'elle aux autres, vous me convenez seul. Dites-moi que vous le ferez. Vous changerez à ce qui est déjà fait aussi peu ou autant que vous le voudrez. Mais j'en ai besoin. J'ai vraiment trop souffert à ce que j'ai tenté.

---

26. — A MONSIEUR PISCATORY

Broglie, 25 août 1828.

J'étais sûr que vous me comprendriez, mon cher ami, et que vous jouiriez vivement de mon bonheur. Aussi j'étais pressé que vous le sussiez. Certainement

il me fallait ce que j'ai trouvé, tout ce que j'ai trouvé; quelque chose de moins, et je n'aurais pas pu me contenter de tout. Mais j'ai tout, absolument tout ce qu'il me fallait. J'hésite à dire à quel point je me trouve bien traité par la destinée; j'ai peur quelquefois que ce ne soit trop bien. J'accepte toujours, et ferai de mon mieux pour tout garder. Je suis ici au milieu de gens qui disent comme vous, et me témoignent, à l'occasion de mon bonheur, un redoublement d'amitié dont je serais touché jusqu'au fond de l'âme si j'avais quelque chose à apprendre sur leur compte. J'y passerai six semaines; nous retournerons à Paris dans les premisrs jours d'octobre pour commencer nos arrangements, et nous nous marierons dans la dernière quinzaine de novembre. Je compte bien que vous viendrez nous voir alors. Nous nous établissons dans le faubourg Saint-Honoré; Élisa a là, rue Ville-l'Évêque, n° 2, une petite maison que nous faisons arranger de fond en comble et où nous serons très bien. Nous regretterons de ne pas vous y voir plus habituellement.

Je vous écris à Chérigny, sans être bien sûr que vous y soyez; mais ma lettre ira vous chercher. Adieu, Élisa veut vous dire un mot. Merci de votre amitié pour mon fils; c'est un aimable enfant, qui ressemblera beaucoup à sa mère; une des natures les plus droites, les plus élevées et les plus fines qui se puissent imaginer. Il n'a rien eu au grand Concours; il s'est troublé; mais à son collège il a eu deux premiers prix, un second prix et un premier

accessit. Je suis très content, tout en disant que ce sera mieux l'année prochaine.

Adieu. Tout à vous de cœur.

Moi aussi, Monsieur, j'étais sûr que vous prendriez part à notre bonheur et que vous en jouiriez pour nous deux; c'est beaucoup compter sur votre estime et votre amitié que de penser que vous applaudissiez au choix dont m'honore M. Guizot, mais il y a déjà quelque temps que je crois posséder l'une et l'autre. Mon nouveau sort ne me fera rien perdre, n'est-ce pas? Oui, certainement, je pourrais être effrayée à la vue de ma tâche, mais je ne le suis pourtant pas, parce que j'ai dans le cœur ce qui me rendra tout facile, ce qui m'empêchera de manquer à rien : je suis bien heureuse, Monsieur; je le dis plus peut-être qu'il n'est d'étiquette, et je suis bien loin de le dire autant que cela est : vous en devinerez un peu, vous en verrez davantage; ce sera pour moi un grand plaisir si vous faites un voyage à Paris à l'époque de notre mariage; vous êtes du petit nombre de ceux que je désire avoir près de moi dans la joie comme dans l'affliction, parce que je sais que vous sympathiserez à toutes deux. Adieu, Monsieur, tâchez de bien passer votre temps à Chérigny et d'en garder un peu pour Paris; il y a rue Ville-l'Évêque une maison où vous serez toujours reçu de bien bon cœur.

Élisa DILLON.

---

27. — A MADEMOISELLE DILLON

1828.

Oui, mon Élisa, tu seras une mère pour mon fils, je le sais, j'en suis sûr, je te vois quelquefois le regarder avec une tendresse qui me va au cœur. Il y a un an, une de mes impressions les plus douloureuses était celle de la perte que faisait ce pauvre enfant ; mes yeux ne tombaient pas sur lui que je ne me sentisse navré jusqu'au fond de l'âme. Elle l'aimait tant ! Et malgré la nuance de faiblesse qu'elle portait dans ses affections quand il s'agissait du bonheur ou seulement du plaisir de ceux qu'elle aimait, sa tendresse était si éclairée, si courageuse, si salutaire, en même temps que si douce ! Il lui arrivait, mon Élisa, ce qui t'arrive, ce qui m'arrive aussi ; comme elle avait beaucoup d'idées, beaucoup d'émotions, et les avait toutes d'une manière vive et saillante ; chaque fois qu'il en survenait une, le commun des spectateurs pouvait croire que celle-là était seule ou bien qu'elle tenait trop de place, et de là ces lieux communs de faiblesse ou de préoccupation, ou de manie systématique, que j'ai entendus si souvent. Mais quand l'occasion se présentait d'appliquer une idée, d'éprouver une émotion contraire ou seulement différente, celle-ci ne manquait pas non plus et produisait à son tour son effet. On pouvait quelquefois lui trouver, avec son fils, trop de

laisser-aller, une sympathie un peu trop complaisante; mais, une heure après, elle était impitoyable avec lui sur le moindre défaut de sincérité, sur la moindre apparence de lâcheté ou d'égoïsme, et elle excellait à développer en lui les sentiments les plus propres à combattre, à corriger les inconvénients qu'elle n'attaquait pas directement. C'est là, mon amie, la condition des âmes très actives, des esprits très riches : on les voit agir en un sens, on s'écrie qu'ils vont trop loin, on triomphe de ce qu'ils s'écartent des pratiques ordinaires; on ne prévoit pas que tout à l'heure leur inépuisable activité les portera de l'autre côté, que leur richesse se déploiera en tous sens et fera naître successivement toutes sortes de fruits, et, lors même que cela arrive, on ne fait pas le rapprochement, on ne sait pas s'apercevoir de la variété des influences exercées, des effets produits. Tu le verras, mon Élisa, pour nos enfants, comme je l'ai vu pour François; ce qui importe le plus, c'est de penser à tout, de tout développer, de toucher à toutes les cordes, d'avoir une idée, un sentiment à provoquer dans chaque occasion, sur chaque fait; il ne faut pas craindre d'abonder un peu chaque fois dans l'impression ou le besoin du moment; peu à peu, avec le temps, toutes les actions se combinent, se tempèrent, et le développement s'accomplit, varié, étendu, tel qu'il doit être pour employer toutes les facultés de la nature et suffire à toutes les chances de la vie.

---

28. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Vendredi, 18 juin 1830, à bord de *la Mâconnaise*.

Je t'écris du bateau à vapeur, ma chère amie; ce n'est pas précisément la plus commode des tables, et tu t'en apercevras à mon écriture; le mouvement de la machine donne à chaque seconde une secousse qui fait trembler la main la plus ferme. Je te ferai pourtant un grand sacrifice en ne prenant pas le bateau du Rhône, surtout si par malheur on ne m'avait pas retenu de place à la diligence pour ce soir et qu'il me fallût attendre jusqu'à demain soir. Le bateau partira dimanche matin et sera à Avignon avant six heures. Le service est organisé à présent. Il part de Lyon un bateau tous les jeudis et tous les dimanches. C'est bien la façon de voyager la plus agréable qui se puisse; pas la moindre fatigue, de la fraîcheur, de l'espace pour se promener, de très bons canapés pour s'étendre et dormir. J'ai depuis ce matin les voitures de terre dans le plus profond mépris. C'est de la barbarie. Et je t'assure qu'il n'y a aucun danger sur le bateau, pas plus sur le Rhône que sur la Saône. Mais sois tranquille, je tiendrai ma parole; je ne me pardonnerais pas de songer seulement à y manquer.

Que n'es-tu ici, nous y serions si bien! Je suis

1. M. Guizot allait à Nîmes pour soutenir les élections de ses amis, la sienne étant assurée à Lisieux.

moralement comme ce pauvre Tantale, à la portée de joies charmantes que je ne puis toucher; dès que j'en approche, elles s'éloignent; elles ne veulent pas se laisser attendrir; tu n'es plus là. Le temps est très beau, mais tu n'aurais pas trop chaud; le bateau est couvert d'une immense tente, il est très joli, beaucoup plus grand que celui de Saint-Cloud. Le restaurateur est bon. J'y ai trouvé M. de Saint-Marc, de la Cour de cassation, qui s'en va voter à Aix. Je ne sais pourquoi au moment où je l'ai aperçu, tout à coup m'est venu à l'esprit ce que j'éprouverais si c'était toi au lieu de lui que je découvrisse ainsi sur le bateau, et cet éclair qui m'a traversé le cœur a été si brillant, que je suis retombé dans le pauvre M. de Saint-Marc comme dans un insupportable mécompte. Il me semblait qu'il prenait ta place. Il a bien fallu m'accoutumer à lui. C'est un très honnête homme, poltron et scrupuleux, aussi trouve-t-il qu'il y a bien du travail à vivre. Il va voter très probablement au collège d'arrondissement pour le candidat du côté droit, et au collège de département pour le nôtre. Comme il m'a dû, en 1815, sa nomination de procureur général à Besançon, il m'aime beaucoup et m'a toujours été très fidèle dans les mauvais temps. Il me soigne fort.

Nous voguons entre des coteaux charmants, mais un peu petits; tout cela est très joli, très gracieux, trop gracieux; il ne peut venir de là que des impressions agréables, gaies, et ce sont celles que je puis le moins recevoir loin de toi. Si je trouvais des montagnes, des forêts, si j'étais au milieu d'une nature

grande et sévère, je m'y prêterais, je crois, davantage. Mais tout ce pays-là a l'air de sourire et invite à se réjouir. Il n'y a pas moyen.

Nous serons à Dijon à quatre heures. J'espère bien en repartir à neuf heures; mais j'aurai toujours le temps de te dire quelques mots après avoir été chercher ta lettre. J'ai bien dormi à Châlons et ne me sens pas la moindre fatigue. Ne te fatigue pas de ton côté, ma bien-aimée, ne remplis pas scrupuleusement ton temps. Joue avec ta fille. Je voudrais croire que vous avez un beau soleil comme le nôtre, et que tu vas te promener le soir. Cause le plus que tu pourras avec ma mère. Je suis sûr que cela lui fait grand plaisir.

Lyon, cinq heures trois quarts.

Je repars ce soir à neuf heures, chère amie. Je viens de prendre ta lettre à la poste. Que tu es aimable de m'en écrire si long! M. Maigre ne m'avait retenu ma place que pour demain 19, mais j'ai été au bureau de la diligence avec Ernest, qui était venu m'attendre au bateau, et j'ai fait changer ma place pour aujourd'hui. Je ne sais ce qu'on n'aurait pas fait pour moi. Ernest [1] vient à Nîmes avec moi, il y a affaire et s'est arrangé pour placer sa course dans ce moment-ci. Il est pour moi d'une affection et d'un soin qui me touchent. Il ne me permet pas de prendre la moindre peine. Je serai donc à Nîmes après-demain matin.

1. M. Ernest Guizot, cousin germain de M. Guizot.

Me voilà au bout de mon papier et de mon temps. Il faut que j'aille dîner, faire porter mes effets à la diligence. Ma pauvre petite fille! Tu crois donc qu'elle a remarqué que je n'étais pas là. Voilà Ernest qui m'appelle. Il faut que je te quitte. Toujours te quitter, ma bien-aimée, je ne sais plus faire que cela. J'embrasse François, Henriette et ma mère.

---

29. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Lundi 21 juin 1830.

Il n'est que trop vrai, mon amie, et sans doute, tu l'as su avant moi, les élections sont remises au 12 et 19 juillet. Quel ennui! Quinze jours de séparation sans nécessité! J'ai beaucoup de peine à m'y faire. Il le faut bien pourtant; encore si nous pouvions passer une journée ensemble, nous résigner ensemble à ce nouveau chagrin! Mais nous l'avons appris, nous l'avons subi chacun de notre côté à deux cents lieues l'un de l'autre, sans nous être dit un mot pour nous en consoler un moment! Que d'agitations et de mécomptes dans la plus heureuse vie! Ceci bien entre nous, bien pour toi seule, mon Élisa; j'ose à peine le penser devant Dieu qui nous traite si bien, mais je suis sûr qu'il ne blâme pas notre chagrin, car il sait que nous n'en sommes pas moins pénétrés, moins reconnaissants de notre bon-

heur. En y pensant bien, il n'est pas impossible que ce maudit retard ait du moins le mérite d'assurer notre voyage ensemble en Normandie. L'ouverture de la session sera certainement retardée aussi; les Broglie seront chez eux, et il n'y aura pas alors le moindre embarras, la moindre incertitude à ce que tu viennes avec moi. Qu'on dise que je n'ai pas un bon esprit; je ne m'attendais pas trouver un bon côté, si petit qu'il fût, à ce retard.

Quatre heures et demie.

Je t'ai quittée pour recevoir des visites et pour en faire. J'ai couru plus de deux heures dans la ville. J'aurai du moins, de mon voyage, cette satisfaction qu'on m'en sait un gré infini et que j'en rapporterai beaucoup de popularité dans mon pays. Que ne m'y vois-tu d'un petit coin? Tu serais charmée de moi : je suis si bon enfant, si animé; je cause si longuement, j'écoute si attentivement; vraiment je me plais à moi-même. J'ai embrassé ce matin deux grandes et fortes cousines qui en étaient toutes rouges et ne savaient que faire de leurs joues. A la vérité, elles étaient aussi embarrassées de leurs bras. Je dîne demain avec elles, et à coup sûr avec quelques-uns des électeurs les plus populaires du pays. Ils sont si aimables pour moi du reste, que je n'ai pas le moindre mérite à l'être aussi pour eux. M. Cazelles est vraiment un homme précieux en fait d'élections. C'est une activité infatigable et une merveilleuse adresse à découvrir soit des électeurs

amis qui ne se sont pas fait inscrire, soit le vice des droits et des pièces des électeurs adversaires. Il est ici, pour les meneurs du parti opposé, un objet d'admiration et d'envie, ils disent à leurs hommes : « Bah ! vous n'y entendez rien ! Si Cazelles était pour nous ! » Je te mets cela en français, mais en patois c'est beaucoup plus beau.

Certainement tu as bien fait de promettre à François que tu lui avancerais 50 francs pour son déménagement. Autant que nous le pourrons, et plus d'une fois à coup sûr, nous lui rendrons de petits services de ce genre. Le lendemain d'un triste jour, quand j'ai été à la rue du Faubourg-du-Roule, je lui ai trouvé une émotion si profonde et si courageuse, que je lui ai serré la main du fond de l'âme. Quand il y a eu, entre une créature de condition inférieure et moi, un moment, un seul moment de vraie, d'intime sympathie, je ne l'oublie jamais, et elle a un droit sur moi.

Cinq heures et demie.

Encore dérangé, il faut que je m'habille pour dîner, et j'ai encore je ne sais combien de choses à te dire. J'aurai un moment après dîner. Je vais ce soir à la noce de Charles Meynier, chez sa sœur, Mme Jalaguier.

Que je te dise tout de suite, de peur de l'oublier, de dire à François que je lui répondrai demain. Il m'a écrit une lettre charmante, qui m'a surpris par sa bonne *tournure* et touché par son émotion simple et vraie.

Neuf heures.

Je n'ai que le temps de fermer ma lettre; je n'ai pas eu un moment à moi depuis le dîner, et le salon est encore plein de monde. Adieu, ma vie, ma bien-aimée, adieu; nous savons à présent la cause du retard, nous avons l'ordonnance.

---

30. — DE MADAME GUIZOT, NÉE DILLON, A MONSIEUR GUIZOT

21 juin 1830, dix heures du soir.

Quoique je sois tout attristée de ta peine à la mauvaise nouvelle que tu as reçue aujourd'hui, mon bien-aimé, je me sens plus à l'aise depuis que je sais que tu connais notre sort. Je ne puis te dire ce que je souffrais à l'idée que tu te leurrais d'un espoir de retour, hélas! déçu pour dix-huit jours, et que j'éprouvais un chagrin auquel tu étais étranger. Ce n'est pas par égoïsme, tu le sais, cher bien-aimé, que je veux que tu ressentes mon affliction, mais par le besoin d'une complète, d'une continuelle sympathie que nous connaissons si bien tous deux.

Ma seule consolation est maintenant de penser que, revenu, tu ne me quitteras plus. En m'entretenant de cette idée, j'ai songé qu'il n'était pas impossible que cet automne un ajournement temporaire ou quelque autre circonstance te laissât un loisir

que tu te croirais avec raison obligé de consacrer à Lisieux, et j'ai tout de suite cherché un moyen assuré de faire le voyage avec toi, car je ne supporte pas l'idée d'une nouvelle séparation cette année. Si Broglie nous était accessible, tout serait facile, mais Mme de Staël pourrait s'y trouver, ou bien nos amis être à Paris avec tout leur monde, et alors il n'y faudrait pas penser. Dans le cas où l'on ne verrait pas d'inconvénient à commencer ta tournée électorale par Honfleur, nous nous rendrions directement au Havre, de là à Honfleur, et quand tu irais à Lisieux, je resterais à Honfleur ou au Havre, selon notre fantaisie. Mais si, comme je le crois, il vaut mieux commencer par Lisieux, voici mon plan : je te prie instamment de me mander si tu l'approuves ; ce sera pour moi un repos d'esprit ; j'ai tant besoin de me dire que je ne te quitterai plus ! Nous irions à Rouen ; tu m'y laisserais pour aller à Lisieux, qui en est à une douzaine de lieues à vue de pays, de là à Pont-l'Évêque, puis tu reviendrais me chercher ; nous irions au Havre par le bateau à vapeur, de là à Honfleur, et nous reviendrions par la diligence du Havre. Une quinzaine de jours suffiraient pour cela, et nous aurions vu la mer ensemble pour la première fois, ce à quoi j'attache une immense importance ; c'est la seule grande impression que tu puisses avoir neuve avec moi, pour qui elles sont toutes neuves ; je serais donc désolée que cette joie me manquât. N'oublie pas de me répondre à ce sujet. Il est plus que vraisemblable que tout cela n'aura pas lieu cette année, et comment savoir ce qu'on deviendra quand on ne

sait ce qui adviendra de la France? Mais je n'ai pas une tête de femme pour rien, et j'ai tant de temps pour rêver et me tracasser! A demain, mon bien-aimé, je vais me coucher.

Mardi, neuf heures du matin.

Voilà un malheureux arrêt de la Cour de cassation qui va peut-être encore nous retarder, mon bien-aimé. Ces magistrats sont terribles avec leurs formalités; perdre huit jours, quand le temps est si précieux! Je ne comprends pas qu'entre le 30 juin et le 12 juillet on ait la possibilité de faire juger une autre Cour et de notifier son arrêt; on s'arrangera, je pense, pour être sûr de son avis, mais que de longueurs malgré cela! Dieu sait quand nous nous réunirons! Pourquoi faut-il que cette fatale ordonnance n'ait pas paru trois jours plus tôt, ou pourquoi Nîmes est-il si loin de Paris! C'est dur, bien dur, mon amour, de ne pouvoir envisager aucun terme précis à notre séparation. Que me sert qu'une semaine soit écoulée? Elle n'avance pas ton retour; tout est à recommencer, quand cela finira-t-il? Que Dieu me donne, ainsi qu'à toi, courage et soumission! J'espère avoir vendredi une lettre de toi après que tu sauras notre malheur; je l'attends avec une impatience passionnée; je sais, je sens ce que tu as dû sentir, mais j'ai besoin de le voir, de le lire, écrit de ta main. Oh! l'odieux ministère! J'ai eu bien raison de me désoler à sa venue. Dieu sait ce qu'il réserve au pays. Le roi me paraît d'une docilité ou

d'une complicité effrayante; et la façon arbitraire dont ils ont arrangé cette ordonnance, les irrégularités, les contradictions, les illégalités peut-être, dont elle fourmille, me semblent de mauvais augure. Ne serait-ce pas un coup d'État au petit pied? La défiance, l'inquiétude même sont grandes et les fonds le témoignent. Alger même ne réussit pas à les faire hausser.

Je te l'ai déjà dit, mon bien-aimé, et je veux te le redire; si les mauvais jours venaient pour les amis du pays, je te réponds de mon courage, mais à une seule condition, c'est que je sois partout avec toi, prenant ma part de la peine et même du danger. J'exige de toi cette promesse de ne jamais m'éloigner de tes côtés, parce qu'il pourrait y avoir souffrance ou péril; et, je t'en avertis, à cette volonté seule tu verrais échouer ma complaisance ou ma soumission. J'ai droit d'être partout avec toi, et ne nous a-t-on pas dit, à notre mariage, que nous étions unis pour la bonne et la mauvaise fortune? Si les temps devenaient difficiles, mon poste est auprès de toi; Henriette même ne m'arrêterait pas; je la laisserais à ta mère, à Pauline, à Jean-Jacques, mais je ne resterais pas auprès d'elle si cela me séparait de toi. Je sais supporter la douleur quand je crois que mon devoir me l'ordonne, et j'en donne en ce moment une éclatante preuve; mais alors mon devoir et mon cœur seraient d'accord, et nulle volonté, pas même la tienne, ne ferait fléchir ma résolution. Pardon, mon ami, de t'attrister, de te tourmenter de cette prévoyance : mais j'ai besoin que tu

connaisses les pensées qui m'occupent et les sentiments intimes de mon âme. D'ailleurs, il est bon de savoir ce qui vous attend dans toutes les circonstances ; j'ignore ce que nous réserve le sort, mais je sais et je veux que tu saches qu'il nous atteindra toujours ensemble. Adieu, mon bien-aimé, je reprendrai ma lettre plus tard.

Midi.

Fais-toi montrer la *Quotidienne* du 24, mon ami ; tu y verras bien des menaces de long retard, d'ajournement indéfini. Si telle était pourtant la pensée de ces gens-là, faudrait-il donc attendre à 200 lieues l'un de l'autre ? Es-tu assez nécessaire à Nîmes pour qu'il y eût là point d'honneur ou de conscience ? S'il en était ainsi, si quelqu'un pouvait voir, dans un retour anticipé, une ombre de faiblesse ou d'insouciance, il n'y faudrait pas penser, dût ton absence se prolonger fort au delà de ce que nous croyions hier encore. Mais si de nouvelles ordonnances ou toute autre mesure annonçaient de nouveaux et indéfinis retards, et que ta voix ne fût pas nécessaire au triomphe de notre cause, serais-tu obligé de rester ? A Dieu ne plaise cependant que tu coures le risque de donner un mauvais exemple ! cette occasion-ci exige des sacrifices de la part de beaucoup d'électeurs ; il serait mal peut-être d'en refuser sa part et de s'ôter ainsi le droit de les demander. Mais quelles odieuses gens que nos ministres, et que tout ceci est dur à porter ! Enfin parlons d'autre chose ;

ce triste sujet m'a pris tant de place, que je serai encore forcée de recourir à une enveloppe. Au reste, je suis habituée à ce malheur et je m'y résigne aisément.

C'est de la *Revue* que je veux te parler. Je viens de voir M. de Guizard, qui m'a dit que M. de Broglie avait envie de faire son article sur le refus de l'impôt. Je trouve le moment mal choisi. La *Revue* paraîtra huit jours après la réunion des Chambres; qui peut dire si le roi n'aura pas cédé ou à peu près? Et que deviendrait ce cri d'alarme, au milieu de cris de joie et de délivrance? Je ne suis pas d'avis d'ailleurs de prendre l'initiative des coups d'État et de traiter les questions de résistance tant qu'on est dans la légalité. J'en causerai avec lui. Mande-nous ton avis. Je n'ai pas encore de réponse de Mme Anisson pour l'article de M. de Barante; nous l'attendrons encore quelques jours; puis, si elle n'arrive pas, nous commencerons l'impression par M. de Candolle : je viendrai après; nous aurons les articles de MM. Doudan, Rossi, Lenormant, Delécluze; tu vois que nous ne sommes pas inquiets. As-tu lu dans le *Globe* du 20 le récit de la déroute de Hanau par MM. Cavé et Dittmer? C'est bien tout à fait, et j'ai engagé M. de Guizard à voir si ces Messieurs ne voudraient pas écrire quelque petite nouvelle pour la *Revue;* celle de M. Mérimée avait si bien fait! M. de Rémusat veut, comme tu le sais, faire un article de philosophie pour le numéro d'octobre; je lui prêterai pour cela le traité *Ethnical philosophy* de sir James Makintosp, que j'ai reçu hier pour toi. Il n'y

en a qu'un certain nombre d'exemplaires tirés pour les amis de l'auteur; le tien porte : *To his friend, M. Guizot, the author.* Il paraît que ce traité fait partie de je ne sais quel recueil.

Ta fille n'a pas trop bien dormi ; la seconde dent la tracasse. On ne voit pas encore la première hors de la gencive; j'en suis bien impatiente. Que c'est court les impressions de si petits êtres! Elle ne paraît presque plus occupée de ton nom. Je suis sa passion du moment; elle me tend les bras, et me dit : *Maman, maman!* d'une manière charmante. Certainement elle commence à savoir que c'est mon nom. Elle est parfaitement gaie; on ne peut pas souffrir moins pour ses dents.

Adieu, mon bien-aimé, prends courage et patience, et, ainsi que le disait lady Essex, agis comme si tu n'avais ni femme ni enfant. Grâce à Dieu, j'ai peu de mérite en comparaison d'elle à parler ainsi, et cependant cela m'arrache le cœur de le dire; mais je le dis parce que, pour moi-même, j'aime mieux ton honneur et ta conscience que ta présence. C'est le comble du spiritualisme, mon bien-aimé; c'est mon intime sentiment. Adieu, je compte les jours qui s'écoulent, mais je ne puis plus compter ceux qui restent. Quand Dieu aura-t-il pitié de moi?

---

31. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Honfleur, 4 mai 1831.

Non, mon Élisa, je n'irai point à Nîmes[1], je ne m'y crois point nécessaire et par conséquent obligé; mes amis ne m'y attendent point; j'en ai parlé à Lascours et à Daunant. Il est établi que je n'irai point. Crois-tu que je ne me sois pas dit depuis longtemps et vingt fois ce que tu me dis? Je sais ce que pourraient faire au milieu de tes couches un article de journal, une lettre retardée. Je serai à côté de ton lit, ma bien-aimée; je te parlerai au lieu de t'écrire, et nous attendrons ensemble le résultat des élections, qui sera, je l'espère, ce que nous désirons. J'y compte chaque jour davantage, non que la lutte se ralentisse, tant s'en faut; nos adversaires sont fort décidés, nulle apparence de conciliation; mais nos amis sont beaucoup plus décidés aussi, beaucoup plus actifs que je ne l'aurais présumé. Les honnêtes gens se font de ceci une affaire de conscience, et la présence de Périer au pouvoir nous rend les poltrons. Je suis frappé de ce que je vois; je trouve dans toutes les communes deux, trois, quatre hommes de probité et de sens, très disposés à soutenir un bon gouvernement et à se commettre pour lui contre les brouillons. Il faut seulement les

1. M. Guizot faisait alors sa première tournée électorale dans le Calvados, où il avait été élu trois fois de suite en son absence. Mme Guizot était à Broglie.



rallier ; leur inspirer la confiance qu'ils ne sont point isolés, que leurs intentions seront connues, acceptées, et leurs efforts de quelque valeur. Mon dîner hier m'a plu et intéressé et instruit extrêmement. Sur nos quarante convives il y avait bien dix paysans, vrais paysans. J'ai parlé une demi-heure de la révolution de juillet, de ses vraies causes, de ses vraies limites, du gouvernement, des partis ; je me suis raconté moi-même, j'ai raconté mes adversaires. On m'écoutait avec un intérêt et une faveur visibles. Trois de ces paysans ne détachaient pas leurs yeux de moi. Évidemment ils s'étonnaient qu'un si beau parleur eût tant de bon sens, et me savaient un extrême gré d'avoir, pensaient-ils, autant de jugement qu'eux, avec des façons si différentes. Ces hommes-là commencent par se méfier de la supériorité d'esprit et de situation ; qu'on leur inspire confiance une fois, et cette supériorité devient près d'eux une grande force, car ils l'acceptent de très bonne grâce. C'est ce qui m'est arrivé hier ; je te conterai les détails, les conversations particulières. J'ai vu là le type du paysan normand de nos comédies. Il devient rare ; le langage, les manières, les idées, tout se rapproche et *s'uniformise* comme les costumes ; mais il reste encore des *marchais ! marchais !* comme des vestes rondes et des queues, et nous en avions un hier qui a fait notre joie ; il le voyait bien, s'en amusait lui-même et riait de nos rires. Gonthier, dans la *Famille normande*, n'est pas le quart aussi plaisant.

En tout, ma bien-aimée, je suis charmé d'Hon-

fleur, pays et habitants; nous y viendrons ensemble; il le faut absolument. On désire vraiment de t'y voir, ce n'est pas une simple politesse qu'on me fait; partout on sait combien je t'aime et ce que tu es pour moi; on s'intéresse à nous comme à un bonheur rare, à un agréable spectable. Qu'en savent-ils pourtant? Mais les hommes n'ont pas besoin, pour en être charmés, de parcourir et de connaître vraiment le paradis; il suffit que la porte s'entr'ouvre un moment à leurs yeux, que ses perspectives se laissent entrevoir de loin; quelque vague, quelque passager qu'en soit l'aspect, l'âme humaine en est profondément émue; un instinct puissant l'avertit que là est la satisfaction de sa nature, l'accomplissement de sa destinée, et elle se sent attirée, sympathique, sans bien savoir, sans avoir besoin de savoir précisément pourquoi. Pour moi, ma bien-aimée, je prends un plaisir presque égal à voir tout ce qu'on suppose et tout ce qu'on ignore de notre bonheur. Je jouis de la sympathie et de l'isolement.

J'entends le vent qui souffle assez fort, nous venons d'avoir un orage chargé de grêle; j'essayerai de sortir dans une demi-heure pour voir si la mer est un peu agitée. Je ne l'ai vue que parfaitement calme. Mme Lecarpentier a une petite fille de onze ans, qui était extrêmement curieuse de me voir, s'occupe de moi comme d'un amoureux, et fait des vœux tous les matins pour qu'il vienne une belle tempête et que j'en aie le spectacle. Mme Lecarpentier est vraiment très bien; je ne savais pas qu'elle fût Mlle Lecouteulx, la cousine germaine du pair,

Imagine qu'il n'y a pas une coquille à Honfleur! on me promet que j'en trouverai de jolies sur la grève à Villers-sur-Mer; je ne voudrais pas revenir vers Henriette les mains vides. Adieu, ma vie, embrasse deux fois Raton en mon nom.

---

32. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Pont-l'Évêque, 6 mai 1831.

Je partirai donc aujourd'hui sans avoir la lettre qui m'a manqué hier ni celle d'aujourd'hui. Il n'y a pas moyen; ma journée est plus pleine encore que de coutume, car j'ai un grand déjeuner chez M. de la Blotterie, et en sortant de table je monterai à cheval pour aller chercher mon dîner à Villers-sur-Mer. Il faut absolument que nous partions à deux heures, et la poste n'arrive qu'entre deux et quatre; quelle sotte rencontre!

Je me porte à merveille et je fais bien, car on me demande pardon, vingt fois par jour, de la rude vie qu'on me fait mener, et on a raison; c'est un admirable mélange de voyage, de gloutonnerie et d'éloquence. Nous sommes sortis de table hier soir à neuf heures et demie; Mme Dunepveu est vraiment très bien, d'une nature évidemment élevée, délicate et spirituelle. Elle est en fort mauvais état de santé. Nous avions moins de paysans à dîner qu'à déjeuner;

à leur place tous les dignitaires d'une ville de dix-huit cents âmes. Que n'ai-je le temps de te dire tout! Je me promène, sauf les aventures, dans un roman de Scott. Sauf un très petit nombre de personnes, la vie intellectuelle n'est presque pour rien dans ce que je vois; c'est la vie réelle avec ses affaires, ses intérêts; toute la variété des conditions et des caractères. Mais la comédie domine; c'est dans l'intérieur de l'âme humaine, dans ses pensées et ses passions que réside d'ordinaire la tragédie. Au dehors, dans l'activité extérieure et à l'exception des grands événements, le comique prévaut de beaucoup. Tout en voyageant, mangeant et parlant, je m'amuse assez de ce monde si rare pour moi et de toutes ses scènes. Je te les conterai. Voilà M. Pâris qui arrive de Villers-sur-Mer, pour venir me chercher; il faut que j'aille le recevoir. Je t'aime, mon Élisa!

---

33. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Pont-l'Évêque, 8 mai 1831.

Ma bien-aimée, voilà ta petite lettre; tu penses bien que je suis horriblement contrarié de te sentir souffrante; j'étais persuadé en te quittant que j'aurais ce chagrin-là. J'espère que ta lettre de demain sera meilleure; je pars à six heures du matin pour Dozulé, et le courrier n'arrive ici qu'à neuf heures,

mais je m'arrangerai pour me faire porter ta lettre à Dozulé, d'où je ne repartirai que vers trois heures pour être à Lisieux entre sept et huit heures, en repassant par Pont-l'Évêque. J'ai la confiance que tu me dis exactement ce qui est, ni plus ni moins; c'est là ma sécurité. Reste longtemps dans ton lit, c'est là ce qui te repose le plus. Chère vie, que je t'aime! quel besoin j'ai de toi! Au milieu de tout ce mouvement, de ces courses et de ces conversations sans relâche, je suis sans cesse à courir après mon âme, qui va vers toi, qui est avec toi; j'ai toutes les peines du monde à la garder et à m'en servir ici. De corps, je suis très bien, étonnamment bien; j'ai monté à cheval hier et avant-hier, sans peine et presque sans fatigue; on ne voulait pas croire que je n'avais pas monté à cheval depuis quinze ans. Nous avons fait deux lieues en trois quarts d'heure, sur la plus belle grève possible, en rasant une mer admirable pendant la marée montante. Quel charme si j'avais été là seul avec toi! J'ai eu tous les honneurs imaginables, les gardes nationales, la mousqueterie, l'artillerie même, car à Beaumont on a tiré trois coups de canon à mon arrivée et trois coups à mon départ, avec des pièces qui servaient jadis à la défense des moines de l'abbaye dans leurs querelles avec les habitants du bourg. Pauvres moines! Que diraient-ils s'ils voyaient leurs pièces braquées sur la place du marché, à côté de leur abbaye en ruines, et servant à fêter l'arrivée d'un bourgeois venu de loin comme l'un des maîtres du pays! J'ai des milliers de choses

à te raconter. J'en oublierai; je le regrette. La vie passe si vite! à peine a-t-on le temps d'y regarder et de suivre le spectacle.

Charmant petit Raton! je l'aime. Ses quatre mots m'ont ravi. Je ne doute pas que l'air de la campagne lui soit excellent. Je tâcherai bien de lui avoir à Lisieux un sac de croquignoles. Voilà qu'on vient me chercher pour déjeuner chez M. Lecouturier. Hier j'ai déjeuné et dîné trois fois de onze heures à six heures. Je résiste beaucoup, mais très insuffisamment. Je leur ferais trop de chagrin. Du reste, je n'en souffre pas. Les courses continuelles me font digérer deux fois plus vite que de coutume.

---

34. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Lisieux, 10 mai 1831.

Que ta lettre d'hier m'a rendu heureux, ma bien-aimée! Sans être inquiet, j'étais tourmenté. L'impression qui perçait dans tes quelques lignes de la veille était celle de la souffrance et de la fatigue. J'avais besoin de t'en voir une autre. Je suis venu de Pont-l'Évêque ici le cœur léger et joyeux. J'étais tranquille; il faisait très beau, je roulais vite, je me rapprochais de toi. A une lieue de la ville j'ai rencontré le sous-préfet, qui venait à ma rencontre et s'est plaint que j'arrivasse un peu trop tôt. J'ai quitté ma voiture, qui a pris les devants, je suis

monté dans son cabriolet, et nous avons été au pas. A un quart de lieue de la ville, nous avons trouvé les trompettes, les fanfares, la garde nationale à cheval; puis un peu plus loin, la garde nationale à pied, vraiment très belle; je suis descendu et j'ai fait mon entrée à pied entre deux haies de gardes nationaux, au milieu de toute la ville assemblée. Puis sont venues les fusées, les boîtes. J'ai quitté mes paisibles herbages, mes électeurs de campagne, point unanimes, mais sans colère. Me voici au milieu de toutes les cabales, de toutes les passions d'une ville. Lisieux est en feu. L'opposition se remuait depuis huit jours pour empêcher que j'eusse une *entrée*. Elle a réussi à m'enlever la musique. Le chef de musique est commis greffier du tribunal. Le président et le procureur du roi l'ont menacé de la perte de sa place. Il a délibéré, mais sa femme et ses enfants l'ont emporté sur moi. Je n'ai eu que les tambours. Pour aujourd'hui, on m'annonce un ballon. Tout cela est très contesté, très orageux. Mais on m'assure que je n'en ai pas moins la majorité dans la ville et une très grande dans les campagnes. Cette lettre-ci ne partira que demain. Toutes mes journées sont réglées maintenant. Que je t'aime, mon ange, que je t'aime!

Onze heures du soir.

Plein succès, grand succès, mon amie, beaucoup de monde. Cinq cents à six cents personnes, dont quatre cents électeurs. J'ai été pitoyablement at-

taqué. Un mauvais avocat de province répétant un mauvais journaliste de Paris. J'en étais honteux. J'ai parlé trois fois, commençant avec grande faveur, finissant avec grand effet. Les électeurs des campagnes, sans trop bien comprendre tout ce que j'ai dit, sont sortis charmés. Mes partisans sont dans la joie. Je leur ai donné, disent-ils, bien plus de force qu'ils ne m'en donnent. Cela commençait assez grossièrement; la grossièreté a été huée : j'ai réclamé la liberté pour elle. Elle s'est intimidée. Alors je lui ai fait un peu la leçon. Je te conterai les détails.

Adieu, mon ange. Nous partons demain à six heures et demie pour Livarot et il faut que je me rase encore avant de me coucher. Toutes mes *Dames* étaient dans la joie ce soir. Elles avaient pour moi des peurs de l'autre monde. On avait écrit à M. Nasse des lettres anonymes, on le menaçait de grands désordres, de violences. Quel parti! Marchands de déclamations et d'injures et de menaces vaines! Tout s'est passé le plus paisiblement du monde et le désordre eût été mal reçu. Adieu donc, il est onze heures et demie. Adieu encore.

---

35. — A MADAME GUIZOT, NÉE DILLON

Lisieux, jeudi, sept heures et demie du matin.

Ma journée d'hier a été plus laborieuse, cher ange; nous sommes partis à six heures et demie pour Livarot, arrivés à neuf heures. Là toute la représentation qui me devient presque quotidienne, garde nationale, conseil municipal, banquet, toasts jusqu'à une heure. Nous partions, toujours escortés de la garde nationale; on est venu me dire à l'oreille que tout le monde avait un extrême désir de m'entendre parler, que plusieurs électeurs n'avaient pas pu aller la veille à la réunion de Lisieux, que je les *flatterais* infiniment (c'est le mot consacré) en faisant aussi avec eux un peu de politique. En nous séparant, sur la limite de la commune, j'ai pris la parole et fait mes adieux. J'ai eu toutes les peines du monde à me tirer, non pas de leurs mains, mais de leurs bras. Un vieux capitaine de l'ancienne armée, grand de 6 pieds 1 pouce, s'était emparé de moi : « Vive M. Guizot! Vive notre député! Oui, monsieur Guizot, vous êtes un brave homme; je ne suis pas pour la guerre, moi, monsieur; je sais ce que c'est que la guerre. Mais si les Prussiens reviennent, je suis toujours là, mon cher monsieur Guizot; je suis toujours pour mon pays. Tout à l'heure, en août dernier, on m'a parlé de reprendre du service, mais qu'est-ce que j'aurais été faire là? J'ai toujours été

tambour-major; ils n'en trouveront pas beaucoup de ma taille, je sais bien, mais ils en trouveront bien d'assez grands. Et puis, je suis capitaine à présent, je me suis marié, il faut que je fasse mes affaires. Je ne suis pas pour la guerre, mon brave monsieur Guizot, mais je suis toujours pour mon pays. Vive le roi! Vive notre député! »

J'ai serré, aussi fort que je l'ai pu, la main du grand capitaine, puis celle de vingt autres personnes, puis encore celle du grand capitaine, et nous nous sommes enfin séparés, pour aller dîner à la campagne, chez M. de Mély, à moitié chemin entre Livarot et Lisieux. Arrivés à deux heures et demie, on m'a fait promener, naviguer sur une belle pièce d'eau, tirer au pistolet jusqu'à trois heures et demie. Nous avons dîné; point d'électeurs nouveaux, point de politique; sept ou huit femmes; une partie de campagne, pour me délasser. Le curé en était. Il devait ce jour même mener sa commune en procession à un saint du voisinage qui guérit *les fièvres*, mais il voulait dîner avec moi, et il a remis la procession à dimanche prochain. Pendant que nous dînions, on a sonné vêpres; il s'est levé de table pour aller dire vêpres, promettant de se dépêcher, car les paysans voulaient venir me voir. Très promptement, en effet, il est revenu. « Me voilà débarrassé; j'amène à M. Guizot quatre électeurs. » J'ai causé une demi-heure avec les quatre paysans, dont l'un a quatre vingt-trois ans et m'a dit : « Ah! monsieur, ce qu'est bien heureux, c'est que cette révolution-ci n'a pas ressemblé à l'autre. » Un autre

s'est félicité que vêpres eût été dit si vite : « C'était bien le moins pour un homme aussi conséquent que moi. » Et un troisième a demandé à M. Nasse : « Feu monsieur votre père se porte-t-il toujours bien? » Après les électeurs, il a fallu pêcher; on voulait absolument prendre sous mes yeux une grande carpe, mais les carpes ne sont pas aussi pressées de me voir que les électeurs; il n'est venu que des tanches. Nous sommes partis enfin à huit heures, arrivés à Lisieux à neuf heures et demie, et je me suis couché, point fatigué, mais charmé d'être enfin seul pour penser à toi à mon aise, avant de m'endormir, et m'endormir en pensant à toi.

Décidément, la séance de samedi a fait un grand et excellent effet. Il n'est bruit d'autre chose dans la ville et dans les campagnes. Ils se sont parfaitement amusés. Pour moi, ç'a été un triste spectacle que celui de cette opposition ignorante, envieuse, haineuse, inconcevablement légère, crédule, et jusqu'à un certain point sincère, à force d'ignorance, de légèreté et de passion. J'ai été beaucoup plus attristé de l'ennemi que réjoui de la victoire. On m'a interpellé sur l'hérédité de la pairie et sur l'option entre les deux arrondissements ; j'ai répondu de telle sorte qu'on n'a pas eu envie d'insister. Je te conterai tous les détails, car nous voilà dans la semaine qui nous réunira, ma bien-aimée, à mon avis du moins, puisque je regarde le dimanche comme le dernier jour de la semaine. Je ne sais pourquoi ; je me sens plus près de toi que je ne devrais, car enfin il y a encore sept jours. Mais je tiens mes affaires pour à peu près

finies; je ne m'ennuie pas du voyage de Caen; et en fait de course électorale, je n'ai plus que celle de Cambremer. J'avais peur qu'on ne revînt à celle de Saint-Pierre-sur-Dives. Je suis tranquille. Les meneurs de ce canton sont venus, j'ai dîné avec eux samedi chez M. Labbey. Je n'irai point. Dimanche prochain, donc, s'il plaît à Dieu, comme je l'espère bien, nous serons tout à fait réunis, tout à fait, mon Élisa, je ne te verrai plus pleurer en m'embrassant. Que je t'aime! comme tu m'aimes; nous ne pouvons l'un ni l'autre trouver d'autre terme de comparaison. Adieu, adieu, chère bien-aimée; adieu, mon petit Raton.

---

36. — A MONSIEUR DE BARANTE

8 avril 1831.

J'ai des remords sur votre compte, mon cher ami, et ce qu'il y a de pis, des remords sans torts. Dix fois j'ai dû vous écrire, voulu vous écrire. Je mentirais si je disais que matériellement je ne l'ai pas pu. Et pourtant il est parfaitement sûr que ce n'est pas ma faute si je ne l'ai pas fait. J'ai toujours eu pour habitude et même pour principe de me laisser prendre beaucoup de temps par qui voulait. Le principe a depuis trois mois des conséquences excessives, comme celles qu'on voudrait donner à la révolution de Juillet. Ne me croyez donc pas des torts que je n'ai pas; ôtez-moi les remords que j'ai, et ne parlons plus du passé. Je ne laisserai certai-

nement pas partir Mme de Barante, sans vous dire un peu ce que je pense du présent.

La charrette est retournée du bon côté, voilà le fait. Depuis quelques jours même, elle commence à marcher et l'effet en est déjà visible. Je suis toujours et plus que jamais convaincu qu'une administration sensée, agissante, résolue, marchant droit sur ses adversaires, ralliera une majorité capable, très capable de lutter avec avantage contre l'anarchie. Casimir Périer est le noyau, le noyau très convenable d'une administration pareille. Il a le jugement politique et le courage politique. Amis ou ennemis, tous le prennent au sérieux. C'est beaucoup, c'est plus de la moitié. Il finira la session avec avantage. Nous verrons après. Il faut faire des élections. Tout est là. Le parti mettra tout en œuvre contre nous. Cependant je crois que nous avons la chance. J'y compterais presque tout à fait si la tribune était toujours active. C'est notre force. En tout, voilà la révolution de Juillet coupée en deux, un parti du gouvernement et un parti d'opposition, c'est là le grand caractère de ce qui vient de se passer.

Mon avis a été, il est toujours, que le ministère doit rester ce qu'il est jusqu'après les élections. Il faut voir la Chambre nouvelle.

On m'assure ici que le prince de Car... est en grande courtisannerie avec l'Autriche, et que nous gagnerons peu au change. J'ai peine à croire qu'un changement quelconque là ne soit pas pour nous une occasion de profit. Que nous paraissions en tête d'un progrès de civilisation et de liberté en Europe,

quelque lent qu'il soit, nous aurons beau jeu. Il faut même, il faut absolument pour nous que le progrès soit lent et régulier. Nous sommes un gouvernement régulier, engagé dans la société des États européens, quoique différent de la plupart d'entre eux. Si nous ne prenons pas fermement cette position, si nous restons en dehors de l'Europe, nous ne servirons bien ni la cause des peuples, ni la nôtre.

Nous avons arboré la bannière de l'ordre. La discussion de ces jours derniers nous a bien servis. L'extrême gauche est très mécontente de sa campagne. Nous avons encore un ou deux grands débats politiques avant la clôture. Que les affaires du dehors tournent bien; nous sommes au dedans en position et en état d'en profiter. Il faut que nous amenions les Autrichiens à rentrer chez eux, et les Belges à redevenir une société régulière sans restauration *orangiste*, le tout avec quelque progrès d'influence française en Italie, et de territoire français vers la Belgique. Vendre la paix à l'Europe au lieu de la lui acheter, voilà notre problème ; car il nous faut la paix, tant que nous ne pourrions avoir qu'une guerre générale et révolutionnaire. Or tenez pour certain que nous en sommes encore là. Ce qui se passera autour de vous est pour nous d'une extrême importance.

---

37. — AU DUC DE BROGLIE

Dimanche 7 juillet 1832.

Rien de nouveau en apparence, mon cher ami; l'inertie est extrême; public et gouvernement semblent convenus de ne penser à rien. Cependant nous remontons. Le découragement de l'opposition s'accroît de jour en jour, malgré ses bouffées d'insolence. Elle ne se croit pas grand avenir. Elle ne s'y résigne point, car elle ne comprend pas pourquoi elle échoue toujours. Aussi ne cessera-t-elle jamais de faire rage. Mais au fond elle est triste et se sent frappée de stérilité. La combinaison Dupin est décriée. Il est très vrai que les banquiers ont demandé à ce sujet quelque explication, disant que Dupin n'était pas de ceux à qui on prêtait son argent. Pour tout le monde, la moindre réflexion le tue. Le duc d'Orléans en parlait fort légèrement il y a deux jours : « J'ai entendu dire à mon arrivée qu'il était indispensable; aujourd'hui presque personne ne le croit possible. » Hier 14, pas la moindre tentative de bruit. L'attitude de la garde nationale intimide les plus audacieux. Ils abdiquent ainsi successivement leurs occasions les plus officielles. Si j'étais sûr que la Chambre, quand elle reviendra, sera aussi bonne que Paris, je serais fort tranquille.

1. Pendant la période d'agitation politique qui suivit les émeutes de juin 1832 et précéda la formation du cabinet du 11 octobre dont tous deux devaient faire partie, M. de Broglie resta à la campagne, où M. Guizot l'informait régulièrement de la situation.



Mais, si elle ne trouve rien de fait quant au cabinet, point de parti pris, si elle est appelée à donner l'impulsion au lieu de la recevoir, nous verrons quelque honteux gâchis. Notre meilleure chance, c'est qu'on se décide à son approche, sans l'attendre tout à fait. Présente, elle ne ferait peut-être pas grand'chose des bon. Imminente, elle peut amener une solution raisonnable. Deux forces sont pour nous, le cours général des choses et les crises; le temps, quand on peut l'attendre, et la nécessité, quand il n'y a pas moyen de la méconnaître. A tout prendre, j'espère davantage qu'il y a quinze jours. Bien certainement, si nous périssons, ce sera faute de foi. Il ne faudrait pas aujourd'hui un bien grand nombre de convictions fortes et actives pour entraîner le monde. Il les attend.

Que faites-vous? Je sais que vous travaillez, mais à quoi? Je me suis tout à fait remis au travail. Je viens de revoir la sténographie de quatre leçons qui étaient restées en arrière. On les imprime. C'est une petite histoire de la formation de la bourgeoisie française, qui n'est pas, je crois, sans nouveauté et sans intérêt. Je reprends ma Révolution d'Angleterre, avec affection et inquiétude, comme on retrouve un ami longtemps absent et dont on ignore s'il ne faudra pas se séparer bientôt encore une fois. On tient à ce que je termine mon ouvrage, et j'y tiens plus que personne, car personne ne sait tout ce qu'il est dans ma pensée. Une admirable tragédie sous Charles Ier et Cromwell, la plus grande et la plus poignante comédie sous Charles II et Jacques II, l'effervescence d'un

peuple et l'habileté d'une cour, le sublime de la passion et de l'intrigue, toute la folie des espérances et toute la sottise des découragements humains; le triomphe du bon sens au terme de cette carrière, et d'un bon sens fort peu populaire, de toutes parts attaqué et pourtant invincible; voilà ce que je voudrais faire voir et toucher au doigt par la seule mise en scène vraie et complète des évènements et des hommes. Et j'y prendrais un plaisir infini, non seulement dans une vue politique, mais aussi et même surtout parce que je ne connais aucune grande histoire où éclate si évidemment, si glorieusement le triomphe de la sagesse divine au milieu et au travers de la folie humaine. C'est toujours dans quelque contemplation de ce genre que je me repose et me rafraîchis avec délices des fatigues et des mécomptes de la vie. Je voudrais que mon ouvrage procurât aux lecteurs intelligents la même satisfaction, qu'il les fît pénétrer dans toutes les agitations, toutes les vicissitudes, dans les ambitions et les désenchantements inépuisables de ce monde, et qu'en même temps il leur fît voir le soleil qui brille au-dessus de ces ténèbres, l'ordre qui domine et gouverne ce chaos. Irai-je jamais jusqu'au bout? et si je vais jusqu'au bout aurai-je réussi? Dieu seul le sait; mais voilà ce que sera ce livre si je l'achève comme je le conçois.

Nous sommes tous bien. On se plaint autour de moi de la chaleur, et j'en plains les autres, mais nullement moi-même. Nous avons eu hier une alerte: un camarade de François, qui était venu le voir, a

été saisi tout à coup de vomissements, d'un violent délire. Nous étions tous sortis, excepté François, qui a fait courir partout pour avoir un médecin et n'a pu le trouver que tard. Ce n'était rien qu'une forte indigestion, et ce jeune homme, qui est un sujet distingué, pourra retourner chez lui aujourd'hui.

Lundi matin 16.

L'acte de la diète germanique fait seul quelque bruit; bruit de cafés et de journaux plutôt qu'autre chose. Au fond, l'état de l'Allemagne n'en sera pas du tout changé. Metternich parlera ou écrira et on obéira comme par le passé. Le pouvoir et la liberté se font là l'un à l'autre plus de peur que de mal et plus de bruit que de peur. Mais cela nous vaudra, à nous, quelque grand fracas de tribune, qu'il faudra bien repousser sérieusement, par égard pour la badauderie publique, véritable plaie de notre pays. Adieu. Alphonse[1] nous a dit que Louise avait été un peu souffrante, mais que ce n'était absolument rien. Ma mère est mieux, la chaleur lui convient. Ma femme, au contraire, en souffre; les maux de cœur de la grossesse s'en accroissent, mais voilà tout. Mille tendresses à toute la maison.

Sébastiani a eu, il y a trois jours, un léger retour d'apoplexie. En causant avec M. Lehon, un éblouissement l'a pris; il a porté vivement la main à sa gorge. Il a fallu suspendre la conversation. Puisque

1. M. Al. Rocca, père de Mme la duchesse de Broglie.

l'inaction complète ne le guérit pas, que sera-ce à la Chambre? Il n'y aura pas moyen.

---

38. — AU DUC DE BROGLIE

Lundi, 9 juillet 1832.

Nous sommes au repos et il n'y a pas grand mal. On n'eût fait que des sottises. Ces brusques métamorphoses des défaites en victoires et des victoires en défaites, ces transitions soudaines de la peur à la confiance et de la confiance à la peur, tournent toutes les têtes. Elles reviennent pas à pas à leur assiette naturelle. On commence à voir clair dans toutes les combinaisons dont on a parlé et dans leurs conséquences. Elles se réduisent à trois, celle du roi, celle de Dupin et la nôtre. Le roi voudrait garder son ministère tel qu'il est, sauf à prendre, vers l'approche de la session, Dupin pour garde des sceaux, afin d'avoir un parleur, comme on prend des chevaux de poste pour faire un voyage. Dupin est toujours entre les mains de la coterie du *Constitutionnel* et du *Temps*, qui veut qu'il entre comme président, qu'il entre seul, et qu'il prenne Barrot pour point d'appui en l'attendant pour collègue. Quant à moi, je pense que nous devons plus que jamais rester étrangers à tout replâtrage et à toute désertion vers la gauche, quelque légère qu'elle paraisse.

Avez-vous lu un peu attentivement l'article des *Débats* d'avant-hier samedi 7? Ce doit être, je crois, notre politique. Notre force, c'est d'être d'honnêtes gens et d'avoir raison. Il faut la garder et ne rentrer aux affaires qu'en l'y faisant entrer avec nous, assez du moins pour gagner chaque jour du terrain. Je ne sais ce qui arrivera; mais tout annonce une session violente, très violente. La fureur du parti est au comble; il se sent battu et ne perd pas l'espoir. C'est par la violence qu'il se flatte de se relever, il l'annonce tout haut, et se promet de conquérir la majorité par la peur. Là peut être notre salut. C'est toujours de là qu'il nous est venu, et malgré la fatigue, malgré la timidité universelle, je compte toujours qu'en présence des emportements, des menaces du parti, pourvu qu'une ou deux voix fermes s'élèvent et parlent plus haut que lui, nous rallierons contre lui tous ces honnêtes gens qui aimeraient bien mieux le suivre que le combattre, mais qui ne le suivront pas où il voudrait les mener, où il les mènerait infailliblement. En tout, je ne suis point tranquille et pourtant j'ai confiance; je redoute la lutte, mais j'espère la victoire. Je me sens dans cette disposition qui faisait dire à M. de Turenne au début de la bataille : « Tu trembles, carcasse; si tu savais où je te mènerai bientôt! »

Du reste, c'est là de la prévoyance, car la bataille est ajournée. On se promet de ne pas reprendre la question des arrangements ministériels avant un mois d'ici et de ne pas convoquer les Chambres avant novembre. Je crois peu à ce qu'on promet;

mais on se trompera plutôt dans le sens de la langueur que dans celui de la vivacité. Jouissez donc en paix de Broglie. Je voudrais bien en jouir avec vous. Je n'en ai jamais eu plus besoin et envie. Je me ruine ici et je m'y déplais. Je serais plus heureux que je ne puis dire de passer trois ou quatre mois dans votre calme. J'ai soif de promenades, d'espace, de silence, de rafraîchissants moraux et matériels. Je doute que je puisse aller les chercher. Le choléra vous cerne, et j'ai autour de moi des personnes, ma mère surtout, qui en ont l'imagination assez frappée. Quoique mieux, elle est toujours souffrante; elle répugne visiblement à se déplacer. Il me faudrait un effort pour l'y résoudre, et elle ne se déplacerait qu'avec inquiétude. D'autre part, je ne puis la laisser ici, elle et mon fils, quand il y meurt encore quarante personnes par jour du choléra. Il faut que j'emmène avec moi tous les miens ou que je reste avec eux. Il n'est pas impossible que nous soyons obligés au commencement de septembre de faire une course de quinze jours à Béthune, pour les couches de ma belle-sœur [1]. Si le choléra y est encore ou s'il est encore ici, nous n'irons point; mais, s'il faut y aller, nous ne pourrions passer avec vous que six semaines. Enfin, pour nous rendre encore moins disponibles, ma femme est grosse, et, quoique fort bien portante, elle a besoin de plus de ménagements que de coutume. Elle voulait écrire

1. Mlle Pauline Dillon avait épousé M. Decourt sous-préfet à Béthune.



ces jours derniers à Mme de Broglie. Elle en a été empêchée par je ne sais combien de comités d'orphelins. Entre mes enfants à moi et les orphelins des autres, cela fait beaucoup d'enfants. Vous voyez, je ne puis guère me promettre ce que je désire vivement, ce qui me ferait un plaisir et un bien extrême. Je vous écris pour me faire un peu d'illusion.

La réaction contre l'arrêt de la Cour de cassation commence un peu. Je crois sans peine que vous êtes contre l'état de siège. Il n'était soutenable que dans le premier moment, au milieu des coups de fusil et pour trois jours. Il n'en restera qu'une chose, pour moi du moins : c'est une haute estime pour les deux conseils de guerre que nous avons vus ici, et surtout pour leur président. Jamais tribunal n'a procédé avec plus de dignité et de douceur. Décidément l'armée est un des meilleurs éléments de notre ordre social. Que le monde est nouveau et qu'il se faut défier des vieilles craintes comme des vieilles espérances !

Adieu. Mille tendresses de tous à tous. Je porte envie à Alphonse. François veut écrire à M. Doudan. Il a des migraines périodiques qui le désolent. Lerminier vient de le faire saigner, mais sans résultat.

Adieu donc.

---

39. — AU DUC DE BROGLIE

Lundi 23 juillet 1832.

J'avais raison de vous dire que nous remontions, mon cher ami ; cela est devenu visible. Les effets naturels de la victoire du 6 juin[1] ont repris le dessus. L'opposition est retombée dans un extrême découragement. Beaucoup de faits graves pour elle commencent à percer. On a découvert et saisi à la faveur de l'état de siège plus de quarante mille fusils et de soixante mille sabres. C'était l'arsenal amassé depuis je ne sais combien d'années pour les conspirations et les émeutes. Elles ont perdu leur ascendant moral et leurs instruments matériels ; et comme elles ne renoncent point à recommencer, la tristesse n'en est que plus grande. Il y a deux jours, un des meneurs vraiment actifs, capitaine de la garde nationale dans la rue Saint-Paul, et qui avait engagé dans la bataille son lieutenant, un de ses sous-lieutenants, deux caporaux et vingt-deux hommes de sa compagnie, s'est coupé la gorge de désespoir. Les jurés se raffermissent. La condamnation de La Pommeraye et de son imprimeur a beaucoup frappé. Les gens du *National* n'osent comparaître et seront condamnés par défaut. On s'attend à plus de sévérité contre les gens pris les armes à la main, que n'en ont montré les conseils de guerre. La presse

1. Sur l'émeute.



départementale de notre opinion grandit et s'anime. Plus de cinquante journaux nouveaux ont été créés depuis un mois. Les autres baissent de ton et de crédit. L'affaiblissement du parti éclate dans l'attitude de ses honnêtes gens comme de ses coquins. Victor de Tracy est venu nous voir hier. Il a été malade et nous avons fait demander plusieurs fois de ses nouvelles. Il en a été d'une reconnaissance, d'un empressement à la témoigner, d'une expansion affectueuse, comme un paria qui apprendrait avec joie et surprise qu'il ne l'est pas tout à fait. M. de Lafayette est seul, absolument seul à La Grange; sa famille seulement et quelques Américains qui passent. Mme de Rémusat est allée s'y établir, disant à ma femme : « Je trouve que dans ce moment nous devons entourer mon grand-père. » Carrel de son côté professe le découragement, le mépris des siens, et n'a d'autre consolation que de demander à quelqu'un des nôtres, quand il le rencontre : « Cela fait-il bien plaisir à vos amis de se battre pour Girod de l'Ain? » L'effort est visible pour maintenir l'insolence, et la confiance a disparu.

En revanche, dans l'autre camp, elle est extrême, visible. On se prévaut fièrement de sa médiocrité : « Voyez ce que nous avons fait, et pourtant nous ne sommes pas de grands politiques, de grands orateurs; à notre place, ils auraient peut-être tout compromis. » Aussi n'est-il question d'aucun changement. Le retour du maréchal amènera pendant quelques jours quelque petite fermentation. Rien de plus. La combinaison nouvelle, quelle qu'elle soit,

est difficile, et rien ne la commande aujourd'hui. Sauf les incidents, nous resterons immobiles jusqu'à la fin de septembre. Il faut que le vent de la Chambre se fasse sentir.

Venez donc sans gêne quand vos affaires vous appelleront. Les plus soupçonneux ne croiront pas que vous veniez chercher un ministère.

Je ne sais pas bien ce qui se passe quant à la Belgique. Sébastiani ne dit rien, mais je ne suis pas éloigné de croire qu'il a quelque envie et quelque espoir de finir l'affaire en l'absence de M. de Talleyrand. Ou je me trompe fort, ou l'on conseille au roi Léopold un peu de complaisance, et en même temps on se prépare à bloquer l'Escaut et à lui donner Anvers pour cadeau de noce, car on est pressé de finir le mariage. Sébastiani annonce que le 15 août il sera parti pour les eaux. M. de Talleyrand ne reviendra pas de Bourbon à Paris. Il ira d'abord à Valençay pour y passer, dit-il, un mois. On a parlé aussi d'un séjour à Roche-Cotte, où Mme de Dino devait aller en quittant Ems. Je n'y crois pas. Quelque temps à Valençay, quelques jours de passage à Paris, et un prompt retour à Londres, voilà le probable de cette maison-là.

Don Pèdre ne va pas vite. S'il n'y a pas de soulèvement à Lisbonne et dans l'armée de D. Miguel, le coup est manqué. On craint que la question de nationalité n'étouffe toutes les autres. C'est ce qui arrive chez les peuples demi-barbares. Don Pèdre n'est en Portugal qu'un Brésilien.

Mon sac est vidé, je crois. Je suis rentré pleine-

ment dans le travail et ne sais guère que ce qui vient me chercher. Mais au moins faut-il que vous sachiez aussi cela. Notre second accès de choléra tourne vers sa fin. L'inquiétude a été vive pendant trois jours. Le progrès était menaçant. J'ai été affligé de la mort de ce pauvre M. de Saint-Martin, que j'avais entrepris de faire replacer à la bibliothèque du Roi comme successeur d'Abel Rémusat. Il était chez moi le samedi, plein de vie et d'ardeur scientifique. Mardi, je l'ai trouvé mort dans le journal. C'était un homme distingué. Le choléra en veut aux orientalistes : Champollion, Abel Rémusat et Saint-Martin ; c'était la gloire et l'avenir de la science orientale ; elle ne s'en relèvera de longtemps. Dites à M[me] de Broglie que M[lle] de Chabaud est bien, fort résignée et courageuse dans une situation assez pénible. Son père est mort d'un coup de sang.

Ma mère n'est pas mal, mais fort variable. Élisa a été fort souffrante trois ou quatre jours, de sa grossesse seulement. Au fond, elle est bien, et voulait écrire aujourd'hui à votre femme. Je lui ai demandé d'ajourner. Adieu donc. Mille tendresses à toute la maison.

Je reçois à l'instant même votre lettre. Vous aurez exactement de mes nouvelles.

---

40. — AU DUC DE BROGLIE

Dimanche 29 juillet 1832.

Comme je m'y attendais, les bruits de changements recommencent; le maréchal est de retour; on attend Dupin. Je ne vis déjà plus dans la solitude et le silence où j'étais depuis trois semaines. On va, on vient, on combine, on tâte, on disserte. Je ne crois à rien de prochain, rien avant le souffle de la Chambre. Il y a des gens qui ont envie de rester aussi longtemps que faire se pourra, et des gens qui ont envie de garder ceux qui ont envie de rester. La nécessité seule surmontera ce double désir, et elle n'est pas là. Si j'étais sûr de la Chambre, j'aimerais mieux, cent fois mieux qu'on l'attendît. Mais je crains son anarchie, sa dispersion en petits paquets. Elle apportera peut-être plus de trouble que de force. Elle est capable de suivre, non de diriger; encore avons-nous eu beaucoup de peine à nous en faire suivre. Il faudra bien la prendre comme elle sera et en tirer ce qu'on pourra. Au vrai, une seule chose me rassure, c'est l'incapacité de nos adversaires. Pour peu qu'ils eussent de sens et de mesure, ils auraient de la chance. Mais ils feront et diront des folies. C'est la loi, c'est la nature du parti que le bas y gouverne le haut. Or ce gouvernement-là; ni la France, ni la Chambre ne l'accepteront jamais.

Du reste, ne croyez pas que, si quelque combinai-

son un peu sensée se présente et qu'on m'y appelle, je m'obstine à ne vouloir que le ministère de l'intérieur. Ce que je veux, c'est autre chose qu'un replâtrage, c'est un cabinet un peu sérieux, qui ait de la dignité et quelque avenir. Mon obstination n'ira que là, et point à rien de personnel. Je suis même porté à croire qu'avec mon passé et dans l'intérêt lointain de mon avenir à moi, il me convient mieux de rentrer dans les affaires par quelque autre département, l'instruction publique, les affaires étrangères ou tel autre, et de ne pas reprendre dès l'abord, avec une influence parlementaire réelle, mais disputée, tout le poids du gouvernement intérieur du pays. Mais il faut que le gouvernement intérieur aille un peu bien par l'action générale et la bonne composition du cabinet. Du reste, encore une fois, nous bavardons ici; j'ai dîné deux fois avec les ministres depuis quatre jours; j'ai vu Montalivet longtemps avant-hier, et je ne crois à aucun changement prochain malgré tous les propos, toutes les allées et venues qui vont remplir une ou deux semaines.

Ces journées-ci se passent avec un calme désespérant pour le parti. Il a essayé de faire promener une petite troupe de décorés de juillet. C'était son maximum possible de sédition. Ils ont été presque sifflés. Je me suis promené deux heures hier. La fête n'avait pas le moindre caractère politique, une fête neutre, abstraite. Pratiquement, je m'en suis réjoui; moralement, je m'en suis attristé. Une honteuse, une fatale faction a presque réussi à dénationaliser, à

déshonorer le plus bel évènement de notre histoire. Quelque chose de vraiment national a une peine infinie à s'établir dans ce pays-ci. La noblesse féodale, comme on dit, nous a gâté toute notre ancienne France ; les Jacobins nous gâtent notre France moderne. Nous faisons de grandes choses ; et, quelques jours après, nous sommes prêts à les renier, parce que nous les avons laissé salir et abaisser par des misérables. Je suis rentré le cœur blessé et plein d'humeur. Et puis je me dis que la proximité des évènements nous trompe ; à mesure que nous nous en éloignerons, ils retrouveront leur grandeur. Au fait, j'y compte, et c'est là ce qui me console de ces hauts et bas quotidiens dont je ressens, tout comme un autre, la fatigue et le dégoût.

Je crois que M. de Talleyrand va revenir sans passer par Valençay, et qu'il retournera promptement à Londres. On l'en presse. La mission de lord Durham à Pétersbourg préoccupe assez. Il doit revenir par Berlin à Vienne. L'Angleterre voudrait évidemment faire prévaloir partout, et de bon accord, sa politique pacifique. Le négociateur me paraît médiocrement choisi. Les élections anglaises n'auront lieu qu'au mois de décembre. On se rassure fort sur leur résultat ; on en attend beaucoup plus de grands négociants, de manufacturiers, et moins de jeunes clients de l'aristocratie. La bourgeoisie riche y gagnera ; le talent pauvre y perdra. C'est la pente générale du temps. Tout n'en est pas bon et glorieux, et j'en suis plus convaincu que personne. Cependant le bon y domine, et de beaucoup. Quelques hautes

futaies pousseront un jour dans ces terres qu'on laboure et engraisse si bien aujourd'hui.

Lundi matin.

J'ai vu hier Sébastiani, de plus en plus impuissant. Le déclin saute aux yeux. Je ne serais pas étonné du tout quand il serait mort avant l'automne. Il dit qu'il ira aux eaux du 10 au 15 août, après le mariage. M. de Talleyrand a un fort catarrhe et suspend les eaux. Mme de Dino a quitté Baden pour Ems. Les carlistes ont établi à Baden leur quartier général. Ils y régnaient. Je les défie de régner ailleurs.

On s'occupe des pairs qu'on veut faire; on discute les noms propres. On m'a montré des listes assez raisonnables. Notre Chambre fait tout l'embarras. On se décidera, je crois, à n'y prendre pour le moment que les deux maréchaux et Bertin de Vaux. Il a été question de donner à celui-ci l'*intérim* des affaires étrangères, pendant que Sébastiani sera aux eaux. Je le voudrais.

M. Orfila est un peu mieux, c'est-à-dire qu'on espère un peu; mais voilà tout. Le choléra en veut à la science. M. Orfila serait une vraie perte, science à part. Il gouverne à merveille l'École de médecine et est pour beaucoup dans sa sagesse.

Adieu; tout est bien chez moi, sauf les migraines hebdomadaires de François, qui ne manquent jamais. Tâchez de vous en tenir à votre cas de choléra.

41. — A MONSIEUR LE DUC DE BROGLIE

Dimanche 5 août 1832.

Je viens à vous pour me délasser d'une conversation qui m'assomme toujours, quoiqu'elle m'instruise quelquefois. D..., que vous connaissez bien, vient me voir tous les dimanches. Il a de l'esprit, plus d'esprit que vous ne croyez peut-être; il voit les choses et les personnes comme elles sont, sans préjugé ni passion d'aucune sorte, et même avec plus d'intelligence du bien que d'ordinaire il n'est donné aux esprits si familiers avec le mal. J'apprends souvent quelque chose de lui; la vérité a des recoins obscurs où il me fait quelquefois pénétrer. Mais au fond j'ai un inexprimable dégoût pour les sales miroirs du monde qui n'accordent pas plus de place ni de lumière à ses gloires qu'à ses turpitudes. L'homme est fait pour être tout autre chose qu'un miroir; il faut un foyer sous le verre; et quand le foyer manque, quand sous cette liberté d'esprit, cette impartialité, je sens percer à chaque instant la plus cynique, la plus stérile indifférence, sa bassesse me révolte, son orgueil m'irrite; je suis continuellement tenté de l'appeler par son nom, de le replonger dans son néant. Je n'en fais rien; j'ai mieux à faire que de travailler à convertir M. D...; mais j'en éprouve, sans qu'il y paraisse, une vraie fatigue. Que de mensonges dans les relations des hommes! Il n'est point de moraliste,

point de prédicateur qui l'ait dit autant que cela est. Du reste me voilà délassé. Quelques minutes de sincérité et de liberté d'âme reposent pleinement de cette fausseté habituelle de la vie.

Nous sommes plus calmes que jamais. La béatitude de nos ministres est complète. Ils commencent à croire que Périer étouffait leur génie, et que sa mort leur permettra enfin de montrer tout ce qu'ils valent. Le public ne les contrarie point, il n'est pas si superbe, mais tout aussi tranquille. Et pourtant, n'en doutez pas, la session sera violente, terrible. Le parti met tout son espoir dans les tempêtes de tribune. Nous passerons de l'apathie actuelle à je ne sais quelle lutte furibonde. Ou je me trompe fort, ou il y aura un bon et beau rôle à jouer. On parle toujours des pairs qu'on prépare; on les publiera, dit-on, au retour de Compiègne. Je n'en crois rien. A peine a-t-on commencé à discuter les quarante-six noms portés sur la liste. Ils ne vont pas si rondement en besogne.

Je ne sais pas bien les affaires du dehors. Ils assurent que celles de Belgique vont finir. Les gens qui viennent de Bruxelles sont effrayés de la force cachée qu'y conserve le parti orangiste. Le roi Léopold me semble se préparer à quelque concession. Sébastiani ne dit plus rien et partira pour les eaux après le voyage de Compiègne. Barthe et d'Argout auront l'*intérim* de son département. Le rhume de M. de Talleyrand va mieux; on l'attend ici sous peu de jours.

Lundi 6.

Nous voudrions bien avoir de vos nouvelles aujourd'hui. J'espère qu'envahis par le choléra, vous aurez pensé à nous écrire plus souvent. Il y a tout lieu de croire que le mal touche ici à son terme. Le symptôme le plus rassurant, à ce que disent les médecins, c'est qu'ils recommencent à voir reparaître des dysenteries, des gastro-entérites qui ne tournent pas en choléra. Quand nous aurons retrouvé toutes nos anciennes maladies, nous serons sauvés. M. Orfila est mieux; cependant rien n'est sûr encore. Il est fort abattu et découragé. S'il réchappe, comme on l'espère, il le devra bien à l'excellence et à la présence continue des soins médicaux. Il a été un jour aussi bas qu'il se puisse, sans pouls, sans haleine, le teint noir, la face entièrement décomposée. Tous les médecins le croyaient perdu dans deux heures. Ils ont hasardé un bain de 34 degrés, qui a déterminé un commencement de réaction, qu'ils ont si bien cultivé, entretenu, fomenté, que les chances de vie sont revenues. Nous sommes tous fort bien. Je trouve ma mère mieux, à tout prendre, qu'elle n'a été depuis longtemps. Rémusat est revenu hier de La Grange avec sa femme et ses enfants. Le choléra a gagné tous les environs, Rozoy, Courpalay, etc.

Aidez-moi à fonder un bon journal à Lisieux. Mes amis en ont pris la résolution et y mettent un zèle extrême. Il s'agit uniquement d'une feuille paraissant une fois par semaine comme le *Patriote*, qu'on

veut combattre et faire tomber. On fonde à Lisieux trente actions de 500 francs, avec lesquelles on aura de quoi suffire aux frais de deux années au moins. Je leur enverrai d'ici un rédacteur en chef, fort honnête jeune homme, qui n'a point traîné dans les journaux de Paris, et qui y mettra de la sincérité et du dévouement. Je les ferai aider aussi un peu par le ministère de l'intérieur. Tout Lisieux est en mouvement pour cette grande affaire. On prend des actions; on se promet d'écrire. Prenez une ou deux actions pour me seconder; si vous aimez mieux ne pas les avoir sous votre nom, ne vous en gênez pas le moins du monde. Je les prendrai sous le mien avec celles que je prends moi-même. Il faut, je crois, soutenir de notre mieux ces bonnes volontés locales. L'esprit d'entreprise et le courage d'être de son opinion sont bien plus rares et plus méritants dans une petite ville qu'à Paris. Et vraiment j'espère que Lisieux deviendra un petit foyer assez animé et fécond. Je suis étonné de l'ardeur et de l'intelligence qu'ils apportent dans ce projet. Nous réussirons à faire nommer M. Thil à Pont-l'Évêque. Dupont y pousse Isambert; le *Patriote* de Lisieux, M. Carrel. Mais notre succès me paraît assuré.

Adieu. Je pense que vous ne ferez pas de course à Paris tant que vous aurez le choléra à Broglie. Ne soyez pas retenu du moins par la crainte de tomber ici au milieu d'un remue-ménage ministériel. L'immobilité est complète. Mille tendresses à toute la maison.

---

42. — A MONSIEUR LE DUC DE BROGLIE

Dimanche 2 septembre 1832.

Je sors du sermon. Je viens d'entendre un pauvre pasteur de Marseille, qui désire ardemment trouver place à Paris dans le mouvement qu'amènera la mort de M. Marron. Il vient de perdre sa femme et reste seul avec quatre enfants. Marseille lui fait mal; l'éducation de ses enfants a besoin de Paris. Il y aspire avec une passion rare. Il m'a touché. Je suis allé l'entendre dans la disposition la plus bienveillante. J'en reviens triste. C'est un homme sincère, sincèrement ému et convaincu, qui porte dans son émotion et dans ses convictions cette gravité genevoise un peu pédante et superbe, dont je me moquerais si je ne connaissais assez les Genevois pour savoir qu'il y a vraiment de l'âme et de la force sous cet empois puritain et républicain. Ce qui m'a frappé et attristé dans la conversation et le sermon de cet homme, c'est l'état de son esprit et tout ce qui s'y laisse entrevoir. Il est, je vous le répète, profondément, religieusement ému et convaincu, mais très médiocre et ne sachant d'où lui vient son émotion ni où va sa conviction. Il m'a parlé avec un sentiment énergique et vrai du scepticisme moral de notre temps, et de l'apathie, de la stérilité où il plonge les âmes. Il n'est, lui, à coup sûr ni sceptique, ni apathique; il a de la foi et du feu; mais c'est une foi vide, un feu qui cherche et

ne trouve pas son aliment. Cet ennemi dr cisme est dans un grand embarras sur ce penser et faire au sein de l'Église protest Il trouve les rationalistes sans religio gélistes sans raison. Il est l'ami de déteste le séparatisme. Il voud tenir un juste milieu entre l'espr dix-huitième siècle et l'esprit Il a un sentiment confus, mai y a de faux et de funeste dans Il voudrait ne se donner ni à demande quelque chose de plus juste, plet, de plus satisfaisant pour tout l'hom il ne sait pas, il ne peut pas. Il a les instincts no les besoins élevés de la nature humaine, et un esprit commun, subalterne. Il s'adresse à lui-même les questions les plus hautes, et n'y trouve que les réponses les plus vulgaires, des réponses dont il sent l'insignifiance tout en les acceptant, et qui le laissent dans son anxiété, quoiqu'il s'y arrête. De là un état pénible, agité, fatigant, une incertitude sans cesse renaissante dans une âme qui se croit convaincue. Il ne doute pas, mais il flotte; ses croyances sont fermes, mais insuffisantes pour le calmer et le fixer. S'il fallait conjecturer, je parierais volontiers qu'il ne restera pas sur cette lame de couteau et tombera du côté des évangéliques. Je l'estime assez, après quelques heures de conversation, pour tirer de lui ce pronostic. Mais il y tombera de lassitude et non de choix, pour faire une fin plutôt que par une vraie conviction. Et ce malaise intérieur qui le

tourmente, et qui prouve la droiture, l'équité naturelle de sa raison, ne disparaîtra pas tout à fait, et tant pis pour lui s'il disparaissait. Voilà donc un homme qui, dans son existence morale et malgré ses efforts pour échapper à l'un et à l'autre mal, restera dans le vide ou deviendra un sectaire. C'est un spectacle triste, d'autant plus triste, qu'évidemment avec du temps, avec des relations prolongées, intimes, sincères, cet homme-là pourrait être amené à la vérité, à cette vérité qui contente et repose. Mais où est le temps? Qui de nous ne voit, à chaque instant, se présenter et s'enfuir l'occasion d'une œuvre bonne, grande peut-être? Nous vivons dans la presse, dans la foule; nous nous rencontrons en passant sur une route obstruée, entraînante. Que d'hommes avec qui nous échangeons un mot, un regard où se révèle tout ce que ferait de bien une véritable communication morale! Mais il faut se séparer, il faut se précipiter. La voix qui nous eût persuadés n'est qu'un son qui se perd; la lumière qui nous eût guidés n'est qu'un éclair qui s'évanouit, et la vie manque à notre force autant que notre force à notre ambition.

Lundi 8.

J'aurais eu hier quelque peine à vous parler de notre petite politique. Ma pensée était ailleurs. J'y reviens cependant. M. de Talleyrand est parti beaucoup mieux portant et décidé à ne retourner à Londres que vers la fin de septembre. Je répète beaucoup à tous ceux que je vois, qu'il faut abso-

lument en finir avec la Belgique avant la session; sans quoi la situation sera détestable. Le mouvement ministériel se prépare de plus en plus. Quoi qu'on fasse, Dupin tout seul ou autre chose, on le fera ce mois-ci, et probablement au retour de Sébastiani. J'ai causé longtemps avec le roi il y a quelques jours. Je l'ai trouvé fort éclairé et fort décidé. Beaucoup de bruits de dissolution recommencent à courir. Le pays aujourd'hui vaut certainement mieux que la Chambre. Cependant je ne hasarderais pas la dissolution. Il y faut une cause palpable, grosse, quelque énorme faute ou quelque grand évènement qui la fasse trouver naturelle, presque nécessaire. Rien du dehors. Les lettres du Midi ne présentent pas l'entreprise de don Pèdre comme aussi désespérée qu'elle en a l'air. Je suis tenté de croire que l'Angleterre en veut sérieusement le succès, et agira sous main très efficacement. Toutes les nouvelles de Londres sont fort rassurantes quant aux élections prochaines. Que d'espérances et de peurs perdues!

Je viens de recevoir une lettre de ce pauvre Vitet, qui m'inquiétait vraiment. Les bains de mer lui ont réussi. Il est mieux, mais toujours d'une extrême susceptibilité nerveuse, et craignant la moindre émotion. Et sa prétendue est là, attendant qu'il soit en état de supporter le bonheur.

J'ai toujours oublié de vous dire que j'avais pour vous une épreuve de la belle gravure *aqua-tinta* de Périer, qu'a fait faire sa famille et qu'on m'a remise avec la mienne. Quand vous viendrez, apportez-moi,

je vous prie, les *Prose Works* de Milton, 2 volumes in-folio que je vous ai rendus. Je travaille beaucoup et j'en ai besoin. Adieu donc. Mille tendresses à tous.

---

43. — A MADAME DECOUR, NÉE DILLON[1]

4 juin 1833.

Ma chère sœur, vous aurez votre *Bibliothèque de la Jeunesse* et votre *Revue de Paris*. Il y a eu, pour la *Bibliothèque de la Jeunesse*, un retard provenant de Mlle du Puget. Quant à la *Revue de Paris*, c'est moi qui vous en ferai présent pour un an, à partir du 1er avril ; je puis bien me donner le plaisir d'amuser un peu votre solitude, car vous serez, à ce qu'il me paraît, assez solitaire à Cahors. Je veillerai à ce que tout cela vous parvienne exactement. Je voudrais vous faire adresser aussi l'*Europe littéraire*, qui paraît trois fois par semaine et qui est, dit-on, assez intéressante. Je tâcherai d'y réussir.

Quant aux livres destinés à la bibliothèque de Cahors, ils sont toujours ici, à la disposition de votre mari ou plutôt de la ville; mais il faut qu'on les fasse retirer et expédier. Le ministère ne se charge pas du tout de cet envoi. Les villes auxquelles on

1. Mme Guizot, née Dillon, était morte le 11 mars 1833, deux mois après la naissance de son fils Guillaume. Elle n'avait pas encore vingt-neuf ans.

fait de pareils dons, ont à Paris un correspondant, qu'elles autorisent à recevoir les livres pour leur compte, et qui se charge de les leur faire parvenir. Prenez le même parti. Si, comme je l'espère, la Chambre adopte la proposition de mettre à la disposition du gouvernement les ouvrages donnés en dépôt par la librairie de Paris en 1830, je vous ferai une bonne part dans la distribution. Quand je dis *vous*, je veux dire la ville de Cahors, car nous ne pouvons donner aucun de ces ouvrages à des particuliers; ils devront aller toujours à des bibliothèques publiques.

Je tâcherai d'être bon à quelque chose à Mlle Roland. J'ai bien rarement des traductions à faire faire, et Mlle du Puget y a toujours les premiers droits. Mais je chercherai. Quand la session sera finie, et moi un peu plus libre, il faudra que Mlle Roland vienne me voir; en un quart d'heure de conversation avec elle, j'en saurai plus sur les moyens de la servir que vous ne m'en apprendriez en dix lettres.

Vous voyez, je fais comme vous; j'expédie d'abord les affaires. C'est aussi ma pratique de chaque jour, et pour mon propre compte. Je ne m'accorde guère que les soirées; je rentre dans ma chambre vers neuf heures; je m'y enferme, et alors seulement je respire un peu. J'ai besoin de la solitude la plus absolue pour me retrouver avec elle. Quand je suis seul, tout à fait seul, assis dans son fauteuil, à côté de son lit, en face de son portrait, ses lettres sur ma table, alors du moins, si elle n'est plus là, je suis, moi, tout à elle, et je possède tout ce qui me reste

d'elle, et je lui livre toute ma pensée, toute mon âme, comme je le faisais chaque soir, quand nous nous réunissions pour ne plus nous séparer jusqu'au lendemain. C'est un douloureux, un déchirant plaisir que de copier ainsi, une heure ou deux, mon bonheur passé, notre vie commune, de penser, à moi seul, ce que je lui aurais dit, de me dire moi-même ce qu'elle m'aurait dit; c'est pourtant le seul moment qui ne me soit pas un odieux fardeau, le seul qui ne soit pas tout mensonge et contrainte. J'ai repris quelques-uns des livres que nous avons lus ensemble, Pétrarque entre autres qui la charmait; je marque, je copie les passages qui lui auraient plu, particulièrement ceux où je retrouve mes propres sentiments, et, si je me le permettais, je passerais la nuit à rechercher ainsi toutes sortes de moyens, à employer tous les artifices imaginables pour retrouver quelque chose de ce qui serait si elle était là. J'aurai après-demain son buste; M. Foyatier y a travaillé deux heures sous mes yeux la semaine dernière. C'est beaucoup mieux que je n'espérais. Vous en aurez un plâtre, ma chère sœur, que je ferai mouler avec soin. J'essaye de me donner des goûts, d'avoir des fantaisies; je fais des collections de belles gravures; M. Thiers m'a fait présent d'un des plus jolis tableaux du Salon, *la Dernière entrevue de Charles Ier avec ses enfants*, par Mme Rude; il m'en viendra d'autres; j'en remplirai notre petite maison de la rue Ville-l'Évêque, notre salon, mon cabinet; le soin de tout cela n'aboutit qu'à un redoublement de douleur en pensant au plaisir qu'elle aurait pris à

voir ainsi orner notre demeure, que je m'efforce de rendre agréable comme si elle en devait jouir. J'y vais souvent; je m'établis une heure dans son petit cabinet, à sa table. Je lis ses livres favoris. Avez-vous quelque idée de ce qu'elle a pu faire de quelques-uns de ses manuscrits, entre autres d'un roman qu'elle avait écrit en 1825, et que je ne retrouve nulle part? Je crains qu'elle ne l'ait brûlé. Ne vous en a-t-elle jamais reparlé? Donnez-moi à ce sujet tous les détails que pourront vous fournir votre mémoire et ses lettres.

Mes enfants vont bien, très bien en ce moment. Guillaume est d'une force prodigieuse, et avec les plus beaux yeux bleus! Vous avez bien raison de dire que j'aurai à me défendre d'une préférence pour lui. Adieu. Mille amitiés à votre mari. On me persécute pour louer une maison de campagne. Je ne puis m'y résoudre. Je ne puis quitter cette chambre. Je ne la quitterai pas. Adieu.

---

44. — A MADAME DECOUR, NÉE DILLON

Vendredi 29 juillet 1833.

Voilà je ne sais combien de jours que je me promets chaque matin de vous écrire. Je n'ai jamais plus travaillé qu'à présent. Pendant la session j'avais un besoin inexprimable de loisir et de liberté; je me figurais que, les Chambres parties, je jouirais beau-

coup de pouvoir sortir quelques heures, seul, absolument seul, séparé de tout, excepté de mes chères pensées. Au premier moment, j'en ai joui en effet, mais je me suis bientôt aperçu que le loisir et la liberté me tourneraient mal, fort mal, et que, si je m'y abandonnais un peu longtemps, je n'en pourrais plus sortir. Je me suis donc replongé dans le travail; je me traite sévèrement; je ne m'accorde que peu de moments d'inaction et de laisser-aller. Au fond je n'y gagne rien; après avoir traîné la charrue tout un jour, je me retrouve absolument au même point, le cœur tout aussi incurablement malade; mais du moins ma journée a servi à d'autres que moi; et cette pensée me donne, point de consolation, mais de la force. Enfin je fais ce qu'elle me dirait de *faire*, ce qui lui plairait en moi, et ce sentiment m'est doux. Vous ne sauriez vous figurer combien je vis en sa présence, dans la communication la plus permanente et la plus intime. A tout instant, sur toute chose, je la vois, je lui parle, elle me répond; elle assiste à toute ma vie, à toute mon âme. Et cette intimité, cette continuelle présence s'étendent et s'affermissent chaque jour; il me semble que, chaque jour, je sais mieux, je devine plus sûrement ses impressions, ses pensées, que chaque jour l'harmonie est plus complète entre nous. Il nous arrivait quelquefois, rarement, bien rarement, quelquefois pourtant, de n'être pas du même avis, de discuter. Je ne discute plus avec elle; nous sommes toujours du même avis; nous nous comprenons, nous nous pénétrons soudainement, à la première pensée. Ce sont

là mes bons, mes beaux moments. J'en ai de bien différents. Avant-hier, après dîner, je suis sorti seul, à pied; j'ai été aux Champs-Élysées, du côté de ce café où nous allions si souvent, il y a cinq ans, à la même heure, prendre le frais et des glaces. J'y ai trouvé établi un grand et beau concert, et trois ou quatre cents personnes assises autour, même des gens de bonne compagnie. J'ai eu le cœur percé de part en part, et, vous me comprendrez, pas autant peut-être par mes souvenirs de 1828 que par l'idée du plaisir si vif qu'elle aurait eu là, à présent, si nous avions été ensemble. Son bonheur était si animé, si pur, si tendre! Je le regrette, il me manque autant que le mien propre. La musique était bonne, le ciel serein, l'air doux, la nuit claire; elle eût été si heureuse! elle m'eût regardé d'une façon si charmante! elle se fût si tendrement appuyée sur mon bras!

Vous voyez bien qu'il faut que je m'interrompe. C'est ce qui m'arrive dix fois le jour. Dix fois, vingt fois le jour, il faut que je m'arrête, que je reprenne possession de moi-même, que je reporte ailleurs ma pensée. Je suis sûr qu'elle a de moi une inexprimable pitié.

Recevez-vous exactement l'*Europe littéraire?* J'ai pensé qu'elle vous amuserait quelquefois. Vous devez être souvent seule. J'aurais voulu donner à M. de Mosbourg plus de livres nouveaux, et de plus intéressants. J'en chercherai, et je vous les enverrai par la première occasion. Écrivez-moi donc; dites-moi ce dont vous avez besoin, ce qui vous ferait plai-

sir. Mes enfants vont bien. Henriette est charmante; Pauline sera un enfant singulier. Mme de Broglie l'appelle *une étincelle*. Je n'ai rien vu de si animé, je dirais presque de si ardent. Elle souffre beaucoup de la dentition. En tout elle est plus faible, plus délicate que les autres; rien d'inquiétant cependant. Guillaume est très fort, et a de si beaux yeux bleus ! Il commence à me connaître. Il ne connaîtra jamais que moi.

Adieu, ma chère sœur. Mes tendres amitiés à votre mari. Dites-moi comment vous vous trouvez, comment vous passez votre temps. Adieu, adieu.

---

45. — A MONSIEUR DE BARANTE

26 octobre 1833.

Mon cher ami, j'ai bien des torts envers vous ; ne me reprochez rien. Je fais mes affaires ; j'y suffis ; la nécessité satisfaite, j'ai un inexprimable besoin de repos, de solitude et d'oisiveté dans la solitude. Dans l'oisiveté seule je recherche, je retrouve quelque chose de mon passé. Je me la permets bien rarement ; mais, quand je puis me la permettre, je n'ai pas le courage de m'en priver. J'ai plus de force que de courage ; je suffis et je suffirai, je crois, à tout ce qu'exigera de moi la vie ; mais je n'y prends aucun plaisir, et j'étais accoutumé à en prendre

beaucoup. Vous rappelez-vous une *canzone* du Dante sur la mort de Béatrix? il dit de lui-même :

« Io non mori, è non rimasi vivo. »

C'est mon état au vrai.

Celui de nos affaires est meilleur; je ne sais ce qui adviendra en définitive de l'Espagne. Jusqu'à présent, c'est beaucoup mieux que nous ne devions l'espérer.

Nos paroles et notre attitude ont produit à Madrid beaucoup d'effet. Je commence à croire que là, comme ailleurs, malgré la logique et les passions, le bon sens pourrait bien l'emporter. Ce serait pour nous un succès immense, décisit, pour l'avenir.

Pour que notre système paraisse avec tous ses avantages, il lui faut de l'espace et du temps, une épreuve nouvelle sur un autre théâtre; un an de durée de plus lui donnera ce degré d'évidence qui amène promptement l'éclat et la force. L'Espagne et le Portugal me préoccupent donc plus que je ne puis dire; nous ne péririons pas si les choses y tournaient mal, mais si elles y tournent bien, nous prospérerons beaucoup. Je compte sur l'impéritie et l'inertie de don Carlos. Décidément c'est un nom malheureux pour les rois.

Dites-moi comment tout cela est considéré autour de vous[1]. Il importe, je crois, beaucoup de bien connaître le point de vue et le jugement étranger

1. M. de Barante était ambassadeur du roi à Turin.

sur nous. Ce n'est pas un guide à suivre, mais un spectateur à écouter.

Au dedans, je n'ai pas grand' chose à vous dire que vous ne sachiez aussi bien que moi. Je désirais vivement la dissolution, je la regrette comme je la désirais. Je n'ai pas pensé et je ne pense pas qu'il nous convînt d'en faire une question de cabinet, on ne nous aurait pas compris et avec raison. Le fond de la situation est assez bon, pour qu'avec une bonne conduite on fasse d'abord une session, ensuite des élections assez bonnes, mais on a manqué l'occasion d'atteindre de plein saut et avec éclat le but auquel on arrivera, j'espère, petitement et à travers beaucoup de petits ennuis. Du reste, presque tout le monde est de cet avis aujourd'hui, et si au moment nous n'avons pas fait faire notre volonté, on est venu après coup à notre opinion, c'est quelque chose. La session pour les derniers jours de décembre, du 20 au 30. Le budget ne peut être présenté avant le 20 janvier.

Adieu, mon cher ami, je vous regrette plus que jamais depuis quinze jours. Je commence à préparer mon budget et ma session prochaine. Je veux entamer pas mal de choses, une loi sur quelques parties de l'instruction secondaire ; la réforme du régime financier de l'Université, une ou deux grandes entreprises d'un intérêt scientifique et national ; pour tout cela, j'aurais bien besoin de votre conseil et même de votre concours. Adieu, écrivez-moi. Mes plus tendres respects à Mme de Barante. J'aurais eu grand plaisir à couronner votre fils. Recommandez-

lui de me donner ce plaisir-là l'été prochain et croyez bien qu'heureux ou malheureux, je vous aime de tout mon cœur.

---

46. — A MONSIEUR DE BARANTE

18 mai 1834.

Je ne m'excuse plus, mon cher ami, vous me pardonnerez mon silence sans que je vous dise pourquoi. Décidément je ne fais plus rien, je ne sais plus rien faire que par nécessité ; rien ne me plaît assez pour que je m'y porte de moi-même, il faut que la nécessité m'y pousse. Je ne vous écris aujourd'hui que parce que Maleteste est venu ce matin l'exiger de moi, et j'ai attendu pour m'y résoudre que l'heure de me coucher fût venue et qu'il n'y eût plus moyen de reculer.

Voilà ma disposition ; j'ai pourtant fait cet hiver une campagne assez active ; mais que signifie cette vie extérieure qui se passe toute à la surface ? Vous avez vu tout ce qui nous est arrivé ; vous savez tout ce que je vous en disais. La retraite très fondée de Victor [1] m'a mis dans une situation, je ne dirai pas difficile, mais douloureuse, si l'on peut appeler

1. Le duc de Broglie était sorti du cabinet au mois de mars 1834 à la suite d'un échec dans la Chambre des députés. Il y rentra au mois de mars 1835 comme président du conseil.

cela de la douleur. Pour rester, lui partant, il me fallait trois choses : que son successeur lui agréât pleinement ; que ma position personnelle demeurât exactement la même ; que dans le remaniement du cabinet notre politique fît un pas en avant au lieu de reculer. Les trois conditions ont été remplies, je n'ai pas hésité. Voilà la session finie ; à tout prendre, elle n'a pas été stérile et la situation générale est meilleure. L'anarchie est partout sur la défensive, pas tant dans les esprits que dans les rues. Cependant un peu dans les esprits mêmes. Tout annonce de bonnes élections, aussi bonnes que le pays peut les donner. La Chambre prochaine sera, au fond, assez semblable à celle-ci, et pourtant d'une autre physionomie. L'opinion carliste y restera arrogante et absurde, selon sa nature, et elle y amènera probablement quelques scènes violentes qui seront courtes.

Les républicains seront timides, mais obstinés, et le tiers-parti aura, comme jusqu'à présent, plus de chance que de force. Le ton de la discussion sera autre, le résultat à peu près le même. Et nous avancerons certainement, mais assez laborieusement, avec assez de fluctuations pour que bien des gens s'y trompent et ne voient pas le progrès. A vous dire vrai, je pense aujourd'hui ce que je pensais il y a trois ans. Je crois, comme j'y ai toujours cru, au salut et au danger. Nous cheminons le long de l'abîme, sages, sans prévoyance, bronchant sans cesse et ne tombant point. Les élections du 20 au 30 juin, une convocation pour la forme vers le

20 août, la réunion réelle en décembre. Il est probable qu'au commencement d'août le roi ira faire le voyage de Bordeaux. Adieu, mon cher ami, la session finie, je m'enfermerai dans mon cabinet, et je préparerai mes travaux de la session prochaine. J'y prends intérêt sans y prendre plaisir. J'ai beaucoup de choses en tête, je remplirai mon temps. Je vous écrirai quelque jour sur ma grande publication pour l'*Histoire de France*, j'en veux faire un beau monument. Donnez-moi vos idées, je trouverai peut-être à employer là M. Paquis.

Adieu, mille tendres respects à Mme de Barante. Écrivez-moi et pardonnez-moi.

Mes enfants vont très bien. Je suis bien impatient que Mme de Broglie ait fini. Elle est bien fatiguée.

---

47. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Broglie, 19 juillet 1835.

Mon amie, je prends du grand papier. Tant qu'il n'y a qu'une feuille, qu'elle soit petite ou grande, le port est le même, et quelque peu versé que je sois dans l'économie bourgeoise, je suis capable d'y penser. A propos d'économie, je m'occupe des arrangements dont je vous avais parlé pour transporter et fixer dans l'arrondissement de Lisieux une partie de ma petite fortune. Tant que je n'ai pas vendu la maison de la rue Plumet, je ne puis mettre à ce que

je cherche dans mon arrondissement plus de 60 à 100000 francs. Ma fortune est très petite, mais elle est en bon ordre. J'aurais pu bien souvent, pendant que j'ai été dans les affaires, l'augmenter beaucoup sans manquer à ce que le monde appelle la probité; mais en toutes choses, et pour ma vie privée comme pour ma vie publique, c'est moi-même que je consulte et que je crois, et non pas le monde. Je n'ai donc jamais voulu d'autre moyen de fortune que l'ordre. Je me suis promis une fois pour toutes de ne jamais tenir compte dans ma vie publique d'aucune considération d'intérêt privé. J'ai agi de la sorte jusqu'à présent. Je ne changerai certainement pas. Vous voilà au courant, mon amie, de l'état de mes affaires. Je vous les dis parce que je sais que vous y pensez, et vous avez raison. J'y pense aussi, surtout à cause de mes filles, et je suis très décidé à faire pour elles, en ce genre, tout ce qui se pourra accorder avec la façon d'être et d'agir que j'ai choisie, et qui me convient telle que je l'ai choisie. Mais je ne dois rien de plus, pas même à mes enfants, et en tout cas je suis bien sûr que, quand je mourrai, je n'aurai pas fait tort à leur fortune.

Mercredi 20.

Je voudrais passer du temporel au spirituel et des affaires de ménage à nos affaires pour l'éternité. Mais il fait un vilain temps, froid, noir, plein de vent et de pluie. J'ai au moins autant de nuages dans le cerveau que devant les yeux. J'éternue à

toute minute. Je ne suis pas en train du tout. Si vous étiez là, si nous causions, j'oublierais le vilain temps et mon rhume de cerveau. Mais vous n'y êtes pas ! Je ne suis pas du tout de ceux qui parviennent à surmonter l'absence par la pensée, et pour qui une lettre remplace à peu près la conversation. J'ai le cœur très matérialiste. Il me faut la présence réelle. Non que je dédaigne le souvenir, la rêverie, l'écriture, ombres qui ont leur mérite en l'absence des réalités, mais pures ombres qui ne me font jamais un moment d'illusion. Je suis pourtant très spiritualiste, n'en doutez pas, je vous prie, et du plus vrai, du plus solide spiritualisme, car je suis aussi opposé au panthéisme qu'au matérialisme. Je ne crois point que notre âme, à chacun de nous, soit simplement une parcelle de l'Esprit unique, universel, parcelle un moment détachée du Grand Tout, auquel elle tient comme le rayon au soleil, comme l'étincelle au foyer, et qui retourne s'y réunir et s'y confondre, après avoir un moment brillé ici-bas au sein d'un morceau de matière. Je ne fais guère plus de cas de ce spiritualisme prétendu que du franc matérialisme. Il abolit également notre individualité, c'est-à-dire notre être moral, et nous enlève également tout avenir. Chaque âme est pour moi un être bien réel, bien personnel, et qui restera réel et personnel dans l'éternité comme il l'est en ce monde. C'est à mon avis l'une des plus grandes et peut-être la plus grande supériorité rationnelle du christianisme de concevoir ainsi l'âme humaine et sa destinée. Élevées et profondes, toutes les reli-

gions de l'Orient sont panthéistes; l'homme n'y est rien qu'un phénomène d'un moment, un éclair; Dieu seul est tout, et Dieu, c'est tout, la nuit comme le jour, la matière comme l'esprit, l'universalité de toutes ces apparitions, inorganiques ou organisées, végétales ou animales, instinctives ou raisonnables, que nous appelons des êtres, mais qui ne méritent pas ce nom, nom réservé à un seul être, dont nous avons tort même de parler ainsi, car il n'est pas un être; il n'a rien d'individuel ni de distinct, il est l'*être* en général, l'être unique, absolu, infini, au sein duquel toutes choses se confondent et qui n'est lui-même distinct d'aucune chose. Voilà la foi, c'est-à-dire le chaos de l'Orient, car le panthéisme n'est au fond que le chaos essayant de s'ériger en doctrine, et tous les philosophes qui ont abouti là, y compris l'école d'Alexandrie, Spinosa et M. Cousin, n'ont fait, à vrai dire, que rentrer dans le chaos, ne sachant comment se tirer des problèmes de la création. Le génie grec est sorti de ce chaos comme un rayon lumineux sort d'un brouillard immense pour s'étendre et se jouer un moment à la surface des choses, faisant surgir de tous côtés mille formes, mille figures légères et brillantes, qui de loin ressemblent à des êtres, mais qui n'en ont que la ressemblance et s'évanouissent dès qu'on approche. Telle est la mythologie grecque, tentative non plus d'absorber l'homme en Dieu, mais de faire sortir de l'homme lui-même Dieu et toute la religion. Le paganisme grec, en mettant à part ce qu'il a de caché et de symbolique, par où il se rattache à

l'Orient, est un anthropomorphisme continuel, c'est-à-dire une continuelle transformation de l'homme en Dieu. L'Olympe et ses dieux, et leur vie et leur pouvoir, et leurs relations, et jusqu'à leur figure, qu'est-ce après tout qu'une société d'hommes, placée au-dessus de la vraie société humaine et avec empire sur elle, mais qui lui est analogue et en dérive évidemment par une filiation poétique, philosophique, historique même? Il n'y a point d'homme dans le panthéisme oriental; dans le paganisme grec il n'y a point de Dieu. Dieu et l'homme sont dans le christianisme. Le premier, le christianisme a vu les choses simplement comme elles sont, et laissé chacune à sa place, c'est-à-dire à sa nature. L'homme du christianisme est un être bien réel, bien individuel, qui naît à jour fixe et ne mourra jamais, qui vit et vivra pour son propre compte, dans l'éternité comme ici-bas. Le Dieu du christianisme est l'Être suprême et non l'être unique, le Souverain souverainement intelligent du monde, et non le monde lui-même. Il n'a ni l'immense immobilité du Grand Tout oriental, ni la fragilité humaine du Jupiter grec. Il est Dieu comme l'homme est l'homme. Le christianisme n'est ni une cosmogonie philosophique, ni une mythologie poétique. C'est une religion, c'est essentiellement la religion. Les problèmes cosmogoniques, les mystères permanents de l'univers n'y sont point résolus; les faits religieux, que contient soit le monde, soit l'homme, y sont dégagés de tout autre, placés sous leur vrai jour, dans leur pureté. En se révélant ils commandent la foi.

Jeudi 21, dix heures du matin.

Il faut que je laisse là l'univers. J'ai aujourd'hui je ne sais combien de lettres à écrire, de lettres obligées par devoir, non par choix. Hier, en vous écrivant, le temps s'est éclairci pour moi; je n'ai plus eu de brouillards dans la pensée, quoiqu'il tombât devant mes yeux des torrents de pluie. Je suis descendu un moment chez mes filles et, en regardant des livres dans un corps de bibliothèque, je suis tombé sur un recueil de chansons manuscrites, *pour servir*, dit-on, *à l'histoire anecdotique des dix-septième et dix-huitième siècles*. Il y en a huit ou dix volumes in-4°, chansons politiques, épigrammatiques, et surtout érotiques. Avez-vous jamais vu un tableau du Caravage, intitulé : *l'Amour charnel?* Un grand et fort enfant, debout, très beau; d'une beauté tournée à l'utile, comme dirait Bentham, les yeux ardents, le teint ardent, les cheveux noirs, épais, frisés, l'air mutin et infatigable, sortant d'un plaisir et en attendant un autre, très décidé à n'en perdre aucun, allant toujours au fait, appelant toutes choses par leur nom; c'est un tableau frappant et choquant. C'est l'amour de toutes les chansons de ce recueil. Presque au même moment où l'*Amour* du Caravage était exposé dans la galerie Giustiniani, figurait au Salon un *Amour et Psyché*, de M. Picot, mince, blanc, transparent, sans corps, sans âme, plus froid que le marbre, plus mat que la cire, sortant du lit

de Psyché comme on sort en grelottant d'un bain de rivière, et n'ayant évidemment pas plus d'envie de la réveiller, qu'elle-même n'eût pris de plaisir à être réveillée par lui. Celui-là non plus n'était pas l'Amour, quoique les partisans de l'école classique l'appelassent avec admiration l'*Amour idéal.* Le véritable amour, l'*amour* tout court, pour mieux dire, n'est ni l'amour idéal, ni l'amour charnel; c'est l'homme dans la complexité, mais aussi dans l'harmonie passionnée de l'âme et du corps, jouissant avec transport de toute sa nature, et perdant, au sein de ce transport, le sentiment même de toute distinction, de toute dualité; sentiment qui, à vrai dire, n'est pour nous qu'une vue de l'esprit, un effort de la pensée; car, dans l'état actuel, le profond amalgame des deux éléments enfante cette unité mystérieuse, mais très réelle, que nous appelons la vie. Voilà l'amour tel que Dieu l'a voulu quand il a fait l'homme, et tel que l'homme devrait le peindre. Mais presque tous les peintres sont des libertins ou des savants; égal mensonge, égale incapacité.

Deux heures.

Il faut pourtant que je finisse. Vous le voyez, j'ai beau prendre le plus grand papier, la feuille simple ne m'a pas suffi. Je ne vous ai pourtant pas dit le quart de ce que je voulais vous dire. J'ajournerai le reste, j'ajourne bien des choses. Adieu, mon amie. Votre dernière lettre était une ombre de lettre. Vous n'en direz pas autant de celle-

ci. Le corps n'y manque pas, à coup sûr. Que cela vous serve d'exemple. Adieu donc. Ma mère et mes enfants sont très bien.

---

48. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Mercredi 7 octobre 1835.

Voilà bien longtemps que je ne vous ai écrit. Si vous étiez ici, j'irais vous voir; mais écrire est si long et si vain! Quand ma disposition est mauvaise, j'ai peine à m'y résoudre. Je suis fatigué, très fatigué, dans l'âme seulement, mais toujours là. Je n'ai jamais cru que ce qu'on appelle le renoncement à soi-même fût le vrai but, l'état normal de la vie. Je suis bien sûr maintenant qu'il n'en est rien. C'est au contraire un état irrégulier, violent, transitoire. C'est un remède et non la santé. Il faut, on doit, quand Dieu l'ordonne, accepter le remède; il ne faut pas l'estimer plus qu'il ne vaut, ni le prendre pour ce qu'il n'est pas. Je connais de belles âmes qui, pour se consoler du bonheur qui leur manque, ont besoin de se persuader qu'il n'est pas de ce monde, qu'il n'appartient à aucune créature ni de le donner, ni de le goûter, et qu'en tournant vers Dieu, vers Dieu seul, tout ce qu'elles ont d'ambition et de force, elles accomplissent sa vraie loi et leur vraie destinée; j'y ai bien regardé; il n'y a là qu'un noble déguisement de la faiblesse humaine, un

vain effort ou une pieuse erreur. On ne réussit jamais à abolir ainsi en soi toute personnalité; et, dans les moments où l'on croit y réussir, on est hors de la nature et de la vérité. Quand on y reste, la résignation, même la plus complète, même la plus douce, n'est jamais que la souffrance subie sans murmure. Lui demander davantage, c'est vouloir échapper à la souffrance même; c'est courir encore après le bonheur auquel on prétend renoncer.

J'ai connu la santé, la vraie santé de l'âme et de la vie; rien ne ressemble moins au détachement de soi-même. Vous m'avez engagé à vous parler de mon Élisa et je ne l'ai pas fait; j'ai pour les paroles, quand elles prétendent aller jusque-là, un mépris inexprimable; elles sont toujours si faibles, si froides, si courtes, si grossières! Mais quelque jour, dans bien longtemps, quand nous nous serons longtemps connus, pour me satisfaire moi-même, peut-être vous montrerai-je quelques-uns des témoignages qui me restent de ce qu'elle était pour moi, de ce que j'étais pour elle, et vous me direz si ce n'est pas là l'état normal, l'état vraiment selon la loi de Dieu et la destinée de l'homme. Quand elle m'a quitté, j'ai trouvé transcrit sur son portefeuille favori, ce passage de Mme de Staël : « S'il est dans l'univers deux êtres qu'un sentiment parfait réunisse et que le mariage ait liés l'un à l'autre, que tous les jours, à genoux, ils bénissent l'Être suprême; qu'ils voient à leurs pieds l'univers et ses grandeurs; qu'ils s'inquiètent même d'un bonheur qu'il a fallu tant de chances diverses pour assurer, d'un bonheur qui les place à une

si grande distance du reste des hommes. Oui, qu'ils s'effrayent d'un tel sort; peut-être, pour qu'il ne fût pas trop supérieur au nôtre, ont-ils déjà reçu tout le bonheur que nous espérons dans l'autre vie; peut-être que, pour eux, il n'est pas d'immortalité. » Ces paroles l'avaient frappée; elle avait pris plaisir à les copier; et pourtant, qu'elles sont loin de ce qu'elle m'écrivait un jour elle-même : « Mon bien-aimé, je puis à peine croire à mon bonheur; je me surprends sans cesse à m'étonner de l'immense part qui m'en a été donnée. Ces jours derniers, en lisant *Delphine* et ces hymnes de Mme de Staël en l'honneur du bonheur, le premier, le seul, l'amour dans le mariage, je tressaillais en me disant : Ce bonheur c'est le mien! Et je vis, je vais, j'agis comme tout le monde. Et j'ai l'air d'une personne à qui rien d'extraordinaire n'est arrivé! Et cependant ces fortunes inouïes, qui saisissent l'imagination des hommes, sont moins grandes, moins complètes, moins enivrantes que la mienne. Oh! qu'il est doux de s'endormir en songeant qu'on est heureuse, et de se réveiller pour y songer de nouveau! de mener la plus charmante vie possible, et de hâter de son impatience la marche du temps, sûre que chaque jour il vous amènera mieux encore! Ame de ma vie, quelquefois, au milieu de cet enchantement, un frisson me saisit; un tel bonheur est-il de ce monde? et s'il y paraît, ne passera-t-il pas comme l'éclair?... Mais bientôt je me rassure; non, ce n'est pas pour un jour que deux créatures s'aiment et s'unissent comme nous nous aimons, comme nous sommes unis; je relis les ravis-

santes expressions de ta tendresse; non, ce n'est pas à une créature d'un jour qu'elles s'adressent; l'éternité est là comme le paradis. »

J'ai gardé tout ce qu'elle m'a écrit, absolument tout; si je vous montrais tout, vous la trouveriez toujours la même et inépuisablement variée, toujours prête à tout comprendre, à tout sentir, et conciliant toujours tous les sentiments, toutes les idées, dans la simple et inaltérable harmonie de sa propre nature, innocente et passionnée, tendre et forte, sereine et vive, curieuse et modeste, ambitieuse et désintéressée, fière et pleine d'abandon, libre et soumise. Et cette créature si animée, si riche, si accessible à toutes les impressions, si prompte à répandre sur tous ceux qui l'entouraient les trésors de son activité, de sa bonté, de sa facilité, de son esprit, s'était donnée à moi d'une façon si complète, si exclusive, qu'elle pouvait me dire avec une parfaite sincérité, comme elle me l'écrivait un jour : « Que m'importe qu'on m'écoute, qu'on me trouve de l'esprit, qu'on s'anime en causant avec moi? ma destinée, ma vie est toute dans ton cœur; ce que je puis être pour les autres ne m'est rien! absolument rien! Mais non, car tu aimes que je plaise. Sois tranquille; pour te plaire je saurai tout faire; tu veux que je sois aimable, je le serai; tu désires que j'aime la conversation, tu seras obéi; tu l'es déjà. Ordonne-moi maintenant de me taire, de garder pour toi seul tout ce que je puis avoir d'esprit, d'agrément, et tu verras si j'hésiterai à tout renfermer en moi. Souverain de ma vie, disposes-en; règle tout suivant ton bon plaisir;

dis-moi : *sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas;* c'est ma devise avec toi. Et ce qui fait mon immense bonheur, cher bien-aimé, c'est que ta volonté est, et sera toujours le bien, le vrai ; car, hélas! il y a quelque chose que je ne pourrais te sacrifier, et dont je serais réduite à te dire, comme des étoiles : « Ne me les demande pas ; je ne puis te les donner. » Mais je suis tranquille, parfaitement tranquille! aussi tranquille qu'heureuse. »

Il faut que je m'arrête. Je recommencerai un jour ; je prends plaisir à faire entrevoir à une âme comme la vôtre l'ombre de cette âme si belle et si charmante. Vous me pardonnerez de ne plus vous parler d'autre chose. Adieu. Écrivez-moi donc; en toutes choses, votre sympathie m'est très douce, et j'y compte en toutes choses. Adieu. Mes enfants vont à merveille.

---

49 — A MADAME LA DUCHESSE DE BROGLIE

Vendredi 3 juin 1836.

Chère amie, Victor me dit que Mme de Staël est beaucoup mieux. Je ne me doutais pas qu'elle eût été si souffrante. A part l'intérêt vrai que je lui porte à cause d'elle-même aussi bien qu'à cause de vous, je pense à elle avec cette inquiétude tendre qu'inspirent la fleur brisée, l'oiseau blessé. On a beau sa-

voir qu'ils souffrent et ne guériront pas, on veut qu'ils vivent. Que Mme de Staël ne se remette pas en route pour Genève avant d'être bien, bien rétablie; il faut avoir le corps sain et le cœur content pour supporter sans fatigue un long voyage solitaire. Qu'elle attende du moins un très beau temps. Le beau temps, le beau soleil soutiennent la force, même quand ils ne relèvent pas l'âme. J'en suis plus souvent attristé qu'égayé, et pourtant je m'y plais, je m'y trouve mieux. Il y a dans tout ce qui est généralement bon, naturellement beau, une puissance vivifiante dont on ressent l'effet, même quand on n'y puise aucune joie. Je m'y suis refusé, je m'en suis défendu longtemps comme d'une impression machinale et choquante; je l'accepte à présent; je me laisse faire, résigné au bien comme au mal. Les rayons de soleil viennent d'en haut comme la foudre et ne doivent pas plus être repoussés.

Je vous amènerai ma mère et mes enfants dans la première quinzaine de juillet. Vous me direz précisément à quelle époque il vous convient que j'arrive. Je vous quitterai pour aller passer quelques jours à Lisieux et à Caen, et je vous reviendrai pour m'établir dans la paix de Broglie et écrire mon discours à l'Académie. J'en ai trois ou quatre en tête; je ne sais lequel je choisirai. Mais bien certainement je ne ferai pas un discours politique. Je ne veux pas mal parler de la politique, et je n'en pense point mal; ma vie lui appartiendra probablement beaucoup; mais mon esprit a quelquefois un inexprimable besoin d'en secouer les chaînes. Je ne l'ai pas fait encore depuis le

22 février; je me suis reposé, point affranchi; j'ai été oisif, non pas libre. Je compte sur Broglie pour retrouver un peu de liberté, pour aller, venir, penser, écrire, parler sans dessein, sans effet, selon la seule impression de ma fantaisie ou la seule pente de ma volonté. Je trouve ceci dans une lettre que m'écrivait Élisa à une époque où j'étais fort occupé et assujetti : « Je me sens un désir indomptable de te posséder quelque temps oisif, de voir couler les heures sans y songer, de pouvoir passer des journées entières à te voir, te parler, t'entendre, m'asseoir ou me promener près de toi en pleine insouciance et liberté, à jouir avec toi des plaisirs de l'intelligence et de ceux de la vie commune, sans qu'aucun devoir en souffre, sans que personne s'en fâche ou s'en plaigne. » C'est là l'état charmant que j'ai goûté à Broglie en 1831, pendant dix ou douze jours, après être revenu de mes courses électorales. Je ne l'y retrouverai pas, mais l'ombre en reste encore là pour moi, et il m'arrivera quelquefois de l'y entrevoir.

Adieu, chère amie. Je vais à la Chambre écouter M. Auguis contre les commis des affaires étrangères. Le début sur les affaires mêmes a été petit, petit de la part de tout le monde, y compris M. Berryer, qui avait débuté hier par quelques phrases assez belles et qui est retombé tout à coup, pour n'en plus sortir, dans un bavardage long et médiocre. J'ai eu un moment envie de prendre la parole après lui et de ramener un peu tout le monde dans le vrai et le vif. Mais l'heure était avancée, la Chambre fatiguée; on hésite toujours un peu à remonter, sans y être

obligé, sur cet écueil qu'on appelle la tribune. J'ai hésité et le débat a fini. Nous n'en avons plus qu'un petit sur Alger et nous nous en irons. Adieu donc. Ma mère et mes enfants sont bien. François subit aujourd'hui un examen de droit romain qui le préoccupe fort depuis un mois. Il travaille beaucoup. J'ai été content sur Albert de l'effet de votre absence; il en était triste et point abattu. Adieu encore. Mille amitiés, sauf l'adjectif convenable pour chacun, à Mme de Staël, à Louise, à M. Doudan et à Paul.

---

50. — A MADAME LA DUCHESSE DE BROGLIE

Samedi 18 juin 1836.

Je ne m'étonne pas, chère amie, que vous soyez contente d'Albert et de ses lettres. Je le trouve, toutes les fois qu'il vient dîner avec nous, animé, gai, ouvert. Il s'amuse parfaitement du bavardage et des jeux de mes filles, surtout d'une partie générale de loto dauphin qui excite des passions bien vives. J'entends parler d'un grand projet de promenade au Jardin des Plantes pour jeudi prochain; on doit avoir une permission pour entrer en relation familière avec l'orang-outang, et on s'en promet des agréments infinis. Pour les enfants, le monde est le nouveau monde; ils y marchent de découverte en découverte, avec cette curiosité sérieuse et infatigable qu'excite la perspective d'un inconnu infini.

Nous avons tort de n'être pas comme eux; même après la vie la plus active, la plus longue, qu'avons-nous vu? à peine un coin et seulement à la surface. Si nous regardions avec persévérance et intérêt, que tout nous paraîtrait toujours nouveau! que de découvertes nous ferions à chaque pas! C'est notre ardeur qui se lasse et non l'espace qui lui manque; ce sont nos yeux qui s'usent et non le spectacle qui s'épuise.

Autour de nous voilà le mouvement qui cesse; la session est finie; tout le monde part. Le dernier[1] mois a été bon à M. Thiers personnellement; il a eu du talent, du savoir-faire, de la mesure; il s'est rapproché des centres. Sa position à lui, dans la Chambre, a gagné quelque chose. Celle du cabinet est restée la même, plus faible, s'il se peut. Les difficultés intérieures et les bruits de désorganisation se renouvellent. M. Passy parle ouvertement de sa retraite, comme très prochaine; il est dégoûté, ennuyé, malade. M. Sauzet réclame l'accomplissement de toutes les promesses qu'il a faites, et va jusqu'à dire que, si on ne les tient pas, il sera contraint aussi de se retirer. Je ne crois pas à la fermeté de toutes ces exigences; cependant elles sont réelles et entretiendront l'état de tiraillement et de bascule. La suppression décidée des maisons de jeu a été, le dernier jour, un petit échec pour le cabinet, surtout pour M. Thiers, qui, le matin même, avait fait arrê-

1. Le cabinet du 11 octobre était tombé le 1er février 1836, sur la question de la conversion des rentes; le 22 février, M. Thiers avait formé un nouveau cabinet.



ter en conseil qu'on ne prendrait pas même d'engagement pour l'avenir. Les nôtres partent assez épars et découragés, selon leur usage ; ils le paraissent encore plus qu'ils ne le sont, car c'est leur plaisir d'amplifier leur disposition à force d'en parler. Tout cela est sans importance à présent. Je vous le dis parce qu'on me le dit, et pour vous associer au bourdonnement dont je suis encore entouré. Ce qui serait le plus sérieux, c'est l'ébranlement du ministère anglais. On n'est pas sans inquiétude. La Chambre des lords rejettera tout le bill des corporations d'Irlande. Les torys modérés reprennent quelque confiance. Nous en saurons davantage dans quelques jours. MM. Duchâtel et Duvergier sont partis ce matin pour Londres. Rien de nouveau de Vienne, si ce n'est que M. de Metternich parle de la nécessité de tout régler en Europe, de tranquilliser pleinement l'empereur de Russie, si l'on veut arriver à un mariage. Placez cela à côté des nouveaux efforts torys à Londres, Victor reconnaîtra l'ancien plan.

M. de Talleyrand a eu une nouvelle crise de ses menaces d'apoplexie au cœur. Il ne marche plus du tout. On le roule dans Valençay. Mme de Lieven revient après-demain pour ne passer ici que quarante-huit heures.

Voilà tout ce que vous auriez entendu dire si vous étiez ici. Peut-être vous aurait-on parlé aussi du mariage du petit duc de Massa avec Mlle Leroux, ou des succès de M. Alfred de Musset auprès de la princesse Belgiojoso ou du procès de Mme Sand avec le pro-

priétaire de la maison qu'elle habite, parce que tous les autres locataires sont venus déclarer qu'ils donneraient congé si elle restait. Mais en voilà déjà bien long et vous ne me demandez pas de recommencer pour vous les historiettes de Tallemant des Réaux. Je compte vous amener ma mère et mes enfants vers le 10 juillet. Dites-moi cependant si cette époque vous convient. Et puis demandez aussi, je vous prie, à Victor s'il a à Broglie une calèche qu'il puisse me prêter pour ma course de dix ou douze jours à Lisieux et à Caen.

---

51. — A MADAME LA DUCHESSE DE BROGLIE

3 juillet 1836.

Vous êtes seule, chère amie, il faut vous tenir compagnie. Qu'on fait peu de chose pour les gens qu'on aime! Hors une seule affection qui est tout ce qu'elle doit être dès qu'elle est, car elle donne toute l'âme, et toute la vie avec toute l'âme, que nos affections sont paresseuses, peu inventives, distraites ou satisfaites à bon marché! Voilà dix ou douze jours que tous les matins je me promets de vous écrire, et je n'en suis pas venu à bout. Je l'aurais bien pu cependant; j'aurais pu bien davantage. Que faites-vous, vous, de votre solitude? Elle cessera bientôt. Victor vous reviendra à la fin de la semaine; et moi, avec tous les miens, nous vous arriverons deux ou trois jours après. Je voudrais partir le 11 au soir pour être le 12, vers huit ou neuf heures du

matin, à Bernay, où vous auriez la bonté de nous envoyer prendre, n'est-ce pas? Je vous manderai positivement le jour de notre départ et vous me direz si nous pouvons compter sur votre calèche à Bernay. Mes enfants sont à merveille, et ma mère assez bien. Cependant, comme elle avait de temps en temps la tête lourde, M. Andral a voulu qu'elle mît quelques sangsues, et je crois qu'il a eu raison. Je ne doute pas que le séjour de la campagne ne leur réussisse très bien à tous. On me dit que Paul y gagne à vue d'œil en force comme en intelligence, corps et âme. Je lui amènerai pour compagnon une douce petite créature, qui ne vit que de gaieté, de bienveillance et de gourmandise. Toutes les vies de notre temps ne sont pas si calmes. A part la gravité de l'événement[1] et des craintes qu'il laisse, j'ai été profondément attristé de ce que j'ai vu depuis dix jours; l'indignation a été grande, mais une indignation effrayée, abattue, presque résignée, comme de gens qui ne voulaient pas croire à tout le mal, et qui, le voyant, ne croient plus à aucun remède. Je ne suis pas, pour le danger spécial dont il s'agit, aussi inquiet que beaucoup de gens; par instinct, par une foule de raisons obscures, j'ai confiance dans la vie du roi; mais je suis épouvanté des dispositions intérieures, de l'état moral de ces milliers peut-être d'inconnus, sans foi, sans loi, sans cœur, sans pain, qui errent au milieu de cette société molle et incer-

1. Une nouvelle tentative d'assassinat sur la personne du roi avait été faite le 25 juin par Alibaud, comme la voiture du roi passait le guichet des Tuileries.

taine. Que de temps, que d'efforts, que de protection divine et de sagesse humaine il faudra pour guérir en même temps, et ces plaies hideuses, et cette maladie générale de langueur! Je ne ressens ni doute, ni découragement, tout au contraire; plus je vais, plus je crois à notre médecine et à ses principes; mais à mesure que ma foi s'affermit, ma connaissance du mal s'étend; et, bien convaincu que ce que nous faisons est bon, je suis de plus en plus frappé du peu que nous faisons, et je demande au Maître au service duquel nous sommes, les inspirations et les forces qu'il peut seul nous donner pour suffire à la tâche dont il nous a chargés.

Adieu, chère amie. Je vous quitte pour reprendre un travail difficile auquel je suis livré, l'arrangement de ma bibliothèque. Comme tous les arrangements du monde, celui-ci a commencé par un affreux dérangement, et je sors à peine du chaos. Je suis décidé pourtant à le changer, avant mon départ, en un très bel ordre. Je ne sais que vous dire d'Albert, de qui vous n'avez du reste, en ce moment, nul besoin que je vous parle. Il vient tous les deux jours, à six heures du matin, chercher François, qui le mène à l'école de natation. Adieu encore. Mme de Staël me paraît mieux depuis qu'il fait chaud. Mille amitiés à Louise et à M. Doudan.

Avez-vous encore M. d'Haussonville? Je suppose que non. J'ai oublié de le demander à Victor.

———

52. — A MONSIEUR PISCATORY

Broglie, 6 août 1836.

Que devenez-vous, mon cher ami? Êtes-vous mort ou muet? Je suis ici depuis plus de trois semaines, dans un grand repos, entendant seulement parler du bruit de Paris. A la vérité j'en entends beaucoup parler. Voici autour de moi, dans une population raisonnable et bienveillante, l'effet de la supression de la revue du 29. On désapprouve peu la mesure en elle-même; on n'est pas éloigné de croire à sa nécessité. Mais le ministère qui l'a prise y a beaucoup perdu; on s'émerveille sur son imprévoyance, sur sa légèreté, sur ses concessions alternatives et aux gens qui avaient envie de la revue et à ceux qui en avaient peur. C'est un pouvoir décrié. Tout le monde le dit et tout le monde s'arrête là. Mais les choses font leur chemin, même sans qu'on les pousse, et si, d'ici à la session, le cabinet n'a pas quelque bonne fortune qui le relève, il ira se décriant et s'abaissant de plus en plus. Déjà il s'enfonce dans la voie où il est entré. Trois régiments ont quitté, il y a quelques jours, la garnison de Paris, où ils avaient fait leur temps. Jamais le roi n'a manqué de passer en revue, dans la cour des Tuileries ou dans le Carrousel, les régiments partants : ceux-ci s'en sont allés sans revue, à leur grande surprise.

M. Sauzet vient de faire plusieurs nominations de quelque importance dans la magistrature, toutes

plus tiers-parti que jamais. Cela commence à se remarquer beaucoup. Le remarque-t-on à Chinon comme à Lisieux?

Je vous parle de Lisieux parce que j'y vais après-demain passer huit ou dix jours en dîners, courses, visites, etc. Puis je reviendrai ici écrire mon discours pour l'Académie française, qui m'amusera assez. Le sujet me plaît. Il y a au moins dix ans que j'ai dit à plusieurs personnes : « Si jamais je suis de l'Académie française, je veux succéder à M. de Tracy. » Je mènerai le deuil du dix-huitième siècle, en très bon fils, qui accepte l'héritage, mais qui entend le gouverner autrement. Je ne veux faire un discours ni politique, ni philosophique, ni tournant autour d'une idée. Je me laisserai aller au cours du sujet, prenant chaque époque, chaque grand évènement de 1754 à 1836, et en disant mon avis à l'occasion de la place qu'y a tenue mon prédécesseur ou de l'opinion qu'il s'en est lui-même formée. Chemin faisant, je rencontrerai l'époque où M. de Tracy, en 1794, en prison à quarante ans, s'est avisé de devenir philosophe, et je dirai aussi mon avis de sa philosophie, c'est-à-dire de la métaphysique du dix-huitième siècle, de la politique du dix-huitième siècle, de l'économie politique du dix-huitième siècle, car M. de Tracy a commenté et prétendu continuer Condillac, Montesquieu, Adam Smith. Voilà mon plan, ou plutôt mon projet, car il n'y a là point de plan. Je veux que mon discours soit sans prétention. Je serais bien fâché qu'il fût sans effet.

Adieu, mon cher ami, donnez-moi de vos nouvelles

ici où je serai de retour dans huit ou dix jours. J'y suis avec ma mère et mes enfants, qui s'en trouvent à merveille. Mon fils est encore à Paris, se préparant à un examen et à une thèse de droit. Je ne sais pas, c'est-à-dire il ne sait pas encore comment il emploiera ses vacances. Adieu. Présentez mes respects à Mme Piscatory, et rappelez-moi au bon souvenir de Monsieur votre père. Mille bien vraies amitiés.

---

53. — A MADAME GUIZOT

Septembre 1836.

Chère maman, Mme de Broglie est partie ce matin. Elle se propose d'insister fortement auprès de vous pour vous engager à passer au moins quinze jours de plus à Broglie. Elle le désire en effet beaucoup, à ce qu'il m'a paru. Dans notre situation du moment, je désire de mon côté faire tout ce qui peut lui faire plaisir, à elle et aux siens. Je ne mets donc aucun obstacle à ce que vous cédiez à l'insistance de Mme de Broglie. Mais je veux aussi que vous sachiez bien, et que mes chers enfants, tout petits qu'ils sont, sachent bien comme vous que, pour moi, tout ce que je désire, c'est de vous revoir et de vous avoir avec moi, vous et eux. Je suis rentré[1] hier dans cette

1. M. Guizot venait de rentrer au ministère de l'instruction publique (6 septembre 1836) dans le cabinet formé par M. Molé.

maison, dans cette chambre où j'ai vu s'éloigner de moi mon incomparable bonheur. Je ne l'y ai pas retrouvé; il n'y reviendra pas. Cependant, à tout prendre, il m'a été, il m'est doux de revenir là, et quand mes enfants y seront revenus avec vous, quand je les aurai là sous ma garde et sous la vôtre, j'aurai tout ce qui peut m'être rendu. J'ai besoin de vous dire cela; j'ai besoin de le dire à mon Henriette qui comprend tout, et dont le petit cœur est à la fois si serein et si tendre. Je réglerai, d'après ce que vous me manderez, la marche de François, qui, dans tous les cas, quinze jours plus tôt ou plus tard, ira avec Mme de Meulan vous prendre à Broglie, vous mener au Val-Richer, y faire avec vous le plan de nos travaux, et vous ramènera ensuite à Paris.

Je ne vous parle pas d'autre chose. Je suis, comme vous pensez bien, très occupé. J'espère que tout ira bien, avec grand effort, mais bien. J'ai vu hier soir Rosine. Amélie[1] vient dîner aujourd'hui avec nous. Je l'envoie chercher dans ma voiture. Adieu. Je vous embrasse et mes bons petits.

---

54. — A MADAME GUIZOT

Lisieux, mercredi 10, 7 heures du matin.

J'ai été charmé, chère maman, de recevoir un mot de vous par M. de Broglie. Il vous rapportera celui-

1. Mme Jean-Jacques Guizot, née Vincent Saint-Laurent.

ci et vous l'aurez un jour plus tôt. Il n'y a guère plus de trente-six heures que je vous ai quittée et j'ai déjà passé par trois banquets, déjeuners ou dîners. Le grand a eu lieu hier ici, et à merveille. Je crois qu'on a été content de ce que j'y ai dit, et j'ai été, moi, très content de ce qu'on m'a dit tout haut et tout bas. Il n'a guère duré que deux heures et demie ; ce n'est pas trop long. Nous étions 165 convives, tout ce que la salle pouvait contenir et on avait été obligé de refuser plus de 80 demandes. Je ne suis pas las, quoique je ne me sois couché que vers une heure, pour dicter tout ce que j'avais dit. Il faut que les hommes soient naturellement bien bavards, car moi, qui n'aime pas les longues paroles, je me trouve toujours en avoir dit plus que je ne pensais. Vous verrez tout cela, soit dans le *Normand* de Lisieux, que je vous ferai envoyer, soit dans les journaux de Paris qui le répéteront probablement.

Je déjeune aujourd'hui chez M. Frédéric Nasse, et je dîne chez M. Amand Besnard. Il en sera de même à peu près tous les jours. Cependant, à vue de pays, je compte que mon retour ne sera pas retardé, et que, vers le 18, j'irai vous rejoindre. Ce sera pour moi un vif plaisir et du repos. Je ne sais comment je ferais s'il fallait me séparer pour longtemps de ce que j'ai laissé à Broglie. Du reste, j'ai tort de parler ainsi, et il n'y a pas de séparation qu'on n'apprenne, quand Dieu le veut.

J'écrirai demain à mon Henriette. Je suis sûr qu'en mon absence elle vous soignera, vous, sa sœur

et son frère, pour mon compte et pour le sien. Et ma petite Pauline aussi apprendra bien ses leçons, je n'en doute pas, et fera très bien son ourlet. Je lui écrirai après Henriette, et sans exiger qu'elle me réponde. J'écrirai aussi à mon bon Guillaume. Quand donc lira-t-il lui-même mes lettres? Je ne leur recommande pas de se bien promener et de se bien amuser; mais je vous demande de les mener tous les jours manger quelques grappes de groseilles à mon intention. Je trouve partout du raisin qu'on a fait venir de chez Mme Chevet, et qui n'est guère plus mûr que celui de la serre de Broglie.

Adieu, chère maman, adieu, mes chers et bons enfants; je vous embrasse de toute ma force, et je vous aime encore bien plus que je ne vous embrasse. Je vous charge tous trois d'aller ensemble faire de ma part mille amitiés à Mme de Broglie, à Mlle Pomaret, à Louise, à M. Doudan et à M. d'Haussonville. Si ces trois dames veulent vous permettre de les embrasser pour moi, je crois que cela se peut très convenablement, à huit lieues de distance. Adieu donc, je me suis levé de bonne heure pour vous écrire, je vais me raser et à huit heures et demie commenceront les visites.

---

55. — A MONSIEUR FRANÇOIS GUIZOT

Lisieux, vendredi 30 août.

C'est à toi que j'écrirai deux mots ce matin, mon cher enfant; moi aussi, je regrette beaucoup que tu ne sois pas là au moment où j'arriverai. Je partirai ce soir vers neuf heures, après un dîner où le nombre des assistants va toujours croissant, si bien qu'on ne sait plus comment les placer. J'ai eu hier une journée d'officier de cavalerie : à huit heures du matin, j'étais chez le roi; à dix heures, nous avons déjeuné; à onze heures, nous sommes montés à cheval pour aller visiter deux manufactures et l'hospice, en passant sur le ventre à je ne sais combien de mille âmes; nous sommes restés deux heures à cheval; à une heure, départ du roi; à deux heures et demie, à Livarot; descendre de voiture et remonter à cheval, sur le premier cheval venu, pour traverser Livarot, entre les haies des gardes nationaux du canton; à quatre heures et demie, même cérémonie à Saint-Pierre-sur-Dives. J'ai quitté le roi à cinq heures, sur les limites de l'arrondissement de Falaise, et je suis revenu à Saint-Pierre-sur-Dives. Diner, réception du clergé, du corps municipal, des officiers de la garde nationale, de l'école primaire, y compris les enfants. Visite à l'église, qui est un monument charmant, commencé au début du onzième siècle, inauguré en présence de Guil-

laume le Conquérant, et qui menace ruine, si moi, protestant, puissant au dix-neuvième siècle, je n'y mets la main pour la soutenir, ce que je ferai certainement. A six heures et demie, je suis remonté en voiture, au milieu des cris de « vive M. Guizot! » Je me croyais au bout; pas du tout; à Livarot, en relayant, il a fallu descendre de voiture, monter chez le maire, boire un coup avec sept ou huit hommes et autant de femmes. Enfin, je suis arrivé à dix heures à Lisieux, je me suis couché, j'ai assez dormi, et me voici, beaucoup moins fatigué que je ne devrais, mais fort pressé d'aller me reposer, dans le travail tranquille, de cette agitation oisive. Adieu, mon cher fils, à lundi, puisque nous ne nous reverrons pas avant. Embrasse tout le monde pour moi, de ta grand'mère à Guillaume. Je t'aime plus que je ne te le dirai jamais.

---

56. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Dimanche 19 mars 1837.

Mon amie, je ne vous remercie pas de votre exactitude; j'y comptais, mais j'en jouis beaucoup. Vos lettres me trouvent presque toujours en mauvaise disposition; mais elles ne m'y laissent pas. Je suis mécontent; rien ne va, les amis languissent, les ennemis agissent beaucoup. Nous sommes entourés de faiblesses, de réticences, de trahisons, d'insuffi-

sances. Je me sens moi-même quelquefois sur le point d'être gagné et surmonté par le flot. Il faut absolument faire un effort, un coup inattendu et décisif pour faire tourner la barque et lui imprimer un autre mouvement. J'en cherche l'occasion, le moyen. Je ne sais si je les trouverai. Je vous le répète, je suis mécontent. Si je m'écoutais, si je me permettais de lire et de faire lire jusqu'au fond de mon âme, je dirais que je suis fatigué, que j'ai besoin de reprendre haleine, de me rafraîchir dans le repos... Mais quel repos, et où? Il n'y a jamais eu, il ne peut y avoir de repos pour moi que dans le bonheur, un doux bonheur, ce bonheur de toutes les minutes, qui n'a besoin ni d'activité, ni de distraction, qui se suffit à lui-même, se répand sur toutes les situations, se renouvelle à mesure qu'il se répand, calme dans les moments d'agitation, fortifie dans les moments de faiblesse, délasse dans les moments de fatigue, répond à tous les besoins, aux besoins les plus divers de l'âme, parce qu'il est la vie, la vie vraie et complète de l'âme. Faute de ce bonheur, n'en pouvant retrouver que de loin en loin quelque image, il faut que j'agisse, que je travaille, que j'appartienne au monde et non à moi, aux affaires du dehors et non à mes propres penchants. Je suis voué à une tâche. Il faut que je l'accepte dans toute son étendue, dans toute sa rudesse. Et quand au milieu de ce travail, au sein de ce désert, il m'arrivera de rencontrer quelque oasis charmante, où je pourrai m'asseoir, m'essuyer le front, respirer librement un air doux, tout oublier,

hormis le plaisir que j'y prendrai, j'en jouirai, mon amie, j'en jouirai mille fois plus vivement que je ne le dirai, qu'aucune parole ne pourra l'exprimer. Priez, mon amie, priez pour que ces oasis ne soient pas trop rares dans mon désert, et pour que la force et la patience ne me manquent pas en les attendant.

Ma mère et mes enfants vont bien. Moi, je suis bien, étonnamment bien pour ce qui s'est passé et se passe en moi. Le soir, quand je rentre dans ma chambre, quand je me mets dans mon lit sans avoir auprès de moi le regard charmant de mon fils, sa conversation si animée et si affectueuse, quand il faut que je m'endorme comme j'ai vécu tout le jour, dans la froideur et dans la solitude, j'ai le cœur serré, les membres brisés. Cependant le sommeil vient, tout sentiment s'évanouit, la nuit se passe et je me lève le lendemain physiquement reposé et capable de retourner à ma charrue.

Adieu, mon amie, faites toutes mes amitiés à Auguste et à Agénor. Je suis bien aise pour vous que vous ayez repassé devant la cure de cet excellent M. Gonthier. J'ai pour mon compte un véritable culte pour les lieux où ont vécu ceux que j'ai aimés. Adieu encore, mon amie. Il faut absolument que je vous quitte.

---

57. — A MONSIEUR PISCATORY

Paris, 3 août 1838.

Je suis charmé, mon cher ami, que votre femme soit bien. Fille ou garçon, gardez-le bien, gardez bien tout. Certainement le bonheur est là. Et quand il s'en va de là, il ne faut plus le chercher nulle part. Je ne sais ce que m'en rendront un jour les enfants qui me restent. J'ai une petite fille de qui je m'en promets trop, peut-être. Et si elle tient ce que je me promets, qui sait si elle me restera? Je cherche encore mon fils dans cette maison du Val-Richer que je lui destinais [1], et où il se plaisait. Je ne me suis pas encore persuadé qu'il n'y est pas, qu'il n'y reviendra pas. Ce jeune homme était à la fois mon passé et mon avenir. Par lui, quelque chose me restait de tout. Et lui-même était une société charmante, si sûre! Je n'ai pas rencontré un cœur plus droit et plus délicat. Sa mère l'aurait contemplé avec ravissement. Je vous parle, à vous, de tout cela, comme si vous pouviez m'en rendre quelque chose. Je n'en parle à personne. Quand Henriette sera plus grande, je lui en parlerai. Elle aime encore beaucoup son frère et ressemble étonnamment à sa mère, de tour d'esprit, de goûts, de manières. J'ai

1. M. François Guizot était mort le 15 février 1837; il n'avait que vingt-deux ans.

vu sa mère aussi jeune qu'elle. Quand je pense à elle sans la voir, je vois sa mère à son âge.

Laissons cela.

Je suis ici jusqu'au 15. Je vais au palais à dix heures[1]. Aujourd'hui le sort m'a épargné. Je n'avais point de bonne excuse à donner, je n'en ai pas cherché de mauvaise. Je n'avais jamais été juré. Je n'ai pas été fâché de voir. C'est comme la Chambre. On est toujours près de faire une énorme sottise, et on ne la fait guère. Les miens passent à Broglie le temps de mon absence. J'irai les y reprendre. Je les rétablirai au Val-Richer. J'irai passer quelques jours à Caen. Puis je rentrerai au Val-Richer jusqu'en novembre, le milieu ou la fin.

Le maréchal Soult vient d'arriver incognito. Son humeur est extrême. Singulier spectacle ! Cent mille Anglais réunis pour le voir partir; pas dix polissons au Havre pour le voir arriver. Ici, on a pris soin de n'y pas faire attention. Il le sait bien. Que tout est petit! Il va retourner à Saint-Amand. Rien du reste[2]. Les amis des ministres disent qu'ils leur disent à eux-mêmes qu'ils ne peuvent se représenter tels qu'ils sont. M. Molé dit qu'il changera quatre de ses collègues. Ceux de ses collègues qu'il veut changer disent qu'ils sont ministres pour la vie du roi. Le roi en doute. Nous verrons. Je persiste à penser que, malgré bien des envies contraires, la

1. M. Guizot siégeait en ce moment au jury.

2. M. Guizot s'était séparé de M. Molé et était sorti des affaires le 15 avril 1837.

session prochaine ne se passera pas comme la dernière. Mais je n'y pense pas.

Je ne crois guère, comme vous, à la bonne fortune de ces deux ou trois procès. Peu importe, du reste. J'ai poursuivi une idée. Elle a fait son chemin, tantôt en me soulevant, tantôt en me passant sur le corps. Je continuerai, que le chemin soit bon ou mauvais. Jamais ma fidélité à mon idée n'a été mise à une aussi dure épreuve que dans la session dernière.

Adieu, mon cher ami.

Mes respects à Mme Piscatory. Rappelez-moi à votre père. Ma mère est assez bien et contente. Mes enfants aussi se portent bien. Écrivez-moi. Adieu.

---

58. — A MONSIEUR PISCATORY

Val-Richer, 10 octobre 1838.

Vous avez beau ne pas vouloir y croire, mon cher ami, vous ne la reverrez plus[1]. Je suis arrivé à Broglie assez tôt pour la voir encore, morte, sur son lit, point changée, les traits parfaitement calmes, l'air jeune. J'ai cru retrouver en réalité, devant moi, ce que j'ai en pensée, au dedans de moi, depuis cinq ans et demi. Demain, 11 octobre, il y aura juste cinq ans et demi. Elle était bien heureuse ce jour-là.

1. La duchesse de Broglie était morte le 22 septembre 1838.

Il lui plaisait extrêmement de me voir dans les affaires. Je n'ai jamais vu à personne tant d'ambition avec tant de sérénité, tant de vivacité à jouir des choses et de facilité à s'en passer. Nous ne les gardons pas longtemps, mon cher ami. Je ne puis encore me persuader que je n'ai plus mon fils. Il était pour moi le dernier. Je retrouvais en lui tout ce que j'ai aimé, tout ce qui m'a rendu heureux. Il tenait à tout. Mes enfants à présent sont étrangers à la moitié de ma vie. Jamais je ne leur en parlerai. Mon fils a emporté tout ce passé-là. Vous ne savez pas combien, outre qu'il était charmant, il avait l'esprit solide, le cœur sûr. C'était mon repos dans l'avenir; à présent avec ces trois petits enfants, je ne puis pas mourir, j'ai le cœur bien fatigué.

Une petite fièvre catarrhale est devenue une fièvre nerveuse, puis une fièvre cérébrale. Elle devait venir chez moi le jeudi. Jusqu'au mardi, elle s'est obstinée à dire qu'elle irait au Val-Richer. Une fois malade, elle a été inquiète quand personne ne l'était. Puis l'inquiétude lui a passé. Elle a été, les cinq ou six derniers jours, dans un délire presque constant, interrompu seulement par un affaissement extrême; délire point violent, point fixe; rien ne la tourmentait; elle parlait de sa mère, de ses frères, de ses enfants; de ses amis; elle causait. Toute sa vie passait et repassait devant elle, confusément, assez doucement.

Nous l'avons conduite, son mari, Lascours, Doudan et moi, au cimetière de son village, où elle restera aux pieds de sa fille Pauline.

Son mari est à Paris; sa fille vient d'y arriver. Il est avec tout ce qui lui reste. Son fils Albert sera beaucoup pour lui. Je reçois à l'instant même, en vous écrivant, une lettre de lui. Il est calme, très profondément atteint. Je l'attends dans quinze jours. Il a affaire à Broglie. Il me mande qu'il viendra ici. Je retournerai à Paris un peu plus tôt que je ne projetais, à cause de lui. Mme de Staël est à Paris. Elle est arrivée à Broglie le jour même où nous avions conduit cette pauvre femme au cimetière. Personne n'est malade.

Adieu, mon cher ami, gardez bien tous les vôtres, comme on peut garder. Ma mère a été très affligée. Elle n'est pas mal. Mes enfants sont à merveille. Mes respects à Mme Piscatory. Rappelez-moi à votre père.

Tout à vous.

---

59. — A MADAME GUIZOT

Lundi 1er juillet 1839, huit heures.

C'est encore à vous que j'écrirai aujourd'hui, chère maman. Je serais bien fâché que vous n'eussiez pas votre tour. Je ne me contenterais pas du tout de ne savoir que par d'autres que vous allez bien. J'aime à voir votre écriture nette et ferme qui me le prouve. Vous avez raison de profiter des moindres intervalles pour sortir vous promener. Mais ne vous courbez pas trop pour ramasser

des fraises, cela ne vous vaut rien. Faites-le faire aux enfants; il faut se dompter, même sur des misères.

J'ai vu hier Mme Chareton[1]. Elle l'aime toujours comme s'il était là, et le pleure encore comme s'il nous avait quittés hier. Elle le lui doit bien; mais elle lui donne ce qu'elle lui doit. C'est une de mes douleurs qu'il n'ait pas eu le temps de se faire connaître de plus de personnes. Il me semble que je l'aurais moins perdu si beaucoup d'autres savaient comme moi ce qu'ils ont perdu. Mme de Broglie me manque immensément; c'était l'une des trois ou quatre personnes devant qui je pouvais prononcer son nom. Mme Chareton est fort souffrante; du reste sa situation et celle de tous les siens sont très bonnes. Elle a loué un petit appartement à Asnières, où elle respire un bon air; et pour six sous, elle vient en quelques minutes, par le chemin de fer, faire son travail au Timbre. Sa position vient d'être améliorée. Elle est à présent aussi bien qu'il se puisse.

J'ai d'assez tristes nouvelles de la princesse de Lieven. Ni les bains, ni le lait d'ânesse, ni la vie parfaitement calme de Baden ne lui rendent des forces. Ses affaires de Pétersbourg ne finissent pas. Elle s'en inquiète et l'inquiétude est bien pesante à la faiblesse. Elle s'inquiète aussi de Paris. On nous représente au dehors comme à la veille d'une explosion effroyable. Je vous assure qu'il n'en est rien.

1. Ancienne nourrice de François Guizot, restée longtemps dans la maison de M. Guizot.

On redouble de précautions, surtout autour du roi et de la famille royale ; et on a bien raison. Mais tout me persuade qu'ils seront hors d'état de rien tenter.

Je ne m'étonne pas que vous ne receviez plus le *Journal général*. On me l'envoie ici, sans que je l'aie demandé. Vous avez sûrement toujours les *Débats* et le *Moniteur*.

Dix heures.

Voilà la lettre d'Henriette. Pour cette fois la ponctuation n'y manque pas ; il y en a même surabondance. Elle a semé les virgules comme les grains de blé dans un champ, sans trop regarder où elles tombaient. Nous suivrons cette affaire-là ensemble.

Moi aussi j'ai fait du feu ce matin. Il fait froid. Mon rhume de cerveau a disparu. Quelquefois deux minutes d'éternuement ; et puis je n'en entends plus parler de cinq ou six jours. Tout le monde est frappé de mon bon visage ; les quinze jours de campagne m'ont été très bons en effet, malgré l'éternuement.

J'envoie à Pauline une lettre de Mme de Gasparin. Je ne l'ai pas vue hier. J'ai vu son beau-frère Adrien[1] qui part aujourd'hui pour Orange. Comme il était ministre au moment de l'insurrection du 12 mai, il n'a pas pris part au procès[2]. Adieu, je vous embrasse tous.

1. M. le comte de Gasparin, naguère ministre de l'Intérieur.
2. Le procès des insurgés du 12 mai devant la cour des Pairs.

60. — A MONSIEUR LE DUC DE BROGLIE

Londres, 4 mars 1840.

Vous avez raison, mon cher ami, et je le pensais[1] avant d'avoir lu vos raisons. Il serait injuste et déraisonnable à moi de me retirer après tout ce qui nous a été offert, et lorsque deux de mes amis font partie du cabinet, où d'autres seraient entrés s'ils avaient voulu. Il y aurait, à agir ainsi, une exigence et une susceptibilité puérile. Je regrette beaucoup que vous ne soyez pas entré. Plus je vois et pense, plus je le regrette. Mais ce n'est pas un tort du nouveau cabinet. Le danger qu'il ne dérive à gauche est grand. La seule apparence est un grand mal, car il en résultera un nouveau progrès dans l'affaiblissement moral du pouvoir. Mais on peut lutter contre ce danger, on peut revenir de cette apparence. Je m'y emploierai ici et vous à Paris. Et le jour où la déviation serait réelle, je prendrais à l'instant mon parti. Je peux accepter les situations difficiles, incomplètes. Je l'ai fait souvent. Pas plus ici qu'à Paris, je ne m'associerai à une mauvaise politique, à une politique qui cédera au mal au lieu d'y résister. Faites bien, je vous prie, dans la conversation, mes réserves en ce sens. Je reste sérieusement. Je concourrai loyalement, mais je ne dériverai pas. Rémusat m'écrit :

1. M. Guizot, ambassadeur en Angleterre et arrivé à Londres au mois de février, venait d'apprendre la formation du cabinet du 1er mars, sous la présidence de M. Thiers.



« Le ministère est formé sur cette idée : point de réforme, point de dissolution. »

J'accepte ce point de départ ; en y tenant bien, on peut regagner quelque chose du terrain perdu.

J'ai écrit ce matin à Duchâtel ma résolution. Je lui ai donné toutes mes raisons essentielles, et je l'engage fort à rallier autour de lui toute la portion modérée, étrangère à l'intrigue des 221. Il y a là de la force et de l'avenir. C'est la seule bonne situation pour lui, et je ne doute pas qu'il ne la prenne. Soignez-le beaucoup, je vous prie. Passez-lui un peu d'humeur. Au fond, il se conduit toujours bien et par les bons motifs, et son honnêteté est aussi sûre que son jugement. Soignez aussi Villemain. Vous pouvez beaucoup sur lui, et il y a là aussi une plaie vive à panser.

Je trouve ici les affaires difficiles, non qu'il y ait mauvaise volonté, mais un mauvais pli est pris. On tient, même beaucoup, à l'alliance française; mais, d'une part, on s'est accoutumé à croire qu'on disposerait de nous; de l'autre, on s'est engagé de paroles avec les assistants, d'idées avec soi-même. Il faut renoncer, en partie du moins, à ce qu'on a pensé et à ce qu'on a dit. Là est le principal embarras. Je viens de passer ce matin près de quatre heures avec lord Palmerston. Il a l'esprit net, vif et gracieux. Sa conversation me plaît. Je ne vous redirai pas tout ce que nous nous sommes dit. Mais je serais bien aise que vous lussiez deux dépêches qui en rendent compte. L'une est partie hier; l'autre partira demain ou après-demain.

Lord Holland est toujours le même, aussi animé, aussi aimable et aussi goutteux. Lord Clarendon me témoigne beaucoup d'empressement. Lord Landsdowne est très bien. Tout ce monde-là m'a beaucoup parlé de vous. Lord Melbourne me frappe assez. Il y a en lui un certain mélange assez rare d'insouciance et d'autorité, de bonhomie et de commandement.

Adieu, mon cher ami. Je vous écrirai avec plus de détail quand je serai un peu sorti du chaos des visites et des dîners. Je me porte bien. Je n'ai ressenti aucune influence du changement de climat, de température, d'habitudes. Si j'avais autour de moi ceux que j'aime, j'oublierais que j'ai changé de lieu. Adieu encore. Mille amitiés à Albert et à M. Doudan.

---

61. — A MADEMOISELLE HENRIETTE GUIZOT

Londres, samedi 21 mars 1840.

Je reçois à l'instant même, ma chère Henriette, une lettre de Rosine (1), qui me fait grand plaisir par tout ce qu'elle me dit de votre santé et de votre gaieté. Je n'en doutais pas, mais je suis charmé de le lire en détail, ce qui ne vaut pourtant pas autant que de le voir de près. Ceci reviendra. Grandissez et engraissez d'ici là. Et faites des progrès en sagesse

1. Mlle de Chabaud-Latour.

comme en force. Il me semble que la musique va assez bien. Pour l'écriture, je juge par moi-même, et le progrès est sensible.

J'espère que vous me raconterez demain votre gaîté chez Mme Lenormant et toutes vos joies. Je vous ai bien regrettés l'autre jour au Musée Britannique; mais vous auriez été fatiguée. Je l'étais moi-même. C'est trop de choses ensemble. Imagine-toi le Jardin des Plantes, le Musée du Louvre et la Bibliothèque du roi réunis dans un même édifice. Les livres, les estampes, les statues, les antiquités égyptiennes, les vases étrusques, les animaux et les oiseaux empaillés, les minéraux, l'herbier, tout est là. On rencontre sur l'escalier des rhinocéros, des hippopotames, des girafes, des élans, placés là comme des sentinelles. Et puis, au haut de l'escalier, on entre dans une salle remplie d'armes, de vêtements, d'ornements de guerre de sauvages des îles du Sud; c'est effroyable. Il y a des masques de guerre tout rouges, grands comme trois ou quatre têtes pour donner à ceux qui les portent l'air de colosses, la bouche ouverte, avec deux rangées de cinquante énormes dents chacune, des cheveux noirs tout hérissés et des yeux hagards. Ces masques, que les grands chefs seuls sont en état de posséder, sont faits avec les plumes des ailes et de la queue de charmants petits oiseaux rouges; il faut tuer cinq ou six mille oiseaux pour avoir de quoi faire un masque.

Ce que j'ai trouvé de plus beau au Musée Britannique, ce sont les bas-reliefs du Parthénon d'A-

thènes, enlevés du Parthénon même par lord Elgin et rangés ici tout autour des murs d'une même salle. C'est magnifique et rien n'en peut donner l'idée, pas même les petits plâtres de la galerie du Val-Richer.

Il n'y a au Musée Britannique que des animaux empaillés. Les bêtes vivantes sont dans un établissement particulier qui s'appelle Zoological Gardens, et qui n'est soutenu que par des souscriptions volontaires. J'irai le visiter un de ces jours.

Tu vois que je commence à aller voir les choses. Ce dont je suis le plus curieux, c'est l'abbaye de Westminster, admirable église gothique qui contient les tombeaux de tous les grands hommes de l'Angleterre ; mais j'attendrai que le temps soit doux. Le froid des églises m'est fatal.

Je suis charmé, ma chère enfant, que tu apprennes et retiennes beaucoup de beaux vers. Dans le cours de ta vie, il te sera souvent agréable de les retrouver dans ta mémoire, et puis, c'est un vif plaisir de voir ses propres sentiments, ses sentiments les plus chers, exprimés dans un beau langage. Il y a longtemps que j'admire et que j'aime les vers que tu m'as cités.

Adieu, mon Henriette, j'ai près de chez moi une rue qui s'appelle Henrietta-Street. Je ne passe jamais devant sans un sentiment de plaisir. Adieu, je vous embrasse, bonne maman, Pauline, Guillaume et toi.

---

62. — A MONSIEUR DUMON

Londres, 7 avril 1840.

Mon cher ami, votre plan de conduite me paraît très bon. Vous savez sûrement que j'étais dès l'origine pour la politique expectante. Elle me paraissait la plus propre à nous faire atteindre notre but éternel, qui est d'attirer dans notre camp le gouvernement quand il cherche fortune ailleurs, et de le soutenir pour le contenir. Peut-être a-t-il mieux valu, pour donner au parti conservateur plus de consistance, se rallier dès le premier jour sous une bannière de combat. Aucun jugement ne m'inspire plus de confiance que le vôtre. Je doute un peu, à la distance où je suis, de mon impression sur le passé, et je m'en rapporte à vous sur l'avenir. Évidemment, soit en appuyant, soit en résistant, il faut rester parti de gouvernement. Je me fie sur la gauche pour vous y aider. Il est plus aisé d'abdiquer sa dignité que sa nature, et on peut faire platement les mêmes fautes qu'on faisait violemment. Quoi qu'il arrive, rien ne me paraît devoir arriver bientôt; au fond, dans toute notre agitation, il n'y a pas beaucoup d'énergie, et si les évènements ne nous pressent pas, nous ne serons pas pressés. Ne pas dissoudre notre parti, et ne pas compromettre ses principes, c'est bien là, comme vous le dites, notre tâche du moment. Que l'avenir nous trouve prêts quand il viendra nous chercher, je ne demande

rien de plus. Je conviens que c'est beaucoup.

Laissez-moi vous engager à tout faire pour panser les blessures intérieures de notre petit parti. Il a été, depuis 1830, le cœur du grand parti de gouvernement. Je n'espère guère qu'il reprenne son unité vitale, mais du moins que les plaies ne s'élargissent pas, que les cicatrices se ferment, et qu'une situation nouvelle, quand elle viendra, puisse amener le rapprochement au lieu de consommer la séparation.

Tenez pour certain qu'on m'a donné ici une mission très difficile. Je retrouve l'effet, je porte la peine de toutes les fautes commises au dehors depuis 1836, surtout depuis 1837, de nos fautes à nous, et de celles que les nôtres ont fait commettre à nos amis. On a pris ici l'habitude de la méfiance, et par méfiance, encore plus que par toute autre cause, on est entré dans une politique incohérente, décousue. Les intérêts locaux, les fantaisies, les humeurs n'ont plus été contenus, réduits à leur juste valeur par l'empire d'une alliance forte, d'une situation générale et dominante. Les puissances du continent en ont profité. Elles sont aux ordres de l'Angleterre, empressées, dociles, flatteuses, prêtes à faire en Orient tout ce qui lui plaît. Nous seuls, nous les alliés intimes de nom, nous disons *non*. Ce n'est pas commode. Pourtant, je suis sûr de deux choses : l'une, que ma situation personnelle est bonne; l'autre, que, pour l'affaire même, j'ai gagné du terrain. En gagnerai-je assez et assez vite? Nous verrons.

Adieu, mon cher ami. Écrivez-moi. Donnez-moi de temps en temps le diapason. J'écris et j'écrirai souvent à Duchâtel. Faites, je vous prie, toutes mes amitiés dans la maison Delessert. Je veillerai sur mes lettres. Vous savez si je suis tout à vous.

Je ne vous dis rien de l'Angleterre. J'aurais trop à en dire. Soyez sûr que c'est un grand pays, toujours grand, et où la santé est plus forte que la maladie.

---

63. — A MADAME GUIZOT

Londres, 1er juin 1840.

Chère maman, je vous écris en me levant. Je sortirai probablement ce matin avant d'avoir reçu votre lettre, et je ne sais à quelle heure je rentrerai. Je vais à une grande réunion de la Société pour l'abolition de la traite des nègres; le prince Albert doit la présider. Il est possible que j'y prenne la parole. Ces *meetings* durent un temps immense. Tant de gens y parlent et les Anglais parlent si longuement! On attache à celui-ci assez d'importance. C'est la première fois que le prince Albert paraît dans une réunion semblable.

Voici la dernière lettre que je vous écris à Paris. Si vous avez, pour arriver au Val-Richer, le magnifique soleil qui brille ce matin sur mon square, et qui réussit presque à dissiper le brouillard de Lon-

dres, ce sera charmant. Certainement je vieillis, car l'idée du repos, d'un repos définitif me plaît. Je ne sais si j'en jouirai jamais. Indépendamment des motifs domestiques qui m'obligent au travail, je me sens appelé, poussé par ma nature à l'activité, à toute l'activité que les circonstances voudront m'imposer. Ce qu'on peut, on le doit. Et, en même temps qu'on le doit, on s'y porte de soi-même, on l'accepte promptement et vivement quand l'occasion s'en présente par un instinct, qui surmonte même les goûts, et qui révèle une mission. Enfin, j'irai devant moi, par une ligne droite, aussi loin et aussi longtemps qu'il plaira à Dieu. Mais j'espère qu'avant le jour du départ j'aurai quelques jours de repos, de repos complet. Je me repose d'avance en y pensant.

Deux heures.

Je viens du *meeting*. Je n'ai point eu à prendre la parole : mon nom et ma personne ont été très bien reçus. Un fils de M. Wilberforce a parlé supérieurement. Adieu, chère maman. Je vous embrasse tous. Envoyez-moi le portrait d'Henriette par Mme de Lieven. Adieu.

---

64. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Londres, 14 juin 1840.

J'ai quitté la Seine pour la Tamise, le soleil pour le brouillard, un roi de soixante-sept ans pour une reine de vingt et un ans, un pays de révolution et de démocratie pour un pays d'aristocratie et de conservation. Je retrouve partout les coups de pistolet. Les passions des hommes sont partout et partout les mêmes. On ne sait pas encore ce qu'est Édouard Oxford; les uns le disent chartiste, les autres orangiste, hanovrien, etc., etc. Je parierais pour le premier. Deux choses seulement sont certaines, me dit-on : qu'il n'est pas fou, et qu'il n'est pas seul. Nous verrons. Il sera jugé dans quinze jours.

L'attentat a fait ici un grand, un véritable effet dans les classes moyennes. En bas, tout à fait en bas, une curiosité indifférente ou malveillante. En haut, dans le monde politique, l'esprit de parti a essayé sur-le-champ de s'en emparer; chacun veut s'en faire une arme contre ses adversaires. En tout, plus d'indignation que d'effroi; au rebours de notre pays, où l'effroi surpasse l'indignation. Le sentiment du bien et du mal est ici plus puissant et plus général que chez nous. La reine a fait très bonne contenance, sans effort ni fracas. Je commence à la connaître. Elle a de l'intelligence et du caractère.

Jeune, bien jeune à la surface et de premier mouvement; plus sérieuse au fond, plus capable de réflexion et de suite que son âge ne le ferait présumer. Très gaie, très rieuse, aimant le mouvement. Toujours la même confiance dans son premier ministre, lord Melbourne; confiance d'une fille envers un père tendre, d'une reine envers un serviteur dévoué. Je vais cette semaine passer trois jours auprès d'elle à Windsor.

Tous les miens sont au Val-Richer. Ils y sont bien. Je ne m'accoutume pas à ma solitude. Je ne la supporte ni mieux ni plus mal qu'au début. J'ai à côté de moi, toujours sous mes yeux, les portraits de mes trois enfants, entourant celui de leur mère. Mon fils est tout près. Des absents et des morts, voilà ma société. Je travaille beaucoup, et je vois beaucoup de monde. Cela durera jusqu'à la fin de juillet. J'emploierai le mois d'août et une partie du mois de septembre à faire des visites dans les châteaux, par politesse, pour répondre à l'empressement qu'on me témoigne; par curiosité, pour voir la vraie, la grande vie des Anglais, qui est à la campagne. Je pousserai peut-être jusqu'en Écosse. Puis j'espère que les affaires me permettront de demander un congé et d'aller passer quelques mois en France, d'abord au Val-Richer, en repos avec mes enfants, et de là à Paris. Vous voilà au courant de mes projets. Je ne vous dis rien de la politique de Paris. Elle suit son cours et il faut qu'elle le suive. Si elle est sage et réussit, je n'ai rien à dire et point à me plaindre; ma position est convenable. Si elle

ne réussit pas, je ne veux avoir rien fait qui l'ait empêché de réussir. Adieu, chère amie, je vous réponds immédiatement, comme vous le désirez.

---

65. — A MADAME GUIZOT

Londres, dimanche 14 juin 1840.

Je vous écris aujourd'hui, chère maman, je ne fermerai ma lettre que demain, après avoir reçu la vôtre. Je suis charmé que ces indispositions des deux petits n'aient rien été. J'y comptais. Je vous assure que je ne m'inquiète pas outre mesure, et que je m'impose sévèrement la loi de penser à tout ce qui peut me rassurer. Et quand il n'y a pas moyen d'échapper à l'inquiétude, la vôtre me préoccupe autant que la mienne. Il faut accepter des mains de Dieu l'inquiétude comme la sécurité, la crainte comme l'espérance, la douleur comme la joie. Il ne faut pas plus prétendre au repos continuel qu'au bonheur complet. Ni l'inquiétude, ni la tristesse ne sont coupables, et la confiance en Dieu ne les interdit point, seulement elle doit toujours s'y mêler, et en s'y mêlant elle les tempère. Mais c'est un égarement de l'imagination de vouloir qu'elle les dissipe et bannisse tout trouble de l'âme.

Je pense comme vous, qu'il ne faut pas laisser Pauline se livrer, même en plein air et en s'amusant, à toute son ardeur : ce que je désire c'est qu'elle

vive beaucoup dehors, dans un mouvement physique libre et doux. Ne lui demandez que peu d'application, peu de travail assidu, ce qu'il en faut seulement pour prévenir l'ennui, la langueur et satisfaire un peu à l'activité de son esprit. De même pour Henriette, quoiqu'elle soit plus forte. L'intelligence de mes enfants est bien assez développée et continuera de se développer bien assez vite. C'est leur développement physique qu'il faut soigner, leur force physique; et pour cela le grand air, le mouvement extérieur, la liberté physique, la variété des impressions sont les meilleurs moyens.

Je ne serai pas surpris que le travail des dents fût pour quelque chose dans l'état de Pauline et de Guillaume. Béhier et M. Hue ne sont-ils pas d'avis de les baigner quelquefois par le temps chaud, en attendant les bains de mer?

Pas de cidre et toujours du vin de Bordeaux; celui que vous avez est très bon.

Lundi, 15.

J'ai été dîner hier à la campagne, à Putney. C'est très joli. En tout, les environs de Londres sont charmants. J'en suis revenu à onze heures et j'ai été achever ma soirée entre lord Grey et sa femme, tous deux vieux, souvent seuls et qui me plaisent beaucoup tous les deux.

J'ai été charmé de voir l'écriture de Pauline, bonne et ferme. Qu'elle engraisse donc et Guillaume aussi. Je veux les trouver engraissés. Ils en ont bien le temps.

Aline m'écrit que le nouveau bail est signé, j'en suis fort aise. Il faut bien se résigner à attendre jusqu'en 1841. Tout le monde m'avait écrit que la récolte de pommes serait bonne cette année.

Vous avez donc trouvé enfin une couvée de canetons. Les petits blancs et les barbaries et les sauvages devraient avoir couvé aussi : vous les trouverez peut-être. Il faudra bien qu'ils viennent à l'eau, s'ils ont commencé par se cacher quelque part. Je vous quitte pour aller remettre à la reine des lettres du roi et de toute la famille royale sur le dernier attentat.

Le procès de ce malheureux aura lieu dans dix ou douze jours. Il n'est point fou. La santé de la reine n'a pas du tout souffert. C'est heureux dans son état. Elle a du caractère. Elle me traite avec une faveur marquée.

Adieu, chère maman. Je vous embrasse tous. Mille amitiés bien tendres à Rosine. Je suis charmé que son frère soit arrivé. Adieu.

---

66. — A MADAME GUIZOT

Londres, 24 juin 1840.

Je suis fort aise, chère maman, que vous ayez à Trouville la maison qu'avait Mme Bégouen. Elle me convient pour vous. Elle n'est pas au bord de la mer. Elle m'a paru commode. Il y a un petit jardin.

Ne vous arrêtez pas au prix. La différence ne peut pas être assez grande pour valoir la peine que vous vous priviez et que vous me priviez pour vous d'une habitation agréable. Mais je vous demande d'emmener avec vous à Trouville un homme, outre vos deux femmes, et que cet homme soit André. J'ai besoin, pour mon repos, de savoir auprès de vous un domestique que vous puissiez, s'il y avait lieu, faire monter sur-le-champ à cheval et envoyer quelque part. J'ai confiance dans la bonne conduite et l'attachement d'André. Prenez-le avec vous, et dites-lui de ma part que je compte sur lui pour vous bien garder, vous et mes enfants.

J'espère que vous me direz bientôt que le mal d'oreille de Guillaume est passé. A travers ma continuelle sollicitude, je ne me trouble pas beaucoup de ces petites indispositions par lesquelles passent tous les enfants. Ce sont les choses qui paraissent tenir à une mauvaise disposition habituelle qui me préoccupent vivement. Je serai bien aise que le vésicatoire de Pauline soit supprimé. J'en ai parlé l'autre jour à Béhier en lui écrivant pour ses propres affaires, que j'espère arranger. Le bonheur de ce jeune ménage me touche et m'intéresse presque comme s'il me regardait.

Mme de Lieven est arrivée, il y a deux jours, un peu fatiguée de la mer et de la route, mais pas malade. Je retrouve avec grand plaisir sa société et sa conversation. Je vois ici beaucoup de monde, et un monde qui me soigne beaucoup; mais leurs habitudes sont toujours un peu tendues, et ils n'ont dans

l'esprit et le caractère ni ce laisser-aller, ni cette richesse, ni ce mouvement, ni cette bienveillance prompte et douce qui fait le charme des relations sociales.

Mallac me reste quelques jours de plus qu'il n'avait compté. Je crois qu'il se trouve bien, et moi j'ai de l'amitié pour lui. C'est une très honnête créature, d'un cœur élevé et fidèle, et d'un esprit très agréable, malgré ce qui lui manque. Quand j'étais jeune, je ne pouvais me résigner à ce qu'il manquât quelque chose aux gens que j'aimais ; je leur voulais la perfection, et leurs défauts me gâtaient leurs qualités. Je suis devenu plus indulgent, c'est-à-dire plus juste, et j'ai appris à voir le bien et à en jouir, malgré le mélange.

Je ne fermerai ma lettre que quand la vôtre sera arrivée. Je vais ce matin à un grand *meeting* présidé par le duc de Sussex pour l'abolition de l'esclavage. Je n'y ouvrirai pas la bouche. Ma position est trop officielle pour que je parle sur une question dont mon gouvernement est précisément occupé et qu'il n'a pas encore résolue. Mais on tient beaucoup ici à ce que je fasse acte de présence, et j'en suis bien aise.

Remettez, je vous prie, le billet ci-joint à Mme de Meulan.

Deux heures.

Je reviens de mon *meeting*, j'ai votre lettre. Adieu, ma chère maman. Je vais à mes affaires.

Je vous embrasse bien fort, tous les quatre.

67. — A MADEMOISELLE HENRIETTE GUIZOT

Londres, 4 juillet 1840.

Ma chère Henriette, je reviens de déjeuner avec cinq ou six membres de la Chambre des communes. Je ne te redirai pas notre conversation. La politique ne t'intéresse pas encore. Mais nous n'avons pas uniquement parlé politique. Deux d'entre eux m'ont raconté en détail l'état religieux de l'Angleterre. Ils sont eux-mêmes au nombre des hommes les plus religieux du pays, et tous deux défenseurs très décidés de l'Église anglicane; mais défenseurs bien plus éclairés, bien plus tolérants que la plupart des autres. Ici, ma chère fille, parmi les gens les plus religieux et les plus respectables à ce titre, beaucoup sont intolérants, exclusifs, injustes et durs pour quiconque ne pense pas absolument comme eux. C'est un triste spectacle de voir des hommes très sincères, très estimables, et qui ne savent ni se comprendre, ni s'estimer réciproquement; avec plus d'étendue dans l'esprit et de charité dans le cœur, ils se rapprocheraient les uns des autres et aussi de Dieu lui-même.

J'ai un peu souri en lisant ton jugement sur le petit livre anglais que je vous ai envoyé. Tu le trouves un peu puéril et bon uniquement pour Guillaume. Je n'ai fait que le parcourir; mais je l'ai trouvé, moi, un peu trop figuré, et cachant sous des récits enfantins, des idées et des sentiments qui n'étaient

peut-être pas à la portée d'une grande personne de onze ans, très passablement intelligente. Je crois que, si nous en lisions ensemble quelques fragments, je te ferais voir que j'ai raison. Ma chère enfant, tu auras, un jour, tout l'esprit qu'il faut pour ne pas juger superficiellement des choses; tâche de t'accoutumer dès à présent à ne pas en croire la première idée qui te vient.

Vous me direz comment sera distribuée votre journée à Trouville. J'aime à savoir l'emploi de toutes vos heures. Tu ne regretteras probablement pas autant que Pauline la rareté du piano. Quels livres avez-vous emportés? Ta tante m'écrit que vous êtes partis par un temps brûlant. Nous n'avons rien de semblable ici. Il fait même froid depuis quelques jours et j'ai fait rallumer du feu le matin. Grand vent d'ailleurs. La mer doit être très grosse. J'espère qu'elle se calmera pour vous. J'irai probablement d'ici à peu de temps passer deux jours près de la mer, chez lord Palmerston, dans sa terre de Broadlands, pas loin de Southampton. Je crois que lady Palmerston ira bientôt, et elle m'a déjà engagé. Le *rail-road* rend tout facile en ce genre. Celui d'York va être ouvert dans quinze jours, et on ira de Londres à York en neuf ou dix heures.

Adieu, ma chère fille; que faites-vous en ce moment, samedi 4 juillet, à quatre heures? Dis-le-moi, si tu t'en souviens, quand tu recevras ma lettre. Adieu, je t'embrasse, je vous embrasse tous bien tendrement.

68. — A MADAME GUIZOT

Londres, 22 juillet 1840.

Chère maman, je vous envoie un mot pour M. Guettier, je l'ai vivement recommandé à M. Comte. L'affaire ne me paraît pas parfaitement simple. Il faut trouver ailleurs de l'avancement pour le directeur de Touques qui a, dans cette administration, de plus anciens titres que M. Guettier. Enfin, j'ai insisté et j'insisterai de nouveau, s'il y a lieu. Je serais charmé de rendre service à cet excellent homme qui est si aimable pour vous.

Je voudrais bien que le sultan et le pacha s'arrangeassent mieux, comme on a pu l'espérer un moment. Cela me donnait, en effet, beaucoup de repos et de liberté; malheureusement nous n'en sommes pas là. L'insurrection de Syrie a redonné aux ennemis du pacha une extrême confiance. Elle sera soutenue par une bonne partie de l'Europe, et les affaires d'Orient sont devenues, depuis quinze jours, plus difficiles et plus obscures que jamais; j'en suis fortement préoccupé et constamment occupé, et je prends d'avance toutes les précautions qui sont en mon pouvoir pour qu'elles ne dérangent pas mes projets personnels. J'y compte toujours. C'est sur cette perspective-là que se repose ma pensée. Le moment où je monterai en voiture pour aller vous rejoindre sera un si heureux moment, surpassé

seulement par celui où je vous retrouverai en effet, où j'apercevrai mes enfants courant au-devant de moi ! Soyez tranquille, le Val-Richer sera toujours plus beau pour moi que ce magnifique château de *Sion*, où j'ai été hier chez le duc de Northumberland, et qui est vraiment une maison royale. La salle à manger est soutenue par douze colonnes de vert antique, les plus belles qui existent au monde, et qui furent trouvées il y a quelque quatre-vingts ans dans le Tibre. Le grand-père du duc actuel les acheta immédiatement et les fit transporter en Angleterre. Ce qui est admirable ici, c'est l'union intime des beautés de la nature avec les œuvres de l'homme. Des vaches superbes paissent dans une superbe prairie, sous les fenêtres soutenues par ces colonnes. Il est vrai qu'il pleuvait à seaux et qu'il manquait à toutes ces beautés-là le soleil pour les éclairer.

Je n'ai passé qu'une heure à *Sion*. Je suis revenu en toute hâte. J'avais quelques personnes à dîner. Cela m'arrive assez souvent le mardi. Du reste, la fin de la session et des dîners approche. Ce sera clos, dit-on, du 8 au 15 août. J'ai, dimanche prochain 26, mon dîner Nemours. Le duc et la duchesse repartiront pour Paris, du 28 au 30.

Voilà votre lettre de samedi qui m'arrive. Pourquoi êtes-vous moins à votre aise ? Je sais bien que ces petites vicissitudes sont inévitables, mais, de loin, elles contrarient encore plus que de près.

Ne mangez pas souvent des moules, on dit que c'est très malsain.

Aline m'écrit qu'Henriette et Pauline sont à merveille, et Guillaume encore un peu pâle et dolent. Je suis charmé que M. Hue ait dû aller vous voir mardi, c'est-à-dire hier. Certainement il ne faut faire que ce qu'il prescrira, et il faut faire tout ce qu'il prescrira. Les médecins sont bien loin de tout savoir ; mais nous en savons bien moins qu'eux, et l'exactitude à suivre le régime prescrit est indispensable.

Adieu, chère maman, mille amitiés à Rosine. Depuis longtemps je veux lui écrire et n'en viens pas à bout. Adieu, je vous embrasse tous.

---

69. — A MADEMOISELLE HENRIETTE GUIZOT

Londres, 23 juillet 1840.

Non, ma chère Henriette, tu n'es pas légère. Il ne faut pas se tromper sur soi-même, et se croire les défauts qu'on n'a pas. Voici pourquoi tu n'es pas légère : 1° Tu as l'esprit sérieux et juste ; tu aimes les occupations, les conversations sérieuses, tu comprends les vérités sérieuses, et quand tu les as comprises, tu comprends en même temps qu'il faut leur obéir et régler ses actions d'après ce qu'on croit juste et vrai. Tu as besoin d'avoir raison et de te conduire selon la raison. Il y a là, dans ton caractère, un premier préservatif contre la légèreté. 2° Tu as le sentiment du devoir, tu es disposée à te

soumettre à toutes les règles, à tous les sacrifices que le devoir prescrit. Ton instinct, ton premier mouvement n'est pas, en général, de murmurer contre une obligation qui te contrarie, et de te livrer à ta fantaisie, et de ne penser qu'à toi-même. Tu es, au contraire, naturellement portée à penser aux autres et à accepter de bonne grâce tous tes devoirs envers eux. 3° Enfin, tu es aussi naturellement pieuse, la pensée de Dieu t'est habituellement présente, et pénètre sans efforts dans toutes tes idées et tous tes sentiments. Ce ne sont pas encore là, ma chère enfant, de vraies qualités, car il n'y a encore en toi rien d'assez éprouvé, d'assez développé pour mériter ce nom ; ce sont de bonnes et heureuses dispositions dont tu dois remercier Dieu qui te les a données et qui t'éloignent de la légèreté. En sorte que tu serais plus coupable qu'une autre, si tu étais légère; car Dieu a mis en toi les instincts, les goûts, les penchants, les facultés qui nous aident à n'être pas légers en nous aidant et nous portant à réfléchir sérieusement, à acquérir des idées justes, des convictions profondes, et à agir selon notre conviction ; même avec ces bonnes dispositions, ma chère Henriette, il faut toujours se défendre de la légèreté, car nous sommes tous enclins à nous y laisser aller, c'est-à-dire, à ne pas réfléchir, à ne pas agir assez sérieusement. Et dans ce travail continuel pour nous défendre de la légèreté, nous avons besoin de recourir sans cesse à Dieu, de demander et de recevoir son appui, car nous sommes trop faibles pour nous soutenir et nous sauver seuls, et par notre

propre force dans les épreuves de la vie; nous sommes, pendant toute notre vie, des enfants à l'égard de Dieu; nous avons, toute notre vie, besoin de sa lumière et de son secours, comme nous avons besoin, dans notre enfance, de la raison et du secours de nos parents. Je vois avec grand plaisir, ma chère enfant, que tu es envers Dieu dans une disposition modeste, que tu sens la nécessité de son appui, et que tu le lui demandes habituellement. Sois dans une disposition analogue envers les personnes qui l'entourent; ne te regarde pas comme sûre d'avoir raison contre elles et sans elles; applique-toi à ne pas avoir plus d'amour-propre avec les hommes qu'avec Dieu lui-même. Les hommes ne méritent certainement pas que tu humilies ton esprit devant eux comme devant Dieu. Mais ils ont aussi leur esprit comme toi le tien; ils savent tous, même les plus ignorants, des choses que tu ne sais pas. Il y a toujours quelque chose à apprendre de tout homme, et jamais une bonne raison de dédaigner les idées d'autrui. Tu as, en effet, trop d'amour-propre, mon enfant, c'est-à-dire trop de confiance en toi-même et trop de plaisir à te croire ou à te montrer supérieure aux autres. Pense toujours à ce défaut-là. J'aurais une infinité de choses à te dire à ce sujet. J'ai à peine commencé et mon papier est déjà plein. Ah! l'absence ne vaut rien, et me pèse bien plus que je ne vous le dis, mes chers enfants.

Adieu, j'ai beaucoup à écrire. J'attends avec impatience que vous me disiez que Guillaume se baigne

à la mer. Je vous embrasse tous les trois. Embrassez pour moi bonne maman.

---

70. — A MADAME GUIZOT

Londres, 31 juillet 1840.

Ma chère maman, je suis en effet fort préoccupé de ce qui vient de se passer.[1] Cela est grave et pourrait le devenir bien davantage. Je ne doute pas que certaines personnes n'essayent d'en rejeter sur moi la responsabilité. Elles n'ont pas voulu croire à ce que j'écrivais; elles se sont obstinées dans une confiance que j'ai toujours combattue. J'ai toujours craint cette issue et j'ai toujours dit que je la craignais. Je l'ai dit le 17 mars, trois semaines après mon arrivée à Londres; je l'ai répété plusieurs fois depuis cette époque. Dans les trois semaines qui viennent de s'écouler, j'ai rendu compte, presque jour par jour, de ce qui se passait et se préparait. Je n'ai nul oubli, nulle négligence, nulle légèreté à me reprocher. Je n'ai pas la sotte prétention de ne me tromper jamais. Mais quand j'ai employé sérieusement, consciencieusement tout ce que j'ai d'intelligence et de volonté, je suis tranquille et je m'en remets à Dieu de l'évènement dont il dispose seul. J'ai été, depuis vingt-six ans que je prends part aux

1. Le traité du 14 juillet entre les quatre grandes puissances, à l'exclusion de la France.

affaires de mon pays, bien attaqué, bien calomnié. Il n'a pas encore été au pouvoir des hommes de troubler ma sérénité intérieure, et j'espère qu'ils ne parviendront jamais jusque-là.

Du reste, je suis fort décidé à ne pas me laisser imputer des fautes que je n'ai pas commises. J'ai toujours accepté sans hésiter la responsabilité de ce que j'avais fait. Je n'hésiterai pas davantage à repousser la responsabilité de ce que je n'ai pas fait. J'ai déjà pris mes mesures pour pourvoir aux attaques ou aux insinuations dont je pourrais être l'objet. J'ai dans ma correspondance officielle et particulière des armes irrésistibles.

Je crois qu'en dernière analyse il y aura dans tout ceci plus de bruit que de mal. Au fond, l'Angleterre ne veut ni de la guerre, ni d'une vraie rupture avec la France. Le public anglais est froid et divisé sur la question d'Orient. Lord Palmerston l'a engagée dans une bien mauvaise voie; mais je suis enclin à penser qu'on trouvera moyen de s'y arrêter quand le danger deviendra grand. La France, malgré le mouvement actuel des esprits, ne fera pas non plus la guerre sans une évidente et pressante nécessité.

Les affaires n'en sont pas moins, et moi en particulier, dans une situation importante et difficile. J'espère que j'y suffirai. On trouve ici ma conduite et mon attitude bonnes; si je ne me trompe, je grandis dans l'estime du public anglais, bien loin d'y perdre. Priez Dieu, vous et mes enfants, de m'éclairer, de me soutenir, et ayez du courage avec moi.

J'ai besoin du vôtre comme du mien. Nous sommes un peu à la merci des évènements.

Répétéz-vous bien en même temps qu'il n'y a pas, dans tout cela, le moindre danger personnel. Je vous le dis, chère maman, parce que je sais à quel point votre imagination peut s'alarmer. Heureusement, vous avez autant de force d'âme que d'imagination. Et vous me dites que votre santé est bonne; soignez-vous bien.

M. Jeanne vous fera parvenir, d'ici à peu de jours, un paquet que je lui ai envoyé, et dont je vous prie de disposer comme je vous l'indique dans un billet joint au paquet.

Adieu, chère maman, mille amitiés bien tendres à Rosiné. Je vous embrasse, vous et mes enfants.

---

71. — A MADEMOISELLE HENRIETTE GUIZOT

Londres, 1er août 1840.

Tu as bien raison, ma chère enfant, de croire que ta bonne maman est pour beaucoup dans tes bonnes dispositions. Son autorité, son exemple, son affection, ses conseils, ses conversations, tout cela vous est profondément salutaire, et c'est là ce qui me donne tout ce que je puis avoir de sécurité loin de vous. Aie toujours pour ta bonne maman le même respect, la même confiance. Non seulement tu t'en trouveras bien à présent, pendant ton enfance et ton

éducation, mais il t'en restera dans tout le cours de ta vie une impression dont tu reconnaîtras souvent l'excellente influence. Ceux que nous avons aimés et qui nous ont fait du bien, nous en font encore quand ils sont séparés de nous ; et il y a, dans ce qu'ils ont fait pour nous, dans les paroles qu'ils nous ont dites, un baume qui ne s'évapore point en leur absence, et qui purifie et fortifie notre âme comme s'ils étaient encore là pour l'y répandre.

Je n'en persiste pas moins, mon Henriette, dans le bien que je pense de toi. A Dieu ne plaise que je t'inspire de l'orgueil ! Tu vois que l'orgueil, la présomption, l'amour-propre, sont au contraire les défauts que je te reproche et que je combats en toi ; mais il faut être juste envers soi-même comme envers les autres ; il faut connaître ses qualités comme ses défauts, ses bonnes dispositions comme ses mauvais penchants ; voici pourquoi : une qualité naturelle, une bonne disposition est un engagement, un devoir reconnu et accepté auquel on n'ose plus manquer. Quand il est établi dans un régiment qu'un homme est brave, il en devient plus brave, il reste brave au milieu des épreuves les plus difficiles. On serait bien plus coupable de ne pas faire le bien auquel on est naturellement disposé, de ne pas déployer un mérite qu'on possède habituellement. Point d'humilité exagérée ou affectée d'ailleurs, ma chère enfant ; il faut avoir le cœur et l'esprit profondément modestes, car nous sommes toujours, les meilleurs mêmes, infiniment au-dessous de ce que nous devrions être ; nous avons con-

tinuellement besoin du secours de Dieu, et nous ne lui apportons jamais nous-mêmes, en retour de ce qu'il nous donne, tout ce que nous pourrions. Mais la modestie n'exclut point en nous le sentiment de ce que nous valons, et la dignité, la fierté morales qui naissent de ce sentiment. Que de choses j'aurais à te dire sur tout cela, ma chère fille ! Je me désole sans cesse de ne pas être avec vous, toujours avec vous, pendant que vous grandissez, que votre caractère et vos idées se forment. Il faut se résigner pour un temps et rendre grâce à Dieu de ce que, loin de moi, vous êtes en si bonnes mains.

Dis à ta bonne maman de ne pas se tourmenter de l'état des affaires. Il y a beaucoup de bruit ; je ne crois à rien de sérieux ; au fond personne ne veut. Nous aurons plus d'embarras que de danger. Priez Dieu que rien ne vienne déranger mon voyage ; c'est ma préoccupation habituelle.

---

72. — A MADAME GUIZOT

Eu, lundi 13 août 1840.

Je n'ai pas pu vous écrire moi-même, ma chère maman. J'en ai chargé M. Herbet. Je suis arrivé tout juste pour déjeuner. Le roi m'a pris aussitôt après, et ne m'a plus laissé aller. J'attends M. Thiers ce matin. Je passerai la journée avec lui, et je compte repartir demain, vendredi, entre six et huit

heures du matin, pour aller coucher à Calais, d'où je partirai samedi pour aller dîner à Londres. Je serai bien aise d'être, pour quelque temps, au terme d'une vie si errante. Malgré ma disposition et ma facilité à dormir en voiture, il y a dans ces jours et ces nuits passés à courir et à changer de lieu, pas mal de fatigue et d'ennuis. Je suis très bien du reste. Et d'autant plus impatient d'être à Londres que je n'aurai de vos nouvelles que là seulement. C'est bien long. Je suis parti sans inquiétude. Cette petite fatigue de Pauline n'était évidemment rien. Je vous ai renvoyé Henriette et Guillaume du château de Trouville, sans pluie. C'est une très jolie habitation, et avec des points de vue charmants. Je persiste, malgré M[lle] de Chabaud, à regretter la mer au Val-Richer. Mais, puisque la mer ne lui est pas bonne, je transigerai; nous mettrons la mer assez loin, pour la beauté du voisinage. J'aime mieux la présence de M[lle] de Chabaud que celle de la mer.

Je crois de plus en plus que la paix ne sera pas troublée. C'est évidemment le désir très dominant en Angleterre; et en France, le mouvement d'opinion qui a très bien fait d'éclater, commence à se calmer. Le roi est dans les dispositions les plus sensées et en même temps les plus fermes. J'aurai les embarras et les épreuves d'une situation très tendue, d'une négociation à la merci des incidents qui pourront survenir en Orient, et des susceptibilités d'amour-propre, soit des supérieurs, soit des subalternes. Lourd fardeau! Mais si je puis le porter

en maintenant la paix entre les deux pays, je ne m'en plaindrai pas; je l'espère.

Je vous ai bien peu vus, ma chère maman, mes chers enfants; je vous ai quittés bien précipitamment. Pourtant j'ai le cœur bien plus serein. Je vous ai vus enfin. J'ai fait l'épreuve de la facilité avec laquelle on peut prendre quelques jours pour se rafraîchir de l'absence. Je suis content de l'état où je vous ai trouvés, content de vous savoir près de rentrer dans le giron du Val-Richer, où vous êtes vraiment bien. Tout ce contentement, toute cette sécurité-là sont bien imparfaits; mais j'en jouis tout en sentant leur imperfection. A présent, c'est sur les nouvelles de votre arrivée au Val-Richer que porte mon impatience. Là, Pauline ne fera pas de longue course à âne et ne mangera pas trop de crème.

Je ne vous dis rien de mon voyage; M. Herbet vous a dit comment nous avions passé de Honfleur au Havre. Je crains moins la mer que lui. Elle était assez grosse. Je n'en ai pas ressenti la moindre atteinte.

Adieu, chère maman; adieu, mes chers enfants, ma bonne Henriette, ma bonne Pauline, mon bon Guillaume. Je vous nomme tous les trois pour me persuader que je vous parle. Adieu. Portez-vous bien; prenez bien vos leçons; amusez-vous bien, mangez de bon appétit; dormez bien; grandissez, grossissez et je vous aimerai comme je vous aime. Plus, c'est impossible. Adieu. Mille amitiés à votre tante et à Mlle de Chabaud.

---

73. — A MADAME GUIZOT

Londres, mercredi 16 septembre 1840.

Je vous écris de mon lit, chère maman, avec un admirable soleil devant moi. Il fait très beau depuis quelques jours. Je n'en ai pas profité hier. J'avais à causer avec lord Palmerston. Je n'ai pas été ailleurs. Rien de nouveau. Les évènements ne sont plus à Londres. Ils sont en Égypte et en Syrie. Je ne les fais plus, je les attends. J'ai eu plus que raison quand j'ai dit à lord Palmerston : « Nous voilà à la merci des incidents et des subalternes. » Cela commence. Cependant je crois toujours qu'il y a plus à espérer qu'à craindre. Je vous demande en grâce de ne pas permettre à votre imagination de s'arrêter sur les mauvaises chances. Vous êtes occupée, vous avez beaucoup de confiance en Dieu, un peu en moi. Il n'y a, dans tout ceci, pas le moindre danger possible pour les personnes. Faites votre œuvre, chère maman; reposez votre pensée sur mes enfants, sur ma vallée. Vous me devez de ne pas user votre force, là où vous ne pouvez rien. Moi, qui suis obligé d'employer la mienne ailleurs, j'aurai un profond, bien profond plaisir le jour où je pourrai me reposer un peu avec vous, mes enfants, et dans ma maison.

Je ne sais si je vous ai dit que je restais chez moi les mardi et vendredi soir, pour le corps diplo-

matique qui ne sait plus que faire de son temps. Ils viennent jouer au whist et prendre du thé et des glaces. Cela leur plaît et la conversation sert toujours un peu. Pour moi, j'attends avec impatience mon trictrac, que j'ai prié Aline de m'envoyer par le Havre. Il n'y a pas moyen d'en avoir un à Londres, à moins de donner 1000 francs pour en faire faire un. Bourqueney y joue très bien. Ce sera mon délassement après dîner. La ressource de Holland-House me reste. Lady Holland est assez souffrante. Elle ajourne sa course à Brighton, et finira, je crois, par n'y pas aller. Ce qu'elle aime le mieux, c'est sa maison et sa société.

Je suis charmé que le petit Piel ait un petit traitement. S'il est rangé et laborieux, c'est une existence assurée. Voyez celle d'Émile. Il est chef de bureau avec 4500 francs, je crois. Je voudrais avoir des nouvelles de sa mère. Elle était mieux; mais il y a longtemps que je n'en ai rien su. Mon pauvre enfant! qu'il avait le cœur chaud et actif pour ceux qu'il aimait!

Ce va-et-vient de la dureté d'oreille de Guillaume me rassure. Je ne sais pourquoi, mais il me semble que cela me rassure. Je suis impatient qu'Henriette ne soit plus jaune du tout.

Deux heures.

Chère maman, je ne vous demande pas de donner des dîners en mon absence; mais permettez-moi d'insister pour que vous engagiez un jour M. Nasse,

un autre jour M. Leroy-Beaulieu, M. Labbey, M. Jeanne à venir dîner avec vous. Soyez sûre que cela leur fera plaisir. Et je tiens à ce qu'en mon absence, vous leur témoigniez cet empressement. J'espère toujours aller vous voir en octobre, mais enfin cela ne dépend pas de moi; et d'ici là, ce n'est pas une affaire d'avoir deux ou trois fois un ou deux hommes à dîner. Cela me laissera au contraire un peu plus libre quand je serai avec vous. Faites cela, je vous prie. C'est bien facile.

Cette jaunisse de Pauline me contrarie. Ne manquez pas de faire venir M. Hue : il ne faut pas se fier à soi-même, avec la moindre maladie. Et la jaunisse en est une petite. Adieu. Je vous embrasse tous. Mille amitiés à Aline et à Rosine.

---

74. — A MADEMOISELLE HENRIETTE GUIZOT

Londres, 1er octobre 1840.

C'est vrai, ma chère fille, voilà la première fois que je ne serai pas avec vous pour le 4 octobre. Triste nouveauté. J'espère qu'elle ne se renouvellera pas. Il m'est absolument impossible de savoir à quel moment je serai libre. Jamais ma présence ici n'a été plus nécessaire.

Bonne maman me dit que tu continues d'être en excellente disposition et en progrès sensible pour le piano. J'en suis charmé. Et je le serai encore plus

quand j'en jouirai. Il m'arrive bien souvent, après le dîner, en me promenant de long et en large dans mon grand salon, de vous désirer bien vivement, ta sœur et toi, assises à un bon piano, et me jouant ce que vous savez. Ce serait une très douce manière de me reposer. Je ne sais me reposer qu'avec quelque chose et surtout quelqu'un qui me plaise. Le repos seul me déplaît.

On me dit aussi que tu as été bonne pour les petites Dillon. Tu as bien raison de penser aux autres, grands ou petits, et de t'occuper de leurs plaisirs. On ne pense jamais assez aux autres, on n'est jamais assez occupé d'eux. Tu verras, en avançant dans la vie, que le principal défaut de beaucoup de gens, c'est de ne pas savoir se suffire à eux-mêmes. Ils ont besoin, tantôt qu'on fasse leurs affaires, tantôt qu'on les amuse. Et ils sont très reconnaissants quand on leur rend l'un ou l'autre de ces services. Avec bien peu de chose quelquefois, avec un peu d'activité et de persévérance pour autrui, on se concilie une bienveillance générale, très douce en soi, et qui peut être très utile. Et puis, c'est un vrai devoir d'être bon, aimable, de l'être à tous les moments de la journée. On fait ainsi beaucoup, beaucoup de bien : on établit autour de soi comme une atmosphère suave et douce, qui attire tout le monde et dans laquelle tout le monde aime à se trouver.

Il y a pourtant un autre conseil que je veux te donner en même temps, mon enfant, et qui semble contraire à celui-là. Il faut savoir refuser aux gens,

même aux gens qu'on aime, les choses qu'il serait déraisonnable de leur accorder, qui seraient mauvaises en elles-mêmes ou injustes, ou nuisibles pour eux ou pour d'autres. Ce serait charmant de n'avoir jamais qu'à être bon et aimable, qu'à dire *oui*. Il faut savoir dire *non*, et le dire très décidément. J'ai vu bien du mal produit dans le monde et dans l'intérieur de la famille, parce qu'on ne savait pas dire *non*, parce qu'on cédait, avec une molle complaisance, à des exigences, à des désirs que pourtant on blâmait. Tu auras à apprendre cette vertu-là, ma chère fille. Pascal, je crois, dit quelque part : « Je n'estime pas un homme qui possède une qualité, s'il ne possède en même temps la qualité contraire. S'il est doux, je veux qu'il soit ferme; s'il est hardi, qu'il soit prudent, » etc.

Pascal a raison. Les mérites qu'il demande sont difficiles. Mais en fait de mérites, mon enfant, la difficulté n'est jamais une raison de renoncer. L'ambition du bien est la seule qui doive être illimitée.

Adieu, ma chère Henriette. Je t'embrasse de toute mon âme. Embrasse les autres pour moi.

---

75. — A MONSIEUR DE BARANTE

Paris, 13 décembre 1840.

Je vous écris enfin, mon cher ami, et je commence par vous demander l'absolution que Mme de Barante m'a déjà donnée. Il y a, je n'ose pas me dire à moi-même combien de temps que je vous ai écrit. Je n'ai point de raison à vous donner. Ne m'en demandez point, et pardonnez-moi. Un jour, quand vous viendrez, quand nous nous verrons, je vous dirai une foule de choses que je ne puis vous écrire, que j'ai sur le cœur depuis si longtemps et qui ne font pourtant aucun tort à ce que j'ai dans le cœur pour vous. Quand je vous les aurai dites, quand vous m'aurez répondu, tout sera fini, et nous reprendrons nos anciennes bonnes habitudes; croyez que je les retrouverai avec un vif plaisir.

Je sors d'une grande lutte. La bataille est, je crois, bien gagnée. Mais je ne me fais aucune illusion; cette bataille-là n'est que le commencement d'une longue et rude campagne. Depuis 1836, depuis la chute du cabinet du 11 octobre, le parti gouvernemental est dissous, et le gouvernement flottant, abaissé, énervé. Le grand péril où nous sommes arrivés par cette voie nous en fera-t-il sortir? Ressaisirons-nous le bien d'une majorité vraie et durable par l'évidence du mal que nous a fait son absence? Je l'espère et j'y travaillerai sans

relâche; c'est commencé. La Chambre est coupée en deux. Le pouvoir est sorti de cette situation oscillatoire entre le centre et la gauche qui a tout gâté depuis quatre ans, même le bien. Mais tout cela n'est encore qu'un commencement. Du reste, je ne veux pas vous envoyer mes doutes, mes inquiétudes. Le monde en est plein, les esprits en sont pleins. Je crois le bien possible, probable même à travers des obstacles, des embarras, des échecs innombrables. Cela me suffit, et cela doit suffire à tous les hommes de sens. La condition humaine n'est pas plus douce que cela.

Dites-moi exactement, avec détails, comment tout ce qui se passe ici apparaît au loin, et l'effet que produisent nos débats, soit en général, soit pour ce qui me touche personnellement. Je tiens beaucoup à savoir cette impression, et je m'en rapporte à vous pour la bien démêler.

J'ajouterai peu de chose à ma dépêche officielle. Elle vous dit, je crois, clairement l'attitude et le langage que je vous demande, car il n'y a en ce moment rien de plus à faire qu'une attitude à prendre et un langage à tenir.

L'isolement n'est pas une situation qu'on choisisse de propos délibéré, ni dans laquelle on s'établisse pour toujours. Mais, quand on y est, il faut y vivre avec tranquillité, jusqu'à ce qu'on en puisse sortir avec profit. L'isolement a pour nous un grand mérite, la liberté. La nôtre est désormais entière. Nous ne devons rien à personne. Nous sommes en dehors de toutes les rivalités comme de tous les

engagements. Nous verrons venir. Nous n'avons nul dessein de rester étrangers aux affaires générales de l'Europe. Nous croyons qu'il nous est bon d'en être, qu'il est bon pour tous que nous en soyons. Nous sommes très sûrs que nous y rentrerons. La France est trop grande pour qu'on ne sente pas bientôt le vide de son absence. Nous attendons qu'on le sente en effet, et qu'on nous le dise. J'ai un dégoût immense de la fanfaronnade, mais la tranquillité de l'attente et la liberté du choix nous conviennent bien.

J'espérais pouvoir vous dire de venir sans retard à Paris. Je l'avais dit à M[me] de Barante. Le roi avec qui j'en ai causé hier à fond, pense qu'en ce moment il vaut mieux que vous restiez encore un peu à Pétersbourg, et je crois qu'il a raison. Il faut voir ce qu'on va tenter, ce qu'on va dire au moins sur les rapports généraux de la Porte avec l'Europe quand on aura enfin réglé ceux de la Porte avec le pacha. Pour nous, pour vous en particulier, ce moment-ci comme observation et conversation a beaucoup d'importance. Vous ne pouvez pas ne pas être là où il y a à observer et à causer. Quand vous croirez vous-même que votre départ n'aurait aucun inconvénient, c'est-à-dire quand vous croirez que votre absence de Pétersbourg n'y ferait pas, une fois par semaine, un vide sensible, vous m'avertirez, et je serai aussi pressé de vous rendre votre liberté que vous de la prendre.

J'ai votre fils avec moi. Je n'ai fait encore que le voir. Je le ferai travailler sérieusement, et, dès que

l'occasion s'en présentera, je tâcherai de l'avancer. J'aime les fils de mes amis.

Adieu. Je n'ai pas besoin de vous dire comment je passe ma vie. Du travail; un peu de repos dans une conversation intime; beaucoup de solitude intérieure. Londres me convenait. Adieu. Croyez à mon ancienne amitié.

---

76. — A LADY HOLLAND

Paris, 3 janvier 1841.

My dear lady Holland,

J'espère que vous m'avez pardonné mon silence. Je me le suis souvent reproché, mais je vis au milieu d'un bruit qui ne me permet pas toujours d'écouter le remords le plus sincère. Ce bruit se calme un peu, et je viens vous demander si vous me gardez toujours cette amitié si bonne dont vous m'avez fait jouir pendant un temps que j'ai trouvé si court. Vous étiez heureuse, my dear lady Holland[1], et vous faisiez à vos amis une grande part dans votre bonheur. Je voudrais maintenant prendre ma part dans vos peines; je voudrais vous être bon à quelque chose de loin, à vous qui avez été si aimable de près. Dites-moi, enseignez-moi vous-même ce qui peut vous plaire, ce que vous regarde-

1. Lord Holland était mort l'année précédente.

riez comme une marque de mon tendre et respectueux dévouement.

Je pense à vous, à Holland-House, à ses beaux cèdres, à son escalier, à sa bibliothèque peuplée de ces beaux portraits d'amis parmi lesquels j'ai pris plaisir à placer le mien. Je pense à nos conversations si intéressantes, si confiantes. J'ai ressenti un vrai, un vif chagrin quand j'ai vu le nom qui vous est cher compromis d'une façon si inconvenante dans nos débats. J'aurais voulu qu'il me fût possible de répondre moi-même et sur-le-champ à toutes ces paroles qui ont dû vous blesser. J'aurais voulu raconter moi-même lord Holland à tout le monde, sa bienveillance si sincère pour la France, son désir si persévérant de maintenir entre nos deux pays une amitié qu'il regardait comme excellente pour tous les deux, et en même temps sa constante préoccupation pour son propre pays, son dévouement si tendre pour la reine, son attachement si fidèle pour ses collègues. Je n'ai rencontré personne qui sût concilier à ce point tous les devoirs, tous les sentiments, toutes les idées. Dans la confiance de nos entretiens, j'ai bien souvent regretté que tout le monde ne fût pas là pour l'entendre, tout le monde, Anglais, Français, ceux dont il ne partageait pas les opinions comme ceux qui étaient de son avis. Il aurait exercé sur tout le monde une influence bien salutaire, et les absurdes propos qui ont été tenus, depuis qu'il n'est plus là, auraient été complètement impossibles.

Je ne vous afflige pas, j'espère, my dear lady Hol-

land, en me laissant aller avec vous à l'expression de mes sentiments et de mes regrets. Je ne vous les exprimerai jamais tout entiers, et si vous étiez ici, si vous entendiez le roi, la reine, tous vos anciens amis, toutes les personnes qui vous ont vue seulement en passant, je suis sûr que vous trouveriez dans leur langage un peu de ce plaisir triste et doux qu'on essaye quelquefois de prendre pour une consolation.

Adieu, my dear lady Holland, soyez assez bonne pour me donner de vos nouvelles. J'aurais bien des choses à vous dire; je donnerais beaucoup pour aller quelquefois me reposer, auprès de vous et dans votre conversation, de la fatigue que me cause cette lutte sans relâche contre les passions et les sottises des hommes.

J'espère, je crois fermement que la bonne cause triomphera. Mais, en vérité, on s'épargnerait beaucoup de maux et d'ennuis si l'on commençait par où, tôt ou tard, il faudra finir.

Adieu encore. Permettez-moi de vous prier de me rappeler au souvenir de M. Allen et de tous les vôtres; et croyez, je vous prie, à mon tendre, respectueux et inaltérable dévouement.

---

77. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Paris, 24 juillet 1842.

Chère amie, rien n'a été plus grave depuis 1830. Nul pays ne serait trop sage pour une telle épreuve[1], et elle ne me trouve pas en grande confiance dans la sagesse du pays. Vous m'avez quelquefois reproché de n'en avoir pas assez bonne opinion. J'en ai eu trop bonne opinion. Les élections m'ont appris ce que j'aurais dû prévoir, que les lumières qui ont éclairé les Chambres ne pénètrent que bien longtemps après dans le pays, que les victoires gagnées dans les Chambres ne le sont pas de longtemps dans le pays. Ce n'est pas l'opposition qui a gagné les élections ; c'est le parti conservateur qui les a perdues par son défaut d'intelligence et de courage. Je vous parle là comme je ne parle à personne. Je ménage fort, dans mon langage, le parti qui, après tout, est le mien. Je ne conviens point que les élections soient perdues. Et, en effet, elles ne le sont point, puisque nous avons, je l'espère, assez de force pour regagner dans les Chambres ce que nous aurions dû gagner dans les colléges électoraux. J'y ferai de mon mieux. J'irai jusqu'au bout de la persévérance possible ; mais c'est difficile. Si je pouvais leur faire honte de ce qu'ils ont cru et fait, de ce qu'ils croient et font encore ! Mais,

1. La mort du duc d'Orléans.

il faut en même temps leur dire la vérité et ménager leur amour-propre. Je ne désespère pas du tout de la victoire, mais je suis las de la lutte. Pourtant soyez tranquille, je ferai comme si je n'étais pas las. Les intrigues font feu croisé : intrigues du 15 avril, du 12 mai, du 1er mars, chacune pour son compte et toutes ensemble contre moi. On a offert au roi la loi de régence et la dotation qu'il voudrait s'il voulait me sacrifier. Il a répondu royalement et, je crois, très sensément. Il n'a jamais été mieux pour moi.

Le cabinet tiendra bien ensemble. J'aurai dans la Chambre un bon bataillon sacré; j'y compte bien Agénor[1]. Il leur convient d'avoir le front et le verbe hauts; ils rallieront les timides. La famille royale est établie dans son malheur : c'est un premier pas vers ce triste repos qui est encore un bien dans le malheur. Le roi, à travers des alternatives de larmes et d'abattement, est admirable de force d'esprit et de corps. La reine est soumise à Dieu. Madame est dévouée à son frère. Mme la duchesse d'Orléans est haute, simple et pénétrée. Les quatre princes sont charmants d'affection réciproque, de bonté et de droiture. C'est un spectacle qui me touche et me plaît tristement.

L'Europe est à merveille pour nous : émue, raisonnable, très frappée de l'évènement, mais sans aucun mauvais sentiment. On nous observera avec

1. M. Agénor de Gasparin, député de la Corse, fils de M. Adrien de Gasparin.

inquiétude; on ne nous suscitera ni embarras, ni danger. Pourvu que nous nous conduisions passablement! Tout dépend de nous-mêmes.

Adieu, chère amie. Écrivez-moi souvent, très souvent; vos lettres me font plaisir et bien.

---

78. — MONSIEUR LE GÉNÉRAL BUGEAUD, A ALGER

Paris, 19 juillet 1843.

Mon cher général, j'espère bien que vous aurez compris pourquoi je n'ai pas répondu à vos dernières lettres, et surtout à celles où vous me parliez d'une manière si aimable de mes luttes de cette session. J'étais triste de ne pouvoir vous annoncer que vous alliez recevoir la juste récompense de vos luttes à vous. J'ai mieux aimé ne pas vous parler du tout que ne pas vous dire tout ce que je pensais. Aujourd'hui, j'ai le cœur à l'aise. Le colonel de la Rue vous apporte la certitude très prochaine du bâton que vous avez si bien gagné. Vous rendrez, je n'en doute pas, le nouveau service qu'on vous demande. Vous resterez un an de plus en Afrique comme maréchal, et vous en reviendrez dans un an, après avoir tout préparé pour le jeune, mais très digne successeur qui vous est destiné. Il fait preuve lui-même d'un grand sens, en voulant encore une année de préparation pour la difficile

tâche qu'il aura à accomplir en vous succédant. Vous avez tenu dans tout ceci, mon cher général, une très noble et très patriotique conduite. Vous en recevrez une récompense plus précieuse encore que le bâton de maréchal; vous ferez un pas de plus dans l'estime de votre pays.

Voilà notre session qui finit : elle finit bien. Le cabinet et la majorité se séparent contents l'un de l'autre, ayant le sentiment qu'ils se sont bien soutenus et fortifiés mutuellement. Voilà bientôt trois ans que nous faisons, vous et moi, mon cher général, une bien rude guerre. Nous avons eu tous deux du succès. Mais je suis encore plus loin que vous du terme de la guerre; et j'ai plus de batailles que vous en perspective dans l'avenir. Comme il plaira à Dieu. Je ne suis guère accessible au découragement. D'ailleurs, quand on a réussi, on n'a jamais le droit de se plaindre, quelque effort qu'il ait fallu faire, et quelque fatigue qui en reste.

Adieu, mon cher général, donnez-moi de vos nouvelles, et croyez à ma bien sincère et déjà vieille amitié.

---

79. — A MONSIEUR DE BARANTE

Lundi 21 octobre 1844.

Mon cher ami, je veux vous donner moi-même de vos nouvelles. Je reviens d'un beau et utile voyage[1], je reviens fatigué, mais bien mieux portant qu'au moment de mon départ. J'avais été assez souffrant. Pure accumulation de fatigue. Je n'ai pas quitté Paris quinze jours depuis quatre ans. La dernière session a été très longue et très rude. Je m'étais promis trois semaines au Val-Richer. Taïti et le Maroc me les ont ôtées et m'ont, au lieu de cela, fortement occupé et préoccupé. Quand j'ai été hors de Taïti et du Maroc, je me suis trouvé excédé. La bile s'est mise en mouvement. Il a fallu me purger et me reposer tout à fait. J'étais déjà mieux par le seul fait du complet repos, quand l'heure du voyage est venue. Le changement d'air, le mouvement physique, la distraction m'ont réussi au delà de mon attente. Et puis aussi le plaisir du succès, qui est un bon cordial. Les dernières trente-six heures de voyage ont été très fatigantes. J'ai été malade comme un chien entre Douvres et Calais. J'ai encore besoin de repos, de soin. Mais à tout prendre, je suis beaucoup mieux. L'appétit et la force me reviennent. Je me ménagerai fort d'ici à

1. Le roi avait été à Windsor rendre à la reine d'Angleterre la visite que celle-ci lui avait faite au château d'Eu.



la session; je verrai peu de monde, je ferai mes affaires tranquillement dans mon cabinet, et j'espère qu'à la fin de décembre, l'opposition, qui sera au moins aussi violente que si je n'avais pas réussi, me trouvera en état de lui tenir tête.

L'effet du voyage est excellent, excellent en Angleterre, excellent ici. Ici tout ce qui me revient me donne à croire que le public est content. J'ai vu moi-même l'impression publique à Calais, Boulogne, Montreuil, sur toute notre route. Elle était juste, naturelle et très vive. Vif plaisir de ravoir le roi en France. Vif et joyeux orgueil de l'accueil qu'il venait de recevoir en Angleterre et du spectacle donné à l'Europe. Vive satisfaction de la consolidation de la paix. Tout cela était dans tous les discours, dans toutes les conversations, sur toutes les physionomies. Il me semble que plus ou moins vive, cette impression est partout la même. Les journaux, malgré leur inépuisable puissance de mensonge, ne viendront pas à bout de la changer. Ils sont embarrassés, et ne savent rien de mieux que de se taire sur le voyage et de chercher à l'étouffer sous leur silence. Je suis fait à cette guerre-là. Je l'ai soutenue en bien moins bonne position qu'aujourd'hui. J'ai cru au succès dans les plus mauvais moments. J'y crois toujours et je continuerai. En Angleterre, nous n'avons, quant à présent, rien à désirer. La disposition est parfaite et la satisfaction grande. La popularité du roi dans le public anglais a réagi sur le cabinet, qui était bienveillant, mais inquiet et timide. Aujourd'hui il est bien décidé à

laisser petites toutes les petites questions, et à maintenir toujours, au-dessus des incidents, des conflits locaux, des embarras momentanés, la grande politique de la paix, et de la bonne intelligence avec nous. Je suis convaincu que cela se peut, que cela est plus aisé à Londres qu'à Paris, que j'y réussirai à Paris si l'on m'aide à Londres; mais je reconnais qu'il y faut la volonté permanente et l'action commune des deux gouvernements, et que, si l'un des deux faiblit un moment, la tâche devient impossible pour l'autre. J'espère tout à fait que ni l'un ni l'autre ne faiblira.

L'affaire du droit de visite est bien bien difficile, aussi difficile à Londres qu'à Paris. Cependant je poursuis.

En voilà bien long, mon cher ami, pour un homme qui a beaucoup à faire et qui veut se reposer. Je n'oublie point ce qui vous touche, et l'ennui de votre position actuelle. Votre fils va bien à Dresde.

Adieu. Mes plus tendres respects à Mme de Barante. Ma mère et mes enfants sont en très bon état. Au fond, j'ai perdu tout sentiment de sécurité, mais je n'ai sujet à aucune inquiétude.

Adieu. Tout à vous.

80. — A Mrs AUSTIN

Beau-Séjour, mardi 22 juillet 1845.

Dear Mrs Austin,

Je veux vous donner moi-même de mes nouvelles. Je vais bien. Je vous remercie de m'aimer toujours, et je vous le rends du fond du cœur. Je n'ai pas le droit de dire que l'affection vraie est rare, car Dieu m'en a comblé dans le cours de ma vie, et c'est incomparablement le plus beau don qu'il m'ait fait. Mais plus je vis, plus je suis touché de ce bonheur-là, le seul qui fortifie et repose au milieu de tant de luttes et d'épreuves. Parlez-moi donc de votre bonne amitié. Gardez-la-moi comme on garde un trésor à un absent. Si j'avais pu conduire ma mère et mes enfants à Carlsbad, je serais allé bien volontiers vous y rejoindre. Je ne vais pas même à Vichy. M. Andral m'en dispense. Les eaux que j'ai bues et les bains que j'ai pris chez moi m'ont suffi pour cette année. Nous partons tous dans cinq jours pour le Val-Richer, où je passerai le mois d'août. Ce n'est plus de repos de corps, c'est de vacances d'esprit que j'ai besoin. Je me promets de m'en donner. Nous verrons si j'y réussirai. J'ai assez de sérénité dans l'activité. Je sais supprimer au dedans de moi les agitations inutiles. Mais je ne sais guère endormir ma pensée. Je sens pourtant que c'est là ce qu'il me faudrait un peu.

Du reste, je suis content. La session de nos Chambres finit bien. Mes amis sont confiants; mes adversaires (je n'aime pas à dire mes ennemis) découragés. Je suis bien aise d'avoir placé les questions religieuses, qui recommencent évidemment à remuer le monde, dans une région un peu haute. Je tâcherai d'empêcher qu'elles n'en descendent. Londres et Rome, les deux capitales des deux grandes fois modernes, m'ont témoigné de la considération et de la confiance. J'en jouis beaucoup. Mais les meilleurs succès n'épargnent aucune lutte, aucun travail. Le gouvernement est le rocher de Sisyphe. Tout est toujours à recommencer.

Adieu, chère mistress Austin. Ma mère n'est pas mal. Mes enfants sont à merveille. Ils vous aiment tous beaucoup et ils ont raison. Mes bien sincères amitiés à M. Austin, dont la bienveillante estime m'est précieuse, et mes plus tendres respects pour vous.

---

81. — A MONSIEUR LE COMTE D'ABERDEEN

Paris, jeudi 2 octobre 1845.

My dear lord Aberdeen,

Je n'ai nul droit de m'étonner des suppositions et des appréhensions qu'excite, chez vous, ce qu'on appelle nos préparatifs et nos armements maritimes,

car j'en suis également assailli. Il n'est bruit en France que des armements et des préparatifs maritimes de l'Angleterre.

Vous équipez de nombreux vaisseaux. Vous construisez, ou vous êtes sur le point de construire, dans vos ports, toutes sortes de fortifications. Vous vous préparez évidemment à la guerre. Nous n'avons aucun moyen de résistance. Notre marine, nos côtes, nos ports, sont dans un état pitoyable. Nous serons pris au dépourvu, etc., etc.

Tout cela est écrit tous les matins dans nos journaux. Tout cela est dit, répété, propagé d'un côté par les ennemis de la paix et de la bonne intelligence entre vous et nous; de l'autre, par les badauds, et il y en a beaucoup, même parmi nos amis.

Toutes les fois et avec toutes les personnes qui me parlent de la sorte, je nie absolument les faits. J'affirme que les préparatifs qui se font, les travaux qui s'exécutent dans vos chantiers ou dans vos ports n'ont rien que de naturel et de pacifique. Je l'affirme parce que j'en suis convaincu.

Des ministres, dévoués comme nous à la politique de la paix, seraient insensés de préparer ou de laisser préparer la guerre. Par les charges qu'ils imposeraient à leur pays, ils les priveraient des principaux avantages de la paix qu'ils leur promettent. Et ils amèneraient presque infailliblement la guerre dont ils veulent les préserver. Dans l'état actuel de nos sociétés, au milieu d'une publicité universelle et continuelle, avec les habitudes de bravade imprévoyante et de méfiance crédule inhérente à l'esprit

démocratique, la vieille maxime, *si vis pacem, para bellum*, est devenue absurde et dangereuse. Préparer la guerre aujourd'hui, ce serait y marcher. Pour maintenir la paix, il faut mettre toutes choses sur le pied de paix, les forces matérielles comme les dispositions morales de la société et du gouvernement.

C'est ce que nous faisons. Je vous assure, pour notre compte, comme j'affirme ici pour le vôtre, que nous ne faisons rien qui ressemble à des préparatifs de guerre, et que nous ne travaillons à fonder, sur nos côtes, comme dans l'intérieur, en fait d'armée, qu'un établissement de paix.

Sans doute les grands travaux publics que nous exécutons aujourd'hui et qu'exécutent, comme nous, presque toutes les nations européennes, les routes, les canaux, les chemins de fer serviraient beaucoup en cas de guerre. Sans doute, dans l'exécution de ces travaux, on tient compte des considérations stratégiques et de l'emploi qui pourrait, un jour, en être fait en ce sens. Mais cela n'empêche pas que le caractère et le résultat dominants de ces travaux ne soient essentiellement pacifiques. Ils ont pour but et pour effet de multiplier et de faciliter les relations des peuples, d'améliorer et d'embellir la condition des hommes. Toutes choses qui sont autant d'éléments de paix. Qui peut douter qu'au milieu de toutes ces voies de communication, de toutes ces machines, de tous ces moyens d'action qui rendraient la guerre si prompte et si facile, la paix ne soit infiniment plus sûre, et la guerre infi-

niment moins probable qu'elles ne l'étaient quand il y avait peu de routes, point de chemins de fer, et à peu près point d'arsenaux?

Il n'y a évidemment, dans l'activité générale de la France comme du reste de l'Europe, en matière de travaux publics, rien que de pacifique, en résultat comme en intention.

Il se peut que chez nous, et en ce moment, cette activité porte sur une plus grande variété d'objets et se déploie dans un plus grand nombre de lieux qu'il n'arrive ailleurs, par exemple chez vous. Nous entreprenons et nous exécutons bien des travaux dans nos ports comme dans l'intérieur, pour nos intérêts commerciaux comme pour nos intérêts agricoles, pour notre état militaire comme pour notre état civil. Pourquoi tant de choses diverses à la fois? Parce que le gouvernement actuel a succédé à deux gouvernements qui n'avaient, sous ces divers rapports, point accompli leur tâche. L'Empire, qui faisait beaucoup, détruisait encore davantage; et, en fait de travaux publics et de ressources matérielles, il a consommé bien plus qu'il n'a produit, et nous a laissés fort arriérés et fort dépourvus. La Restauration était un gouvernement indolent, préoccupé de sa situation, peu disposé à s'engager dans de grands travaux qui exigeaient le concours actif et confiant des Chambres et du pays. Nous avons trouvé, en ce genre, en 1830, de graves oublis à réparer, de grands vides à combler. C'était notre devoir d'y travailler. Et en même temps, nous avons entrepris de contenir, de diriger vers les

intérêts et les œuvres de la paix, l'ardeur nationale passionnément ranimée. Pour l'attirer dans cette voie, pour qu'elle y trouvât la sécurité, les moyens d'action, les garanties et les satisfactions dont elle avait besoin pour remettre nos routes, nos canaux, nos places, nos forts, nos arsenaux, tout notre établissement matériel sur le pied nécessaire à ce but, nécessaire au sein de la plus complète paix, nous avons eu immensément à faire. Nous le faisons. C'est là la cause de l'activité qui se déploie, chez nous, en matière de travaux publics, de son étendue et de sa variété.

Voici, entre ces divers travaux, le résumé des principaux faits relatifs à ceux dont on se montre, chez vous, si préoccupé, aux travaux maritimes. Vous verrez par là combien l'esprit qui préside à ces travaux est pacifique, et combien leurs résultats généraux le sont également.

Les travaux dans les ports sont de deux sortes. Les uns ont pour objet la sécurité, la facilité, l'extension du commerce et de la navigation commerciale. Les autres se rapportent aux fortifications et à l'état militaire.

Les premiers sont essentiellement pacifiques, car ils ne sont entrepris et exécutés qu'en vue et dans la confiance de la paix. Les seconds seuls annoncent des prévoyances et des précautions de guerre.

La grande, la très grande majorité des travaux exécutés ou entrepris dans nos ports est de la première classe. Depuis 1839, nos Chambres ont voté 123 000 000 de francs pour des travaux de ce genre,

agrandissement des anciens bassins ou construction de bassins nouveaux rendus nécessaires par l'accroissement du nombre ou de la dimension des navires de commerce; construction de cales, d'écluses de chasse, de jetées, de quais, de phares, etc.; tous travaux consacrés aux intérêts commerciaux et sans aucune destination militaire.

Dans cette somme totale, les constructions ou élargissements de quais, pour la commodité du commerce ou l'embellissement des villes, s'élèvent seuls à 8 175 000 francs. Une somme de 2 500 000 francs est destinée à des constructions de phares pour compléter notre système général d'éclairage des côtes.

Ces travaux ont été exécutés ou sont en cours d'exécution dans trente-trois ports différents, dont trente sont des ports uniquement de commerce. Le port de Marseille seul y est compris pour 24 380 000 francs, et celui du Havre pour 25 922 000 francs.

Quant aux travaux de fortification et d'utilité militaire, diverses commissions spéciales ont été, depuis 1818, chargées par le département de la guerre d'examiner quels seraient les ouvrages nécessaires pour compléter la défense de nos ports et de nos côtes, et quelles sommes il y faudrait consacrer. En 1842, la dernière de ces commissions a terminé son travail d'ensemble, et il résulte que 90 000 000 de francs seraient nécessaires dans ce but. Sur cette évaluation, 8 350 000 de francs ont été votés, en 1845, pour des travaux à exécuter par

le département de la guerre dans les ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon. Treize millions ont été alloués au département de la marine pour le curage des ports et la construction de trois digues nouvelles à Toulon et à Port-Vendres. Les autres travaux, indiqués dans le rapport de la commission, ne sont encore qu'à l'état de projets : *desiderata*.

Je ne fais que recueillir et résumer des faits publics, qui ont été publiquement discutés et qui s'exécutent publiquement. Vous savez, my dear lord Aberdeen, que, chez nous comme chez vous, en pareille matière et pour de telles dépenses, il ne peut y avoir lieu de secret. N'est-il pas évident que l'esprit de paix, la volonté et la confiance de la paix président à ces travaux et que, considérés dans leur ensemble, ils ne peuvent avoir qu'une influence et des résultats pacifiques ?

Je suis convaincu qu'il en est de même chez vous, et je le dirai dans l'occasion. Dites-le également pour nous. Repoussons, démentons nettement, de part et d'autre, les mensonges intéressés de l'esprit de parti et les erreurs puériles de la badauderie. La politique que nous pratiquons n'a rien qui ne puisse être dit tout haut. Plus nous la montrerons à découvert, plus elle sera, dans nos deux pays, forte et rassurante. Et plus aussi nous nous sentirons nous-mêmes à l'aise et sûrs de notre fait en la pratiquant.

Je joins ici, sur les travaux du port de Calais, une note spéciale qui vous montrera que ceux-là aussi ont pour objet la sécurité de la navigation et

la commodité des relations pacifiques entre nos deux pays. Si vous aviez débarqué à Calais au lieu du Tréport, vous en auriez été à l'instant convaincu.

Adieu, my dear lord Aberdeen. Vous allez vous reposer en Écosse. Je vous en fais mon compliment. Moi, je viens au contraire de rentrer dans le mouvement et le bruit de Paris. Croyez-moi plus que jamais et bien sincèrement tout à vous.

---

82. — A LORD ABERDEEN

Paris, 13 décembre 1845.

My dear lord Aberdeen,

Je suis bien triste [1]. Nous faisions de la si honnête et si grande politique ! Et nous la faisions si amicalement ! Qu'y a-t-il de plus rare dans la vie publique qu'un peu de sincérité et de vraie amitié ? C'était très bon pour nos deux pays et très doux pour nous-mêmes. Je ne puis, je ne veux pas croire que ce soit réellement fini. J'envie Jarnac d'avoir pu nous témoigner tout ce que cette séparation lui faisait éprouver. Ce qu'on dit est déjà si peu ! Ce qu'on écrit est bien moins encore. Gardez-moi tout ce que vous m'avez donné. J'y ai droit et j'y compte. Et j'y tiendrai d'autant plus que nous n'aurons plus, à

1. Le cabinet de lord Aberdeen et de sir Robert Peel semblait sur le point de tomber.

chaque instant, l'occasion de mettre à l'épreuve et de resserrer notre confiance mutuelle. Quand nous reverrons-nous? Je donnerais beaucoup, beaucoup, en ce moment, pour vous serrer la main et avoir avec vous une demi-heure de conversation.

Le roi et la reine, que je quitte, me chargent expressément l'un et l'autre de vous témoigner leur vive peine et leur vif désir que vous croyez bien, et toujours, aux sentiments qu'ils vous portent et qu'ils vous porteront. Mgr le duc de Nemours était là aussi. Je voudrais que vous les eussiez entendus. Ils vous prient d'exprimer de leur part à sir Robert Peel des regrets et des sentiments pareils. Parlez-lui aussi de moi, je vous prie. Je ne lui écris pas aujourd'hui, je ne ferais que lui répéter ce que je vous dis. J'espère qu'avec lui aussi, pendant l'interruption de nos relations politiques, nos relations personnelles resteront aussi affectueuses, aussi cordiales qu'elles l'ont été depuis quatre ans.

Adieu, my dear lord Aberdeen. Que de choses j'aurais à vous dire! Mais je ne puis vous parler de rien que de ce que j'ai dans le cœur. Tout à vous, comme jadis et pour toujours.

---

83. — A LORD ABERDEEN

Paris, 22 décembre 1845.

My dear lord Aberdeen,

Je suis aussi joyeux que j'étais triste[1]. Je ne veux pas me refuser le plaisir de vous le dire. Et pas un mot de plus. Vous avez fort à faire, moi aussi; et nous n'avons nul besoin de paroles; nous continuerons ce que nous faisions, avec un degré de plus de satisfaction et d'amitié, si je ne me trompe. Je n'écris pas à sir Robert Peel, dites-lui, de ma part, ce que je lui dirais. Et remerciez-le de son affectueuse lettre; la vôtre m'a été au cœur, où vous n'avez nul besoin d'aller, car vous y êtes bien établi.

Adieu, tout à vous.

---

84. — A LORD ABERDEEN

Paris, 28 avril 1846.

My dear lord Aberdeen,

Lord Palmerston repart aujourd'hui pour Londres. Je veux vous dire moi-même ce que je pense

1. La crise qui menaçait le cabinet tory s'était momentanément calmée.

de son séjour ici, de l'impression qu'il y laisse, et de celle que probablement il en remporte. Il est en droit de dire qu'il a été bien reçu. On a vu dans son voyage une réparation du passé, un témoignage éclatant du besoin et du désir qu'il ressentait de se montrer bien avec la France. Déjà au mois de décembre dernier, les incidents de votre crise ministérielle, et l'obstacle qu'avaient opposé, au retour de lord Palmerston, les souvenirs de 1840, avaient flatté l'amour-propre de notre public. Sa venue à Paris, dans le but évident d'effacer ces souvenirs, a été une nouvelle satisfaction. L'animosité s'est calmée. La curiosité et la courtoisie sont venues à sa place.

Lord Palmerston n'a rien négligé pour cultiver cette disposition. Il est allé, avec empressement, au-devant du bon accueil. Il a vu tout le monde, il a répété à tout le monde qu'il était, autant que personne, ami de la paix, de la France, partisan de l'entente cordiale, et bien décidé à la continuer, s'il lui arrivait de revenir au pouvoir.

Dans une conversation, la seule à vrai dire que j'aie eue avec lui il y a cinq jours, j'ai expliqué comment nous avions, vous et moi, réussi depuis cinq ans à rétablir et à maintenir l'entente cordiale. J'ai rappelé les questions très délicates qui se sont rencontrées sur nos pas, le Maroc, l'Espagne, la Grèce, Taïti, le droit de visite. Pourquoi les avons-nous heureusement traversées? Parce que nous ne nous sommes jamais laissé entraîner à oublier l'intérêt supérieur en présence de tel ou tel intérêt

secondaire, parce que nous avons constamment placé notre politique générale de paix et de bonne intelligence au-dessus de toutes les questions spéciales. J'ai tenu à ce que lord Palmerston vît clairement combien l'intimité de nos deux cabinets est vraie et profonde, et quelle en est la base. J'ai la confiance qu'il n'y a eu dans l'accueil que lord Palmerston a reçu du gouvernement du roi, rien de plus que ce que prescrivait la stricte convenance et rien qui n'ait confirmé, sur nos relations et notre politique, l'impression que j'ai désiré lui donner.

L'opposition l'a beaucoup recherché et fêté. Notre public a ri et vous aurez ri aussi en entendant dire que M. Thiers a, huit heures durant, démontré et expliqué à lord Palmerston les fortifications de Paris. Peut-être lord Palmerston a-t-il lui-même trouvé cet empressement un peu étrange. Peut-être en emporte-t-il l'idée que les Français sont bien légers, bien prompts à passer d'une impression à l'autre, et qu'il n'y a pas grand inconvénient à leur donner des moments d'humeur, puisqu'il est si aisé de les en faire revenir. Il se tromperait, car, sous ces impressions mobiles et superficielles, le fond des choses subsiste et ne tarde pas à reparaître. Déjà depuis quelques jours, autour de l'opposition et jusque dans son sein, on commence à dire que c'est trop de fêtes, et que, probablement, lord Palmerston n'est pas lui-même si changé qu'on doive changer si complètement envers lui de sentiment et d'attitude. Je crois, à tout prendre, my dear lord Aberdeen, que si ce voyage changeait, en An-

gleterre, la situation du voyageur, ce serait un effet très exagéré et fondé sur l'apparence plutôt que sur la réalité des choses ; car en France, pour les hommes sérieux, lord Palmerston a paru, au fond, toujours le même, avec les mêmes dispositions, le même tour de caractère et d'esprit; et pour le public, même de l'opposition, l'accueil qu'on lui a fait ne repose que sur des intérêts momentanés de parti et sur des impressions qui, au moindre choc, s'évanouiraient aussi brusquement qu'elles sont venues, et feraient de nouveau place à des impressions fort contraires.

Adieu, my dear lord Aberdeen. Je voudrais vous parler de bien d'autres choses. Il n'y a pas moyen aujourd'hui. Je ne vous dis rien non plus du plaisir profond qu'a causé au roi, à la famille royale, à moi, à nous tous, le discours de sir Robert Peel, à *Mansion house*. J'envoie à M. de Sainte-Aulaire des lettres auxquelles je ne puis rien ajouter.

Tout à vous de tout mon cœur.

---

85. — A LORD ABERDEEN

Paris, 6 juillet 1846.

My dear lord Aberdeen,

Il faut donc enfin que je vous écrive pour vous dire adieu. Je n'espérais pas et pourtant j'attendais. C'est pour moi un si vif déplaisir, un regret si profond ! On ne se résigne qu'à la dernière extrémité.

Vous sortez bien glorieusement. J'ai appris votre bonne fortune de l'Orégon avec autant de joie que si elle m'eût concerné personnellement. Vos succès étaient mes succès. Vous partirez probablement bientôt pour Haddo. Moi, je pars dans quelques jours pour le Val-Richer. Que ne pouvons-nous mettre en commun notre repos, comme nous avons mis en commun notre travail! Je suis sûr qu'en loisir et liberté, à nous promener et à causer sans autre but que notre plaisir, nous nous conviendrions et nous nous plairions mutuellement, aussi bien que nous nous sommes mutuellement entendus et soutenus dans les affaires; mais on arrange si peu sa vie comme on voudrait! on jouit si peu de ses amis! on se rencontre, on s'entrevoit un moment; puis on se sépare et chacun va de son côté, emportant des souvenirs doux qui deviennent bientôt de tristes regrets. Je suis cependant très décidé à ce que ceci ne soit pas entre nous une séparation. Vous reviendrez en France. Je retournerai en Angleterre. Et puis, qui sait? J'ai la confiance que, bien souvent encore, n'importe dans quelle situation, nous servirons ensemble la bonne et rare politique que nous avons fait triompher depuis cinq ans. Quoi qu'il arrive, il faut que nous nous retrouvions quelque part, et que nous nous entretenions de toutes choses plus librement, plus intimement encore que nous ne l'avons jamais fait. Gardez-moi, en attendant, toute votre amitié, my dear lord Aberdeen. C'est bien le moins que je ne perde rien dans la vie privée. Pour moi, je vous aime et je vous aimerai toujours

de tout mon cœur. Donnez-moi, je vous prie, bientôt de vos nouvelles. Je ne me contenterai pas de ce que m'en dira Jarnac. Que je lui envie le plaisir de vous voir !

Tout à vous du fond de l'âme.

---

86. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Paris, 4 novembre 1846.

Chère amie, soyez sûre que j'ai fait une grande et belle chose[1]. J'aurais autant aimé n'avoir pas à la faire, car elle ne sera point gratuite. Mais il n'y avait pas moyen ; il fallait choisir entre un grand succès ou un grand échec, entre la défaite et le prix de la victoire. Je n'ai pas hésité. L'évènement s'est accompli admirablement, comme un programme de fête, sans que tout le bruit, toutes les attaques, toutes les menaces, toutes les menées du dehors aient réussi à le déranger dans un détail, ou à le retarder d'un jour. Le duc et la duchesse de Montpensier arrivent aujourd'hui à Saint-Cloud. Ce soir, le dernier mot de la dernière scène du dernier acte sera dit. Je reste avec un lourd fardeau sur les épaules, mais en bonne position pour le porter. Si mon pays, si les Chambres me comprennent et me soutiennent dans la bonne conduite à tenir désormais, il n'y a point

1. Les mariages espagnols.

de danger, point de danger du tout. Nous continuerons de grandir en Europe, de grandir sans nous remuer, et personne ne touchera à nous. Je n'ai jamais eu plus de confiance. J'ai besoin seulement de deux choses : de ma santé et de l'appui du pays. Pour le moment, je me porte bien; nous verrons si cela durera. Je n'ai jamais rien vu de si bête et de si honteux que l'opposition, celle du moins qui parle dans les journaux : j'attends celle des Chambres. Je touche en passant au point vital de la situation. Que de choses j'aurais à vous dire! des choses qui vous remueraient, qui vous toucheraient, qui vous agiteraient, qui vous amuseraient; mais il faut courir! Mon temps s'en va.

Lord Palmerston a compté sur quatre choses : 1° que nous reculerions; 2° qu'il y aurait une forte opposition dans les Cortès; 3° qu'il y aurait des insurrections; 4° qu'il aurait l'adhésion des cours du continent. Quatre mécomptes. Le dernier lui est très amer. En 1840, pour la misérable question d'Égypte, l'Angleterre a eu la victoire en Europe. En 1846, sur la grande question d'Espagne, elle est battue et elle est seule. Ce n'est pas seulement parce que nous avons bien joué cette partie-ci. C'est le fruit de six ans de bonne politique. Elle nous fait pardonner notre succès, même par les cours qui ne nous aiment pas.

Parlons d'autre chose. J'aurais grand besoin de parler d'autre chose; en effet, grand besoin d'un peu, de beaucoup de liberté et de gaîté. C'est la seule réelle distraction. On ne croit pas que j'en

sois capable. Feu le pape Grégoire XVI parlait de moi un jour à M. Rossi en très bons termes et avec quelque curiosité : « *È un gran ministro. Dicono che non ride mai.* » Qu'en pensez-vous?

M. Rossi repart pour Rome ces jours-ci. Je lui ai déjà dit quelques mots de M. J. Il emporte la note. Le pauvre pape n'a guère plus d'argent que M. J., et encore plus de dettes!

Puisque j'ai touché à mes affaires, je vais les épuiser.

Je ne serai ni duc ni prince. Je l'ai refusé de la reine d'Espagne, et j'ai dit à notre roi que, si jamais la fantaisie d'être duc me prenait, je ne le serais que de sa main, mais qu'elle ne me prendrait pas. Voici ce que j'ai écrit à M. Bresson quand la reine d'Espagne m'a fait offrir la grandesse et le duché : « Je ne suis ni un puritain, ni un démocrate. Je n'ai pas plus de mépris pour les titres que pour tous les autres signes extérieurs de la grandeur. Ni mépris, ni appétit. Je ne fais cas et n'ai envie que de deux choses : de mon vivant, ma force politique; après moi, l'honneur de mon nom. Si je croyais que la grandesse et le duché dussent ajouter quelque chose, aujourd'hui, à ma force, plus tard à mon nom, je les accepterais avec plaisir. Je crois le contraire. Je crois qu'il y a, pour moi, aujourd'hui, plus de force et, un jour, plus d'honneur à rester M. Guizot, tout court. Si notre Chambre des pairs était héréditaire, si je devais laisser à mes descendants, pour les soutenir dans leur médiocrité de mérite ou de fortune, mes titres et mes honneurs dans mon pays,

j'agirais peut-être autrement. Mon pays étant ce qu'il est, je persiste et je dis *non*, avec respect et reconnaissance. »

C'est exactement là ce que je pense, ni plus ni moins. Je suis bien aise que vous le sachiez, et que vous le disiez.

Adieu, chère amie. Écrivez-moi donc ; c'est scandaleux que je n'aie pas reçu de lettre de vous depuis plus de huit jours. Mille amitiés autour de vous, à Auguste d'abord.

---

87. — A MONSIEUR DE BARANTE

Samedi 10 avril 1847 (cinq heures).

Mon cher ami, je ne sais que vous répéter : que Dieu vous aide[1] ! Depuis bien longtemps je prévois pour vous ce malheur. Que de fois j'ai eu le cœur serré, en vous voyant, comme si j'avais déjà eu à chercher pour vous des paroles de consolation ! Je n'en trouve point. Il n'y en a point. Et entre vos amis, je suis pour vous le plus inutile, car je n'ai pas même du temps à vous donner. Je penserai à vous, à votre femme, comme si vous deviez le savoir et y prendre plaisir. Ma mère et mes filles sont bien occupées de vous. Pauvre enfant ! elle n'aura pas.

1. M. de Barante venait de perdre sa fille Ernestine, âgée de vingt ans.



du moins de telles douleurs à traverser. Je me dis souvent cela pour mon fils, pour tous ceux que j'ai perdus. Vous vous le direz aussi, et cela ne vous servira pas plus qu'à moi.

---

88. — A MONSIEUR LE DUC DE BROGLIE

Paris, jeudi 8 juillet 1847.

Mon cher ami,

Voici mes dernières nouvelles de Tanger. Elles sont rassurantes. Le général Cavaignac, qui arrive de Tlemcen, ne croit pas non plus à rien de grave. Je vous ai envoyé la première ébullition. Il est juste que je vous en délivre. En tous cas, je m'occupe sérieusement de l'Algérie. C'est une de ces affaires qui doivent nécessairement avoir fait un pas d'ici à la prochaine session.

Je crois parfaitement à tout ce que vous me dites dans votre lettre du 5. Le roi en a été très frappé. Et cet état des esprits en Angleterre durera assez longtemps, car il se fonde sur des faits mal compris, mal appréciés, mais réels et que nous ne pouvons ni ne devons changer. La politique anglaise a perdu en Espagne une bataille qu'elle a eu tort de livrer; sensément et honnêtement il n'y avait pas lieu à bataille. Mais enfin la bataille a eu lieu. Nous n'en pouvons effacer ni l'impression, ni les résultats.

Tant qu'on croira, comme le dit le *Times*, que nous travaillons avec passion à nous créer partout une prépondérance exclusive et illégitime, la situation actuelle durera. Personne n'est aussi propre que vous à la contenir, à l'atténuer, à la combattre chaque jour, à faire pénétrer chaque jour dans les esprits anglais un peu de vérité et de confiance. Et puis viendra peut-être en Europe quelque grand évènement, en Angleterre quelque grand revirement des partis et des hommes qui remettra les idées justes et les intérêts vrais à la place de toutes ces susceptibilités, jalousies, vanités et chimères nationales et individuelles. C'est à attendre ce moment et à prévenir, en l'attendant, tout accident grave que nous travaillons, vous et moi. J'espère que nous y réussirons.

Rien de nouveau ici. Voilà l'ordre du jour définitif réglé dans notre Chambre. Nous finirons du 17 au 20. Et chez les pairs du 10 au 12 août. La fuite de Pellapra fait du bruit. Je ne vois pas bien encore quel sera l'effet de son absence dans le procès et dans le jugement. Je partirai pour le Val-Richer le 13. J'ai grand besoin de repos. Moralement encore plus que physiquement. Ma lassitude est extrême de cette lutte continue contre toutes les pauvretés et les bassesses humaines, tantôt pour les combattre, tantôt pour les ménager.

Adieu. Tout à vous.

---

89. — A MONSIEUR DE BARANTE

Londres, 13 mars 1848.

Mon cher ami, je vous remercie de vos quelques lignes. Mon exil s'arrange aussi bien qu'il soit possible d'y prétendre. Quand ma mère sera arrivée, et je l'attends cette semaine, j'aurai auprès de moi tous les premiers objets de mon affection. On m'accueille très bien ici, presque comme si on n'avait jamais eu d'humeur contre moi. Mais je suis et resterai profondément triste. Quel spectacle ! quel avenir ! Malgré mon optimisme, et, au fond de mon âme, j'ai toujours cru le mal très grand, et c'était une des causes de mon ardeur dans la lutte. Mais je ne le croyais pas si grand. Je suis venu ici pour voir encore mieux combien il est grand. Il y a aujourd'hui à Kensington, tout près de Londres, un grand *meeting* de chartistes, 12 ou 15000, dit-on, qui se réunissent pour demander la moitié de ce que veulent les communistes de Paris. Les murs sont couverts d'une affiche de la police qui interdit toute réunion, tout cortège pour aller en masse au *meeting*, exactement l'ordonnance de Delessert, il y a trois semaines. Tout le monde, le duc de Norfolk et lord Lincoln, d'une part, les 2000 charbonniers de la Tamise de l'autre, toute l'aristocratie et toute la classe moyenne, en descendant fort bas, s'empressent autour du gouvernement, viennent prêter ser-

ment comme *constables spéciaux* contre l'émeute. Et il y aura à Kensington plus de volontaires pour la réprimer que pour la faire. C'est beau et douloureux à voir.

Je ne vous dis rien de plus. J'ai trop à dire. J'ai l'esprit et le cœur également gros. J'ai trouvé à Brompton, tout près de Londres, une petite maison presque de campagne, suffisante et pas ruineuse. Je pourrai sans peine venir à Londres tous les jours. Mes filles sont très bien, et j'en suis content. Adieu, mon cher ami. Écrivez-moi un peu d'Auvergne ou de Paris. Voici une adresse parfaitement sûre :

M. Thomas Wright, 24, Sydney Street,

Brompton.

Sous ce couvert, nous pouvons presque causer. Mes plus tendres respects à Mme de Barante. La campagne lui sera bonne. Prosper y reste-t-il avec vous? Adieu, cher ami.

Deux mots pour vous dire ma vive amitié, mon constant souvenir, mon immense regret de ne plus vous voir. Si vous trouvez de bonnes occasions, écrivez un mot. Je n'écris pas par précaution pour vous. Adieu.

---

90. — A MONSIEUR DE BARANTE

Brompton, 15 avril 1848.

Mon cher ami, vous dites bien vrai; j'aurais le cœur navré pour toute ma vie, si ma mère était morte loin de moi. Je garde une éternelle reconnaissance aux amis [1] qui me l'ont amenée. Elle leur a dû sa dernière joie, et moi je leur dois de ne m'être séparé d'elle qu'à la dernière heure, par la volonté de Dieu, et non par celle des hommes. Le jour où elle est arrivée, à peine assise, elle me dit en m'embrassant : « A présent, je puis mourir. » Elle s'est éteinte presque sans maladie, sans souffrance, le corps à peu près aussi tranquille que l'âme. Et je n'ai jamais connu d'âme qui conservât plus de sérénité dans la passion. Dans ces dernières années, elle s'était prise d'un intérêt vraiment affectueux pour vous, pour Mme de Barante et pour la pauvre enfant que vous avez perdue. Elle en parlait souvent à mes filles. Vous garderez tous deux son souvenir. Elle était de ceux qu'on ne doit pas et qu'on ne peut guère oublier.

Mes enfants vont bien; je vis beaucoup avec eux. Guillaume a repris avec moi ses études. Je rap-

1. Mme Guizot avait dû attendre que Paris fût débarrassé de ses barricades pour en sortir, accompagnée par sa fidèle amie, Mlle de Chabaud-Latour. Arrivée à Londres le 15 mars 1848, elle avait rendu le dernier soupir le 31 mars.

prends ce qu'il apprend. Nous lisons ensemble Homère et Thucydide, Virgile et Tacite, et nous causons indéfiniment de ce que nous lisons. Cela ne remplacera pas le collège, que rien ne peut remplacer, et qui était pour lui une patrie où il avait des affaires, mais c'est un travail assidu et un mouvement d'esprit qui lui plaît. Mes filles sont très occupées et heureuses. A de bonnes natures jeunes le courage est facile, et les premières épreuves de la vie animent plus qu'elles ne fatiguent. Je me suis mis hors de Londres, pour échapper un peu au monde qui voudrait m'envahir, les uns amis, les autres oisifs et curieux. Je suis rentré dans mes travaux : l'histoire de la Révolution en Angleterre, et celle de la civilisation en France. J'y porte le même intérêt qu'autrefois et j'y vois bien plus clair. J'avais commencé aussi, il y a dix ans, dans un été de loisir au Val-Richer, une histoire de France pour mes enfants, qui devenait, à mesure que j'écrivais, assez propre à d'autres lecteurs qu'à des enfants. Je la continuerai. J'étais très fatigué, moralement surtout, l'hiver dernier. Fatigué et triste, non que je prévisse ce qui est arrivé, mais je me sentais engagé dans une lutte que le succès aggravait au lieu d'y mettre fin ; indéfiniment aux prises avec les erreurs vulgaires et les passions basses. Je me relève de ce pénible état d'âme. Je jouis de la liberté, de la non-responsabilité, dans un air qui n'est pas doux, mais qui est sain. Hors de moi, toutes mes préoccupations sont fort tristes ; en moi, non.

J'attends, et j'attendrai sans impatience tant

qu'il plaira à Dieu, et sans savoir quoi. Je ne suis ni troublé dans ma pensée, ni découragé de ma cause. Cela rend la résignation plus facile, même la résignation à long terme et tout à fait obscure.

On vient de tenter ici, bien ridiculement, l'épreuve démagogique à la mode. Gouvernement et public étaient assez inquiets et fort préparés. Le spectacle de leur union, de leur bon sens honnête et courageux a été beau et poignant. Les brouillons sont sifflés de toutes parts et fort abattus. Ils recommenceront, mais sans plus de succès. Il y a de la maladie dans ce pays-ci; mais la santé est plus forte que la maladie. On ne guérira pas le mal, mais on le tiendra dompté, heureusement pour le salut et l'honneur de l'humanité.

Adieu, mon cher ami; votre société me manque plus que je ne puis vous le dire. Adieu. Je veux dire adieu aussi à Mme de Barante. Écrivez-moi : les occasions sûres ne sont pas rares à Paris.

Tout à vous.

---

91. — A MONSIEUR VITET

Brompton, 1er juillet 1848.

Mon cher ami, votre lettre m'a trouvé pensant tout à fait comme vous, et tout aussi triste. Désespérant un peu moins de l'avenir par des raisons

générales que vous savez, mais n'espérant pas mieux du présent. Ce qui vient de se passer, sans me rassurer, me relève un peu. Je puis maintenant entendre parler de la France, et même en parler. Une société qui, après n'avoir rien su défendre, se défend pourtant ainsi elle-même, n'est pas incapable de se sauver. C'est ici, et ce sera partout en Europe le sentiment général. On commence à se dire que la France, qui a jeté l'Europe dans l'abîme, pourrait bien lui montrer comment on en sort. Dieu le veuille ! Que de chemin à faire pour remonter ! Notre grande faute a été de ne pas assez savoir combien nous avions raison, et de ne pas assez dire et agir en conséquence. Nous n'avons jamais mesuré et montré tout le mal. Il est vrai que, si nous l'avions fait, on nous aurait probablement encore moins écoutés et plus combattus qu'on ne l'a fait. Plus j'y pense, plus je me confirme dans ceci. Nous avons dépensé en dix-sept ans tout le capital de bon sens et de courage politique que le pays avait amassé depuis 1789. Il a cessé, en 1848, de pouvoir faire honneur aux lettres de change que nous tirions sur lui. De là sa banqueroute et la nôtre. Combien de temps lui faudra-t-il pour se refaire un autre capital ? Je n'en sais rien. Au métier qu'on lui fait faire, il ira peut-être assez vite. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne faut rien lui demander avant qu'il soit fort en état de répondre, car il y aura toujours à lui demander.

Je travaille. *La République anglaise et Cromwell.* J'y retrouve toutes nos folies, toutes, mais plus res-

treintes et plus combattues par le bon sens public. Ce travail me plaît comme tout grand spectacle où l'on voit très clair.

Ici le cabinet vient de l'échapper belle. Il ne meurt pas, parce que tout le monde veut qu'il vive. Tout le monde s'applaudit d'avoir en ce moment un cabinet whig et une opposition conservatrice. On dit que, si les whigs étaient dans l'opposition, ils se feraient radicaux, carlistes même, et qu'on aurait une nouvelle réforme, pour ne pas dire pis. Le pays est conservateur, mais timide, inquiet de l'issue d'une grande lutte, si elle s'engageait, regardant les temps de grandes luttes entre les grands partis, entre Pitt et Fox, comme des temps héroïques, très anciens, auxquels il ne serait pas sûr de vouloir revenir, et espérant s'arrêter à meilleur marché, sur la mauvaise pente sur laquelle on se sent. Peut-être ont-ils raison. S'ils avaient un Pitt, ils le suivraient. Mais ils ne l'ont pas. Parviendront-ils à s'en passer? C'est la question.

Adieu, mon cher ami. Mes enfants vont bien. J'ai repris avec Guillaume, Homère et Virgile, Thucydide et Tacite. Je rapprends ce qu'il apprend et je me plais à son plaisir. C'est le plus classique enfant qu'on puisse voir, ravi d'un beau mouvement, d'une belle expression, sensible à toutes les délicatesses de la pensée et du langage, et plein de dédain pour l'histoire naturelle et la physique. Très occupé de la politique et ardemment conservateur. J'espère que son éducation ne sera pas un contresens. Mes filles me prient de remercier Mme Vitet de son sou-

venir. Parlez-lui un peu de moi, je vous prie. Je suis charmé qu'elle soit revenue mieux portante.

Tout à vous.

---

92. — A MONSIEUR VITET

Brompton, 5 octobre 1848.

Mon cher ami, votre travail est excellent. Excellent est le mot propre. Je l'avais lu dans la *Revue*. Je l'ai relu à part. Rien n'y manque, rien au mérite en soi, rien à l'à-propos. Vous avez toujours tort de ne pas faire, car, dès que vous faites, vous faites très bien. Évidemment le jour vient pour nous de reprendre au moins la parole. Je sais que d'Haussonville prépare, pour la politique extérieure, un résumé analogue au vôtre sur les finances. Il faudrait des résumés de même nature, et de même dimension, sur toutes les parties de l'histoire du gouvernement de Juillet, sur sa législation, sur ses travaux publics, sur son instruction publique, etc. Il faut remettre les faits sur pied. Ils feront leur chemin. Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il y a déjà beaucoup de chemin fait, et qui se promettent d'arriver bientôt. Je me suis grandement trompé sur l'efficacité du bien que nous faisions, jamais sur l'étendue du mal que nous combattions. Je l'ai toujours cru immense. Je ne pensais pas que le diable gagnât la bataille contre nous, comme il l'a gagnée;

mais j'étais profondément convaincu que nous étions fort loin de gagner assez contre lui. A son tour il la perdra, et plus vite que nous ne l'avons perdue. Mais ce sera à lui-même, bien plus qu'à nous, que nous le devrons. Il est devenu bête en restant coquin. A ces conditions, même pour le diable, le succès n'est pas possible.

Mon plus vif chagrin, dans tout ceci, est un chagrin d'orgueil national. Je ne me console pas de payer si cher pour un tel spectacle donné à l'Europe.

L'idée me vient que vous devriez faire pour les travaux publics ce que vous avez fait pour les finances. Vous le feriez tout aussi bien et aussi utilement. Vous ne pouvez en rester à votre premier pas.

Je travaille aussi. Je veux être en mesure, quand le moment viendra, de dire mon avis. Vous êtes l'une des trois personnes que je consulterai quand ce moment me paraîtra venu. Mais ne dites, je vous prie, à qui que ce soit que je pense à autre chose qu'à Cromwell et à la république d'Angleterre. Rien n'est pire que les annonces par commérage.

Adieu, mon cher ami. Vous auriez bien dû me donner des nouvelles de Mme Vitet. Mes enfants vont bien, quoique ma fille Pauline se ressente encore un peu de l'ébranlement de sa chute de cheval. Je suis rentré à Londres pour n'en plus bouger. J'y attends Duchâtel vers la fin de novembre. Écrivez-moi plus souvent, je vous prie. Il n'y a point d'appréciation des choses que je tienne plus à connaître que la

vôtre. Mme Lenormant est toujours au courant des occasions sûres.

Tout à vous.

Pouvez-vous me dire jusqu'où vont les ménagements des *Débats* pour Cavaignac?

---

93. — A MONSIEUR DE BARANTE

Brompton, 16 février 1849.

Je viens de vous lire, mon cher ami, et je voudrais bien que tout le monde en fît autant. C'est la raison, aussi expérimentée que spirituelle. C'est la vérité des gens d'esprit mise à l'usage des gens de bon sens. J'aime particulièrement votre histoire de la Convention et votre chapitre des emplois publics. Quand notre pauvre pays rentrera-t-il dans l'atmosphère de ces idées-là? Je désire beaucoup que le Puy-de-Dôme vous envoie à la nouvelle assemblée. Je ne puis croire qu'il n'y ait pas là quelque autre chose et quelque chose de plus à faire que d'empêcher du mal. On s'occupe beaucoup de mon élection dans le Calvados. Si on ne s'en occupait que là, je crois que, malgré les petites prétentions, animosités et intrigues locales, elle serait assurée. La grande majorité des conservateurs, dans deux arrondissements, me porte vivement, et j'ai lieu de croire que les légitimistes de tout le département m'ac-

ceptent volontiers. C'est de Paris, du comité central, que viendra le travail ennemi. Les anciennes rivalités renaissent et exploitent les pusillanimités récentes. Il me paraît que le centre gauche voudrait fort qu'il n'arrivât rien de plus que sa restauration à lui. On dit que personne n'aurait songé en 1830 à faire élire les ministres de Charles X, et que les modérés de 1848 ne doivent pas se montrer plus exigeants que les légitimistes de 1830. Je suis parfaitement décidé à deux choses : à ne pas laisser ces hypocrisies et ces perfidies maîtresses du terrain, et à rester tranquille ici jusqu'à ce que les élections soient faites. Je ne ferai pas un pas pour rechercher la réparation qui m'est due, mais je ne souffrirai pas que, si elle vient s'offrir spontanément à moi, on se mette en travers pour empêcher qu'elle ne m'arrive. J'ai gardé et je désire garder sur la révolution de février et sur ses causes le silence le plus absolu ; mais, si on prétendait s'en décharger sur moi, je n'accepterais pas et je ferais les parts. De tous les passés, le mien n'est pas celui qui a le plus à redouter la mémoire et la publicité.

J'ai vraiment plaisir à vous dire que M. Molé est étranger à ces menées envieuses et subalternes. Tout le monde me le dit, et j'en suis convaincu. Vous savez probablement qu'il m'a écrit en fort bons termes à propos de ma *Démocratie*[1]. Je lui ai répondu dans le même sentiment.

Les élections auront lieu probablement à la fin

1. *De la démocratie en France*, publié par M. Guizot en 1848.

d'avril. Je ne retournerai donc en France qu'au commencement de mai. Je ne sais encore si j'irai d'abord au Val-Richer ou à Paris; en attendant je travaille, pas autant que je le voudrais. J'ai beau me défendre du monde, il vient me chercher et me prend malgré moi. Et les lettres à écrire me prennent une partie du temps que je réussis à sauver. Ne me privez pas pourtant des vôtres. Le petit comte de Paris disait un jour à sa mère, qui lui annonçait de nouveaux camarades : « Je n'aime que mes vieux amis. » Ici, et au milieu des bontés sincères qu'on m'y prodigue, je ne me permets pas d'en dire autant. Mais je puis bien dire que j'aime beaucoup mes vieux amis. Je serai charmé de les retrouver. Mes bien vraies tendresses à Mme de Barante. Prosper sera-t-il élu dans l'Ardèche? Comment se passeront là les élections? Adieu, mes enfants vont très bien et se rappellent à vous. Mme de Lieven revient à Londres demain. Je lui ai écrit que votre lettre l'attendait. Ses yeux sont un peu en meilleur état, mais pas bien.

Adieu. Tout à vous.

---

94. — A MONSIEUR DUMON

Brompton, 21 avril 1849.

Mon cher ami, l'effet produit par mon petit manifeste me convient. Je ne crois pas qu'il aide à mon élection, mais il me donne la situation que je veux

avoir, élu ou non élu. Si je suis élu, mes électeurs auront été des braves, car ils m'auront pris tel que je suis. Si je ne suis pas élu, j'aurai été un peu brave moi-même dans un temps qui ne l'est guère. J'y prends quelque plaisir, et je crois cela bon, pour la bonne cause comme pour moi. Je suis décidé à ne pas croire que la bonne cause puisse périr, et à ne pas penser que je puis fort bien, moi, mourir avant son triomphe. Nous ne ferions rien, si nous ne nous croyions pas un peu plus forts et un peu plus éternels que nous ne sommes.

Donnez-moi vos pronostics sur les élections. D'ici, je ne vois que deux partis vraiment actifs comme partis, les légitimistes et les socialistes. Ce sont les deux seuls qui semblent *faire*. Les autres ne veulent qu'empêcher. Grande infériorité. On nous écrit que dans Paris les modérés sont bien mous, bien peu *contagieux*. Je crains une assemblée qui, en nous délivrant de beaucoup d'inquiétudes, ne nous donne pas grande satisfaction, ni grande espérance. Nous semblons avoir pris pour devise : *vivre, c'est ne pas mourir*. Je ne me résigne point à cela. Les évènements intérieurs et extérieurs nous forceront à ne pas nous y résigner. Je ne prévois rien de ce qui peut arriver au dedans. Mais au dehors je vois l'Allemagne. Il y a là des questions qui deviendront européennes. L'Italie aurait pu en fournir de semblables. Elle n'est rien. Nos questions à nous sont et resteront purement françaises. L'Europe ne viendra pas les chercher chez nous, et nous ne les porterons pas hors de chez nous. Les questions alle-

mandes sont tout autre chose. Faire et défaire des empires et des peuples, cela est forcément européen, et j'ai peine à croire que ce travail si rudement commencé avorte tout à fait. Non pas que l'Assemblée de Francfort ne soit en très mauvaise situation. Ce n'est pas l'Autriche seule, soutenue par la Russie, qui lui déclare maintenant la guerre. Le cabinet anglais vient aussi de se prononcer contre. Malgré les fantaisies germaniques du prince Albert, on a donné d'ici, à lord Westmoreland, des instructions contre le nouvel empire et contre l'acceptation du roi de Prusse. On m'assure, et cela doit être, que, soit de lui-même, soit par l'impulsion anglaise, le cabinet de Paris en fait autant. Francfort et l'empire prussien auraient donc contre eux les quatre grandes puissances. C'est beaucoup, et Francfort pourrait bien tomber presque aussi platement que Turin. J'en doute pourtant. L'ambition de la nation prussienne, sinon du roi de Prusse, est là, et ne renoncera pas aisément. Les petites nations de toute l'Allemagne protestante s'ennuient d'être petites, et ne veulent plus de leurs petits souverains. L'esprit de révolution a là à son service de vraies passions et de vraies forces publiques. On m'assure que, si le roi de Prusse est poussé jusqu'au bout par ses Chambres et par Francfort, il abdiquera, un peu par peur, un peu par honneur. Mais son frère, le prince de Prusse, est décidé à accepter l'Empire. Sa femme l'y pousse activement. Francfort y compte. Si cela arrive, c'est au dedans de l'Allemagne une grande lutte qui ne tardera pas à sortir

de l'Allemagne. Que serons-nous ce jour-là? Je ne puis me persuader que, malgré toute notre bonne volonté, il nous soit permis de n'être rien.

Adieu, mon cher ami. Élu, ou non élu, je rentrerai en France à la fin de mai. Et très probablement (car je ne crois guère à mon élection) pour passer l'été au Val-Richer, où j'irai directement. Si vous n'allez pas à Agen, vous viendrez me voir là, n'est-ce pas? Donnez-moi de vos nouvelles, et de celles de vos petits-enfants.

Vous savez si je suis tout à vous.

---

95. — A MISTRESS AUSTIN

Val-Richer, vendredi 27 juillet 1849.

Dear Mistress Austin,

Je suis rétabli chez moi. Je n'y suis pas rentré sans un grand mélange de joie et de tristesse. Il m'y manque ma mère et le repos de mon pays. En remettant le pied en France, j'ai trouvé que ni la situation générale, ni ma propre situation n'étaient, au fond, changées. Ni les honnêtes gens, ni les drôles ne m'ont oublié. Les honnêtes gens, selon leur coutume, ont laissé prendre l'initiative aux drôles. Pendant que je dînais au Havre, il s'est formé, sous les fenêtres de mon auberge, un rassemblement de cinquante ou soixante gamins sifflant et criant : *A bas*

Guizot! J'ai dîné tranquillement, et quand je suis descendu dans la rue pour retourner à la maison où je devais coucher, j'ai trouvé autour de ma voiture une vingtaine de *gentlemen*, écartant les gamins, me serrant la main, et me disant avec effusion : « Monsieur Guizot, nous vous en conjurons, ne prenez pas le cri de ces polissons, ameutés par quelques coquins, pour les sentiments de la population de notre ville. Nous vous respectons; nous sommes tous charmés de vous voir de retour, » et autres déclarations d'une politique très prononcée et précise. Je les ai remerciés en quelques mots et je suis rentré chez moi. Une demi-heure après, j'ai vu arriver une députation de ces mêmes *gentlemen*, le commandant de la garde nationale du Havre, le capitaine des sapeurs-pompiers, et deux ou trois négociants, officiers de police municipale, qui venaient me renouveler leurs excuses et leurs protestations de bon vouloir et de respect. Le lendemain matin, je me suis embarqué pour passer du Havre à Honfleur, au milieu d'une foule silencieuse et respectueuse. Je n'ai trouvé sur le bateau que des personnes fort empressées autour de moi. On a parlé du tapage de la veille. J'ai dit que j'avais rencontré au Havre des gamins et des amis. « C'est comme partout, monsieur, m'a dit un *gentleman* de fort bonne mine; mais soyez sûr que les amis dominent. » En débarquant à Honfleur, j'ai été également bien accueilli par les *gentlemen* dans le salon de l'auberge où je me suis arrêté un quart d'heure, et par la foule dans la rue. On a même un peu crié :

Vive Guizot! Et depuis que je suis ici, les habitants de Lisieux et des environs s'empressent tous amicalement chez moi.

Voilà, chère mistress Austin, de quoi satisfaire la curiosité de votre amitié. Ce petit incident n'avait pas en soi la moindre gravité. C'est un symptôme exact de l'état du pays, de cette lutte des vestes contre les habits, des casquettes contre les chapeaux, des mauvais sujets contre les honnêtes gens, de la populace contre les classes aisées; lutte qui existe partout et de tout temps, plus ou moins vive et plus ou moins cachée, et qui est aujourd'hui, en France, le fait public, avoué, qui caractérise et domine toute la situation. Et quoique étranger maintenant aux batailles quotidiennes, je suis encore, dans cette lutte pour les uns et pour les autres, ce que j'étais il y a deux ans. Ce sont les mêmes dispositions, plus bruyamment manifestées des deux parts. Quel sera l'avenir de cette lutte redoutable? je ne sais pas le prévoir. Je ne désespère pas, et je n'ai pas confiance. Pour ce qui me touche, je reste fort tranquille dans mon nid où je viens de rentrer, disant mon avis quand je le croirai utile pour mon pays ou convenable pour moi, et ne me mêlant activement de rien tant que je n'y serai pas hautement et forcément appelé, si je dois jamais l'être encore, par un sentiment public très clair et par l'espoir d'un succès sérieux.

Adieu, ma chère mistress Austin. Je vous parle de moi et de ce qui me touche personnellement comme à une vraie et déjà ancienne amie. Donnez-moi à

votre tour de vos nouvelles. Mes enfants vont très bien, heureux, sans mélange, de retrouver leur pays et leur *home*, mais gardant, de l'Angleterre et de leurs amis en Angleterre, les plus doux et plus affectueux souvenirs. Parlez de nous, je vous prie, à M. Austin, dont je voudrais bien ravoir ici la conversation. Et à lady Gordon et à son mari, qui me permettent, je l'espère, de les appeler aussi mes amis. Est-ce que je ne les verrai pas quelque jour au Val-Richer? Il est aussi frais, aussi agreste et aussi riant que vous l'avez vu. La révolution n'a dérangé ni mes arbres, ni ma source, ni mes livres. C'est bien quelque chose. Adieu donc. Tout à vous de tout mon cœur.

P. S. Je reçois une lettre du duc de Noailles qui désire bien vivement votre opinion sur lui dans l'*Edinburgh Review*. La seconde édition de ses deux volumes vient de paraître. Ils ont un vrai succès. Tâchez d'être prête pour le numéro d'octobre. Vous ferez au duc de Noailles un grand plaisir, et vous m'obligerez. Avez-vous envie que je vous écrive, avec un peu de détail, mon avis sur l'ouvrage?

---

96. — A LORD ABERDEEN

Château de Broglie, 16 septembre 1849.

Mon cher lord Aberdeen,

Je ne veux pas que vous croyiez que j'ai oublié ou négligé ce dont nous étions convenus à propos du dernier pamphlet de lord William Hervey sur le traité d'Utrecht. J'y ai souvent pensé et je compte toujours faire ce que je vous ai promis. Mais je vous demande la permission de le retarder encore un peu. On réimprime en ce moment une nouvelle édition de mon histoire de Charles Ier (première partie de mon histoire de la Révolution d'Angleterre). J'y ajoute un assez long essai intitulé : *Discours sur l'histoire de la Révolution d'Angleterre*, et qui a pour objet de répondre à cette question : *Pourquoi la Révolution d'Angleterre a-t-elle réussi ?* Mes amis me pressent de publier ce travail dans le cours du mois de novembre. Il n'est pas encore terminé, et je ne veux pas l'interrompre. Il importe du reste assez peu, ce me semble, que la réfutation des erreurs de lord William Hervey arrive trois mois plus tard. Il a tardé lui-même plus longtemps que cela à le publier, et le public s'occupe trop peu de cette question pour être bien pressé d'en voir renouveler la discussion. Elle sera aussi bien placée en janvier prochain qu'en octobre.

J'ai vécu très paisiblement, depuis que je vous ai

quitté, dans mon nid du Val-Richer, que j'ai retrouvé aussi frais, aussi riant que je l'avais laissé, et mes fleurs presque aussi bien cultivées, mes allées presque aussi bien râtissées que si j'avais toujours été là. Rien ne repose plus l'âme que le spectacle de ce calme et de ce cours régulier de la nature au milieu et en dépit des agitations des hommes. Heureusement Dieu ne leur a pas livré les saisons comme les constitutions. On est beaucoup venu me voir, au moins autant que je le désirais. Les dispositions de la population agricole qui m'entoure sont bonnes. Bonnes quant au fond des choses et bonnes pour moi. Je ne reproche rien et je ne demande rien. C'est une façon à peu près sûre d'être bien reçu. Au fond du cœur d'ailleurs, tous ces gens-là pensent que j'avais raison et que les évènements m'ont donné raison. Ils me donneront, si je ne me trompe, encore plus raison. Non pas prochainement; je ne crois à la solution prochaine d'aucune des grandes questions qui pèsent sur ce pays-ci. Tout le monde est à peu près d'accord pour les ajourner. La France sait qu'elle est dans une auberge où elle ne doit pas rester, mais elle veut s'y reposer un peu. En attendant, un bon et un mauvais travail se poursuivent dans le pays; le bon, c'est le rapprochement, l'union de jour en jour plus sérieuse des grandes fractions du parti conservateur et monarchique, malgré leurs préventions et prétentions réciproques qui ne sont pas encore dissipées; le mauvais travail, c'est l'effort continu des socialistes pour corrompre le peuple dans les cam-

pagnes comme dans les villes, effort peu efficace dans cette province-ci, mais qui l'est beaucoup ailleurs. Ainsi, en même temps le mal s'accroît et le remède se prépare. Dieu veuille que le remède se trouve prêt quand le mal éclatera de nouveau! Je ne suis ni rassuré, ni désespéré.

Il y a quelques tentatives assez sérieuses de rapprochement et de réconciliation entre les deux branches de la famille comme entre les deux fractions du parti monarchique.

Quant à des évènements plus petits et plus prochains, je n'ai pas grand chose à vous dire. Bien des gens me répètent qu'au mois d'octobre, quand l'Assemblée reviendra, la majorité renversera le cabinet actuel et portera au pouvoir M. Molé et M. Thiers, qui l'accepteront. D'autres, et les vrais connaisseurs, je crois, me disent qu'il n'en sera rien et que les changements se borneront à deux ou trois modifications parmi les personnages secondaires du cabinet. L'avènement de M. Molé et surtout de M. Thiers, serait suivi d'une dislocation de la majorité, et précipiterait des évènements ou du moins des luttes qu'en général on désire ajourner. Les fous brusquent les révolutions et les hommes sensés ajournent les réparations. La partie n'est pas égale.

Je ne vous dis rien de l'Europe. Vous y assistez comme moi. Tenez pour certain que la politique extérieure ne préoccupe pas du tout la France et n'y sera la cause d'aucun grand évènement. Les gouvernants peuvent faire ce qui leur plaira : si ce sont des folies, on ne les y soutiendra point; si ce ne

sont que des sottises, on les sifflera sans colère, et sans les renverser pour cela, si d'ailleurs ils sont bons à quelque chose pour les affaires intérieures du pays, les seules qu'il prenne au sérieux. Rome a déjà fourni et fournira encore d'éclatantes preuves de cette disposition nationale.

Quant à l'Allemagne, on s'inquiète un peu du triomphe des Russes ; mais au fond et quoiqu'on dise le contraire, on est bien aise de la défaite des Hongrois. C'est un contraste bien choquant que celui des paroles et des sentiments réels ; que des individus isolés mentent, rien de plus simple ; mais que tout un grand peuple mente, et parle comme les plus téméraires journaux, quand il agit comme les diplomates les plus prudents, je ne m'accoutume pas à ce spectacle, et j'en suis profondément dégoûté.

Adieu, mon cher lord Aberdeen. Quoique je me trouve fort bien au Val-Richer, je regrette beaucoup de n'être pas allé vous voir à Haddo. Je vous espère à Paris au mois de décembre. Je n'y rentrerai que vers la fin de novembre. Quand j'aurai passé quinze jours ici, je retournerai chez moi jusqu'à cette époque. Le duc de Broglie me charge de vous faire toutes ses amitiés et se promet un grand plaisir de vous revoir. Donnez-moi de vos nouvelles et croyez-moi bien comme toujours et pour toujours,

Tout à vous de tout mon cœur.

---

97. — A LORD ABERDEEN

Paris, 29 janvier 1850.

My dear lord Aberdeen,

Je vous aurais déjà écrit, et probablement plus d'une fois, si je ne savais que vous êtes tenu parfaitement au courant de ce qui se passe ici. Je désire beaucoup que, de votre petit voyage à Paris, il vous reste un intérêt vif et permanent pour nos affaires. J'ai eu un grand, très grand plaisir à vous revoir. Je vous ai trop peu vu; nous avons trop peu causé. J'ai eu dix fois la tentation d'aller vous prendre et de vous garder, à moi tout seul, pendant quelques heures, pour mon plaisir d'abord, et aussi pour vous dire mille choses que je ne vous ai pas dites. Je ne l'ai pas fait par respect pour votre temps, déjà si court; mais je me promets bien de me dédommager une autre fois, soit au Val-Richer, soit à Haddo. Nous avons beaucoup vécu ensemble intellectuellement, mais pas assez matériellement. Je ne serai content que lorsque j'aurai eu avec vous un peu de cette intimité qu'on ne prend que sous le même toit. Excepté au château d'Eu et à Windsor, nous n'avons jamais causé qu'en visite; c'est trop peu.

Les affaires sont, au fond, ici dans l'état où vous les avez vues et laissées. Le président et l'Assemblée

continuent à se paralyser mutuellement. Le président ne renonce à rien et n'ose rien faire; il a plutôt perdu que gagné depuis votre départ. Dans l'Assemblée, la majorité s'est un peu raffermie. Il y a dans le parti légitimiste ce progrès que la tête et le corps du parti commencent à se lasser d'être constamment entraînés et compromis par la queue et essayent de s'en séparer. La fusion pratique des deux partis conservateurs s'opère un peu plus chaque jour; la question est de savoir si leur ennemi commun, le parti démagogique, ne marche pas beaucoup plus vite, et si, à la prochaine explosion, il ne les trouvera pas encore désunis et hors d'état de lui résister. Je ne suis pas rassuré à cet égard. Dans nos sociétés modernes, et en dépit de l'immense publicité dont elles se vantent, il y a plus d'obscurité et d'inconnu que jamais. Beaucoup de mal y reste longtemps à l'état latent, comme disent les chimistes; et malgré toutes les lumières de la tribune et de la presse, il est infiniment plus difficile au dix-neuvième siècle qu'au dix-septième de voir un peu clair dans l'avenir.

La question suisse vient, en ce moment, compliquer de nouveau la situation. Vous savez sûrement que l'Autriche et la Prusse invitent la France à concourir avec elles pour étouffer, soit par les négociations, soit au besoin par la force, le foyer révolutionnaire que les réfugiés italiens, allemands et français alimentent sans cesse au milieu des glaces des Alpes. On presse le gouvernement français de se décider; il flotte entre quatre conduites : con-

courir ou laisser faire, ou s'opposer, ou concourir sous main en ayant l'air de s'opposer. Je crois plutôt à ce dernier parti. En tout cas, si la Suisse est attaquée, le gouvernement s'attend à une violente explosion révolutionnaire à Lyon et peut-être aussi à Paris; cela pourrait précipiter la grande crise.

On nous dit que l'Autriche et la Prusse n'ont rien proposé à l'Angleterre et que la Sardaigne, invitée comme la France à concourir, a dit qu'elle attendrait pour se décider que la France eût répondu.

Hors cette affaire, qui est très grosse, je ne vois rien d'imminent au dehors. L'emprunt du pape a été enfin signé avant-hier. On croit que, sur cette nouvelle, il reviendra à Rome.

Vous recevrez ou vous aurez déjà reçu, quand cette lettre vous arrivera, mon *Discours sur l'Histoire de la Révolution d'Angleterre*, qui paraît ici et à Londres. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je tiens à savoir ce que vous en penserez. C'est un grand progrès à faire faire à mon pays que de lui faire bien comprendre pourquoi votre révolution a réussi. Je ne sais si j'y réussirai; je choque bien des préjugés, bien des instincts nationaux. Je voudrais bien qu'il y eût dans le *Times* quelque bon article où l'on expliquât bien le sens et l'utilité politique, pour la France, de mon appréciation de votre révolution et des vraies causes de son succès; cela serait utile ici, et à notre public et à moi. Si vous y pouvez quelque chose, vous serez bien aimable d'y penser.

Je suis bien curieux de votre première conversation à Claremont. Plus j'y pense, plus je demeure convaincu que vos paroles auront là un poids considérable; et si mes récentes informations ne me trompent pas, vous y trouverez les esprits inclinant de plus en plus du côté où vous voulez mettre votre poids.

Adieu, my dear lord Aberdeen. Donnez-moi de vos nouvelles, et croyez bien que de près ou de loin je suis pour la vie

Tout à vous de tout mon cœur.

---

98. — A MADAME AUGUSTE DE GASPARIN

Val-Richer, 25 juin 1850.

Chère amie, je viens de passer dix jours à courir sur terre et sur mer, la nuit et le jour, en chemin de fer et en poste; j'en suis un peu las et assez ennuyé. J'ai bien fait d'aller à Saint-Léonard, le roi m'attendait et me désirait. Je l'ai trouvé mieux, c'est-à-dire moins mal qu'on me l'écrivait. Il est horriblement changé, maigre et mince comme une feuille de papier, mais la face point décomposée, l'œil animé, le teint clair, la voix ferme, et l'esprit aussi net, aussi serein, aussi assuré qu'il l'ait jamais eu. Vrai phénomène de vitalité puissante par la vigueur de l'intelligence et la solidité

native de l'organisation physique. Il a une maladie du foie qui est très grave, qui sera peut-être incurable, et qui avait tourné tout à coup à l'état aigu avec une effrayante rapidité d'affaiblissement et de déclin. Le déclin est arrêté ; le mouvement ascendant a recommencé. « Je suis guéri, c'est-à-dire je » guérirai ; mes forces reviennent, il me faut du » temps pour les reprendre; j'aurai du temps. » Ce sont là ses premières paroles dites avec une énergie de volonté qui est à la fois un bon symptôme et un moyen de guérison.

La reine et toute la famille royale se portent très bien, sauf la reine des Belges, qui était là aussi et qui a la poitrine en assez mauvais état ; elle tousse et ressent toujours un peu de fièvre. C'est une personne dominée par ses impressions et ses affections. La reine sa mère me disait : « Louise a reçu le premier coup en juillet 1842, le second en février 1848. Dieu garde qu'il en vienne un troisième ! » La duchesse d'Orléans est maigrie et vieillie ; les princes ses fils parfaitement, grandis, fortifiés ; M. le comte de Paris de très bonne grâce, M. le duc de Chartres une étincelle en pantalon et en veste. Il y avait là le roi et la reine, trois fils, deux filles, quatre belles-filles et huit petits-enfants. Touchant spectacle. Il manquait un fils, une belle-fille et cinq petits-enfants. Jamais le mot *famille royale* n'a été mieux placé. La famille et la propriété n'ont certes pas de meilleur représentant et patron que le roi.

Moralement, le roi est dans la meilleure disposi-

tion, sans illusion et sans renoncement à l'avenir. Convaincu qu'il n'y a pas en France de quoi faire *deux* monarchies, et que, pour en refaire une, ce n'est pas trop de deux partis monarchiques réunis en un seul. Réglant sur cette idée fondamentale ses conseils, ses désirs et ses prévisions; mais convaincu en même temps qu'il faut attendre que la nécessité arrive et pèse sur tout le monde, et répétant sans cesse qu'elle n'est pas arrivée, que ni le président ni la république ne sont encore usés, que tout faux mouvement serait funeste et qu'il n'y a, quant à présent, qu'à attendre en secondant toutes les mesures favorables au rétablissement de l'ordre et en préparant peu à peu l'avenir. Le roi est arrivé à ce désintéressement qui, joint à la grande expérience, donne l'élévation et la clarté. Presque tout le monde autour de lui pense comme lui. Pour l'avenir de la France et de sa maison, la vie du roi est plus importante que jamais.

Il m'a témoigné autant de confiance que par le passé. Il reste encore trois semaines à Saint-Léonard.

Vous voilà au courant. Dites tout cela à vos frères et aux vôtres. Rien ne supplée à la conversation, mais je vous ai dit l'essentiel. Adieu, tous les miens vont bien. Écrivez-moi au Val-Richer.

---

99. — A MONSIEUR PISCATORY

Val-Richer, 8 juillet 1850.

Mon cher ami, vous faites toujours bien de m'écrire, et je vous en remercie toujours. Quand nous sommes du même avis, j'en suis charmé; quand nous ne sommes pas du même avis, je veux savoir pourquoi. Dans ce cas-ci, je voudrais bien que vous eussiez raison. Je ne regarde pas la république comme étant, en soi, le meilleur des gouvernements; j'estime et j'aime mieux la monarchie constitutionnelle; mais enfin je sais que la république peut être un bon et beau gouvernement, et, pour mon compte, je m'en arrangerais très bien. Par malheur, je crois savoir aussi que ce gouvernement-là veut de la part du pays plus de bon sens et plus de vertu qu'aucun autre. Or, si nous avons aujourd'hui la république, ce n'est pas à cause du bon sens et de la vertu que nous avons, mais à cause du bon sens et de la vertu qui nous manquent. De là mon jugement sur le présent et pour l'avenir. Il y a deux hommes que je connais comme si j'avais passé ma vie avec eux: Cromwell et Washington. Tenez pour certain que ni l'un ni l'autre n'aurait cru un moment à la république que nous avons; l'un l'aurait jetée bas, l'autre ne s'en serait pas mêlé. Si vous pouvez la changer pendant qu'elle dure, faites. En attendant, j'attends et je persiste.

Quant aux remèdes qu'on vous offre, je reconnais qu'ils ne sont pas agréables et qu'il n'est pas sûr qu'ils soient possibles ni efficaces. Cependant vous avez des antipathies que je ne comprends pas, des antipathies qui ne conviennent, selon moi, ni à la fermeté de votre esprit, ni à l'élévation de votre caractère, et qui semblent provenir des mêmes dispositions et des mêmes erreurs qui, dans le pays en général, rendent tout bon gouvernement, le républicain plus que tout autre, absolument impossible. C'est à ce sujet que je veux avoir avec vous, un jour, une main à fond. On ne cause qu'en courant et en se jouant, ce qui ne mène à rien.

Je crois tout à fait ce que vous me dites du moment actuel. Le président peut laisser venir 1852 : il sera réélu, par l'excellente raison qu'il n'y a que lui. C'est comme nous en 1830, qui disions : *Le roi de notre choix*. Et une fois réélu, il se peut en effet qu'il ne puisse pas rester ce qu'il est aujourd'hui et qu'il puisse devenir autre chose. Je n'y vois pas de si loin, mais j'entrevois la chance dont vous me parlez. Nous verrons alors. Je ne crois, pour alors, quels que soient les noms, à rien qui soit réellement différent de ce qui est aujourd'hui. Ce qui est peut durer, mais non changer. Nous sommes sous un arbre qui ne grandit ni ne s'enracine, qui ne pousse ni sur terre ni sous terre, mais qui reste et peut rester longtemps debout.

Les légitimistes me paraissent, en effet, assez inquiets, autour de moi, des effets de la loi électorale ; c'est très obscur. Voici deux petits faits : Dans

la ville de Lisieux, les trois quarts des rouges sont rayés; dans le bourg de Livarot, sur 187 électeurs rayés, il n'y a que six rouges. La loi aura, à ce qu'il semble, dans les campagnes et dans les villes, des effets très différents.

Je travaille, je me promène, et je vis avec mes enfants. Je viens d'envoyer à quelques-uns de mes amis dans l'Institut une longue lettre pour décliner l'honneur que quelques personnes voulaient me faire de me nommer au conseil supérieur de l'instruction publique. Cela ne me convient pas; mais j'ai dû en donner d'autres raisons que ma convenance personnelle, et cela m'a conduit à dire mon avis de votre dernière loi sur l'enseignement. Dites au duc de Broglie de vous montrer cette lettre, si vous avez envie de la lire. Génie a dû lui en remettre une copie; je ne l'ai adressée qu'à des membres de l'Institut.

Adieu, mon cher ami. J'espère que vous aurez trouvé votre père en bon état. Pourquoi avez-vous choisi pour vos enfants le Tréport au lieu de Trouville? nous nous serions vus. Adieu. Tout à vous de tout mon cœur.

P. S. Si on veut vous mettre dans la commission des vingt-cinq pendant la prorogation, je ne vois pas pourquoi vous diriez non; ce n'est ni à rechercher, ni à éviter. Vous n'êtes pas de ceux qui fuient les missions difficiles ou périlleuses, et vous êtes de ceux qui se tirent toujours bien de l'eau quand ils y sont jetés. Vous souvenez-vous que vous avez sauté

une fois du pont de la Concorde dans la rivière pour sauver un homme qui se noyait? Vous n'avez pas sauvé l'homme, mais vous êtes très bien revenu; c'est ce qui vous arriverait encore.

---

100. — A L'INSTITUT[1]

Val-Richer, 5 juillet 1850.

Mon cher ami, vous m'avez témoigné, et quelques-uns de mes confrères m'ont fait l'honneur de me témoigner, comme vous, l'intention de me désigner comme l'un des trois membres que l'Institut doit nommer au conseil supérieur de l'instruction publique. J'y ai bien réfléchi, et je veux vous dire où m'ont conduit mes réflexions : si j'étais resté à Paris, je me serais fait un devoir de les communiquer à l'Institut lui-même, dans son assemblée générale. Forcé de m'absenter, je désire que mes amis sachent bien ce que je pense. Je m'en rapporte à eux pour en faire l'usage convenable quand viendra le moment de la décision.

Je suis très frappé de la situation où la loi du 27 mars 1850 place l'Institut et de la responsabilité qu'elle fait peser sur lui. Ce n'est pas la première

1. L'Institut ayant manifesté l'intention de désigner M. Guizot comme membre du conseil de l'instruction publique, M. Guizot écrivit à l'un de ses amis dans chacune des cinq classes de l'Institut une lettre qui indiquait ses raisons pour décliner cet honneur.

fois que l'Institut est appelé à concourir à l'exécution d'une loi; mais le concours qui lui est demandé aujourd'hui a quelque chose de nouveau et de plus grave. En général, quand une loi ordonne que les membres de l'Institut prennent part à son exécution, c'est le gouvernement qui les désigne; ou bien l'Institut présente des candidats parmi lesquels le gouvernement choisit; en sorte que la responsabilité des choix, et par conséquent du sens dans lequel la loi est exécutée, appartient surtout au gouvernement. Aujourd'hui, l'Institut est appelé à nommer lui-même les trois membres que le conseil supérieur de l'instruction publique doit prendre dans son sein. Et non seulement l'Institut les nomme lui-même, et lui seul, mais il les nomme en assemblée générale de toutes les Académies qui le composent: ce qui signifie, comme l'a fait remarquer M. Dupin dans l'une de nos séances, qu'ils sont appelés à porter, dans le conseil supérieur de l'instruction publique, non seulement telle ou telle science spéciale, mais l'esprit général, la pensée de l'Institut tout entier dont ils sont les représentants. Il y a là certainement pour l'Institut, dans l'exécution de la loi du 27 mars 1850, une part d'action propre et de responsabilité plus grande que celle que lui imposent en général les lois qui réclament son concours.

Et pour quelle loi l'Institut est-il appelé à ce concours nouveau et plus grave? Pour une loi qui règle les rapports de l'État et de l'Église en matière d'instruction publique, c'est-à-dire qui tient la balance,

et répartit l'influence sur les générations naissantes, entre la liberté civile de la pensée, principe essentiel de notre ordre politique, et la foi religieuse, base de la moralité nationale.

Et cette loi est, depuis plus de trente ans, l'objet d'une lutte ardente, solennelle, entre les grandes puissances morales qui ont présidé, depuis des siècles, au développement de notre civilisation, entre l'élément laïque et l'élément religieux de notre société. C'est pour mettre fin à cette lutte que la loi a été rendue.

Si elle y mettait réellement fin, si le traité qu'elle conclut entre les puissances qu'elle veut pacifier, était vraiment la paix, toutes les situations seraient simples; l'Institut n'aurait qu'à prendre, aux termes de la loi, dans le gouvernement tranquille et définitif de l'éducation publique, sa place et sa part.

Mais je crains bien, je l'avoue, qu'il n'en soit pas ainsi. Je rends pleine justice à la pensée de la loi : c'est une transaction sérieusement et sincèrement tentée entre les deux puissances engagées dans la lutte. Les auteurs de cette transaction, de quelques côtés divers qu'ils soient venus, ont été tous animés d'un même esprit de ménagement et d'accord, tous également pénétrés de respect pour les droits de l'État et pour ceux de l'Église, tous également convaincus, et que l'Église ne doit point gouverner l'État, et qu'il n'y a point de constitution ni de pouvoir laïque qui suffise au bon gouvernement de l'État si l'Église n'y exerce, sur les âmes et sur les relations des hommes, son influence forte et libre.

C'est sous l'empire de ce double sentiment que la majorité de l'Assemblée législative a consciencieusement adopté cette loi consciencieusement préparée ; et le pouvoir suprême de l'Église catholique, le Saint-Siège, tout en faisant les observations et les réserves qu'il a jugées nécessaires, a sanctionné lui-même l'intention pratique de la loi, car il a conseillé au clergé français de prêter, en cette occasion, le concours que l'État réclamait de lui.

J'admire la sagesse du Saint-Siège, et je reconnais l'excellent dessein des auteurs de la loi. Mais je demeure convaincu que leur tentative de transaction n'est point propre à rétablir, et ne rétablira point, entre les puissances rivales, la paix qu'ils s'en sont promise. En fait, ce qui se passe le prouve déjà. Qu'on regarde à l'attitude, qu'on écoute le langage des intéressés : évidemment, la lutte n'a point pris fin. Ni par les représentants de l'élément laïque, ni par ceux de l'élément religieux, la transaction n'est considérée comme bonne en soi et définitive. L'Université se tient pour sacrifiée, le clergé ne se tient point pour satisfait ; l'une se résigne, quant à présent, à ce qu'elle n'a pu empêcher, l'autre accepte, quant à présent, ce qu'il a obtenu, sans renoncer à d'autres espérances. C'est un temps d'arrêt dans la lutte, ce n'est point la paix.

Mais, dira-t-on, c'est là le sort de toutes les transactions au moment où elles sont conclues, même de celles qui, avec l'aide du temps, sont destinées à réussir. Comme elles imposent à tous les intéressés des sacrifices et ne satisfont pas à tous les

désirs, elles excitent souvent, au début, autant de mécontentements qu'elles en apaisent. Ne vous arrêtez pas à ces apparences; attendez que les principes de la transaction surmontent ces premières humeurs, et que, sous l'empire de la situation nouvelle qui leur est faite, la paix se fasse graduellement entre les intéressés.

Je pourrais discuter l'objection; j'aime mieux l'admettre: en thèse générale, on a droit de la faire, quoique, dans le cas spécial qui nous occupe, on n'ait pas raison en la faisant. Je laisse donc là les faits qui ont éclaté depuis que la loi a été rendue, et qui attestent que la lutte dure encore: j'interroge la loi elle-même, je recherche quels sont les principes de la transaction qu'elle conclut entre l'État et l'Église, en matière d'éducation nationale, et je demande si ces principes contiennent en germe et donneront un jour la paix.

Le gouvernement de l'instruction publique exercé en commun par l'État et par l'Église, c'est là l'idée fondamentale de la loi. En faisant, à chacune des deux puissances, sa place et sa part dans ce gouvernement, elle les appelle à agir ensemble et à diriger, par leur action commune et concertée, l'éducation nationale.

Ce n'est pas là une tentative nouvelle: l'empereur Napoléon l'avait dans l'esprit quand il créa l'Université impériale. Pour fonder son grand système d'instruction publique, ce puissant représentant de l'élément laïque de notre société moderne appela à son aide l'élément religieux. Non seulement il fit

rentrer, dans les établissements publics, la pratique et l'enseignement de la religion, il voulut, en outre, que des ecclésiastiques, deux évêques, un directeur de séminaire, un chanoine [1], siégeassent dans le grand conseil de l'Université et que d'autres prissent place dans son administration locale, c'est-à-dire que l'Église concourût avec l'État au gouvernement de l'éducation publique.

Mais les transactions sont faciles quand le pouvoir absolu est là pour les imposer et les maintenir. En même temps que, par l'Université, Napoléon dominait toute l'instruction publique, il dominait, par la force de son gouvernement, l'Université comme le clergé, contenant ou ramenant incessamment ces deux corps dans les limites qu'il leur avait assignées, en leur imposant à la fois, à tous deux, l'action commune et la paix.

A cette époque, d'ailleurs, on sortait à peine de la grande tourmente révolutionnaire. Les nécessités vitales rendent les prétentions modestes. L'Église n'était pas exigeante ; elle voulait renaître. L'État ne cherchait pas chicane à la religion ; il venait de voir ce qu'il lui en coûtait de la bannir. De part et d'autre, l'épreuve avait été trop dure et était trop récente pour être oubliée. En même temps qu'un pouvoir très fort commandait aux deux influences rivales la transaction, elles étaient elles-mêmes animées d'un esprit de modération large et empressée

1. Mgr Villaret, évêque de Casal ; Mgr de Beausset, ancien évêque d'Alais ; M. l'abbé Emmery, directeur du séminaire de Saint-Sulpice ; M. l'abbé Roman, chanoine de Notre-Dame de Paris.

qui leur rendait l'obéissance facile et la paix naturelle dans l'œuvre qu'elles étaient chargées d'accomplir en commun. De cette époque, passez tout à coup à la nôtre : quel contraste ! Entre le clergé et l'Université, au lieu de l'esprit d'action commune et de paix, l'esprit de rivalité et de lutte. Et au-dessus d'eux, plus de gouvernement assez fort, assez concentré pour imposer et maintenir la transaction. Les querelles des temps anciens ranimées et les freins de l'administration moderne brisés ou vains, voilà quelle métamorphose ont apportée, dans la sphère de l'instruction publique, trente-quatre ans de régime constitutionnel et de liberté.

Et pendant ces trente-quatre ans, non seulement les deux puissances rivales ont repris l'ambition avec la liberté ; mais elles ont eu, chacune à son tour, une longue période de chances favorables. De 1814 à 1830, l'élément religieux s'est senti en faveur et en progrès ; l'élément laïque était inquiet et méfiant. De 1830 à 1848, l'inquiétude et la méfiance ont passé du côté de l'élément religieux ; il s'est cru menacé, ou même opprimé par l'élément laïque. De telles alternatives de fortune et d'espérance excitent vivement les passions et séparent profondément les destinées.

Certes, si, après de tels faits et au milieu des dispositions nouvelles qu'ils ont amenées, le pouvoir absolu revenait aujourd'hui, il aurait grand'peine à faire bien vivre et agir ensemble l'Université et le clergé dans le gouvernement de l'instruction publique, et l'on peut douter qu'il y réussît. Mais

entreprendre une telle œuvre sans le pouvoir absolu et au milieu des occasions de luttes et des provocations à la lutte qu'entretient incessamment un régime de liberté, c'est une tentative dont il est difficile d'espérer le succès.

C'est pourtant là la tentative et l'espérance de la nouvelle loi. Et pour y réussir, quel est son principal moyen? Entre les deux puissances qu'elle appelle à gouverner en commun l'instruction publique, elle multiplie les points de contact et les liens. Là où l'Université agissait seule, la loi fait intervenir aussi le clergé. Il n'y avait pour l'instruction publique que vingt-six centres d'administration locale; la loi en crée quatre-vingt-six, et dans chacun le clergé et l'Université prennent place ensemble. Partout le pouvoir est divisé et subdivisé pour que chacun des prétendants en ait une part, sans que ni l'un ni l'autre puisse compter sur la prépondérance, et de telle sorte qu'à l'un et à l'autre, tour à tour, on puisse la faire entrevoir. A chaque instant ces prétendants se rencontrent, et il faut qu'ils s'accordent pour agir. C'est le gouvernement incessamment livré aux tiraillements brusques ou lents, publics ou cachés, d'autorités nombreuses et complexes. C'est une arène à chaque pas ouverte pour la lutte, et dans laquelle il faut que la paix se fasse chaque jour.

S'agît-il des affaires les plus simples, le pouvoir s'embarrasserait et s'énerverait dans ce morcellement des attributions et des forces entre des agents multipliés, enchevêtrés, et d'avance peu confiants

les uns dans les autres. Que sera-ce si l'on considère la nature et (passez-moi cette expression) la qualité des acteurs engagés dans cette machine si compliquée? Le clergé et l'Université sont des puissances fières et qui ont, de leur mission et d'elles-mêmes, une grande idée. Elles représentent les tendances et les forces les plus hautes de l'humanité. On a dit pendant quarante ans à l'Université, les voix les plus imposantes lui ont dit qu'elle était l'État enseignant, comme la magistrature est l'État rendant la justice; on lui dit maintenant tous les jours qu'elle défend et garde, pour les générations qui s'avancent, la liberté de la pensée. Et le clergé, c'est le gouvernement de l'Église chrétienne, c'est le corps dépositaire de la foi que Dieu a révélée aux hommes pour sauver, dans l'éternité, leur âme, pour moraliser et pacifier sur la terre leurs sociétés. De telles puissances ont leur domaine propre, leurs principes arrêtés, leurs invincibles instincts et leurs justes droits à une action spontanée et largement libre. Il y a bien de la témérité et de l'oubli à tenter de les organiser et de les faire mouvoir comme des fonctionnaires administratifs. Si par malheur vous y réussissiez, vous les dénatureriez, vous les abaisseriez à leurs propres yeux comme aux yeux des peuples; vous les feriez tomber au-dessous de leur mission naturelle, et elles deviendraient bientôt incapables de la remplir. Et si vous n'y réussissez pas, quelles complications, quels embarras, quels désordres vous suscitez vous-même au sein du gouvernement en introduisant dans son travail quotidien et néces-

saire, des forces qu'on ne gouverne point ainsi de près, ni à toute heure, et qui ne se laissent manier et diriger, pour ainsi dire, qu'à longue distance et dans de grandes et rares occasions !

Personne n'est plus opposé que moi à la séparation de l'Église et de l'État ; personne n'est plus convaincu de la convenance et de la beauté d'une alliance publique entre les deux puissances, pour la dignité comme pour la sécurité des deux sociétés. Mais cette alliance, dans ses applications, dans ses formes, dans ses degrés, doit évidemment s'adapter aux temps, aux institutions, à l'état des mœurs et des esprits et se modifier selon leurs modifications. Charlemagne pouvait et devait remettre partout au clergé le gouvernement des études et des écoles ; Napoléon n'eût pu en concevoir seulement la pensée. Napoléon a pu imposer au clergé et à l'Université l'action commune ; on ne le peut plus aujourd'hui. En général, plus l'activité et la liberté intellectuelles et politiques sont grandes et répandues dans un siècle ou chez un peuple, plus il importe que la société religieuse et ses chefs restent en dehors de leurs orages, et que les occasions de conflit soient rares entre les affaires et les pouvoirs du monde, entre les affaires et les pouvoirs de la religion. Il ne convient pas à l'État de compliquer les questions du gouvernement temporel, déjà si vives et si épineuses sous un régime de liberté, en y associant les questions de conscience et de foi. Il ne convient pas à l'Église de se compromettre dans le gouvernement de l'État pour n'y tenir qu'une petite place, et là où

elle ne possède pas l'empire, elle risque plus qu'elle ne gagne à avoir l'air de le partager.

Il n'y a, en matière d'instruction publique, point de nécessité absolue ou permanente de faire, entre l'État et l'Église, un tel partage, et de se donner à résoudre le difficile problème de la délimitation de leurs attributions et de leurs droits. L'éducation des générations naissantes est un champ naturellement ouvert à tous les travaux, et il y a dans ce champ un arbitre naturellement appelé à choisir entre les travailleurs. Des philosophes ont pu soutenir que les enfants appartiennent à l'État, et qu'il a droit de s'en saisir pour les élever à son gré. Des gouvernements ont pu, dans l'emportement des persécutions religieuses, enlever des enfants à leurs parents pour les faire instruire dans la foi de l'Église nationale. De telles doctrines et de tels actes choquent l'instinct suprême et moral du genre humain. Les enfants sont placés par la loi de Dieu sous l'autorité de leurs parents, et c'est dans la famille que réside le droit naturel de l'éducation. Essayez de contester ce droit directement et en principe; déclarez que les parents ne pourront élever eux-mêmes leurs enfants, et qu'ils seront tous tenus de les remettre à des établissements publics, laïques ou religieux; vous verrez avec quelle énergie le sentiment et le bon sens universel repousseront une telle tyrannie. Les établissements d'éducation extérieurs à la famille n'existent que pour la suppléer et pour faire ce qu'elle ne peut pas ou ne veut pas faire elle-même.

Il y a deux grands suppléants, deux grands auxi-

liaires naturels de la famille, l'Église et l'État : l'Église, parce que, l'enseignement religieux lui appartenant de droit, elle est naturellement propre à donner en même temps l'éducation morale qui tient si intimement à l'enseignement religieux; l'État, parce que, représentant la société dans son ensemble, il est chargé de pourvoir à tous les intérêts, moraux ou matériels, qui réclament son action.

Dans nos sociétés modernes, où le gouvernement est essentiellement laïque, et où la vie civile et la vie religieuse sont essentiellement distinctes, la présence et l'action de l'État dans le champ de l'instruction publique sont non seulement de droit, mais de devoir.

La libre concurrence de l'État et de l'Église dans l'éducation publique, et le libre choix des familles entre leurs établissements, c'est là l'idée à laquelle conduisent les faits naturels considérés en eux-mêmes, et indépendamment de tout système plus ou moins exclusif et factice. Des circonstances particulières et temporaires, l'état des esprits, les régimes antérieurs, la nécessité des ménagements et des transitions, peuvent modifier ou retarder l'application de cette idée; elle n'en est pas moins l'idée simple et vraie, dirai-je nettement, le droit en cette matière; et dès que son application est possible, il faut l'appliquer.

Je suis convaincu que le jour de cette application est venu ou viendra bientôt pour notre pays. On peut mettre en pratique de bien des manières le principe qui sert de base à la loi nouvelle, comme

à toutes les lois rendues ou proposées à ce sujet depuis quarante ans; on peut partager le gouvernement de l'instruction publique entre l'État et l'Église sous des conditions très diverses et à des degrés très inégaux; on n'obtiendra désormais, par aucune de ces combinaisons, ni la paix qu'on cherche entre les deux puissances, ni l'empire moral dont l'une et l'autre doivent être investies pour suffire à leur mission. Que servirait la paix même, entre le clergé et l'Université, si, pour l'obtenir, les deux corps étaient placés dans une situation telle, que leur action en fût énervée, leur autorité amoindrie, leur dignité compromise. Il nous faut bien autre chose que l'entente paisible des puissances appelées à lutter contre le mal moral auquel notre société est en proie, et qui menace d'envahir les générations qui s'avancent encore plus peut-être que celles qui se retirent; il nous faut les plus énergiques efforts, la plus persévérante ardeur; et ces efforts, cette ardeur, cette passion du succès, ce ne sont pas des combinaisons chargées de négations et d'entraves, c'est le régime de la liberté réelle et de la forte concurrence entre les maîtres de la jeunesse qui peut seul nous les donner. Que le clergé et l'Université déploient librement toute leur vigueur, toutes leurs ressources morales; qu'ils s'étendent et prospèrent à l'envi dans le champ de l'éducation nationale : ils auront encore grand peine à l'exploiter avec succès et tout entier.

Ai-je besoin de dire que je n'entends nullement dépouiller l'État du droit de surveillance générale

qui lui appartient sur tout ce qui se passe dans son sein? Ce droit peut parfaitement s'exercer d'une façon qui ne porte aucune atteinte à la liberté sérieuse et à l'indépendance mutuelle des divers établissements d'instruction publique, laïques et religieux.

Vous le voyez, mon cher ami, je suis bien loin de la loi nouvelle. Comme mesure de transition, il se peut qu'elle soit utile, peut-être même fût nécessaire; elle ne me paraît bonne ni comme système d'organisation, ni comme moyen de transaction vraie et durable; elle n'atteindra, je crois, ni le but général d'éducation, ni le but spécial de pacification qu'elle se propose. Je serais donc bien peu propre à concourir à son exécution. Plus je considère ce qui se passe sous nos yeux, plus toute situation fausse m'est antipathique. Rien ne ressemble plus à une situation fausse que de mettre la main à une œuvre au mérite et au succès de laquelle on ne croit point. C'est un grand bonheur, quelque chèrement qu'il soit acheté, que de pouvoir rester, non seulement par ses actions, mais aussi par les apparences, dans la vérité de ce qu'on pense et de ce qu'on veut. Je ne me sens pas disposé à y renoncer.

Une dernière réflexion me préoccupe, que je tiens à vous soumettre parce qu'elle touche aux intérêts de l'Institut lui-même. En considérant la composition légale du nouveau conseil supérieur de l'instruction publique, qui ne sera frappé de trouver là, réunis et remis en présence, l'administration, le clergé, la magistrature, l'Université,

toutes les forces qui, pendant des siècles, se sont mutuellement livré, parmi nous, le grand combat des droits de l'État et de l'Église, de la loi et de la conscience, de l'autorité et de la liberté? Ces nobles puissances, si longtemps adversaires ou rivales, se rencontreront-elles désormais sur le même terrain sans rengager leurs anciennes luttes? Le doute au moins est permis. Par une heureuse sagesse, nos académies, ces compagnies savantes que l'Institut continue et rassemble, sont toujours demeurées en dehors de cette guerre; elles ont glorieusement cultivé les sciences et les lettres sans se laisser entraîner dans l'arène politique; elles ont fermement pratiqué la liberté de la pensée sans s'enrôler sous aucun drapeau dans les combats qui s'élevaient en son nom au sein du gouvernement du pays. Il convient, ce me semble, à l'Institut de se maintenir dans cette tradition de réserve et de tranquille indépendance; il lui convient de porter, partout où la loi lui demande son concours, la lumière de la science parfaitement libre, sans s'associer, ne fût-ce que de loin, aux querelles des écoles ou des partis. C'est par l'exemple et le bon usage, non par la polémique de la liberté, que l'Institut doit servir la cause de l'intelligence humaine. Dans les situations très élevées, l'impartialité tourne au profit de l'influence, et la réserve grandit l'autorité.

Recevez, mon cher ami, la nouvelle assurance de mon ancien et fidèle attachement.

———

101. — A MONSIEUR DE BARANTE

Val-Richer, 9 juillet 1850.

Mon cher ami, je voudrais vous envoyer des pronostics un peu moins sombres que les vôtres. Je n'y réussis pas. Je suis allé à Saint-Léonard. J'ai passé à Paris. Je reste comme j'étais quand nous nous sommes séparés. Les honnêtes gens ne gagnent pas ce que les coquins perdent. Les folies sont en déclin, la sagesse n'est pas en progrès. Il y a quelque chose d'invinciblement petit et stérile dans les idées et les sentiments de notre pays. Il se trouve mal dans le trou où il est tombé; il tend les bras, il lève les yeux pour en sortir; mais les bras sont trop courts, et les yeux ne se lèvent pas assez haut. Et en revanche, comme on est tombé, ce régime-ci ne peut pas s'établir, mais il peut durer. C'est un triste spectacle et qui serait aussi triste à contempler du fond du tombeau que du milieu des vivants.

L'assemblée se prorogera dans les premiers jours d'août. Pour trois mois, disent les confiants; pour deux mois au plus, disent les inquiets; et ceux-ci me paraissent en majorité, les légitimistes en tête. Ils craignent un coup fourré pendant la prorogation. Je n'y crois pas. Le président est patient et inerte dans ses chimères. Il attendra 1852; et alors, si on est comme aujourd'hui, il faudra bien qu'on le réélise. Il sera aussi seul que l'était le duc d'Orléans en 1830, lorsque nous l'avons proclamé le roi

de *notre choix*. Quel fléau que la badauderie arrogante !

J'ai trouvé le roi moins malade que je ne craignais, quoique très malade. Très maigri, mais point décomposé ; la voix ferme, l'œil ferme, l'esprit ferme, parfaitement décidé à guérir et sûr de guérir. J'espère qu'il aura raison. J'ai des nouvelles récentes : le mieux se continue et se développe. Il dort, mange, digère, se promène. Les médecins eux-mêmes reprennent confiance. Sa vie n'a jamais été plus nécessaire à sa maison. Il juge très sainement du présent et de l'avenir. Il n'y a pas de quoi faire en France deux monarchies : Mon petit-fils ne peut régner au même titre et aux mêmes conditions que moi qui ai fini par échouer. Il ne peut être que roi légitime, soit par la mort, soit par l'abdication de M. le duc de Bordeaux, soit à son tour. Mais je n'ai, quant à présent, ni résolution à prendre, ni démarche à faire. Je n'ai qu'à attendre. C'est un grand mal que la désunion de la maison de Bourbon. Je n'y ajouterai pas le scandale de la désunion de la maison d'Orléans. Il faut que tous les miens soient de mon avis. Tous mes fils en sont. Mais ce n'est pas tout. Il faut du temps. Il me faut du temps ! — Voilà son langage. Si le temps ne manque ni à la France, ni à lui, il aura raison. Mais j'ai peur qu'il ne faille plus de temps que Dieu n'en donne, même dans ses faveurs. La crainte de la responsabilité, l'aversion de faire et de tenter soi-même les évènements, le parti pris de n'être qu'instrument de la nécessité, c'est la disposition gé-

nérale et la grande impuissance de notre temps.

Je travaille, je me promène et je vis avec mes enfants. Ils vont très bien et ils sont heureux. Mon fils est dans le coup de feu du grand concours. Il viendra nous rejoindre au mois d'août. Je ne connais personne qui vive aussi complètement dans la compagnie des Grecs et des Romains. J'ai vu Prosper à Saint-Léonard. Il y arrivait comme je partais. Adieu. Je suis heureux que vous poussiez avec cœur votre livre. Sera-ce pour l'hiver prochain? Mes plus affectueux respects à M[me] de Barante, et tout à vous de tout mon cœur.

P. S. Pauvre sir Robert Peel ! Il n'était pas, pour moi, un ami, comme lord Aberdeen; mais nous avons fait, en commun, pendant cinq ans de la politique sensée et honnête, et dans un sentiment mutuellement amical pour nos deux pays. C'est un lien puissant. L'affliction unanime et respectueuse de l'Angleterre est un beau spectacle. Quel effet fera sa mort sur l'état des partis? Je n'y vois pas clair encore. L'opposition en sera plus unie. Mais le jour où elle deviendrait gouvernement, elle en serait plus faible. Peel, qui était pour les whigs un grand appui, eût été, pour les nouveaux conservateurs, non plus un chef actif, mais un patron très utile. A coup sûr le trésor de Dieu n'est pas épuisé; mais il ne remplacera pas, quant à présent, les grandes figures qu'il rappelle à Lui.

---

102. — A MADAME LENORMANT

Ems, dimanche 4 août 1850.

Je quitte Ems mercredi prochain 7, chère madame, et je retourne directement à Paris, en m'arrêtant vingt-quatre heures à Bruxelles. Je serai samedi 10 à la rue Ville-l'Évêque. On attend ici dans quelques jours plusieurs grandeurs, le roi de Wurtemberg, la reine de Hollande sa fille, la grande-duchesse Hélène de Russie. Je serai parti et j'en suis fort aise. On attend aussi, dans quelques jours, M. le duc de Bordeaux à Wiesbaden. Bien des gens croiront que je suis venu sur le Rhin pour le voir. Le mensonge des apparences est quelquefois comique. L'impossibilité matérielle par les dates de mon départ et de son arrivée n'empêchera pas la crédulité. Peu m'importe et peu importe. Ce qui m'importe, c'est que dix ou douze personnes sachent ce qui en est réellement et elles le savent. Pourquoi ne dit-on pas que M. Thiers est à Baden pour traiter aussi? M. Royer-Collard disait : « Voici entre M. Thiers et M. Guizot la vraie différence; à M. Thiers on passe tout, à M. Guizot on ne passe rien. » Je ne m'en plains pas.

Savez-vous ce qui m'occupe en ce moment? Un travail qui m'amuse fort. On réimprime mon *Monk*. Je l'ai fort remanié et complété. Et on réimprime en même temps mon *Washington*. Comment on

rétablit une monarchie et comment on fonde une république. Choisissez. Pourvu qu'on ne me réponde pas : « Ni l'un ni l'autre ! » J'en ai quelquefois peur. Je ne crois pas à la décadence définitive de mon pauvre pays; mais je suis pour cela comme Mme Geofrin pour les revenants : « Je n'y crois pas, mais je les crains. »

La publication de ma lettre à l'Institut s'est arrangée d'une façon très convenable. J'y ai été très évidemment tout à fait étranger. Rien ne se combine si bien que les impatiences de la curiosité et les demi-indiscrétions d'une amitié intelligente. Je suis sûr que l'effet a été bon pour moi, et je crois aussi qu'il est bon en soi. La petite préface du *Correspondant* était dans une excellente mesure. Je n'ai pas lu l'*Ami de la religion*. Je trouve tout simple qu'ils aient eu de l'humeur.

Adieu, chère madame, mes bien vraies amitiés à votre mari et à vos enfants. Je regrette de n'avoir pas entendu le rapport de M. Lenormant à notre Académie, et, comme je n'ai pas le *Moniteur*, je ne l'ai pas encore lu. Je le lirai à Paris. Adieu encore et tout à vous de tout mon cœur.

---

103. — A MISTRESS AUSTIN

Ems, 5 août 1850.

Ma chère mistress Austin,

Vous ne vous attendez pas à recevoir une lettre de moi des bords du Rhin. J'y suis venu passer quelques jours pour me promener, pour entrevoir l'Allemagne, pour voir des amis, et j'en repars demain pour ne pas m'y rencontrer avec M. le duc de Bordeaux, que je verrai peut-être quelque jour, mais que je ne veux pas voir plus tôt qu'il ne me convient. Le mensonge des apparences est quelquefois bien comique; j'aurai beau être rentré en France avant que M. le duc de Bordeaux fût sur le Rhin, bien des gens diront et croiront que je n'y suis venu que pour lui. Peu m'importe.

Je vois ce pays-ci par un temps charmant, et je le trouve charmant. Il y a de la nature encore un peu primitive et sauvage; elle n'a pas encore été tout entière remaniée et façonnée par l'homme. Et de la vieille histoire à chaque pas. J'étais, il y a deux jours, à Nassau, au haut d'une montagne qui est un épais bouquet de chênes, au milieu des ruines du vieux château des Nassau. J'avais à mes pieds, sur le flanc de la montagne, les ruines du vieux château

1. Mlle Juliette Lenormant, mariée à M. Blanchet, morte à quarante-cinq ans, en 1875.



des barons de Stein, et tout à fait en bas, au bord de la Lahn, la maison neuve du dernier baron de Stein, avec la tour qu'il y a fait bâtir, où il a vécu après sa brouillerie avec le roi de Prusse et où il est mort. J'ai été la visiter. Les pierres sont neuves; les meubles sont neufs. Les souvenirs sont déjà vieux. Que de chemin a fait le monde depuis que le baron de Stein s'y est tant agité pour délivrer l'Allemagne! Il l'a délivrée, en effet, de l'étranger, et puis il a échoué à faire plus. Rien n'est plus difficile que de se résigner au succès incomplet. C'est pourtant le sort des hommes, et des plus heureux.

Voilà votre session finie. Je doute que, malgré son discours de cinq heures et sa majorité de 47 voix, lord Palmerston en sorte plus fort. Plusieurs personnes m'ont écrit, comme vous, que lui et ses amis s'en prenaient à M. de Metternich, à Mme de Lieven et à moi de la bataille qu'ils avaient été forcés de livrer. J'en ai ri sans m'en étonner. On veut toujours s'en prendre à quelqu'un; et comme je ne connais aucune raison pour me gêner de dire ou d'écrire ce que je pense de la politique de lord Palmerston, je trouve tout simple que, dans mon blâme public, il voie une conspiration secrète. Je ne m'en gênerai pas davantage à l'avenir. Mon plaisir aujourd'hui, c'est de penser tout haut. Je ne suis pas disposé à y renoncer.

Je ne vous dis rien de nos affaires à nous; je n'ai jamais vu tant de tranquillité avec si peu de sécurité. Jamais les mots *vivre au jour le jour* n'ont été plus rigoureusement vrais. On fait plus que *vivre*,

on pense *au jour le jour*. On n'a point de lendemain et on ne veut pas en chercher un. La France se console de ses échecs en oubliant son ambition. J'espère bien qu'elle se relèvera, mais elle n'a pas l'air de s'en soucier du tout.

Je passerai la fin du mois d'août à Trouville; puis septembre et octobre au Val-Richer, avec mes enfants, tantôt l'une, tantôt l'autre.

J'envie à Pauline le plaisir qu'elle aura de vous voir à Ketteringham. Il faut que je reste un peu tranquille chez moi; je veux travailler. Adieu, chère mistress Austin. Est-ce que M. Austin ne travaille pas aussi? Je voudrais bien voir son livre. Parlez-lui de moi, je vous prie. Et aussi à lady Gordon et à sir Alexander. Quand vous reverrai-je tous? Ce sera pour moi un vif plaisir. Adieu donc.

---

104. — A MADAME LENORMANT

Val-Richer, 24 septembre 1850.

Chère madame, vous avez eu bien tort de ne pas venir causer un peu avec moi au Val-Richer. On ne cause pas de loin. J'ai tant couru cet été que j'ai bien des choses à raconter. Fort mêlées de bien et de mal, comme tout en ce monde. J'ai tort de dire *tout*. J'ai connu des biens et des joies sans limite et sans mélange. Ce passé-là suffit encore à remplir mon âme, et même aujourd'hui je ne trouve pas

que les ambitions et les espérances de ma jeunesse aient été trompées, ni les ambitions de cœur, ni les autres. La vie, selon moi, vaut bien ce qu'elle coûte; et dans presque tous ceux qui, devenus vieux, disent le contraire, j'entrevois ou un grand égoïsme ou une grande faiblesse, et, par suite d'égoïsme ou de faiblesse, un grand défaut de jugement. Mais si je ne me plains pas de la vie, ni du monde, je n'en sens pas moins vivement leurs imperfections, leurs épreuves, leurs mécomptes, bien plus vivement aujourd'hui et dans mon repos que lorsque j'étais jeune, en train d'agir et en confiance de vaincre.

Je suis revenu[1] de ma visite à Claremont, triste, mais pas mécontent. J'ai trouvé la reine et la famille royale dans un état bon et sain, d'esprit et de corps. La reine m'a frappé et touché plus que jamais, par ce mélange de passion vive et de pieux empire sur elle-même qui est devenu sa nature. Elle m'a parlé du roi tendrement, simplement, comme si elle l'avait vu il y a cinq minutes et devait le revoir dans cinq minutes. Elle restera évidemment le centre et le lien de sa famille puisant, dans l'affection et le respect qu'on lui porte, l'autorité dont elle aura besoin. C'est leur volonté à tous de rester unis, et ils resteront réunis pour qu'on ne doute pas qu'ils sont unis. En tout, ces dispositions-là sont excellentes et l'attitude très digne. Viendront les épreuves du temps et des évènements; c'est toujours beaucoup de si bien commencer.

1. Le roi Louis-Philippe était mort le 26 août 1850. M. Guizot était allé à Claremont pour ses funérailles.

Je suis arrivé à Claremont au moment où y arrivait le message de M. le comte de Chambord. Après le service funèbre qu'il a fait célébrer à Wiesbaden, il a voulu faire porter à la reine l'expression directe de sa sympathie et de son respect; le message a été reçu avec une satisfaction sincère, et la reine y a répondu au nom de tous avec une convenance affectueuse. Réponse verbale, comme le message, mais dont les paroles ont été bien pesées. Ce sont de bons rapports de parenté renoués entre les deux branches. Rien de moins, rien de plus.

Il ne faudrait pas beaucoup de circulaires comme celle dont on s'occupe en ce moment pour rendre parfaitement vains les meilleurs messages. Je n'ai pas pu lire cette pièce sans me rappeler le mot de Napoléon : « L'exécution est tout. » On avait une bonne intention, on voulait abattre la queue du parti, désavouer la *Gazette de France* et M. de la Rochejaquelein, donner raisons aux légitimistes modérés. De cette bonne intention, on a fait sortir une grosse sottise. Pourvu que la maladresse d'aujourd'hui ne soit pas la maladresse éternelle, cette inintelligence politique, cette ignorance du sentiment public qui depuis si longtemps caractérisent et perdent le parti. Personne n'est plus décidé que moi pour la fusion, mais je ne la veux ni de toute main ni à tout prix.

M. Veuillot est une des choses dont nous causerions. Moi aussi je l'estime et je l'aime. Et je lui sais beaucoup de gré de ce mélange de soumission et d'indépendance qui fait la dignité de l'homme et qui

convient au chrétien. Mais je voudrais qu'il pensât un peu plus à toutes choses à la fois, et qu'au moment où il parle, il ne fût pas exclusivement, j'ai presque dit aveuglément, préoccupé de ceux des principes ou des sentiments qui sont dans son âme, en en oubliant d'autres qui y sont également, j'en suis sûr. Cela nuit beaucoup, en lui-même, à la justesse et à la justice de ce qu'il pense et, au dehors, à l'influence de ce qu'il dit. Je désire beaucoup qu'à Rome on le comprenne et on le traite bien.

Adieu, chère madame, je vous aurais écrit, il y a longtemps, si je n'avais été tout à fait tranquille sur les suites de la chute de M. Lenormant. J'espère qu'il ne s'en ressent plus du tout. Donnez-moi aussi de bonnes nouvelles de Paule. Je suis sûre que vous avez toute raison sur mon amie Juliette et qu'elle sera un trésor. J'ai enfin tous mes enfants autour de moi. Pauline et Guillaume sont revenus; Pauline un peu fatiguée de son voyage, et Guillaume avec une rage de dents et le genou en marmelade à la suite d'une partie de barres qu'il a trouvé moyen de faire dans les trente-six heures qu'il a passées à Paris. Le Val-Richer guérira tout cela. Ils sont très bien d'ailleurs tous et tous très contents. J'irai avec un de mes deux ménages passer quelques jours à Broglie. Puis ce ménage-là retournera à Paris et l'autre restera au Val-Richer avec moi jusqu'en novembre. Adieu donc, chère madame, mille tendres amitiés à tous les vôtres.

---

105. — A MONSIEUR LE COMTE DE JARNAC

Paris, 25 janvier 1851.

Je voudrais vous dire quelque chose de bon, mon cher Jarnac, en retour de votre bonne lettre du 27 décembre. Il n'y a pas moyen. Il n'y a rien de bon ici. Je ne puis me faire à la politique pessimiste, ni me satisfaire à voir le président et l'Assemblée s'entravant et s'abaissant à qui mieux mieux. Pour le moment, c'est le président qui gagne, c'est-à-dire, qui perd le moins à ce jeu, mais ce sont de tristes avantages, et dont le pays fait les frais. Quand serons-nous au bout de ce qu'on appelle si ridiculement une grande expérience et que trouverons-nous à ce bout ? Quoique je n'y voie pas clair, je persiste plus que jamais dans les idées que vous me connaissez. Il n'y a de salut que là. Pour tout le monde. J'ai peur que la démonstration n'en soit pas encore suffisante pour tout le monde. Cependant il est de jour en jour plus clair qu'on ne peut rien à soi tout seul, et qu'à mesure que cette impuissance éclate, le parti sur lequel on compte encore se disloque et s'en va, chefs et soldats. L'aveuglement est en haut, l'oubli en bas. Il faut que je sois un optimiste bien acharné pour ne pas désespérer de l'avenir.

Ma maison va mieux que l'État. Mes filles supportent à merveille leur grossesse. Mon fils poursuit ses études avec succès. Je travaille un peu, le matin, avant déjeuner. Je réussis mal à défendre le reste

de ma journée. Je prévois avec regret que je ne pourrai aller que tard au Val-Richer. Les couches de mes filles me retiendront ici jusqu'au commencement d'août ; ne viendrez-vous pas nous voir un moment ? Je regrette notre bon temps au moins autant pour Mme de Jarnac que pour vous. Elle s'y plaisait tant et elle y convenait si bien ! Parlez-lui de moi, je vous prie, aussi tendrement qu'elle le permettra et vous aussi. J'avais espéré que lord Aberdeen viendrait me voir. Il faut y renoncer. Nous sommes trop près du parlement.

Tout à vous de grand cœur, mon cher Jarnac.

106. — NOTE DE M. GUIZOT SUR LA FUSION

Novembre 1850.

La fusion des deux partis monarchiques et des deux branches de la maison de Bourbon est évidemment le seul moyen de rétablir en France la monarchie. C'est le seul moyen de sauver la France. La désunion et l'hostilité mutuelle des partis monarchiques la livrent infailliblement à la démagogie.

Cependant la fusion compte peu de partisans décidés et actifs. Au sommet des partis, quelques hommes clairvoyants et indépendants des passions de leur parti[1]. Dans le public, un grand nombre d'honnêtes gens épars, qui, lorsqu'on leur parle de

1. Ces réflexions de M. Guizot sur la fusion furent communiquées par M. le duc de Noailles à M. le comte de Chambord. A l'occasion de cette note, le prince écrivit la lettre du 22 décembre 1850, qui a déjà été publiée dans le recueil de sa correspondance et que nous reproduisons ci-après.

la fusion, l'approuvent et la désirent, dont l'adhésion ferait sa force si elle était accomplie, mais qui l'espèrent peu, et feront d'eux-mêmes peu d'efforts pour l'accomplir.

Voici quelles causes principales s'opposent à la fusion.

D'abord les passions et les préventions révolutionnaires contre le parti légitimiste, comme représentant de l'ancien régime détruit par la Révolution, contre la maison de Bourbon, surtout contre la branche aînée de la maison de Bourbon, comme représentant et instrument du parti légitimiste.

Malgré leur décri apparent, et même réel dans certaines circonstances et jusqu'à un certain point, les passions et les préventions révolutionnaires sont encore vives et générales. Elles se lient à un fait très puissant, la jalousie des classes moyennes, devenues prépondérantes, contre les classes autrefois dominantes. Les classes moyennes ne crient plus : «Point de nobles, point de prêtres.» Elles redoutent et combattent au besoin la multitude révolutionnaire dont, à vrai dire, c'est toujours là le drapeau. Mais les sentiments et les méfiances qui inspirent ce cri sont encore, dans les classes moyennes, au fond de bien des cœurs. Elles regardent les légitimistes comme d'anciens rivaux qui voudraient redevenir, qui redeviendraient des maîtres, si la légitimité triomphait.

La légitimité sans les légitimistes, entend-on dire souvent. Parole absurde, mais qui exprime bien l'état

d'esprit d'une grande partie des classes moyennes, monarchiques et révolutionnaires à la fois.

Les fautes du parti légitimiste entretiennent déplorablement cette disposition. Comme tête de colonne dans la grande armée qui défend la propriété, la famille, la religion, la loi, toutes les bases de l'ordre social, le parti légitimiste est toujours considérable et considéré, et, s'il ne se présentait jamais que sous cet aspect, il serait puissant. Mais on rencontre sans cesse dans ses rangs des prétentions, des apparences de prétentions exclusives, blessantes, qui rappellent l'ancien régime et les anciennes luttes. Et, en même temps, il a contracté, dans sa longue opposition *quand même*, non seulement des tendances, des habitudes d'esprit et de langage anarchiques, mais des liens d'intimité et une funeste facilité d'alliance avec les factions anarchiques elles-mêmes. Rien ne l'affaiblit et ne le décrie davantage dans la grande masse des conservateurs. On s'étonne, on s'irrite de le voir à la fois aristocratique et révolutionnaire. On l'accuse de chercher dans une popularité de bas aloi une force qu'il ne possède pas en lui-même. On le regarde, dans le camp de l'ordre, comme un allié peu sûr, toujours près de devenir un déserteur pour aller chercher, dans un autre camp, de mauvais moyens de poursuivre un mauvais but.

Dans un tel état des esprits, le parti orléaniste doit conserver et conserve en effet beaucoup d'espérances. Elles ont grandi plutôt que décliné depuis quelque temps. Un retour marqué d'opinion en fa-

veur du roi Louis-Philippe, de son gouvernement, de sa famille, se fait sentir. Sa mort, la mort de la reine des Belges, ont produit un grand effet. La restauration de la maison d'Orléans serait, sans nul doute, la plus facile à accomplir. Un incident inattendu, la présence des princes, pourrait déterminer soudainement une acclamation populaire ou militaire qui serait momentanément décisive. Et la perspective de cette facilité du premier jour cache, aux yeux de beaucoup de gens, la situation qui se referait bientôt autour de la branche cadette restaurée, et l'impossibilité de fonder, avec elle seule et son seul parti, une monarchie durable.

Le simple énoncé des obstacles que rencontre la fusion indique les moyens à prendre pour les surmonter.

Il faut travailler incessamment à guérir les jalousies et les méfiances des classes moyennes. Non par des promesses excessives auxquelles elles ne croiraient pas et qu'on ne pourrait pas tenir. Les classes moyennes n'ont pas suffi à soutenir et à fonder le trône qu'elles avaient élevé. Il faudra bien qu'elles se résignent à n'être pas, seules ou presque seules, l'entourage et l'appui du trône relevé. Mais cette résignation, nécessaire pour leur propre salut comme pour le salut de la France, leur sera très pénible, et il faut de grands ménagements pour les y accoutumer. Le premier et, quant à présent, le plus essentiel, c'est que, de la part de M. le comte de C... et de ses entours, il ne vienne aucune démarche, aucune démonstration, aucune parole qui puissent

blesser l'amour-propre des classes moyennes et leur donner lieu de penser que le rétablissement de la monarchie par la fusion serait leur déchéance. On ne saurait prendre, à cet égard, trop de soin, car la susceptibilité qu'il faut apaiser est extrême et sans cesse entretenue ou réveillée par l'attitude et le langage d'une foule de légitimistes, en qui l'impertinence étourdie semble un mal aussi incurable que l'est dans l'autre camp la jalousie envieuse. Il importe infiniment qu'en ceci M. le comte de C... et ses amis particuliers soient réellement et se montrent évidemment très différents de leur parti, et que, par tous leurs actes, par toutes leurs paroles, ils rassurent la fierté ombrageuse des classes moyennes, les attirent à eux et leur inspirent la confiance que le roi sera leur roi, et non pas le roi de l'ancien régime, de l'ancienne noblesse, de l'ancienne cour.

Il y aura une cour. C'est la conséquence inévitable et aussi l'entourage nécessaire de la monarchie. Mais il faut savoir d'avance et n'oublier jamais que la cour sera un grand embarras pour le gouvernement, un grand sujet de méfiance pour le pays, et que ce sera à elle que s'attaqueront hypocritement, mais avec grand avantage, les ennemis de la royauté. Deux précautions sont indispensables. Il faut que les formes, les règles, l'organisation de la cour ne soient point calquées sur celles de l'ancienne cour de France, que les noms et les traits extérieurs de la nouvelle cour soient réellement nouveaux. Il faut de plus que les classes moyennes aient à la cour leur

part. Non seulement des hommes pris dans leurs rangs doivent être placés et vivre auprès du roi; mais le roi doit rassembler autour de lui, assez fréquemment et en grand nombre, des représentants des classes moyennes et les associer à l'éclat et aux plaisirs de la cour. Un aspect assez militaire; point de faste habituel ni de fêtes exclusives; peu de courtisans de tous les jours, et le palais du roi de temps en temps ouvert à de nombreuses et brillantes réunions de toutes les classes bien élevées. C'est là aujourd'hui, pour toute royauté et surtout pour la royauté ancienne, le seul moyen de rendre la cour acceptable au pays et d'en faire un moyen de succès.

Quant au gouvernement ou maniement des affaires publiques, c'est maintenant un propos fréquent et presque systématiquement adopté parmi les légitimistes, que c'est surtout aux anciens conservateurs, aux classes moyennes et à leurs représentants qu'ils doivent appartenir. « Eux seuls, dit-on, ont l'expérience des affaires; leur présence dans les fonctions, grandes ou petites, rassure le pays; nous n'entendons point les leur disputer. » Cela est même dit avec un empressement peu habile, et qui pourrait blesser ceux à qui il s'adresse, car on semble leur dire : « Vous voulez les places; vous les aurez. Pour nous, nous savons et nous pouvons nous en passer. »

Sans doute, l'influence prépondérante et définitive dans le gouvernement appartient aujourd'hui aux classes moyennes. On ne peut gouverner contre leur vœu et sans leur appui. C'est là le grand fait poli-

que de notre temps. Fait évident partout en Europe et sous toutes les formes de gouvernement, même dans l'aristocratique Angleterre, où, si le maniement des affaires publiques est toujours entre les mains de l'aristocratie, c'est à la double condition de suivre la direction imprimée au gouvernement par les classes moyennes et de se recruter incessamment dans leur sein.

Il est vrai aussi qu'en France, après ce qui s'est passé depuis soixante ans, les classes moyennes ont plus d'expérience des affaires, que toutes les carrières publiques sont peuplées de leurs représentants, qu'elles tiennent fortement aux positions qu'elles y occupent ou qu'elles y espèrent, et qu'un gouvernement qui ne saurait pas s'en entourer, non seulement encourrait leur antipathie, mais serait bientôt frappé du discrédit qui s'attache au défaut de capacité reconnu et à l'isolement.

Mais à côté de ces faits incontestables, se place un autre fait également certain : c'est que pour le salut du pays, il faut absolument que le parti légitimiste, cette classe de propriétaires considérables et considérés qui représentent l'ancienne noblesse française, rentrent activement dans les affaires publiques et y reprennent leur part de responsabilité. Le détachement qu'ils témoignent aujourd'hui n'est pas sérieux ; et le fût-il, ni la royauté, ni le pays ne sauraient s'en accommoder. Quand il n'est pas engagé et compromis dans le gouvernement, le parti légitimiste passe ou tombe dans l'opposition. Ce n'est pas là son devoir dans le péril actuel de la

société. Il est naturellement appelé et obligé à soutenir le pouvoir dans la lutte que le pouvoir soutient. Ses propres intérêts lui en font une nécessité ; et il a, soit par position, soit par tradition, des qualités qui font, de son concours dans cette lutte, une nécessité pour le pays lui-même. Ni les légitimistes ne peuvent se passer des anciens conservateurs, ni les anciens conservateurs des légitimistes pour fonder ce qui leur est à tous, sous peine de mort, également indispensable, un gouvernement qui gouverne et qui dure. Un bonheur se rencontre dans la triste condition de la France. C'est par le même régime politique, par les mêmes institutions que les classes moyennes peuvent conserver et les légitimistes reprendre leur place dans le gouvernement du pays. Les classes moyennes ont besoin du gouvernement constitutionnel et parlementaire pour la garantie des droits et des intérêts qu'elles ont acquis depuis 1789. Les légitimistes en ont besoin pour exercer sur les affaires publiques, sans exciter des alarmes redoutables et de l'aveu du pays lui-même, l'influence qui leur appartient. On parle assez mal aujourd'hui du régime constitutionnel et de ses libertés ; on se montre enclin à en faire, et on en fait, quant à présent, assez bon marché. Ce serait une politique bien frivole et bien aveugle que celle qui se fonderait sur ces dispositions superficielles et apparentes.

Le régime constitutionnel n'a certes pas tenu tout ce qu'on s'en était promis, et quelques-unes de ses libertés essentielles ont été des instruments de

grave dommage. Mais, sans parler des intérêts de l'avenir et en se renfermant dans les besoins du présent, on peut affirmer sans crainte que ni le pays, ni aucun des grands partis qui vivent dans le pays, et doivent agir dans son gouvernement, ne peuvent et, au fond, ne veulent se passer de ces grandes institutions. Bien des modifications et des limitations y doivent être apportées; bien des problèmes y sont à résoudre pour assurer l'ordre et raffermir le pouvoir profondément ébranlés. Mais, pris en lui-même et dans ses éléments essentiels, le gouvernement constitutionnel est désormais, pour tout le monde en France, une nécessité. Nécessité plus impérieuse pour la monarchie restaurée que pour tout autre régime : non seulement pour répondre aux méfiances populaires, mais parce que c'est au sein et à l'aide de la vie et des luttes parlementaires que peut s'accomplir, pratiquement et progressivement, la fusion, ou, pour mieux dire, la transformation des partis. Là sans doute les dissidences éclatent et les camps divers se forment; les passions se fomentent mutuellement; mais là aussi les prétentions sont contraintes de se contenir : les forces apprennent à se mesurer et les hommes à se connaître; les combinaisons nouvelles se préparent; les mauvais desseins et les desseins impossibles se manifestent et reculent ou avortent; la nécessité se révèle peu à peu et pèse sur tous. Le gouvernement représentatif est toujours orageux et souvent périlleux, mais, pour quiconque sait observer et comprendre, il est évident que, partout où

ce gouvernement a duré, il a apaisé au fond en agitant à la surface, et qu'il a amené les grandes transactions en multipliant les petits combats.

La monarchie rétablie par la fusion a d'ailleurs à se prévaloir ici d'un mérite qui lui est propre et dont elle peut prendre grandement avantage : c'est qu'elle seule peut, réellement et d'une façon durable, donner à la France le gouvernement parlementaire ; d'abord ,parce qu'elle seule rallie autour du pouvoir les classes et les partis qui sont les instruments naturels et réguliers de cette forme de gouvernement; ensuite, parce qu'elle seule assure au pouvoir et à l'ordre public les garanties de force et de stabilité nécessaires pour régler et supporter le développement des libertés publiques. Il y a là, pour la monarchie restaurée, un puissant moyen de donner, aux sentiments mêmes qui la redoutent, une satisfaction qu'ils ne recevraient point d'ailleurs, et de rallier à elle une partie de ses plus anciens et plus influents adversaires.

Que M. le comte de C... ne laisse échapper aucune occasion, directe ou indirecte, d'inspirer sur ses intentions à cet égard pleine sécurité à la France. Et qu'il ne craigne pas de s'engager ainsi d'avance au respect servile et périlleux de telle ou telle institution, de telle ou telle liberté excessive ou mal réglée. Plus on le croira décidé et sincère dans l'acceptation du régime constitutionnel, moins on lui en marchandera les conditions. Les libertés publiques, surtout après les révolutions, sont essentiellement des garanties, et on les demande plus ou

moins étendues, selon qu'on se confie plus ou moins au pouvoir. Ce que M. le comte de C... a besoin de bien établir, c'est qu'il ne veut pas l'ancien régime. Que la France en soit convaincue, et elle ne se montrera bien difficile, ni pour refuser du pouvoir, ni pour exiger beaucoup de liberté.

Après ces obstacles généraux au rétablissement de la monarchie par la fusion, vient l'obstacle personnel, le parti orléaniste, ses dispositions et ses espérances. C'est surtout en ceci qu'il est essentiel que M. le comte de C... se forme une idée juste de la difficulté et des moyens de la surmonter.

Qu'aurait-on dû faire en 1830? Le droit monarchique de l'hérédité du trône est-il un droit absolu, qui ne reconnaisse, en aucun cas, aucune limite, et devant lequel le droit de la nation de n'appartenir qu'à elle-même doive, en tous cas, s'arrêter et disparaître? Y a-t-il une dernière extrémité à laquelle le droit monarchique cède au droit national? Les ordonnances de Juillet avaient-elles réduit le roi Charles X et la France à cette dernière extrémité? Quelles ont été, dans la révolution de Juillet, pour la royauté et le pays, la part comparative du droit et la mesure de la nécessité? Ce sont là des questions immensément grandes et délicates, très difficiles à résoudre pour la philosophie et pour l'histoire, insolubles pour la politique. Les partis qui s'y attachent obstinément se vouent à une guerre sans fin. Si M. le comte de C... s'y engageait ou s'y laissait engager, s'il voulait adopter et soutenir, pour ces questions une solution précise et absolue, il

rendrait le rétablissement de la monarchie, par la fusion des partis monarchiques, tout à fait impossible. Les partis peuvent être transformés, ils n'abdiquent jamais expressément.

Mais loin d'être obligé à une telle conduite, M. le comte de C... a tout autre chose à voir et à faire. A côté de ces questions insolubles, se sont placés deux grands faits qui, pour lui comme pour la France, doivent régler la politique.

En 1830, une grande, très grande partie de la nation s'est sentie attaquée et mise en péril dans ses droits, dans ses intérêts, dans son honneur. Elle a fait ou approuvé, contre le droit monarchique, une révolution. A tort ou à raison, elle n'a pas cru pouvoir défendre, par un autre moyen, ses intérêts, son honneur, ses droits. La révolution faite, le pays et son gouvernement nouveau se sont efforcés de l'arrêter, de la régler, d'en faire sortir, sous un prince de la maison de Bourbon, une monarchie constitutionnelle. Cette monarchie a duré dix-huit ans. Pendant dix-huit ans, elle a maintenu l'ordre légal en France et la paix en Europe. Pendant dix-huit ans, la France a vécu libre et prospère. Nul autre gouvernement, depuis soixante ans, n'a duré davantage et n'a plus sensément et plus libéralement gouverné.

En 1848, ce gouvernement a été soudainement renversé. Sans regarder plus avant, sans rechercher les causes secondaires de sa chute, on est en droit de dire qu'il ne possédait pas toutes les conditions vitales de la durée.

Ce sont là les deux grands faits qui planent main-

tenant sur tous les partis, et qui, pour M. le comte de C... et pour la France, doivent présider à toute politique. On peut dire que Dieu a parlé. La France doit reconnaître que le respect du droit monarchique et l'union des partis monarchiques sont indispensables à la monarchie. M. le comte de C... doit reconnaître que la monarchie de 1830 a été nationale et légale, et qu'elle a sauvé la France de l'anarchie. Par cette attitude simultanée, ni M. le comte de C... ni la France n'abandonnent leur dignité et leur droit. Ils se rapprochent sans se renier. Ils rendent ensemble hommage à la vérité et à la nécessité.

Sur ce terrain seulement, la fusion des deux branches de la maison de Bourbon peut s'accomplir. Aux uns et aux autres, il ne faut demander rien de moins, ni rien de plus. De part et d'autre, il y a des questions qu'il faut laisser au fond des âmes. Ce n'est pas dans le confessionnal que se concluent les grandes paix politiques, et le jugement dernier n'appartient qu'à Dieu.

Si telles sont ses dispositions et ses vues, M. le comte de C... ne peut prendre trop de soin de les manifester. Une conduite très tranquille et une attitude très publique lui sont également indispensables. Sur son compte, l'ignorance et les préventions du public sont extrêmes, et il a des amis qui les aggravent au lieu de les dissiper. Qu'il saisisse les occasions naturelles de parler lui-même; il y a moins de risque, pour lui, à se placer devant ses amis, et à les couvrir, qu'à se tenir derrière eux. Et

parmi ses amis, il y en a qui sont connus de la France, qui siègent dans les assemblées nationales, qui tiennent ainsi, du pays lui-même, mission et influence. Que ce soit surtout par ceux-là que M. le comte de C... se manifeste et agisse ; ils sont à la fois pour lui moins compromettants et plus efficaces. Et qu'il leur donne, sur ses intentions et ses desseins, des instructions claires, précises, conséquentes ; de telle sorte que, dans leur conduite et dans leur langage, ils soient toujours d'accord entre eux, et toujours d'accord avec une pensée invariable et incontestable. Pour arriver au rétablissement de la monarchie par la fusion, il faut qu'il n'y ait, dans cette politique, au fond point d'hésitation, et aux yeux du pays point d'obscurité.

---

107. — LETTRE DE M. LE COMTE DE CHAMBORD A M. LE DUC DE NOAILLES

Venise, le 22 décembre 1850.

Je vous remercie bien, mon cher duc, de votre lettre du 2 décembre, et des sages réflexions qu'elle renferme. Je vous prie de remercier aussi pour moi l'auteur de la note que vous m'avez envoyée. Rien ne peut m'être plus précieux que ces communications d'un homme si bien placé sous tous les rapports pour juger la situation, et indiquer ce qu'il convient de faire. J'ai reconnu dans ces pages remarquables la supériorité d'esprit, la haute capacité et la longue

expérience de celui qui les a dictées, et je les ai lues avec d'autant plus d'intérêt et de satisfaction, que, sur la plupart des points et à quelques différences près, je partage les pensées et les vues qu'elles expriment. Je sais toutes les difficultés que rencontre le retour au principe de l'hérédité monarchique, tant de la part de ceux qui le combattent que souvent même par le fait de ceux qui le défendent, et ces divers obstacles, je sens qu'il est de mon devoir de chercher autant qu'il est en moi à les faire disparaître. Aussi me suis-je constamment efforcé de prouver par mes paroles, comme par ma conduite, que, si la Providence m'appelle à régner un jour, je ne serai pas le roi d'une seule classe, mais le roi ou plutôt le père de tous. Partout et toujours je me suis montré accessible à tous les Français, sans distinction de classes et de conditions. Je les ai tous vus, tous écoutés, tous admis à se presser autour de moi. Vous en avez été vous-même le témoin. Comment après cela pourrait-on encore me soupçonner de ne vouloir être que le roi d'une caste privilégiée, ou, pour employer les termes dont on se sert, le roi de l'ancien régime, de l'ancienne noblesse, de l'ancienne cour ? J'ai toujours cru, et je suis heureux de me voir ici d'accord avec les meilleurs esprits, que désormais la cour ne peut plus être ce qu'elle était autrefois. Ordinairement peu nombreuse, composée d'hommes pris dans tous les rangs, sans faste habituel, sans réunions exclusives, elle doit de temps en temps et même fréquemment s'ouvrir à un grand nombre de personnes apparte-

nant à toutes les classes bien élevées, pour les associer à son éclat et à ses fêtes.

J'ai toujours cru également qu'il faut que toutes les forces du pays, que toutes les classes de la nation s'unissent pour travailler de concert au salut commun, y contribuent les unes par leur expérience des affaires, les autres par l'utile influence qu'elles doivent à leur position sociale. Il faut que toutes soient engagées dans cette lutte du bien contre le mal, que toutes y apportent le concours de leur zèle et de leur active coopération, que toutes y prennent leur part de responsabilité, afin d'aider loyalement et efficacement le pouvoir à fonder un gouvernement qui ait tous les moyens de remplir sa haute mission et qui soit durable.

Toujours aussi j'ai eu l'intime conviction qu'il n'y a que la monarchie restaurée sur la base du droit héréditaire et traditionnel qui, répondant à tous les besoins de la société telle que l'ont faite les évènements accomplis depuis plus d'un demi-siècle, puisse concilier tous les intérêts, sauvegarder tous les droits acquis et mettre la France en pleine et irrévocable possession de toutes les sages libertés qui lui sont nécessaires. Enfin j'ai toujours été d'avis qu'il y a des questions insolubles qu'il ne serait pas moins superflu que dangereux de vouloir remuer, et personne ne sent plus vivement que moi combien il est essentiel de les laisser à jamais ensevelies dans le fond des consciences. J'apprécie tous les services qui ont été rendus à la patrie; je tiens grand compte de tout ce qui a été fait, à différentes époques,

pour la préserver des maux extrêmes dont elle était et dont elle est encore menacée. J'appelle tous les dévouements, tous les esprits éclairés, toutes les âmes généreuses, tous les cœurs droits, dans quelques rangs qu'ils se trouvent, et sous quelque drapeau qu'ils aient combattu jusqu'ici, à me prêter l'appui de leurs lumières, de leur bonne volonté, de leurs nobles et unanimes efforts pour sauver le pays, assurer son avenir et lui préparer après tant d'épreuves, de vicissitudes et de malheurs, de nouveaux jours de gloire et de prospérité.

Telles ont été dans tous les temps, mon cher duc, et telles sont encore mes dispositions et mes vues. En toute rencontre, je les ai hautement proclamées, je n'ai rien négligé pour les inculquer à mes amis, et si, dans une circonstance récente, j'ai manifesté le désir de leur imprimer une direction, c'était justement pour faire prévaloir parmi eux cet esprit de modération et de conciliation qui convient à la cause de l'ordre, de la justice et de la vérité. Je continuerai à marcher dans cette voie. Je saisirai toutes les occasions de dire ce que je veux, et j'espère que le jour n'est pas loin où, malgré les clameurs de la malveillance et de la passion, tous les hommes raisonnables de tous les partis sauront, ce que vous savez vous-même depuis bien longtemps, que je n'ai qu'une pensée, une intention, une volonté, c'est de servir la France et de me dévouer tout entier à son bonheur.

Croyez toujours, mon cher duc, à ma bien sincère affection.

108. — A LORD ABERDEEN

Paris, lundi 31 mars 1851.

Mon cher lord Aberdeen,

Vous devriez vraiment, pendant vos vacances de Pâques, venir passer huit ou dix jours avec nous. Nous valons la peine d'être vus de près en ce moment. Nous touchons, non pas encore à la crise, mais à la préface de la crise, c'est-à-dire aux débats dans lesquels la question de l'avenir sera nécessairement engagée. Le parti des *impatients* et le parti des *prévoyants* qui, depuis longtemps, se combattent sourdement, vont entrer publiquement en lutte. Les *impatients*, M. Thiers en tête, veulent à tout prix renverser le provisoire actuel et profiter du chaos où nous jetterait aujourd'hui sa chute pour résoudre, comme il leur plaît, la question de l'avenir ou pour substituer au provisoire actuel un provisoire nouveau, je ne sais et ils ne savent pas bien eux-mêmes lequel, qui ne ferait, en tout cas, que prolonger et aggraver encore notre chaos. Les *prévoyants* veulent arriver à la seule solution qui soit vraiment une solution définitive et qui mette un terme au chaos ; et tant que cette solution-là ne sera pas possible, ils veulent maintenir le provisoire actuel, d'abord parce qu'il existe, ensuite parce que, de tous les provisoires possibles, qui sont tous mauvais,

celui-ci est le moins mauvais. Tenez pour certain que ce sont là, en ce moment, les deux vrais partis actifs et la vraie lutte entre les partis. Dans l'armée des *impatients* sont les montagnards, les républicains systématiques, les régentistes et les légitimistes aveugles; dans celle des *prévoyants* sont les légitimistes intelligents, les conservateurs fusionnistes, les élyséens et le gros du public qui ne demande que le repos. Il n'y a pas moyen de vous écrire toutes les combinaisons, toutes les marches et contre-marches, toutes les chances de cette lutte. Venez-y regarder vous-même et en causer avec nous. Cela est curieux à voir et il importe que vous y voyiez clair.

De notre côté, nous ne voyons pas clair dans vos affaires à vous et nous voudrions bien y voir clair. Nous ne voyons pas quel gouvernement un peu fort et durable peut sortir de votre crise actuelle, ni comment vous, sir James Graham[1] et M. Gladstone, vers qui nous tournons toujours les yeux comme vers l'étoile polaire de l'Angleterre, vous prendrez votre place dans son gouvernement futur, pour le rendre sensé, ce qui est indispensable pour qu'il soit durable. Nous invoquons pour l'Angleterre un gouvernement conservateur et non pas seulement un gouvernement réactionnaire. Venez nous dire comment cela se peut et nous expliquer ce qui se passe. Nous avons grand besoin de le savoir, et vos

1. Lord Aberdeen devait rentrer au pouvoir le 4 novembre 1852, avec sir James Graham et M. Gladstone.

lettres ne viennent pas à bout de nous le faire comprendre.

Je remets une lettre à notre ancien chancelier de l'ambassade, M. de Rabaudy, excellent homme que vous connaissez, je crois, et qui la portera lui-même chez vous. J'espère que vous avez reçu celle que je vous ai écrite, il y a déjà longtemps, par votre fils, le lieutenant-colonel Gordon.

Tout à vous de tout mon cœur.

---

109. — A MISTRESS AUSTIN

Paris, 16 décembre 1851.

Dear mistress Austin, soyez tranquille sur moi et les miens. Il ne nous est rien arrivé, et il ne nous arrivera rien, si ce n'est d'avoir le cœur très triste. Mon pauvre pays est bien humilié ; d'autant plus humilié qu'il a mérité son humiliation et que tous les hommes sensés l'ont prévue. La démagogie devait amener la dictature. Nous n'avons pas su garder le gouvernement libre ; nous sommes réduits à choisir entre l'armée et la rue. Nous avons eu, il y a un demi-siècle, la grande République et le grand Empire qui n'ont pu durer ni l'un ni l'autre ; nous avons aujourd'hui la petite République et le petit Empire, sous le nom de Présidence décennale. Combien de temps durera cette phase ? Personne ne peut le prévoir. Pour le moment, le pays ne songe qu'à se féli-

citer d'avoir échappé à la domination des rouges. Le président sera réélu à une immense majorité. La plupart de ceux qui ne veulent pas dire *oui* s'abstiendront de dire *non*, ne sachant pas ce qui viendrait à sa place et ne voulant prêter aucun appui aux montagnards, ses adversaires. C'est un peu plus tard que viendront pour lui les difficultés. On réprime une émeute avec des soldats; on fait une élection avec des paysans; mais les soldats et les paysans ne suffisent pas pour gouverner; il y faut le concours des classes supérieures, qui sont les classes naturellement gouvernantes. Or celles-ci sont, pour la plupart, hostiles au président ou divisées entre elles. C'est le chaos, et le chaos stérile. Je n'ai pas cessé de croire à la lumière; elle se fera un jour sur ce chaos; mais quand et par où viendra-t-elle? Je n'en sais rien.

Autour de moi tout va bien, et j'ai de bonnes nouvelles de Rome. Henriette est contente de la santé de son mari. Je ne sais si je vous ai dit que Pauline était de nouveau grosse. C'est bientôt; mais enfin elle supporte très bien sa grossesse. Sa petite fille prospère à vue d'œil. Je suis charmé de ce que vous me dites de la meilleure santé de M. Austin. J'espère que celle de lady Gordon ne vous donne plus d'inquiétude. Dieu vous doit enfin, ce me semble, un peu de repos en fait d'épreuves de famille. Je serai très curieux de votre travail sur Sidney Smith. Et vos *Continental recollections*, où en sont-elles? Pour moi je travaille, je recueille mes souvenirs. J'aspire au moment où le beau temps me ramènera au Val-

Richer. Le bruit et le mouvement vains me déplaisent encore plus qu'ils ne me fatiguent.

Tout à vous de tout mon cœur, my dear mistress Austin.

---

110. — A MADAME DE WITT

Paris, 20 février 1852.

Ma chère enfant, puisque j'ai une occasion sûre, je veux t'écrire plus librement et plus clairement que je ne le fais d'ordinaire. Vingt fois par jour j'ai une impression déplaisante et triste à ne pas pouvoir te dire tout ce que je pense de tout ce qui se passe. Je me résigne au silence envers le public, mais non pas entre nous.

La situation est mauvaise, et devient chaque jour plus mauvaise. Le pays, il serait puéril de se le dissimuler, le gros pays s'est félicité du coup d'État du 2 décembre. Il s'est senti délivré, dans le présent, de l'impuissance à laquelle l'Assemblée et le président se réduisaient mutuellement. Il s'est cru délivré, pour 1852, de tous les périls et de tous les maux qu'il attendait à jour fixe. Il a baissé la tête, un peu honteux du coup, mais, en baissant la tête, il a respiré, content au fond quoique humilié. Il a espéré du repos et un gouvernement. Il ne les a pas. Le président, conspirateur habile et hardi, conspire toujours et ne gouverne pas. Il fait la guerre à ses

ennemis; il prépare de nouvelles aventures; il a des passions et des rêves ; il n'a pas du tout cet esprit élevé, sensé, mesuré, tempéré, clairvoyant, qui est l'esprit de gouvernement. Il est enivré des 7500000 voix qui l'ont élu et des 400000 baïonnettes qui l'entourent. Parce que tout lui a réussi jusqu'ici, il croit que tout lui est possible. Il a touché, en six semaines, au sommet de son mouvement d'ascension : il est déjà placé sur la pente du déclin. Ses décrets de bannissement avaient déplu, même au commun public; mais on s'était pressé de n'y plus penser; on lui accordait l'excuse d'une certaine mesure de nécessité : c'était la queue du coup d'État. Son décret de spoliation de la maison d'Orléans a indigné les plus froids et inquiété les plus confiants, dans les départements comme à Paris. Iniquité, inutilité, emportement aveugle, c'est là l'impression de tout le monde; et cette impression se propage et dure. Le gouvernement lui-même s'en inquiète et craint que les élections prochaines ne s'en ressentent, et que beaucoup d'opposants n'entrent dans son Corps législatif, qu'il a fait si petit et qu'il pourrait bien se voir forcé de chasser encore une fois comme trop fort et trop peu ami. A cela se joignent des bruits de guerre, de projets sur la Belgique, de mécontentements fomentés dans l'armée belge, et qu'on saisirait à l'instant, s'ils éclataient, comme on saisit un prétexte qu'on attend. Il est question aussi de quelque atteinte contre l'inamovibilité des magistrats supérieurs; on parle de menaces adressées à M. Laplagne-Barris, pour ce qu'il

a fait comme exécuteur testamentaire du roi, et la Cour de cassation serait prête, dit-on, à prendre parti pour son président. Nous aurons peut-être, nous, Académie française, une petite querelle avec l'Élysée; on m'assure qu'il ne veut pas laisser imprimer le discours de M. de Montalembert tel qu'il a été prononcé, même dans l'édition officielle in-4° que l'Académie fait distribuer à ses membres. L'Académie, si je ne me trompe, ne se prêtera pas à cette mutilation. Bref, l'opposition s'élève et se répand partout, en haut et en bas, à Paris et hors de Paris, dans les gens tranquilles presque autant que dans les esprits remuants. Je ne crois point que cela amène aucune explosion vive, aucun résultat prochain. Le pays veut le repos; le président s'intimidera un peu et s'arrêtera, sauf à recommencer; mais bien certainement il descend maintenant au lieu de monter et il pourrait bien ne pas guérir du coup qu'il s'est porté à lui-même en frappant Claremont.

A Claremont, on est fort triste et assez abattu, mais décidé à résister tant qu'on le pourra et jusqu'au bout, par toutes les voies judiciaires et administratives. Les cinq exécuteurs testamentaires du roi ont fait une protestation modérée, mais parfaitement concluante. Il se prépare, en ce moment, une consultation des principaux avocats du barreau de Paris; elle est rédigée par MM. de Vatimesnil, Odilon Barrot, Berryer, Dufaure et Paillet. Il y aura vingt-six consultations analogues, rédigées et signées par les barreaux des vingt-six Cours d'appel de France.

On plaidera devant les tribunaux ordinaires, devant le Conseil d'État, partout où l'on pourra parler.

Le roi des Belges a protesté dans l'intérêt de ses enfants ; le roi de Wurtemberg en a fait autant dans l'intérêt du petit duc Philippe. On attend d'Espagne, de Naples et de la maison de Cobourg des réclamations analogues.

Te voilà au courant presque comme si tu étais ici. A propos de *presque*, voici une balourdise de la censure, entre mille. John Lemoinne, dans son préambule du *Compte rendu de la séance de l'Académie*, avait mis cette phrase : « Nous nous sommes sentis presque ministériels. » La censure a rayé le mot *presque*. Elle a voulu que le *Journal des Débats* dît : « Nous nous sommes sentis ministériels. »

Adieu, ma fille. Le temps s'écoule. Je t'embrasse.

---

111. — A MONSIEUR PISCATORY

Paris, dimanche 7 mars 1852.

Je ne vous ai pas encore répondu, mon cher ami, vous êtes de ceux avec qui il me déplaît trop de parler à demi. La conversation de près est déjà bien vaine ; qu'est-ce que la conversation de loin? Je n'ai vraiment rien à vous dire. Les élections ont tourné comme je m'y attendais, un peu plus que je ne m'y attendais. Il y a deux Frances : celle des

classes politiques et celle des masses populaires. Elles ne se connaissent pas du tout, et agissent chacune pour son compte, sans se soucier l'une de l'autre. De plus, les classes politiques sont toujours profondément divisées entre elles. Tant que ces deux faits-là subsistent, il n'y a rien à faire. Je crois savoir ce que le bon Dieu, à notre défaut, finira par nous faire faire, et je l'attends; mais je doute que je le voie venir.

Pendant que j'attends, le président marche; il monte et descend tour à tour. Depuis le 22 janvier, il descendait; il va remonter. A tout prendre, il perd plus qu'il ne gagne; mais il a beaucoup de marge; pendant longtemps encore, ses ennemis mêmes lui passeront à peu près tout, et ses six ou sept millions d'amis ne lui demanderont rien que de durer, n'importe comment. S'il savait se tenir un peu tranquille, il durerait indéfiniment. Mais il a la manie de remuer et de toucher à tout. Jusqu'ici, il n'a remué qu'au dedans, et là il peut casser à peu près tout ce qu'il voudra. S'il porte son humeur remuante au dehors, ce sera autre chose. Il perd, je crois, en Europe plus qu'en France; on commence à douter et de son efficacité antirévolutionnaire, et de sa stabilité, même provisoire. On le lui a déjà fait entrevoir. Je suis assez curieux de la conduite qu'il va tenir dans la question suisse. Il s'y est engagé de paroles plus avant qu'il n'a envie d'aller en fait, et que probablement il ne peut aller. C'est l'épreuve où l'Europe continentale l'attend. J'aurais peut-être sauvé le Sonderbund, s'il s'était

défendu un mois. Il est plus difficile aujourd'hui de le ressusciter.

Je suis très attentif à ce qui se passe en Angleterre. C'est une grande tentative. Si lord Derby réussit, tous les conservateurs du monde pourront relever un peu la tête. Je tiens pour certain que si M. Pitt revenait, il réussirait. Le problème de la société anglaise ne me paraît pas du tout insoluble ; les bons éléments peuvent encore là gagner la partie. Mais M. Pitt reviendra-t-il? Il n'y faut pas moins.

Ma maison va mieux que le monde. A Rome, ma fille et son mari se portent bien. Ils partiront pour Naples après Pâques ; ils y passeront quinze jours et seront de retour ici du 10 au 15 mai. Ma fille d'ici avance tranquillement dans sa grossesse. Elle accouchera à la fin de mai, ce qui ne me permet pas de partir pour le Val-Richer avant juillet, à mon grand déplaisir. Si j'étais libre, je partirais le 1er mai. Je n'ai plus d'allées à tracer, mais je veux travailler et être seul.

Adieu. Je n'ai pas encore vu Mme Piscatory et votre fille Rachel. Je veux les voir pourtant. Vous avez raison de rester où vous êtes. Il n'y a absolument rien à faire ici... que des sottises, et des sottises vaines. Vous en penseriez comme moi, mais vous êtes encore *tendre à la tentation*. Adieu, mon cher ami.

---

112. — A LORD ABERDEEN

Paris, mardi 9 mars 1852

Mon cher lord Aberdeen,

Je suis très occupé de ce qui se passe chez vous. Je souhaite vivement que lord Derby réussisse et que l'on voie encore quelque part à la fois un pays libre et un gouvernement conservateur; cela importe à l'honneur du régime constitutionnel; c'est d'ailleurs partout l'ordre vrai et naturel que ce soient les conservateurs qui gouvernent. Le gouvernement des novateurs peut être une nécessité temporaire, mais s'il se prolonge, il devient un désordre et bientôt un danger. Quelles sont les chances de vos élections prochaines si elles amènent une majorité décidée en faveur du *free trade?* Lord Derby est-il en état de faire accepter ce résultat à son parti comme un fait irrévocable[1], et de former un grand cabinet conservateur en s'alliant avec les amis de sir Robert Peel, qui n'auraient plus alors aucun motif de se tenir séparés de lui? Ce serait là le bon avenir. Peut-on l'espérer? J'ai bien envie de connaître vos pressentiments à ce sujet.

Ici, les élections au Corps législatif ont été telles

1. Les élections furent, en effet, favorables au libre échange, et lord Derby se retira devant l'alliance des peelistes avec les whigs. Lord Aberdeen fit partie du cabinet de coalition.



que je m'y attendais, un peu plus que je ne m'y attendais. C'est toujours le même fait : le président a pour lui les masses populaires, par esprit d'ordre, par attachement instinctif aux intérêts et aux souvenirs de l'ancienne Révolution, par complète ignorance et insouciance politique. Les classes élevées, nobles ou bourgeoises, lui sont hostiles, mais toujours divisées entre elles, et par conséquent impuissantes. Sans parler de l'impuissance que leur inflige le suffrage universel, qui place en définitive le pouvoir dans les masses populaires, cet état de choses peut durer assez longtemps. Les fautes du président y mettront seules un terme; il en a déjà fait de graves et qui lui ont fait perdre du terrain. Il ne connaît pas le pays qu'il gouverne et ne prévoit pas les impressions qu'y feront les mesures; il est dominé par deux idées fixes : imiter son oncle et plaire au peuple; mais comme il n'a ni grand talent à déployer, ni grandes choses à faire, il est souvent embarrassé, il tâtonne, il ajourne. En ce moment, par exemple, il vient de renoncer à un grand décret sur l'instruction publique qu'il avait préparé en haine de l'Université qui lui est contraire, et pour plaire au clergé catholique dont il a besoin. Il s'est aperçu que son décret ferait beaucoup plus de mécontents que de satisfaits, et, au lieu de le publier, il l'a envoyé à l'examen du Conseil d'État qui le changera, ou l'enterrera s'il le faut. On dit qu'il ajournera également un autre décret pour abolir l'élection des conseils généraux de département et les faire nommer par le pouvoir

exécutif. Il flotte sans cesse entre les traditions du régime impérial, les rêves d'un certain socialisme populaire en même temps que despotique, et les obstacles que lui oppose, à chaque pas, l'état actuel de la société, qui a été fort changé par ces trente-quatre années du régime constitutionnel qu'elle n'a pas su garder. Le mépris de tous les droits ne donne pas la force de surmonter tous les faits, et ce gouvernement si absolu à qui personne ne résiste, qui a fait à son début des actes si énormes, est au fond, et deviendra de plus en plus, à mesure qu'il durera, un gouvernement faible, incohérent, hésitant, qui ne pourra rien faire de difficile ni de grand.

Il hésite déjà au dehors comme au dedans; il a promis aux grandes puissances continentales monts et merveilles pour l'affaire de Suisse, et sa première note à la Diète, au sujet des réfugiés, a été en effet d'une rudesse bien voisine d'une brutalité inconvenante; c'est l'impression que vous en aurez certainement reçue comme moi. Il est maintenant en train de reculer; il s'est aperçu que la perspective d'une hostilité violente contre la Suisse, d'un blocus commercial et d'une invasion à main armée réussissaient peu dans les masses populaires, et que, tout en acceptant au dedans son despotisme, elles se plairaient peu à le voir encore une fois attaquer, au dehors, des radicaux et des républiques. Il s'arrête donc dans cette affaire et se montre disposé à se contenter des expulsions de réfugiés que la Diète lui accordera. Le prince de Schwartzenberg

se trompe s'il croit avoir trouvé, dans le président Louis-Napoléon, un ferme allié contre les révolutionnaires européens; la base du pouvoir de Louis-Napoléon en France est essentiellement révolutionnaire et démocratique, radicale; il a beau être despote, il n'est pas et ne deviendra pas conservateur.

Soyez certain qu'au milieu de ses embarras, et malgré ses hésitations, il y a deux idées qu'il a toujours présentes à l'esprit et qu'il poursuivra toujours : l'Empire et la limite du Rhin. Je ne sais s'il tentera jamais sérieusement l'accomplissement de ces deux projets, je suis même assez enclin à en douter, mais il ne les abandonnera jamais. Il a deux qualités qui l'ont déjà beaucoup servi, d'autant plus que nous avons précisément les deux défauts contraires : il est très secret et très persévérant au milieu d'un peuple très indiscret et très mobile; il appliquera ces deux qualités à la politique extérieure comme il les a appliquées à la politique intérieure; il ne renoncera pas plus à la limite du Rhin qu'il n'a renoncé au coup d'État. Il se taira, il attendra, mais il persistera.

Ce que vous me dites de M. Thiers a de l'importance. J'ai des raisons de croire qu'il ne tient pas à tout le monde le même langage, et que pendant qu'il se montre, à Londres, convaincu de la nécessité de la fusion, il écrit ici qu'il persiste dans ses anciens sentiments. Pour mon compte, plus je vais, plus il m'est évident que, pour la maison de Bourbon, pour la France, pour l'Europe, le rétablissement de la monarchie par la fusion est le seul vrai

moyen d'ordre et la seule chance de salut. Il n'y a ici même, quant à présent, rien à faire pour atteindre ce but; tout ce qui aurait un air de conspiration ou d'hostilité préméditée tournerait au profit du président, bien loin de lui nuire. Il faut laisser à sa fortune et à ses fautes un libre cours; mais ce serait un fait capital que la réconciliation des deux branches de la famille royale fût accomplie, sauf à elles à se tenir parfaitement tranquilles et à savoir attendre. Il y aurait là un fanal visible et un port ouvert, et les fautes du président, fautes despotiques ou fautes révolutionnaires, porteraient librement leurs fruits. Tant que cette perspective ne sera pas, tranquillement mais clairement, ouverte devant la France, les fautes mêmes du président avorteront; le pays le préférera toujours aux horreurs de l'anarchie et aux angoisses d'un avenir obscur.

C'est là ce qu'il faudrait qu'on crût enfin à Claremont. Si vous avez, mon cher lord Aberdeen, quelque moyen, direct ou indirect, d'y faire pénétrer cette salutaire conviction, vous rendrez à la bonne cause dans toute l'Europe un service éminent. Vous savez comme moi que, tant que l'ordre n'est pas rétabli en France, il n'est assuré nulle part.

Tout à vous de tout mon cœur.

113. — A MADAME AUSTIN

Paris, 2 décembre 1852.

Ma chère madame Austin, j'ai été charmé de revoir votre écriture, et de la trouver si ferme, et votre esprit si animé, si expansif, comme dans le bon temps de votre séjour au Val-Richer. Je pense bien souvent à vous, et toujours avec une vive affection. J'ai beaucoup travaillé et pas beaucoup écrit à mes amis. Je ne puis souffrir de parler à demi de ce qui me remplit l'âme. Vous êtes de ceux à qui je dirais tout si vous étiez là; mais vous n'y êtes pas. J'ai souri du bruit dont vous me parlez sur ma prétendue approbation de ce qui se passe ici; les mêmes propos me sont aussi revenus d'Allemagne. Il y a évidemment des gens qui ont mis du soin à les répandre. Je ne m'en préoccupe point; l'expérience a confirmé en moi une confiance que j'avais déjà par instinct, pour les noms qui ont l'honneur d'être un peu connus du public. La vérité persévérante finit toujours par être connue. On sait parfaitement, chez moi, que, de tous les hommes de France, je suis le plus étranger à ce qui se passe en France depuis 1848, et le plus triste, comme le plus humilié pour mon pays, de la phase despotique, comme de la phase anarchique de cette époque. On le saura aussi au loin. Il y a trente-huit ans que je me suis voué à la cause de la monarchie constitutionnelle, que je regardais, et que je regarde toujours comme le plus sensé et

le plus noble des gouvernements; mais c'est à la monarchie vraie et vraiment constitutionnelle que j'appartiens; le mensonge en fait de royauté et en fait de liberté m'est insupportable. Dites cela, je vous prie, de ma part à tous ceux que vous entendrez parler de mon adhésion à la ridicule et honteuse comédie en l'honneur de laquelle j'entends, dans ce moment-ci, tirer le canon. Après ce qui s'est passé en 1848, elle était inévitable et méritée; c'est là tout ce que j'ai à dire en sa faveur.

Elle ne rencontre nulle part ni résistance, ni objection; mais les auteurs la jouent et les spectateurs y assistent froidement. Pendant le voyage du président, et malgré le concours des populations, l'accueil dans beaucoup de lieux, notamment à Lyon et à Marseille, a été froid; au moment de l'élection et malgré le grand nombre de suffrages, le vote a été froid. On est bien aise d'en finir avec la République et de voir revenir la forme monarchique; on accepte l'Empire comme la conséquence naturelle de la situation; mais on ne lui porte ni enthousiasme dans le présent, ni confiance dans l'avenir. Il se manifeste même chez un assez grand nombre de gens une impression singulière, plutôt une inquiétude nouvelle qu'un accroissement de sécurité. On se demande : « Maintenant qu'il est empereur, que va-t-il faire? » et ne sachant que répondre à cette question, on s'inquiète de l'obscurité de l'avenir. L'Empire inspire plus de craintes qu'il n'en dissipe. Des bourgeois et de gros paysans de Normandie, décidés à voter pour lui,

se disaient, il y a trois semaines : « C'est bel et bon, il n'y a pas autre chose à faire ; mais on ne sait pas comment il dispense l'argent, et il nous mènera à la guerre. » Le désordre des finances et la guerre sont deux appréhensions déjà fort répandues.

Au fond, la situation intérieure n'est pas changée; les masses, amies de l'ordre, bourgeoisie ou peuple, sont pour l'Empereur comme elles étaient pour le Président, par peur de l'anarchie, et elles aiment mieux qu'il s'appelle empereur, par antipathie pour la République, par complaisance pour leurs souvenirs, et parce que le mot *empire* semble présenter plus de stabilité. Aux classes élevées, au contraire, l'Empereur plaît encore moins que le Président; ce qu'elles acceptaient comme régime provisoire ne leur convient point comme régime définitif; elles ne croient pas d'ailleurs qu'il devienne vraiment définitif, et malgré les défections individuelles, jusqu'ici fort peu nombreuses, elles ne s'y rallieront pas. Ce gouvernement, même devenu empire, restera ce qu'il est, un pouvoir assis sur une base très large, mais de qui la tête de la société est et veut rester séparée.

Quelques personnes en concluent qu'il tombera bientôt et que son mouvement de décadence ira aussi vite que son mouvement d'ascension. Je crois qu'elles se trompent. Les classes élevées et éclairées continueront de porter à l'empire un mauvais vouloir, mais elles ne lui feront pas une opposition active; elles n'en ont ni l'ardeur, ni les moyens. Or le mauvais vouloir des classes élevées met un gou-

vernement dans une situation fausse et l'empêche de se fonder, mais ne le renverse point. Il n'y a, de nos jours, que les insurrections populaires et les armées qui renversent les gouvernements; l'empire n'a à craindre, quant à présent, ni l'un ni l'autre de ces périls; il réprimerait rudement, à la grande satisfaction des classes élevées elles-mêmes, les insurrections populaires, si elles recommençaient, ce qui n'est pas du tout probable, et l'armée est engagée et compromise dans sa cause. Sans les coups de pistolet ou de poignard, l'empire ne sera renversé que de son propre fait et par ses propres fautes.

Commettra-t-il promptement les fautes qui peuvent le renverser? J'en doute fort. Cet homme est un singulier mélange de témérité et de patience, de fatalisme et de calcul prudent; il croit à son étoile et il la suit, et au fond de son âme il est bien décidé à la suivre jusqu'au bout; mais en même temps il s'en défend et ne se précipite point vers le but auquel il marche. Dans ces derniers temps il a marché très vite, plus vite, à mon avis, qu'il ne lui était utile de le faire; mais il sait s'arrêter et attendre. Il n'a pas, comme son oncle, une fécondité inépuisable dans l'esprit et une ardeur insatiable dans le caractère; il est plutôt lent et indolent, il aime les plaisirs et ses loisirs. Il jouira de sa situation, dira et fera aujourd'hui ce qu'il faudra pour que l'Europe ne s'inquiète pas de lui, et retardera tant qu'il pourra le moment de se compromettre sérieusement pour réaliser ses derniers rêves.

Ce moment viendra pour lui, j'en suis convaincu;

on peut bien, quand on est fataliste, lutter quelque temps contre la destinée à laquelle on se croit appelé; mais tôt ou tard on y cède et on y pousse soi-même. Il faudra bien d'ailleurs faire quelque chose pour occuper et amuser la France : notre pays est en proie à deux besoins contradictoires, le besoin du repos et celui des émotions vives et nouvelles; il veut à la fois qu'on rassure ses intérêts et qu'on satisfasse son imagination. Pour ce second but, Napoléon I[er] avait la guerre; nous avions la tribune. Le nouvel empereur aurait bien, je crois, quelque envie de pratiquer, sous le nom de Napoléon et sans la guerre, la politique du roi Louis-Philippe sans la tribune; mais il n'y réussira pas, et quand il s'apercevra qu'il n'y réussit pas, il rentrera, sinon en conquérant, du moins en conspirateur dans les traditions de cet empire dont il relève en ce moment le drapeau. Ne le voulût-il pas, c'est là son avenir, et je suis convaincu qu'il le veut; mais il s'appliquera plutôt à le reculer qu'à l'avancer. Ses confidents se montrent déjà préoccupés de chercher par quels moyens on pourra remplir la scène et amuser les spectateurs sans se jeter dans les grandes aventures. M. Fould disait l'autre jour : « Nous aurons le mariage au printemps, le couronnement dans l'été, l'héritier au mois de mars 1854; après on verra. »

Adieu donc. Dites-moi, je vous prie, en deux mots, que vous avez reçu cette lettre. Mes amitiés à M. Austin.

Tout à vous de cœur.

114. — A LORD ABERDEEN

Paris, dimanche 27 février 1853.

My dear lord Aberdeen,

Je ne me suis point étonné de votre silence et j'ai été charmé quand vous l'avez rompu. Je compterais sur votre amitié quand même vous ne m'en diriez rien. Je vous aime et je vous honore assez pour avoir pleine confiance en vous malgré l'absence et le silence. Mais j'ai toujours un grand plaisir à recevoir de vous quelque nouvelle marque d'affection.

Notre situation ici reste la même à l'intérieur. Les classes supérieures ne se rallient point. Les affaires de l'industrie et du commerce vont bien, celles de l'agriculture un peu mieux. La vie civile est active, régulière et tranquille, quoique sans confiance dans l'avenir. La vie politique est complètement nulle. L'indifférence est générale et la soumission aussi. Le gouvernement se montre quelquefois très préoccupé des anciens partis, plus qu'il n'y a lieu, quant à présent du moins ; il ne gagne rien sur eux, mais ils ne font rien contre lui ; ils se tiennent à l'écart et ils causent. Nous savons conserver au moins la liberté de la conversation ; le pouvoir actuel ne la détruira pas, de plus forts que lui y ont échoué ; mais elle ne lui deviendra vrai-

ment dangereuse que le jour où il se compromettra sérieusement lui-même par ses fautes.

La question de la venue du pape pour le sacre est, en ce moment, la principale préoccupation de l'empereur. Tout est subordonné à ce but, il a besoin, deux ou trois fois par an, de quelque incident un peu éclatant qui fasse reluire le pouvoir aux yeux du public. Le pape à Paris est, pour cette année, sa seule perspective de ce genre; y réussira-t-il? On dit que tous les cardinaux y sont contraires, mais que le pape y est enclin. Si l'Autriche et la Russie se mettaient décidément en travers, je doute que le pape se laissât aller à son inclination, mais je doute aussi que l'Autriche et la Russie se mettent décidément en travers; elles sont, avec Louis-Napoléon, en veine de complaisance et de coquetterie : elles lui passeront tout ce qui ne leur paraîtra pas fondamentalement et immédiatement dangereux. La grande prévoyance politique n'est pas plus de notre temps que la grande action. Les gouvernements plient sous leur fardeau de chaque jour, et ils ont tant de peine à le porter qu'ils ne lèvent guère la tête pour voir plus haut et plus loin.

Les évènements [1] de Milan et de Vienne aggraveront beaucoup cette disposition. Leur effet est grand ici et sur tout le continent, plus grand que le bruit matériel qu'ils ont fait. Précisément parce qu'ils ont promptement échoué, on est très frappé de la dé-

1. Un commencement d'insurrection à Milan et un attentat sur la vie de l'empereur d'Autriche à Vienne.

mence fanatique des hommes qui les ont tentés, et on croit, d'une part, qu'il y avait là encore un grand complot révolutionnaire, bien plus étendu et plus redoutable que ce qui a paru; d'autre part que, tant que subsistera le foyer révolutionnaire d'où partent ces brandons, il n'y a, pour l'Europe, ni ordre, ni sécurité à espérer. L'inquiétude et l'irritation sont donc très vives : on se demande de tous côtés ce qu'il peut y avoir à faire pour porter à un tel mal un remède un peu efficace, et c'est vers l'Angleterre que se tournent tous les regards; comment peut-elle persister à garder sur son sol et à couvrir de ses libertés ces provocateurs effrénés à l'insurrection et à l'assassinat, quand leurs provocations sont si publiques, si directes et si évidemment suivies d'effet? Est-ce insouciance pour le repos de l'Europe? Est-ce désir de voir le continent travaillé et paralysé par la révolution? Est-ce paresse à affronter un débat pour obtenir du Parlement le droit de faire cesser un grand scandale et un grand danger européen? On entend dix fois par jour ces questions posées et répondues avec une amertume pleine de méfiance; et les meilleurs amis de l'Angleterre, ou bien se lassent, ne trouvant point de bonne réponse à faire, ou bien sont à peine écoutés, quand ils essayent de combattre les reproches qu'on vous adresse et d'expliquer les difficultés de votre situation. Je donnerais beaucoup, mon cher lord Aberdeen, pour que vous pussiez passer huit jours sur le continent; vous seriez certainement frappé de cette disposition des esprits et de ce qu'elle a de

grave pour votre pays et pour votre gouvernement. Être considéré comme le foyer, par tolérance, sinon par connivence, de l'esprit révolutionnaire, non seulement de l'esprit révolutionnaire théorique, mais de l'esprit révolutionnaire pratique, conspirant, assassinant, il n'y a point de pays ni de gouvernement, si forts qu'ils soient, pour qui une telle idée ne soit une dangereuse cause d'isolement, de discrédit et par conséquent de faiblesse. Pour Dieu, ne laissez pas cette idée s'établir et devenir l'opinion publique européenne; faites ce qu'il faut pour la démentir et la détruire. Nous, vos amis, les amis des gouvernements libres, nous nous y sentons aussi intéressés que vous; l'Angleterre a été la première et reste aujourd'hui presque la seule à porter, avec force et dignité, le drapeau du régime constitutionnel; ne faites pas, ne laissez pas dire que ce régime ne sait pas, ou ne peut pas, ou ne veut pas maintenir et pratiquer les principes du droit des gens et les bons rapports internationaux. Je ne sais pas et il ne m'appartient pas de savoir sous quelle forme et dans quelle mesure vous pouvez y satisfaire aujourd'hui, mais ce que je sais et ce que je me permets de vous dire avec une conviction aussi amicale que profonde, c'est qu'il est d'un grand et pressant intérêt pour vous, pour la puissance et l'autorité morale de votre pays, pour l'honneur et l'influence de votre gouvernement, de donner, dans cette circonstance, au sentiment et au repos du continent une juste et suffisante satisfaction. Vous me pardonnerez, j'en suis sûr, de vous exprimer ainsi,

sans réserve, mon impression et ma pensée, je vous en dirais bien plus si je vous voyais. Vous savez si je suis de cœur et sincèrement tout à vous.

---

115. — A MADAME LENORMANT

Val-Richer, 5 juin 1853.

Chère madame, vous êtes un excellent et charmant chroniqueur. Quand je ne vous écrirais pas pour ma propre satisfaction, je vous écrirais pour que vous m'écriviez. Il faudrait dire que vous *m'écrivissiez*, mais je suis comme M. Suard qui détestait ces *isse* et ces *asse* et ne s'en servait jamais : « Quand je fais cette faute-là, disait-il, personne ne peut croire que c'est parce que je ne le sais pas. » En fait de grammaire, on peut se permettre cette arrogance dans le péché.

Tout va bien ici, très bien, si bien que j'en ai peur. L'expérience ne m'a point appris qu'il n'y a pas de bonheur en ce monde; tout au contraire, je crois au bonheur et au grand bonheur; mais j'ai appris qu'il est toujours précaire et bientôt troublé. J'ai beaucoup de joies et peu de confiance. Je suis le pendant et le contraire d'Andromaque; le sourire lui vient au milieu des larmes; mais les larmes sont toujours près de me venir au milieu du sourire.

Je regrette bien de n'avoir pas entendu la seconde

partie du 20 mars de M. Villemain. Si j'étais seul avec lui, je lui ferais, çà et là, bien des petites objections; mais à tout prendre, un sentiment vrai et vif éclate partout, même dans ce qu'il y a d'invention mêlée à ses souvenirs, et son mélange d'éloquence et de malice me plaît beaucoup; c'est un caractère vraiment original et qui lui appartient.

Jasmin est une preuve de plus de l'extrême difficulté des transplantations. J'ai dans mon jardin des ormes d'Amérique, gigantesques, dit-on, dans leur pays, et qui ici ne grandissent que languissamment. Si cela arrive aux ormes, que voulez-vous que deviennent les jasmins? Guillaume ne me pardonnerait pas ce calembour. Il lève les mains au ciel quand il m'en vient un sur les lèvres, une fois tous les ans.

Je suis de votre avis sur les élections académiques. Quand elles ne passionnent pas, elles assomment. Il faut les faire pourtant. Qui donnerons-nous pour successeur à M. Pardessus? M. de Rougé ou M. Egger? Probablement M. de Rougé. Quand viendra le tour de mon voisin, M. Floquet? Faut-il qu'il ait publié sa *Vie de Bossuet*? Il me dit que les trois premiers volumes seront prêts cet hiver. Ils iront jusqu'à la nomination de Bossuet comme précepteur du Dauphin. Ce sera une biographie monstre, mais très curieuse. M. Floquet est un fanatique; il ferait cinq cents lieues et emploierait dix ans pour constater une date. Bossuet mérite cela. Il mérite tout. C'est décidément, à mon avis, l'homme qui a parlé le plus grand langage.

Les nouvelles de votre fille Juliette me font grand plaisir. On l'aime vraiment beaucoup autour de moi. Faites-lui, je vous prie, toutes mes amitiés, et aussi à M. Plichon. Dites-lui que les eaux du Val-Richer me dispensent tout à fait de celles de Vichy. J'étais vraiment fatigué en quittant Paris; mais depuis que je suis ici, je sens ma fatigue s'en aller comme la soif s'en va quand on boit. Je travaille beaucoup, à *Cromwell* uniquement. Je veux finir cet été, mais je serai fâché quand j'aurai fini. C'était un temps de grandes âmes.

Adieu chère, vraiment chère madame, je me promets un grand plaisir des jours que vous m'avez promis. Mes amitiés à M. Lenormant et à tout ce qui vous entoure.

---

116. — A MADAME LENORMANT

Val-Richer, 3 novembre 1853.

Chère madame, j'aurais trop à vous dire. C'est ma seule raison pour ne vous avoir pas encore répondu. Non que j'aie rien à vous taire, mais on n'écrit pas tout. Nous causerons. Je ne suis pas aussi peu disposé que vous le croyez à causer à cœur ouvert. Votre affection me touche profondément. Votre franchise me plaît infiniment. Je n'ai sur ces sujets-là qu'un seul motif de réserve avec des amis comme vous : c'est que je suis décidé à ne jamais disputer

avec eux quand je ne suis pas de leur avis. Il y a des points, pas beaucoup, mais il y en a, sur lesquels il faut s'entendre complètement, parfaitement ou se taire. L'amitié intime n'admet que l'harmonie ou le silence.

Deux mots seulement de votre lettre, sur lesquels je veux, non pas vous avoir répondu, mais vous dire tout de suite ce qu'il y a réellement en moi. En fait de *soumission* à Dieu, j'ose croire qu'il n'y en a point de plus entière que la mienne. Elle a été mise à l'épreuve. J'ai été bien frappé, au fond de l'esprit comme du cœur, dans la vie privée et dans la vie publique. Jamais un murmure ne s'est élevé, je ne dis pas sur mes lèvres, mais dans mon âme. J'ai tout accepté, non seulement sans rébellion intérieure, mais avec confiance. Les voies de Dieu ne sont pas nos voies, dans notre destinée personnelle, comme dans celle du monde; je ne sais ni le motif ni le but des voies de Dieu, mais je crois en Dieu; et la foi, c'est la confiance dans la soumission.

Quant à l'*humilité*, je suis convaincu que Dieu me trouve humble, car il sait, il voit combien est profond et constant en moi le sentiment de sa force et de ma faiblesse, de sa perfection et de mon imperfection. Je crois la science et la puissance humaines infiniment plus petites et plus limitées que ne le disent les philosophes les plus modestes et les théologiens les plus fervents; je crois que la vertu humaine ne saurait se suffire à elle-même et que les meilleurs hommes ne marchent pas longtemps droit si Dieu ne les mène et ne restent pas long-

temps debout s'il ne les soutient. Mais il est vrai que dans les rapports de mon âme avec Dieu, je n'ai jamais senti aucun besoin d'intermédiaire; dans la joie ou dans la tristesse, pour rendre grâces ou pour implorer secours, je m'adresse à lui directement; spontanément je lui parle et il me parle; je vis avec lui dans l'intimité la plus soumise, j'ose le dire, mais dans une intimité immédiate et confiante.

Si c'est là manquer d'humilité, j'avoue que j'en manque et j'avoue aussi que cet état de mon âme, probablement le penchant de ma nature, a été et est chaque jour confirmé en moi par l'expérience de la vie et par la réflexion.

---

117. — A MONSIEUR PISCATORY

Val-Richer, 17 juin 1853.

Mon cher ami, j'ai été malade et je vais bien. Je n'ai pas été sérieusement malade, mais j'aurais pu l'être; c'était une bronchite aiguë qui avait envie de devenir une fluxion de poitrine. Un large vésicatoire m'a délivré du mal en deux jours. Il m'est resté un peu de susceptibilité et de fatigue qui ont presque complètement disparu. Je ne tousse plus, je mange et je dors bien. Si j'avais quarante-sept ans au lieu de soixante-sept, je ne prendrais plus le moindre soin; mais je

prends ou plutôt je laisse prendre ceux qu'on veut. Je vous réponds qu'il ne m'en manque aucun. Que Dieu me garde ma vie domestique telle qu'elle est! Il m'a beaucoup enlevé, mais avec ce qu'il m'a donné là, je ne me plains de rien. Si vous connaissiez mon fils comme je le connais, vous sauriez combien vous avez raison dans ce que vous m'en dites, et je suis charmé que vous me le disiez comme si vous me l'appreniez. C'est un esprit riche et charmant, une source vive qui coule en tous sens. Et de plus un cœur excellent et le plus aimable caractère du monde. Quant à mon gendre, il vous remercie de votre approbation et de votre observation. Moi, je la discuterais, l'observation. Je refuse la qualité de *libéral* à bien des gens qui, sincèrement, veulent et croient l'être. Washington était plus libéral que Jefferson et la Fayette. Mais nous sommes trop loin pour disputer. Quand viendrez-vous nous voir, personnes et champs? Si la réception de Sacy à l'Académie a lieu le 28, j'irai probablement y assister. Puis, je reviendrai ici pour n'en plus bouger. Je présume que vous serez plus libre quand vos moissons seront faites. Seront-elles bonnes?

Adieu, mon cher ami, tout mon monde va bien. Quant au monde qui se bat, je n'en parle, et je n'y pense que le moins que je puis. Que d'héroïsme perdu! De tout ce que j'ai appris dans la vie, il reste une antipathie et un mépris profond pour la politique sans cause et sans fruit. Je ne me sens pas du tout disposé à dire: « Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font! »

Je prie Mme Piscatory et même Mlle Rachel de ne pas m'oublier tout à fait.

Tout à vous de cœur.

---

118. — A MONSIEUR L'ABBÉ GRATRY

Paris, 5 décembre 1853.

Je n'ai pas voulu, monsieur, vous remercier avant de vous avoir lu. Vous êtes de ceux qui ont droit à autre chose qu'à un compliment banal. Je vous ai lu, pas aussi attentivement encore que votre livre le mérite, assez cependant pour entrevoir tout ce qu'il vaut. Tout ce qu'il vaut religieusement, philosophiquement et pratiquement. Vous avez joint l'exemple au précepte ; ce que vous avez dit, vous l'avez fait ; vous avez été croyant et philosophe ; vous avez uni la raison à la foi. Et non pas dans un but uniquement intellectuel et scientifique, mais dans l'intérêt vivant des âmes, pour les remettre dans les voies de la vérité, de la vertu et du salut. C'est là bien plus qu'un livre, monsieur, quelque bon qu'il soit, c'est un acte chrétien. Vous croyez l'homme intelligent et libre, comme Dieu l'a fait, et vous le traitez en conséquence ; vous respectez son intelligence et sa liberté. Et en même temps vous savez que ni l'intelligence ni la volonté libre de l'homme ne suffisent à le gouverner et à le sauver ; et vous travaillez à le ramener dans la foi et sous la loi que Dieu lui-même a données aux hommes, tout

en livrant le monde à leurs disputes. C'est là le christianisme, monsieur, c'est la philosophie et la pratique chrétiennes; et c'est surtout par là que votre ouvrage me paraît excellent et excellemment utile de nos jours. C'est aussi par là que je sympathise profondément avec vous. Toute dissidence est bien secondaire à côté de cette harmonie.

Recevez, je vous prie, monsieur, avec tous mes remerciements, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

---

119. — A MONSIEUR DE BARANTE

Val-Richer, 26 juin 1856.

C'est sir Robert Peel qui m'a empêché de vous écrire plus tôt, mon cher ami; ce travail a pris une étendue et pour moi un intérêt que je n'avais pas prévus. Ce seront trois grands articles de la *Revue des Deux Mondes*, qui formeront ensuite un volume. Je suis charmé que le premier vous ait plu. Le second va paraître le 1er juillet et j'espère qu'il ne vous déplaira pas. Je donnerai le troisième le 1er août. Les amis de Peel, en Angleterre, m'ont témoigné le désir que je donne à ce portrait plus de développement, et je m'y suis rendu volontiers.

Depuis que nous nous sommes quittés, je ne suis sorti du Val-Richer que pour dire adieu à Mme de Lieven, avant son départ pour le Rhin. Elle n'y est pas encore établie. Elle erre, à son grand ennui, de

Bade à Stuttgard et de Stuttgard à Wilbad, pour passer quelques jours auprès de l'impératrice mère, mourante et infatigable. Elle ira ensuite se fixer à Schlangenbad, toujours préoccupée, m'écrit-elle, de l'impatience de revenir à Paris. Elle n'est pas malade, mais faible, et prenant de plus en plus le mouvement physique en déplaisir comme en fatigue.

Dans les trois jours que j'ai passés à Paris, je n'ai vu et entendu qu'Académie, prix Vauvenargues, prix Saint-Augustin, prix Gobert, prix triennal. Ce dernier est l'idée la plus saugrenue, et nous place dans la situation la plus ridicule du monde; nous sommes forcés de décider laquelle est la plus belle de ces quatre choses: la mesure de la vitesse de la lumière dans les petits espaces, les fouilles de Ninive, les symphonies poétiques de M. Laprade et l'escalier du Parthénon. Ces objets *incomparables* sont mis en comparaison par des juges dont les quatre cinquièmes sont incompétents. On m'a mis dans la commission centrale et j'en suis sorti si convaincu de l'impossibilité d'avoir un avis, que je n'y retournerai pas.

Quant au prix Gobert, je suis de votre avis plus que vous-même; les travaux d'Amédée Thierry, ses deux *Histoire de la Gaule ancienne* et *romaine* complétées et rafraîchies par son *Histoire d'Attila et de ses successeurs*, sont incontestablement ce qu'il y a de mieux. L'ouvrage de M. Henri Martin est de la mauvaise histoire, de la mauvaise philosophie et de la mauvaise littérature. C'est pourtant lui qui a le plus de chances, il a le second prix depuis plusieurs années;

on lui donnera de l'avancement ; j'ai vu percer cette velléité. M. Henri Martin a quelque crédit au *Siècle*. Voltaire et Michelet reprennent faveur. Voltaire me pardonnera, j'espère, ce voisinage. Si j'étais absolument forcé de choisir, j'aime mieux le cynisme sensé que le cynisme fou. Heureusement, je n'ai pas à choisir.

En lisant votre éloge de Molé, j'ai regretté de ne l'avoir pas entendu. Je ne pouvais pas sortir ce jour-là, à cette heure-là. Laissez-moi seulement vous dire une chose que vous ne redirez pas, mais qui, j'en suis sûr, ne vous étonnera pas : dans tout ce qu'on a dit de M. Molé, même vous, il n'y a pas eu un vif mouvement de cœur, un vrai regret d'ami. Ce très aimable homme n'avait pas d'amis.

Sur ce, adieu, mon cher ami. Tout va bien autour de moi. J'ai eu la rougeole dans ma maison. Une vieille tante de mes gendres et un de mes petits-enfants s'en sont très bien tirés, et aucun des autres enfants ne l'a prise. Il n'en est plus question.

Adieu, tous mes respects à Mme de Barante, et, comme toujours,

Tout à vous.

---

120 — A MADAME DE WITT

Paris, lundi 22 décembre 1856.

J'ai fait hier matin quelques visites : une amusante. M. Thiers était venu deux fois sans me trouver. Je l'ai trouvé. Plus caressant que je ne puis dire. Des petits soins pour que je n'eusse ni froid ni chaud. De grands compliments sur Guillaume. Conversation sensée et spirituelle sur l'état et l'avenir du pays, sans aborder de près aucune question. Puis, sur la Suisse et Neuchâtel. Je ne sais comment j'ai été amené à parler de son portrait, le dernier ouvrage de Paul Delaroche. « L'avez-vous ici? — Oui. — Je vous demande à le voir. — Très volontiers. Par malheur, il n'est pas à moi. Ce sont les administrateurs d'Anzin qui l'ont fait faire. Anzin existe depuis plus de deux cents ans, sous Louis XIV. C'est leur vieil usage d'avoir les portraits des hommes considérables, des personnages qui ont pris part à leurs affaires. Ils en ont sept ou huit. Celui de Casimir Périer était le dernier. Ils ont voulu avoir le mien. Je tâcherai de les engager à me le céder. Je leur en ferai faire une bonne copie. C'est délicat, mais j'en ai bien envie, je tâcherai. Votre portrait, par Paul Delaroche, est-il à vous? — Oui, il est chez moi. — Il est très beau. Paul Delaroche a pensé au vôtre en faisant le mien. Vous êtes à la

tribune. J'y monte. Je crois que nous nous regardons. Deux pendants. Savez-vous ce que nous devrions faire? Nous devrions, vous et moi, par notre testament, prescrire à nos héritiers de donner ces deux portraits au Musée. Ils feraient bien là, l'un près de l'autre. » J'ai ri sans répondre. Il m'a mené voir le portrait, vraiment beau et évidemment destiné à faire pendant au mien. Aussi idéalisé que possible en restant ressemblant. Je lui ai dit : « Il a un peu atténué la mobilité de votre physionomie. — Oui; il a bien fait. » Il m'a reconduit jusqu'à la porte. « Êtes-vous à pied? — Non, j'ai là une petite voiture. — Pourquoi ne l'a-t-on pas fait entrer? » Un empressement content et câlin, un peu excessif.

Hier soir, beaucoup de monde chez Mme de Lieven. Toujours même composition. Les diplomates, les étrangers et notre monde. Peu d'hommes du gouvernement. Ils ont bien tort de ne pas venir davantage. C'est une bonne fortune pour les gens qui gouvernent, de rencontrer, sur un terrain neutre, les gens d'esprit qui regardent. Une belle princesse russe, la princesse Obolinsky, la maréchale Serrano, Mme Kalergis, etc. J'ai causé longtemps avec l'ambassadeur de Russie, bien préoccupé de la crainte que, même quand la Russie aura cédé sur l'île des Serpents et sur Bolgrad, les Anglais ne sortent pas de la mer Noire. On dit que la conférence s'ouvrira samedi 27.

Voilà Guillaume qui rentre. Il me dit que les rhumes de Marguerite et de Jeanne ne sont rien.

Tu as raison d'y faire grande attention. Adieu, ma fille. Vendredi sera un jour charmant. Je vous embrasse toutes trois.

---

121. — A MISTRESS AUSTIN

Val-Richer, 10 décembre 1857.

Chère madame Austin, vous avez très bien fait de m'écrire et votre lettre m'a fait grand plaisir. Je ne vous reproche que d'avoir attendu, pour rompre votre long silence, une aussi mauvaise raison que l'ouvrage de lord Normanby. J'en achève la lecture. Je crois lire nos journaux radicaux de 1848, le *National*, le *Siècle* ou la *Réforme*. C'est la même légèreté, la même fatuité, le même défaut de vérité et d'intelligence soit des évènements, soit des hommes. Avec l'inconvenance diplomatique de plus. Quand j'étais dans les affaires, j'étais profondément indifférent aux *misrepresentations* et aux injures; je ne le suis pas moins hors des affaires; et je ne trouve dans ce livre, pour ce qui me touche personnellement, rien qui mérite une réfutation sérieuse ou qui en ait besoin. Je n'en dis pas tout à fait autant pour ce qui touche le roi Louis-Philippe et mes rapports avec lui; il y a là des assertions si étrangement fausses, que je prendrai soin, quelque jour et quelque part, que la vérité soit rétablie à ce sujet.

En résumé, c'est un livre honteux, et comme esprit et comme action. Plusieurs personnes m'écrivent qu'il est jugé ainsi en Angleterre. Je vous remercie de m'avoir envoyé le passage de l'*Athenæum*. J'ai l'avantage d'être sensible au bien et fort peu au mal; il est aisé de me faire plaisir et très difficile de me blesser. J'ai un peu d'orgueil et beaucoup de confiance dans le pouvoir de la vérité.

Je n'ai jamais douté de l'issue de votre lutte dans l'Inde, et je me réjouis de votre succès autant que qui que ce soit parmi vous. Le monde appartient à la civilisation chrétienne et européenne. Elle a droit de le conquérir pour le transformer; et soit pour la conquête, soit pour la transformation, c'est à vous que revient en Asie le premier rôle. Quand vous serez redevenus tout à fait maîtres de l'Inde, vous vous trouverez en présence d'immenses difficultés. Je ne sais pas comment vous les résoudrez, mais j'ai la confiance que vous les résoudrez. Reeve ne m'a pas envoyé les quatre lettres de votre cousin Meadowe Taylor. Je les lui demanderai; d'après ce que vous m'en dites, j'en suis très curieux. J'ai lu le journal et les lettres de l'évêque Heber. Excellent livre. Il est traduit en français.

Je n'ai, comme vous pensez bien, point de nouvelles à vous donner. Quand j'en chercherais, je n'en trouverais point, et je n'en cherche point. Sauf dans les régions très basses et très fangeuses, l'apathie politique de la France est toujours la même. Elle est comme les fils de famille qui ont très mal fait leurs affaires, et qui disent à un intendant :

« Faites-les pour moi ; je n'y entends rien. » Cela passera, mais pas de sitôt. Tout va bien autour de moi ; mon ménage agricole et mon ménage littéraire sont toujours heureux l'un et l'autre. Henriette et son mari passeront encore cette année presque tout l'hiver au Val-Richer ; leurs affaires l'exigent. Pauline et le sien retournent le 15 de ce mois à Paris où Guillaume est déjà. Moi, je reste ici quelques jours de plus. J'y travaille et je m'y plais. Je n'ai plus personne à Paris qui me presse de revenir et que je sois pressé de revoir.

Adieu, chère madame Austin. Mon amitié pour vous est et sera ce qu'elle a été depuis bien des années. Mes enfants aussi vous aiment toujours beaucoup et me demandent de vous le dire. Je remercie M. Austin de ses bons sentiments pour moi. J'y compte et je les lui rends.

Tout à vous de tout mon cœur.

---

122. — A MONSIEUR VITET

Val-Richer, jeudi 5 juillet 1860.

J'espère, mon cher ami, que votre solitude vous sera douce, et aussi que vous ne serez pas longtemps tout à fait seul. Personne, pas même vous, ne sait mieux que moi que rien ne remplace ce que vous avez perdu; mais le temps vous apprendra, comme à moi, à ne pas dédaigner les joies de second rang et à en jouir, sans les compter pour plus qu'elles ne valent. Il y a dans l'Océan des profondeurs où ne pénètrent jamais les rayons du soleil qui en éclaire et en échauffe la surface. C'est là, après certains coups, l'état de notre âme. Pourtant, j'aime toujours le soleil.

Je suis charmé que mon troisième volume vous ait plu. La première partie, l'instruction publique, importante en soi et pour moi, est, pour le public, d'un intérêt un peu spécial, et je regrette, comme vous, que la seconde ne soit pas complète. C'était mon projet de donner, dans ce volume, l'histoire entière du cabinet du 11 octobre, aussi bien sa politique extérieure que l'intérieure. Une assez mauvaise raison, une raison purement matérielle, m'en a empêché; le volume eût été trop gros. Je tiens à bien expliquer et caractériser, dans ses diverses phases, notre politique extérieure, nouvelle dans le monde et aujourd'hui si passée de mode.

En parlant de ce qu'elle a fait de 1832 à 1836, j'aurai assez de pièces diplomatiques à joindre à mon texte. Ne me demandez pas d'autres motifs de cette coupure; je n'en ai pas d'autre à vous donner. Voici pourquoi je le regrette un peu moins. Avec mon ministère de l'instruction publique, de 1832 à 1836, c'est mon ministère des affaires étrangères, de 1840 à 1848, qui est, pour moi, la grande affaire. Mon quatrième volume contiendra les origines des deux questions qui, plus tard, ont rempli la scène, de la question d'Orient et de la question d'Espagne. Il sera ainsi la préface naturelle des cinquième et sixième, qui seront l'histoire de mon ministère des affaires étrangères. Je ne suis pas fâché que cette préface se présente à part, et plutôt comme l'en-tête de la seconde partie de mes mémoires que comme la fin de la première.

Quand ce quatrième volume aura paru, l'hiver prochain, ce sera à vous que je demanderai de parler à la fois, dans la *Revue*, du troisième et du quatrième. Un peu pour expliquer au public cette composition de l'ouvrage que je vous indique ici, et surtout à cause de certains faits, la coalition, par exemple, sur laquelle j'aurai besoin de votre commentaire.

Vous trouvez que, si j'ai un peu tourné certaines difficultés, j'en ai hardiment abordé et surmonté d'autres, et de bien graves. Quelques-uns de nos amis s'inquiétaient, et s'inquiètent probablement encore de ces écueils dans mon voyage. Je n'ai jamais partagé et je ne partage pas cette inquiétude.

Cousin me disait, il y a quelques semaines, dans un de ses accès de caresses : « Vous avez un immense avantage ; vous n'êtes jamais embarrassé. » Il disait vrai et j'ai été sensible au compliment. Quand je me suis décidé à écrire et à publier ces mémoires, j'ai pris mon parti d'être franc, bien sûr que je serais toujours fidèle et affectueux avec mes amis, modéré et équitable avec mes adversaires. Sans la franchise, l'ouvrage ne serait pas sérieux. Si j'avais senti ou accepté le moindre embarras, je n'aurais pas écrit.

Je ne vous parle pas d'autre chose. Il me revient, du dedans et du dehors, bien des bavardages qui ne valent pas la peine d'être répétés. Depuis que nous ne nous sommes vus, deux faits importants sont survenus, l'échec de Bade et le commencement de la réaction antiradicale en Angleterre. On était allé à Bade pour tenter la Prusse et la séparer de l'Allemagne. Les petits souverains allemands y sont venus, se méfiant de la Prusse et pour la surveiller. Le prince régent, honnête et sensé, ne s'est pas laissé tenter. Puis ces Allemands, contents de lui, se sont plu à le grandir en l'entourant. Le tentateur s'est retiré, n'ayant rien fait, à peu près rien dit, et on l'a trouvé assez fade.

Quant à Londres, on m'écrit que jamais chancelier de l'Échiquier n'a inspiré moins de confiance financière et n'a été aussi impopulaire que l'est aujourd'hui M. Gladstone ; il se maintiendra difficilement, dit-on, dans sa position, et s'il pouvait décider son obstiné collègue lord John, qui est à peu près aussi décrié que lui, à se retirer avec lui,

le changement serait déjà fait. Que feront-ils et que deviendra le cabinet? On croit en général qu'il achèvera la session, mais à la condition de ne rien faire. Je me répète, ce n'est qu'un commencement de réaction, mais c'en est un.

Adieu, mon cher ami, tout va bien autour de moi. Tout à vous.

---

123. — A MONSIEUR PISCATORY

Val-Richer, 3 juillet 1860.

Mon cher ami, je suis fort aise que ce troisième volume vous ait plu. Il est certainement, en partie du moins, d'un intérêt moins général que les deux premiers. Je regrette de n'avoir pas pu y faire entrer, après mon ministère de l'instruction publique, toute l'histoire politique extérieure aussi bien que l'intérieure. C'était impossible, le volume eût été trop gros. Je tiens à parler de la politique extérieure de cette époque avec un peu de précision et de détail; elle a été nouvelle et elle est aujourd'hui bien passée de mode. Je veux lui assigner son vrai caractère. L'avenir la jugera. Les deux portions de ma vie publique auxquelles je tiens le plus sont mon ministère de l'instruction publique et mon ministère des affaires étrangères. Je viens de dire, sur la première, ce qui m'a paru en valoir la peine. Je n'aborderai la seconde que

dans le cinquième volume; mais le quatrième dont je m'occupe, en sera la préface.

Je trouve, comme vous, le nouveau volume de Duvergier très bon, et je n'en ai pas été surpris. Un boulet de canon va droit au but quand il est lancé dans la bonne direction. L'esprit de Duvergier est de même nature, il n'a jamais qu'une passion; il peut avoir et il a aujourd'hui celle de l'impartialité ardente. C'est une nature élevée, désintéressée; sincère, très honnête. Il est très intelligent dans la voie où il marche. Il ne voit rien en dehors. Il a tout ce qui fait bien penser et bien agir quand on a bien commencé. Il lui manque ce qui préserve de se mal engager et d'aller loin dans l'erreur sans s'en douter. J'ai eu plaisir à lui dire combien son livre m'avait satisfait.

Je pense de l'état actuel des esprits au moins aussi mal que vous; nous sommes dans une triste phase. Mais c'est une phase et non pas tout l'avenir. Si Hampden, au lieu d'être tué dans la première année de la guerre civile, avait continué de vivre sous Cromwell, sous Jacques II et même après Guillaume III sous la reine Anne et sous George Ier, il aurait peut-être désespéré du gouvernement de son pays. Il aurait eu tort. Je suis décidé à ne pas croire que la société française a grandi pendant trois siècles, pour s'abîmer tout à coup dans la boue, et pour en être à tout jamais contente.

Adieu; si vous étiez ici, nous causerions de toutes les questions que vous ne me faites pas. Tout mon monde va bien. Conrad est content jusqu'ici de son

blé et de son colza; d'autant plus content que ses voisins le sont moins. Moi, je suis content de mes trois ménages, du nouveau comme des deux anciens. Seulement il n'a pas encore duré dix ans. Tout à vous.

---

124. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 18 juillet 1860.

Je vois approcher avec regret pour vous le moment où vous quitterez Jeurs. Outreque le lieu vous plaît, c'est votre vie passée que vous quittez pour aller vous promener dans des lieux étrangers et indifférents; votre vie passée et le doux repos de votre vie d'aujourd'hui, votre chapelle et vos foins. Vous avez bien raison de ne pas craindre que je me moque de vous; non seulement je comprends vos plaisirs rustiques, mais je les sens aussi chez moi. J'en ai peu joui encore cet été, si c'est un été; à peine avons-nous eu dix ou douze jours de beau temps; l'éclipse d'hier et la lune de cette nuit nous ont ramené la pluie. J'ai été plongé de plus dans le chaos de mes livres. Grâce à mes enfants, c'est fini; ma bibliothèque est en ordre; mes derniers ouvriers s'en iront, j'espère, la semaine prochaine. Il me semble que mon nid est définitivement arrangé et que je n'aurai plus jamais rien à y faire. Dieu le veuille! Je n'aime plus les changements, même les embellissements. Je re-

connais pourtant que ma maison vient de gagner beaucoup. Mais c'est assez. Elle a été fort pleine depuis un mois, des visiteurs de famille. J'en attends d'autres, de la même catégorie; mon fils et sa femme sont allés à Paris, au-devant de leurs parents de Nîmes, M. et Mme de Flaux, et ils les ramèneront ici pour dix ou douze jours. Ensuite viendront quelques-uns de mes amis, M. Dumon, M. Ampère, M. Darcy, M. de Broglie. Je travaille pourtant; je garde toujours pour moi mes heures matinales, de six à onze. Je suis plongé dans la politique extérieure de 1832 à 1836. Quel abîme entre cette politique-là et celle d'aujourd'hui!

Je viens d'avoir des nouvelles du comte de Paris et du duc de Chartres, par Mme Lenormant qui les a vus à Athènes. Elle était occupée, en l'absence de son fils, qui est allé en Syrie, à surveiller les fouilles qu'il fait faire à Éleusis; les deux jeunes princes sont venus les visiter, et elle leur en a fait la démonstration, entourée d'une foule d'hommes, de femmes et d'enfants de ce peuple grec qui est toujours aussi curieux et aussi causeur qu'il l'était du temps de Démosthène ou de saint Paul. Elle a trouvé les princes curieux aussi et de très bonne grâce. Ils avaient apporté là de quoi dîner en plein air, et ils sont rentrés ensemble à Athènes, presque de nuit. Ils n'ont fait là qu'un échange de visites avec le roi Othon, gardant d'ailleurs un strict incognito, mais en voyageurs très populaires. Je pense avec plaisir au plaisir que la reine aura à les revoir. Je présume qu'ils ne la rejoindront qu'après vous.

Je vous remercie d'avance du petit portrait photographique auquel vous pensez pour moi; ne l'oubliez pas, je vous en prie. Vous ai-je dit que M. le duc de Nemours m'avait envoyé le sien, en me demandant le mien? Je lui ai envoyé le moins mauvais. Je tâcherai d'en faire faire un bon l'hiver prochain, pour le plaisir de mes amis, et aussi un peu pour la curiosité des indifférents. Encore ne faut-il pas donner à la curiosité une trop fausse idée de soi.

Que vous dirai-je en fait de nouvelles? Il y aurait beaucoup de quoi causer, pas grand chose à écrire. La mauvaise humeur à propos de la conférence de Bade continue; les entours racontent les mauvaises façons des étudiants et du peuple allemand, criant à tue-tête : « Vive le prince régent! » et rien de plus. Mais c'est une mauvaise humeur stagnante. Celle de Garibaldi en Sicile est plus active; en chassant M. de la Farina il a bravé brutalement M. de Cavour qui ne se brouillera pas avec lui. C'est grand dommage que le roi de Naples ne soit pas un homme d'esprit et de caractère. Il aurait, contre Garibaldi, une belle partie. A Paris, la guerre est entre M. Baroche et M. de Morny, qui veulent, l'un que le Corps législatif obéisse toujours, l'autre qu'on le laisse un peu tranquille. Le Corps législatif est évidemment en train d'essayer un peu d'émancipation, mais il n'a guère plus de marge que moi sur mon papier. Adieu, je trouve que j'ai été longtemps sans vous écrire. Je vous prie de vous en plaindre.

---

125. — A LORD ABERDEEN

Val-Richer, 11 octobre 1860.

Mon cher lord Aberdeen,

C'est vous que je prie de remercier votre fils Arthur de m'avoir donné avec détail de vos nouvelles. J'espère qu'il voudra bien continuer et ne me laissera pas longtemps sans lettres de lui. Je ne veux pas que vous vous fatiguiez à me parler vous-même, mais je ne me résigne pas à ne pas entendre parler de vous.

J'ai aujourd'hui quelque chose à vous demander. Vous rappelez-vous une lettre que vous avez écrite, en 1844 ou 1846, à des *merchants* de la Cité de Londres qui avaient réclamé auprès de vous contre les comptoirs commerciaux que je faisais établir pour la France sur quelques points de la côte occidentale d'Afrique, entre autres à Gorée, au Gabon et aux Assinies? Vous me communiquâtes dans le temps cette lettre qui me frappa par l'esprit de parfaite équité et d'impartialité libérale qui y régnait. A mon grand regret, je ne la retrouve plus dans mes papiers. Je voudrais bien que vous ne vissiez aucun inconvénient à m'en redonner une copie. Nous sommes, l'un et l'autre, bien hors des affaires et du monde; nous n'y prenons plus d'autre intérêt que celui du souvenir qui restera de nous et des bons exemples que nous avons pu donner à nos

successeurs. Dans les deux derniers volumes de mes mémoires, j'aurai souvent à parler de la politique que nous avons faite ensemble. Plus j'y pense, plus je demeure convaincu qu'elle a été bonne. J'en recueille avec soin les documents. Aidez-moi à réunir tous ceux qui ne peuvent être qu'honorables pour nous et utiles pour nos deux pays. Vous savez bien, j'espère, que je n'en ferai usage qu'avec la réserve convenable.

Je ne vous parle pas d'autre chose; nous aurions trop à dire. Nous avons assisté, dans le cours de notre vie, à de bien tristes, odieux et honteux spectacles; je n'ai jamais vu le droit, tous les droits méprisés et foulés aux pieds aussi scandaleusement qu'aujourd'hui. Et l'indifférence des spectateurs est aussi scandaleuse que l'effronterie et l'hypocrisie des acteurs. Si de tels exemples devaient prévaloir, le droit public européen disparaîtrait complètement, et il n'y aurait plus entre les États que des rapports de mensonge et de brigandage. Ce qui se passe dans le nord de l'Europe me fait un peu espérer que le mal sera cantonné dans le pays où il règne, et que le chaos italien[1] ne deviendra pas le chaos européen. Mais quand je pense combien il eût été facile, avec un peu de prévoyance et de fermeté honnête, d'étouffer le chaos, même en Italie, j'ai le cœur plein de colère et de regret.

Adieu, mon cher lord Aberdeen. Parlez de moi,

1. Garibaldi venait de conquérir Naples et la Sicile, pour le roi Victor-Emmanuel. Le roi François II résistait encore à Gaëte.



je vous prie, et de mon affectueux respect à lady Haddo et à Mrs Gordon. Je renouvelle à votre fils Arthur mes remerciements et mes demandes, et je suis, comme jadis et comme je serai toujours cordialement,

Tout à vous.

Je vous suppose encore à Haddo. Pour moi, je ne rentrerai à Paris que vers la fin de décembre.

---

126. — A MONSIEUR DE BARANTE

Val-Richer, 20 décembre 1860.

Mon cher ami, nous regrettions ensemble ce pauvre Decazes. *Les morts vont vite.* La mort de lord Aberdeen est pour moi un vrai chagrin. Notre amitié avait commencé par la politique, mais elle y avait si bien grandi et s'y était si intimement mêlée, qu'elle y avait souvent servi sans y être jamais un embarras. C'était le caractère le plus vraiment anglais et l'esprit le plus européen que j'aie rencontré dans son pays. Le duc de Broglie disait, il y a trois jours, à mon gendre Cornélis : « C'est le dernier des Anglais. » J'espère pour l'Angleterre qu'il en dit trop ; mais c'est certainement le dernier de la grande école politique anglaise, et étant aussi conservateur qu'aucun de ses contemporains, il était le plus libéral de tous. Libéral sans le moindre

faste et sans la moindre recherche de popularité, uniquement par justice et prévoyance. On m'écrit qu'il était tombé depuis six semaines dans un grand affaissement de corps et d'esprit. Il s'est éteint sans souffrance, entouré de ses quatre fils. Il avait perdu ses deux femmes, ses trois filles, et en était resté sous une impression de tristesse qui n'a plus quitté son âme ni sa figure.

J'ai un petit service à vous demander. En écrivant mon quatrième volume, je rencontre à cette époque des morts dont je veux dire quelques mots exacts et sérieux; entre autres Montlosier, mort à Clermont le 11 décembre 1838. Je voudrais avoir sur la fin de sa vie, sa mort même, les exigences du clergé envers lui, ses refus et les incidents qui survinrent à cette occasion, des renseignements un peu complets et précis. Personne ne peut me les procurer mieux que vous et les juger en les recueillant.

Vous serez bien aimable d'en prendre la peine et de me les envoyer quand vous les aurez réunis. J'espère que cela ne vous sera pas difficile. Je rencontre dans la même année un autre mort, M. de Talleyrand (20 mai 1838), dont je parlerai aussi, ainsi que des incidents religieux, tout différents, de ses derniers jours. M. de Montlosier n'avait rien à réparer envers l'Église.

Je regrette que votre travail sur Royer-Collard paraisse si tard; uniquement pour mon plaisir, car je suis loin de son temps d'activité et d'importance. Je vous regretterai aussi à l'Académie; mais

vous avez raison de ne pas quitter le coin de votre feu pendant les grands froids; ils ont commencé ici. J'ai aujourd'hui sous les yeux un beau soleil qui luit sur un pays tout entier couvert de deux pouces de neige. Je rentrerai décidément à Paris le 29 de ce mois. J'y ai passé cinq jours à l'occasion du mariage de M[lle] Cuvillier-Fleury et des obsèques de la princesse de Broglie. Il n'y a pas moyen d'échapper à ces contrastes de la vie. Le duc de Broglie est assez bien, son fils très malheureux. C'est une maison désolée: un père âgé, un fils encore jeune, cinq petits garçons, et pas une femme pour aimer et soigner tout cela.

Je ne vous parle pas d'autre chose. Quoique je n'aie aucune foi au décret du 24 novembre, il en restera trace dans la situation du pays et dans les évènements. Par cette porte entr'ouverte aux libéraux entreront un jour les révolutionnaires, et j'incline bien à croire que, si la guerre est engagée au printemps, on aura besoin d'eux. Il devient tous les jours plus difficile de jouer à la fois les deux rôles, l'ordre au dedans et la révolution au dehors. Lord Palmerston le peut encore à Londres; personne, je crois, à Paris.

Tout à vous, mon cher ami. Mes filles sont bien touchées de votre souvenir.

---

127. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, dimanche 9 juin 1861.

J'attendais impatiemment votre lettre du 5 que j'ai reçue avant-hier. Je commençais à me demander si vous n'étiez pas malade, vous ou vos yeux. Je ne me le demande plus; à part le plaisir de son arrivée, votre lettre me plaît; l'écriture est ferme et l'esprit très net, quoi que vous en disiez. Ne vous préoccupez que de vos yeux et prenez seulement soin qu'ils voient toujours aussi clair que votre esprit.

Voilà un évènement. J'entendais dire depuis plusieurs mois que la santé de M. de Cavour était fort altérée. La mort est toujours imprévue, surtout quand la vie est grande et semble nécessaire. On dit aujourd'hui que les médecins l'ont tué; la saignée répétée au milieu d'une fièvre typhoïde! J'étais loin, très loin d'approuver la politique de M. de Cavour. Je ne me défends pas aujourd'hui d'un sentiment sympathique pour sa personne. C'était un homme supérieur et il a dû avoir grand regret à mourir. Laisser son œuvre inachevée, plus qu'inachevée, frappée par sa mort même d'un grand péril! Les tristesses nobles me touchent plus que je ne puis dire. J'ai encore dans le cœur le sentiment qui m'a saisi le 24 février, quand j'ai vu tomber l'édifice auquel je travaillais depuis dix-huit ans. Je ne vois pas clairement dans les conséquences de cette mort. En Italie, c'est certainement un grand affaiblisse-

ment et aussi un grand coup de fouet à la révolution. M. de Cavour la contenait en la faisant. Je doute que ses successeurs soient en état de réprimer Garibaldi. Et s'ils ne le répriment pas, c'est la guerre. Quant à l'empereur Napoléon, je trouve que ceci le laisse plus libre de ne pas s'engager plus avant au service italien. Il est bien en droit de ne pas porter à je ne sais qui en Piémont la même confiance et le même appui qu'il portait à un allié habile et éprouvé. Nous verrons bientôt dans quelle voie il entrera.

Savez-vous que Mme de Boigne est sortie en voiture et que le chancelier est allé la voir deux fois ? On me dit pourtant qu'*elle* hésite fort à aller à Trouville, et qu'il est, *lui*, bien décidé à ne plus quitter Paris.

La candidature électorale de M. de Witt marche très bien. Il lui est pourtant venu, avant-hier, un concurrent, suscité, je crois, encouragé au moins, timidement, par le préfet. L'élection se fera dimanche prochain. Je vous la dirai.

---

128. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 18 juin 1861.

Je vous avais répondu sur M. de Cavour quand j'ai reçu votre question. D'après ce qu'on m'écrit, de Paris, de Londres et de Turin, je serai peut-être

bientôt une des personnes qui parleront le mieux de lui. Il pesait à ses maîtres et à ses amis, comme tous les hommes éminents et nés pour commander. J'ai trouvé et je trouve sa politique très mauvaise, mais je sens, et pour sa supériorité et pour sa mort au milieu de son œuvre, une sympathie dont je ne me défends pas. Il paraît qu'aux Tuileries on se promet de gouverner plus facilement la révolution italienne, de laquelle on est toujours décidé à rester ami. Nous verrons. Il est probable que, pendant quelque temps, tout le monde sera sage en Italie. Personne ne remue sur un vaisseau dont le pilote vient de tomber à la mer, mais qu'arrivera-t-il quand la tempête viendra ? M. Ricasoli sera-t-il un pilote?

Je viens d'avoir ici, non pas une tempête, mais une petite bourrasque. L'élection de M. de Witt au conseil général semblait incontestée. L'administration disait qu'elle restait neutre. Elle l'avait même annoncé officiellement dans son journal de Caen. Il n'y avait point de concurrent. Tout à coup, trois jours avant l'élection, un concurrent a surgi, patronné et évidemment préparé sous main par l'administration. On ne s'est rien refusé, pas même de dire que M. de Witt était Anglais. Il avait jusque-là gardé un silence absolu. Il a publié, l'avant-veille de l'élection, une petite circulaire digne, et même un peu sèche. Il a été élu par 955 voix contre 636. Il y a eu vraiment un petit mouvement d'humeur, et d'ardeur dans nos campagnes, où nous n'avons pas l'ombre de la moindre ville. Sur 2113 électeurs inscrits, 1614 sont venus voter. Je vous donne ces

détails parce qu'ils m'intéressent et me plaisent ; à Lisieux aussi, canton plutôt urbain que rural, l'administration a été battue. Elle avait pour candidat le maire de la ville, qui n'a eu que 318 voix sur 2848 votants. C'est l'un de mes plus anciens[1] et plus fidèles amis qui a été élu. Il a eu 1639 voix. Voilà assez de chiffres.

Je ne crois pas que nos troupes s'apprêtent à quitter Rome. D'autant moins qu'on est plus près de reconnaître le royaume d'Italie ; nous ne nous engageons pas à défendre indéfiniment Rome contre le Piémont, mais quant à présent nous y resterons.

Si nous causions, je vous lirais une longue lettre de Boston, très précise et très curieuse sur les affaires des États-Unis d'Amérique. Mais nous ne causons pas. Elle est d'une si petite écriture et si longue que je ne vous l'envoie pas, par égard pour vos yeux. Quel ennui que d'être loin ! Il ne faut pas vivre dans une intimité si confiante quand on doit être si longtemps séparés.

Que dites-vous de la saisie préventive et administrative de l'in-4° lithographié du duc de Broglie ? Il m'écrit : « C'est un ouvrage de pure théorie, dont vous avez lu, il y a quelques années, le commencement. Il est parfaitement étranger à toute politique, à toute polémique du jour, et ne traite que de l'organisation présente, passée et possible, du gouvernement en France. Il ne contient pas la moindre

1. M. Fournet, manufacturier à Lisieux.

attaque contre les personnes ou les faits qui préoccupent depuis dix ans le public. » Il est fort décidé à poursuivre l'affaire jusqu'au bout. C'est évidemment une bévue de subalterne inintelligent, au service d'un maître irrité. L'article à ce sujet dans le journal des *Débats* d'hier est parfaitement vrai et sensé.

Adieu. J'aimerais mieux causer.

---

129. — A MONSIEUR VITET

Val-Richer, 30 juin 1861.

Mon cher ami, voici à cœur ouvert pourquoi je désire que ce soit vous qui parliez, dans la *Revue*, de ces deux volumes. Je n'ai pas besoin de vous dire quelle importance j'attache à mes mémoires. C'est notre temps, et moi dans notre temps. Je n'ai rien écrit de plus sérieux en soi et pour moi. La *Revue des Deux Mondes* est aujourd'hui le grand témoin, le grand juge des œuvres de notre temps. Il n'y a encore eu là, à propos de mes mémoires, que l'article de Renan sur les deux premiers volumes, sonate assez brillante où Renan s'est amusé à donner ses propres variations sur le thème, plus qu'il ne s'est occupé du thème. Je tiens beaucoup à ce que le thème soit sérieusement exposé et apprécié dans la *Revue*. Il n'y a qu'un compagnon, un ami qui puisse faire cela, et, parmi mes compagnons et mes amis,

aucun ne le ferait comme vous. Vous avez dans le caractère et dans l'esprit un mélange très rare, le mélange de l'intimité et du désintéressement. Nous avons toujours été parfaitement unis, et vous avez été moins engagé que tout autre dans les luttes où j'ai été plongé en toutes choses; il est dans votre naturel de tout voir, de tout pénétrer, d'aller au fond, de vous associer pleinement à l'action comme à la pensée, et de garder en même temps la physionomie et le langage d'un spectateur aussi libre, aussi dégagé que si vous n'aviez jamais songé qu'à regarder. C'est ce qui vous arrive dans les arts : vous n'êtes pas un artiste et vous parlez des arts à la fois en artiste consommé et en connaisseur indépendant, avec une vive et complète intelligence, mais sans jamais avoir l'air d'en parler pour votre propre compte. Vous parlerez de même de notre histoire et de notre politique, pas du tout en simple amateur, mais pas non plus en acteur préoccupé de lui-même. C'est pourquoi, à mon avis, et en tout ce qui me touche, vous en parlerez mieux que personne. Vous craignez d'être trop mon ami. La *Revue* a le public européen, plus qu'européen pour lecteur. Combien de gens, dans ce public, savent que vous êtes personnellement mon ami? Ce petit embarras ne dépasse pas un très petit cercle. Vous m'en tiendrez compte et j'aurai cette satisfaction qu'il y aura dans la *Revue* une image vraie, une appréciation sérieuse de notre temps, de notre politique et de moi-même. Voilà à quoi je tiens et à quoi j'ai raison de tenir. Personne que vous ne peut me donner cela.

Ne me dites pas que vous êtes rouillé sur la politique. Vous n'êtes rouillé sur rien, car, sur toutes choses, vous êtes très peu usé.

J'aurais beaucoup encore à vous dire si nous causions; mais en voilà bien assez, et il faut que je vous connaisse comme je vous connais, que je vous aime et que je compte sur votre amitié comme je le fais, pour parler ainsi de mon choix et de ses motifs à face pleinement découverte. Je n'ajoute qu'un mot : si cet article devait vous prendre trop de temps et vous déranger vraiment de vos propres travaux, j'y renoncerais sans hésitation : j'aime mes amis pour moi, mais encore plus pour eux-mêmes. Je m'en remets donc complètement à vous, sûr que vous ferez ce que je désire, à moins que cela ne vous dérange trop pour que je persiste à le désirer.

Je ne vous parle pas d'autre chose. La pluie acharnée après la longue sécheresse nous dérange ici tout autant que vous en Picardie.

Tout à vous.

---

130. — A MADAME DE WITT

Paris, mardi 11 février 1862.

Je commence par ce qui me touche le plus. Tu ne m'as pas dit si ton rhume et celui de Marguerite étaient tout à fait finis. Le silence ne suffit pas; je

m'en méfie ; il me faut de bonnes nouvelles positives.

Je t'écrivais dimanche en revenant des obsèques de M. Baude. Je t'écris aujourd'hui après être rentré hier à minuit, d'une soirée musicale chez M. Legouvé. Ces contrastes dans la vie me déplaisent. J'aime une impression unique et prolongée. Il n'y a pas moyen, à Paris, d'échapper aux contrastes. J'ai passé la soirée hier en présentations. D'abord le musicien, M. Gounod, avec qui j'avais déjà dîné là, et qui m'a fait promettre d'aller à la première représentation de sa *Reine de Saba*. Je lui ai dit que je n'étais pas allé à l'Opéra depuis vingt-neuf ans. Il n'en a tenu que davantage à m'y faire aller, et j'ai cédé. Après M. Gounod, Legouvé m'a amené M. Ritter, le grand pianiste du jour et de la soirée, simple, animé et point avantageux. Puis Théophile Gautier, que je n'avais jamais vu ; la tête de Vitellius, un gourmand enfoncé dans sa graisse et dans sa barbe, figure de gros épicurien spirituel et moqueur. Je lui ai dit que je le lisais avec plaisir dans le *Moniteur* et que je trouvais le *Moniteur* littéraire supérieur au *Moniteur* politique. Ma préférence lui a plu. Je me suis rassis. Un jeune homme s'est assis à côté de moi. Autre présentation. M. Gustave Doré, l'artiste des *Contes de Perrault*. Je lui ai parlé de la joie de mes petits-enfants à voir ses images. Le compliment lui a paru médiocre. Je lui parlé alors de ses dessins sur le Dante. Il était plus content. Je lui ai demandé s'il ne ferait pas une série de dessins sur Shakespeare, et je lui en ai suggéré quelques-uns sur *Macbeth*,

Hamlet, le *Roi Lear* et la *Tempête*. Ceci l'a charmé. Longue conversation sur Shakespeare. Il a de l'esprit naturel, vif, inventif. Il ira en Angleterre avant de se mettre à l'œuvre. Il est allé en Espagne pour faire une série de dessins sur *Don Quichotte*, qui vont paraître dans une belle édition in-folio, comme les *Contes de Perrault*. M. Doré s'est éloigné. Un moment après, je vois debout, à côté de moi, un monsieur maigre, la tête couverte de cheveux ébouriffés, l'œil perçant, l'air spirituel et assez noble. M. Legouvé s'approche: « Eh bien, mon cher Berlioz! » Nous faisons connaissance. Celui-là est un enthousiaste sincère, point bavard, jusqu'au moment où son enthousiasme le saisit, et il devient alors fécond et éloquent. En contraste frappant avec le critique sceptique et sensuel, Théophile Gautier. La musique a mis fin aux présentations et aux conversations, et je suis rentré à minuit. Je t'ai dit ma soirée qui m'a assez amusé, mais que je ne voudrais pas recommencer souvent. On peut s'amuser un moment, même de ce qui ne plaît guère. On ne peut vivre qu'avec ce qui satisfait.

Le duc de Broglie va beaucoup mieux. L'attaque de goutte tire à sa fin. Je l'ai vu hier soir. L'élection d'Albert est fixée au 20. Il n'a encore point de concurrent. On dit que les adversaires se proposent de ne pas venir à la séance pour que nous ne soyons pas en nombre. Ils n'y réussiraient pas et je ne crois pas qu'ils le fassent.

C'est Guillaume qui ira te voir vendredi, jusqu'au mercredi 19.

Le produit net de vos betteraves pour 1861 me convient. Dis-moi celui du blé, qui en est certainement bien loin. Comment va l'engraissage de vos bestiaux ?

Adieu, ma fille. Pauline va tout à fait bien et prend l'air en voiture ce matin. Mes amitiés à Betsy.

---

131. — A MISTRESS AUSTIN

Val-Richer, 8 août 1862

Chère mistress Austin, je ne dirai pas que j'attendais de vos nouvelles aussi impatiemment que vous attendiez votre fille. Pourtant, mon impatience était grande et j'ai ressenti une vraie joie en lisant votre lettre. Dieu veuille que ce soit là, pour lady Gordon, un retour vers la santé et non pas seulement un temps d'arrêt dans la maladie ! Quels sont ses projets pour l'hiver prochain? Le passera-t-elle en Angleterre ou bien ira-t-elle de nouveau chercher, sinon le Cap, du moins, dans notre Europe, quelque climat plus doux et plus égal que celui d'Esher? Pour guérir dans l'ordre physique comme pour réussir dans l'ordre politique, il faut deux choses : la prévoyance et la persévérance ; il faut commencer le remède assez tôt et ne le cesser que lorsque le résultat est obtenu. J'ai vu partir Mme de Montalembert pour Madère presque mourante ; elle y a passé, non pas quelques mois, mais deux complètes années. Elle en est revenue

guérie et forte. Je sais toutes les tristesses, toutes les difficultés qui accompagnent un si long éloignement du *home* et de ceux qu'on aime. Mais pour jouir de ceux qu'on aime et du *home*, il faut vivre et vivre bien portant. Je souhaite de tout mon cœur que lady Gordon n'ait pas besoin de recommencer son sacrifice; mais pour peu qu'elle en ait besoin, n'hésitez pas. Permettez-moi de vous redire ce que j'ai dit, même au public, dans un douloureux souvenir : « On ne s'inquiète jamais assez, ni assez tôt. »

C'est par une inquiétude très précoce que j'ai été instamment d'avis que ma fille Pauline allât passer l'hiver dans le Midi. Elle avait de la fatigue, de la faiblesse dans les bronches et les poumons, sans lésion même commencée. Son mari a pensé comme moi. ils sont partis il y a quinze jours avec leurs enfants, leur précepteur, leurs domestiques; ils passeront d'abord six semaines chez les parents de ma belle-fille, à quelques lieues de Nîmes, et au 1er octobre ils iront s'établir à Menton, jusqu'aux premiers jours de mai prochain. Après l'examen de tous les témoignages, Menton nous a paru le meilleur climat de toute cette côte de la Méditerranée. Ils y auront une bonne maison et quelques amis. Ils savent d'ailleurs très bien se suffire entre eux. Ma fille se trouve déjà très bien de l'atmosphère méridionale; elle m'écrit et son mari m'écrit que l'appétit et la force lui reviennent à vue d'œil. Je resterai au Val-Richer avec Henriette jusqu'au 15 ou 20 janvier, et dans les premiers jours de février, tout le ménage Conrad viendra me rejoindre à Paris pour y rester avec moi

jusqu'au milieu d'avril. J'attends le ménage Guillaume dans quelques jours; ils passeront ici deux ou trois mois et l'hiver à Paris.

Je suis charmé que le cinquième volume de mes mémoires vous ait intéressée. Je vous dirai tout simplement que j'y comptais. Vous avez le cœur très anglais, mais l'esprit très libre, et vous savez à quel point j'aime et j'honore l'Angleterre, tout en l'observant et en la jugeant librement. Quant au reproche d'indiscrétion, je l'avais un peu prévu et j'en avais pris d'avance mon parti. J'ai pris grand soin de ne raconter aucun fait inconnu et secret, ou qui fût de nature à faire tort à la réputation de telle ou telle personne. Mais quand je me suis décidé à écrire ces mémoires et à les publier de mon vivant, j'ai voulu faire un ouvrage sérieux, qui eût le double caractère de la vérité et de l'utilité morale, un ouvrage utile dans mon pays et hors de mon pays, et qui répandît, sur l'Angleterre comme sur la France, des idées justes et des sentiments équitables. Pour atteindre ce résultat, il fallait inspirer confiance au public en même temps qu'attirer son attention. On n'attire l'attention et on n'inspire la confiance que par la libre impartialité de la pensée et la vérité des observations et des tableaux. J'ai donc parlé librement et j'ai peint la société anglaise telle que je l'avais vue, avec une estime et une bienveillance profondes, sans offense envers personne, pas plus envers mes adversaires qu'envers mes amis, mais aussi sans me soumettre aux petites susceptibilités des amours-propres ou aux petits embarras de salon. Voilà dans quelle me-

sure je me suis permis ce qu'on a appelé des indiscrétions. Je suis sûr de n'avoir rien dit qui ne fût vrai en soi et nécessaire à la vérité générale du tableau. Tenez pour certain que si, à côté des noms propres, je n'avais placé que des éloges et des compliments, personne n'aurait songé à me trouver indiscret. Mais j'ai parlé librement et sérieusement, et même en Angleterre, qui est le pays le plus sérieux et le plus libre que je connaisse, la liberté de pensée, d'observation et de langage, quelque respectueuse et amicale qu'elle soit, est aisément trouvée indiscrète.

Où en êtes-vous de votre travail sur les manuscrits de M. Austin et quand paraîtront les volumes suivants? Y en aura-t-il deux ou trois? Je n'ai encore fait que parcourir le premier. J'attends, pour lire l'ouvrage comme il le mérite, d'en avoir sous les yeux l'ensemble.

Adieu, chère mistress Austin. Donnez-moi de vos nouvelles à vous en même temps que de lady Gordon. Rappelez-moi, je vous prie, à son souvenir et à celui de sir Alexander. Vous savez si je suis, de cœur,

Tout à vous.

---

132. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 24 septembre 1862.

Nous sommes tristes tous les deux. J'ai reçu ce matin la lettre du duc de Valençay qui m'annonce la mort de sa mère. C'était un esprit supérieur, une grande âme à travers toutes ses imperfections, et une société charmante. Après nous être beaucoup rencontrés, elle et moi dans le cours de notre vie, nous nous sommes à la fin arrêtés un moment, et avec goût, l'un près de l'autre. Vue bien incomplète et bien courte. J'en garde et j'en garderai un souvenir un peu obscur, et pourtant très doux. La dernière lettre que j'ai reçue d'elle est du 26 août, une petite page au crayon, qui finit par une sollicitude affectueuse sur ma fille Pauline.

Le duc de Valençay ne me donne aucun détail. Si vous en avez, je vous prie de me les transmettre. Je voudrais être sûr que les derniers moments n'ont pas été aussi douloureux que les derniers mois. Depuis longtemps, elle n'avait plus d'espérance.

Elle avait pour vous une bien vraie et bien confiante amitié.

M. Vitet m'est arrivé hier pour passer vingt-quatre heures avec moi. Il repart demain matin. Mon fils aussi m'est revenu hier. Il était allé passer deux jours à Paris. Je les ai ici, sa femme et lui, jusqu'à la fin d'octobre. Ils sont heureux. Il leur manque un

enfant. J'espère qu'il viendra. J'ai les meilleures nouvelles possibles de ma fille Pauline. Elle est établie à Menton avec tout son monde. Le lieu lui plaît et le climat lui réussit parfaitement. Les gens qui la voient ne veulent pas croire qu'elle soit venue là pour sa santé. J'ai la confiance qu'elle me reviendra tout à fait reposée et forte. On a toujours tort de dire : « J'ai la confiance; » mais, si on se livrait à toute l'incertitude, à toute l'inquiétude qu'on devrait avoir, la vie ne serait pas supportable.

D'après ce qu'on me dit et m'écrit de Paris, l'empereur Napoléon a déclaré, à son cousin et à ses ministres, sa résolution de rester à Rome aussi longtemps que le pape le désirerait. On ajoute qu'un symptôme assuré de cette résolution, c'est que M. Thouvenel et M. Rouher ont changé d'attitude et disent maintenant qu'on ne peut pas livrer le pape et que l'unité de l'Italie est une chimère. Nous verrons. On va jusqu'à dire que le roi Victor-Emmanuel a tant d'humeur qu'il parle de rappeler de Paris son ministre. Ce serait risible.

Je finis comme j'ai commencé, tristement.

---

133. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 30 septembre 1862.

Je voudrais causer avec vous, être triste avec vous. Je me donne la pauvre compensation de vous écrire. De près, on dit bien peu ; de loin, bien moins encore. Éprouvez-vous, comme moi, une des plus pénibles impressions de la mort de ceux qu'on a aimés, l'extrême difficulté d'y croire ? J'ai une peine infinie à me persuader que je ne verrai plus ces yeux tour à tour si brillants et si profonds, que je ne jouirai plus de cette conversation riche, simple, ferme, qui avait de la grâce dans la force et laissait toujours entrevoir plus qu'elle ne disait. Quand une lumière éclatante s'éteint tout à coup, on en a quelque temps les yeux encore tout pleins ; on ne passe pas tout de suite dans les ténèbres. Le cœur est comme les yeux ; il ne croit pas tout de suite au vide qui l'attend ; il cherche encore ce qu'il ne trouvera plus, et la mort de ceux qu'on a aimés est une découverte qu'on fait bien des fois après l'avoir apprise.

Autre sujet de tristesse. On voudrait avoir tous les détails possibles, connaître les dernières paroles, les dernières impressions, suivre jusqu'à la dernière minute de son séjour sur la terre cette âme qui est partie. Je ne sais rien que le départ même. Le duc de Valençay m'a écrit quelques lignes. Je l'ai remercié d'avoir compté sur ma profonde sympathie. Je

voudrais tout autre chose. Ne manquez pas, je vous prie, de me dire tout ce qui vous reviendra. La duchesse d'Albuféra a peut-être des détails.

J'ai reçu ce matin une lettre de ma fille Pauline qui, en me parlant de Mme de Talleyrand, ajoute : « Voulez-vous, en écrivant à Mme Mollien, lui dire que de loin je pense à son chagrin ? Je ne veux pas lui donner une lettre à essayer de lire, mais j'aimerais qu'elle sût que j'ai pensé à elle. »

Ma fille va bien. Menton lui réussit à merveille. Elle me promet de revenir au printemps grasse et forte. Dieu veuille tenir sa promesse ! Plus on perd, plus on tremble pour ce qui reste.

Je n'ai pas le cœur à vous parler d'autre chose. J'irai à Paris dans les premiers jours de novembre pour donner ma voix au fils[1] de Mme Lenormant qui se présente pour une place de sous-bibliothécaire de l'Institut. C'est l'Institut qui nomme. Que je voudrais vous trouver au quai d'Orsay !

---

134. — A MADAME LENORMANT

Val-Richer, 5 septembre 1864.

Chère madame, je ne vous ai pas écrit au travers de toutes vos courses belges, mais je veux qu'en rentrant à Paris vous me trouviez sur votre table.

1. M. François Lenormant, mort le 9 décembre 1883, à l'âge de quarante-six ans.

Votre lettre du 2 septembre m'a vivement intéressé. J'aurais voulu assister, bien caché dans un coin, au congrès de Malines et au discours de l'évêque d'Orléans. C'est un fait immense que le catholicisme et la liberté ensemble. Le fait n'est pas si nouveau qu'on le dit souvent; il a existé longtemps dans la vieille Europe, mais il était fort oublié, fort renié depuis trois siècles; il a fallu trois siècles pour que la réaction contre le protestantisme s'épuisât, et pour que le catholicisme en revînt à croire que la liberté pouvait faire sa force comme elle est son droit. Ce jour-là est enfin venu. Il y aura encore bien des luttes, bien des hésitations, bien des procrastinations; n'importe, elles seront surmontées. Je ne me promets pas la fusion des Églises chrétiennes, mais je compte sur leur action commune pour la défense de la foi chrétienne au sein d'une commune liberté.

J'ai reçu du Père Gratry une excellente et charmante lettre. Je lui aurais déjà répondu si j'avais su où le prendre. Son adresse varie beaucoup plus que sa foi. Soyez assez bonne pour lui faire parvenir la lettre ci-jointe. Il y a peu d'hommes à la sympathie de qui je tienne autant qu'à la sienne. Et j'y compte à peu près autant que j'y tiens. Il me parle de son apathie et de l'impossibilité où il est de tout travail sérieux. Je serais charmé qu'il en sortît à mon propos. M. Lavedan m'a écrit que c'était à M. Foisset que le conseil du *Correspondant* avait demandé un article sur mes *Méditations*. Je suis tenté de dire comme vous que le *Correspondant* se *doit* cet

article. J'espère qu'il ne se laissera pas paralyser par l'embarras du choix entre ses richesses de rédaction.

Montalembert aussi m'a écrit une lettre qui m'a été au cœur. Il a l'effusion aussi éloquente dans l'intimité que devant le grand public.

Puisque vous revenez de Belgique, je vous montrerai, quand vous serez ici, une longue lettre anonyme et chrétienne qui m'est venue de là. Lettre de femme d'esprit et de cœur. Vous devinerez peut-être de qui.

Adieu, chère madame. Nous comptons toujours que vous viendrez vous reposer ici des saints de Malines, comme des *cocodettes* de Trouville. C'est la première fois que j'écris ce mot, que je ne connaissais pas du tout, il y a trois mois. Tout mon monde va bien. J'attends demain le ménage Guillaume. Mes amitiés à François, et à vous mes plus tendre respects.

---

135. — A MADAME LENORMANT

Val-Richer, 31 décembre 1864.

Oui, chère madame, c'est la trente-cinquième année de notre amitié qui s'ouvre. J'aimerais mieux vous la souhaiter bonne de plus près, mais l'espace n'est rien à l'amitié et à ses vœux. Je serai à Paris

au plus tard le 14 janvier. Je n'ose pas vous dire : « Soyez heureuse. » Je ne peux vous souhaiter que le bonheur de ceux que vous aimez, et à vous-même la santé du corps et la paix de l'âme dans la tristesse. Vos filles sont heureuses et vous avez les souvenirs vivants de votre bonheur passé. Le duc d'Osmond disait, après la mort de son fils, le comte d'Ossory, tué en duel : « J'aime mieux mon fils mort que tout autre fils vivant. » C'est encore un bonheur que d'avoir possédé les trésors qu'on a perdus. Plus j'avance dans la vie, plus c'est là mon impression. Je vous souhaite de l'avoir comme moi.

Que vous dirai-je de l'Encyclique? Passez-moi la brutalité de mon langage : c'est la bêtise de la routine; on a dit tout cela pendant des siècles; on n'espère pas le faire revivre en le redisant, et on le redit *parce que* — sans autre espoir, presque sans autre conviction. Rome a perdu bien autre chose que son vieil empire : elle a perdu son vieil esprit; si l'esprit lui revenait, l'empire lui reviendrait aussi. Quand cela arrivera-il? Je n'en sais rien ; on n'est pas sur la voie. L'Église catholique ne périra point; elle n'est pas morte, mais elle a besoin de ressusciter, et elle ne ressuscitera que devant des épreuves plus rudes que celles qu'elle a déjà subies.

N'abdiquez pas votre raison. Vous ne le pourriez pas quand vous le voudriez. Restez chrétienne, et laissez faire Dieu. Il a des leçons pour tout le monde, pour les papes comme pour les rois, pour Rome comme pour Jérusalem.

J'espère bien qu'avec toute la réserve convenable, les catholiques libéraux n'abdiqueront pas plus la parole que la raison. Je compatis à leur embarras comme à leur tristesse, mais il n'y a point d'embarras insurmontable pour la franchise amie.

Je trouve fort simple l'ardeur des Coquerel et de leurs amis contre moi. Dans l'arène politique, les adversaires de la cause que je soutenais s'en sont toujours pris à moi de toutes choses. C'était mon honneur. La même chose m'arrive dans l'arène religieuse. C'est mon honneur aussi. On me dit que tout le désir de ces messieurs est que j'aie deux cents voix de moins que ceux de mes amis du Consistoire qui sont comme moi à réélire. Ils ont un moyen bien simple de se procurer ce plaisir-là. Qu'ils votent pour mes cinq amis : ils leur donneront ainsi bien plus de voix que je n'en aurai, même en réussissant. Ce que j'admire de plus en plus, c'est la bêtise des petites passions.

Adieu, chère madame. Chargez-vous, je vous prie, de mes amitiés et de mes vœux pour vos filles. Ce que vous me dites de la bonne mine de la mienne me fait grand plaisir. Adieu, et au revoir bientôt, mais écrivez-moi en attendant.

---

136. — A MONSIEUR VITET

Val-Richer, 31 janvier 1865.

Mon cher ami, je vous rends vos vœux de tout mon cœur; tous les vœux qu'on peut faire pour les années futures quand les années passées ont laissé tant de vides que rien ne comblera. Êtes-vous comme moi? je pense au bonheur perdu avec un sentiment doux mêlé au regret. J'ai possédé ce que j'ai perdu.

Ne jetez pas au feu, je vous prie, ce que vous avez commencé à écrire sur mes *Méditations*. Prenez un autre tour, si vous voulez, mais je suis sûr que bien de vos premières idées y reprendront place. Je ne veux rien perdre de ce qui doit me venir de vous. Au fond, c'est seulement avec ma *Préface* que l'Encyclique a quelque chose à démêler. Les méditations mêmes portent sur la *religion chrétienne* en elle-même, non sur l'Église chrétienne dans ses rapports avec l'État. C'est de ce dernier sujet que s'occupe surtout l'Encyclique; il y est à peine question de la foi et de l'histoire chrétienne, et elle fait bien plus de politique que de religion et de philosophie religieuse. C'est un manifeste de prince, non d'apôtre. Aussi je comprends la tristesse qu'il inspire, mais pas du tout l'embarras. L'infaillibilité, qui est le principe et la force de l'Église romaine, n'a jamais porté que sur le dogme et la foi, c'est-à-dire sur le rapport des hommes avec Dieu. On n'a jamais osé y prétendre pour les

rapports de l'Église avec l'État. Et quand on a essayé, ce qui est arrivé trop souvent, de confondre les deux sphères, le bon sens et la résistance n'ont jamais manqué dans le monde catholique pour repousser cette folle ou perverse tentative. Manqueraient-ils aujourd'hui? Les esprits catholiques seraient-ils tellement énervés et abaissés qu'ils acceptassent de telles usurpations? J'espère bien que non. Encore une fois, il y a pour les bons catholiques de quoi être tristes, fort tristes, non de quoi être embarrassés et se sentir impuissants. Ce ne serait pas la première fois que, dans ses affaires mondaines, l'Église catholique aurait été sauvée des fautes de tel ou tel de ses chefs par le bon sens et le courage de quelques-uns de ses fidèles. J'en dirais bien davantage si nous causions; mais quoique je ne sois pas un fils de Noé, je suis plus respectueux que Cham.

Dans tous les cas j'attendrai, impatiemment et patiemment, ce que vous direz de mes *Méditations*.

J'imprime le septième volume de mes mémoires; il paraîtra au mois de mars. Je reprendrai alors le deuxième volume de mes *Méditations sur l'état actuel de la religion chrétienne;* mais ce sera de la religion même, et très peu de l'Église, que je parlerai à cœur ouvert.

Au revoir bientôt. Je compte rentrer à Paris le 14. Tout à vous avec ma vieille amitié.

137. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 12 juin 1865.

Je voulais vous écrire hier; il n'y a pas eu moyen. Ce septième volume et ma chute me valent je ne sais combien de remerciements et de sollicitudes auxquelles il faut répondre. J'ai reçu de la reine une lettre qui m'a été au cœur, tant il y avait de son cœur à elle. Elle n'avait encore lu que le premier chapitre du volume. Il est impossible de dire plus simplement qu'elle a beaucoup pleuré en le lisant, et pourtant beaucoup joui de ce que je dis de son fils. Deux pages de sa main, bien tremblante. Le duc d'Aumale m'a écrit : « Depuis longtemps la reine ma mère ne s'est pas mieux portée qu'elle ne fait cette année. »

Voilà l'Empereur de retour et la discussion du budget finie. Et les démissions du prince Napoléon acceptées. Je le présumais ainsi, et je n'en crois pas plus à une brouillerie sérieuse. Si l'acceptation des démissions persiste, il y aura un petit embarras pour la présidence de l'exposition universelle de 1867. La reine Victoria a désigné le prince de Galles pour y représenter l'Angleterre. Il y faut un prince égal pour la France ; je parierais volontiers que le prince Napoléon y reviendra.

On me dit que les discours de M. Thiers sur le budget ont bien réussi, même dans la majorité. Il s'est soigneusement renfermé dans la question

financière. Le rejet du nouvel hôtel des postes est un petit évènement. Il faudra renoncer aux fantaisies. Le Mexique reste toujours le point noir, dans l'esprit de tout le monde.

L'Empereur revient très algérien. Je n'en doutais pas, et j'en suis bien aise. Les motifs patriotiques à part, je m'intéresse à l'Algérie, comme on s'intéresse aux affaires dont on s'est beaucoup occupé. L'Empereur s'est amusé en Afrique plus qu'il ne s'amuse à Paris, et il y a eu, pour lui-même, plus de succès qu'à Paris ou ailleurs pour son *César*. Je doute qu'il y ait jamais un second volume.

Ne faites pas, contre votre chagrin[1], trop d'efforts de courage. On s'y fatigue sans grand profit. J'ai eu de grands, les plus grands chagrins possibles dans ma vie. Non seulement je les ai eus, mais je les ai gardés. Même ceux dont le monde a pu me croire consolé. Je me suis résigné à vivre avec mes blessures. Tout ce que j'ai voulu, c'est qu'elles ne m'empêchassent pas de goûter les jouissances qui me venaient d'ailleurs. En cela j'ai réussi et j'ai été récompensé de mes efforts, car Dieu m'a comblé; après et avec mes grandes peines, il m'a donné de grandes joies. J'ai tout accepté, le mal et le bien pêle-mêle, et j'ai maintenant, dans ma vieillesse, le cœur plein de souvenirs tristes et doux que je prends et quitte tour à tour sans embarras ni trouble. Ce qui me serre le cœur pour vous, c'est votre solitude. Il faut avoir quelqu'un à qui parler et parler de

1. Mme Mollien était sur le point de perdre la vue.

tout. Encore plus quand on ne voit rien. Je pense à vous plus que je ne vous le dis. Je ne puis vous dire encore à quel moment je me donnerai le plaisir d'aller vous voir. Ma fille Pauline entre dans son déménagement. Certainement son mari sera charmé de faire connaissance avec Jeurs. Je lui écrirai après-demain votre aimable proposition. Adieu.

---

138. — A MADAME DE WITT

Paris, lundi 19 mars 1866.

Je ne te parle plus de mon renoncement à mon petit voyage; tu n'en es pas plus contrariée que moi. Mes journées sont une série de petits efforts; le succès même ne m'est pas un dédommagement suffisant. Mais je te répète ce que je me répète : il n'y a pas moyen de faire autrement; je manquerais à trop de choses qui manqueraient si je n'y étais pas. Valent-elles ce qu'elles me coûtent? Je ne me permets pas de me faire cette question.

J'ai présenté hier Prévost-Paradol à l'Empereur; accueil parfaitement courtois; pas la moindre trace d'humeur. Comme de coutume, il s'est d'abord adressé à moi : « Il y a longtemps que je n'ai eu le plaisir de vous voir. Votre santé me paraît bonne. Rien ne vous fatigue. » Un compliment à demi-voix sur la dignité personnelle, le beau langage, etc. Il s'est tourné vers Paradol : « Je regrette, monsieur, qu'un homme d'esprit comme vous ne soit

pas de mes amis. — Moi aussi, Sire, je le regrette. — Nous ne pensons pas de même sur César; vous avez, je crois, autrefois, dans un de vos ouvrages, exprimé sur lui des idées qui n'étaient pas si différentes des miennes. » Paradol un peu surpris, et ne sachant plus ce qu'il avait pu dire dans son *Précis d'histoire universelle*, ne répondait rien. Je suis intervenu : « Votre Majesté met en pratique en ce moment ce que disait un jour l'Empereur, son oncle, à M. de Fontanes : « Laissez-nous au moins » la république des lettres. » — Oui, certainement, » a dit l'Empereur. Puis il dit quelques paroles gracieuses à Saint-Marc Girardin et à Villemain. Il m'a demandé pourquoi je venais si peu à Paris. « J'aime mieux la campagne, Sire, et pour me reposer, et pour travailler. » Quelques mots obligeants sur mes travaux. En tout, une courtoisie préméditée et sans apparence d'effort, quoique avec un peu d'embarras. L'entrevue a duré cinq ou six minutes, et nous nous sommes séparés contents.

Réunion hier chez le duc de Noailles pour la question académique. Très bonne pour Cuvillier-Fleury. Nous étions treize. Si on était allé aux voix, il aurait eu neuf ou dix voix contre trois ou quatre pour M. de Champagny.

Réunion ce matin chez le général de Chabaud sur M. Martin Paschoud. Unanimité pour la révocation simple et prompte. Nous avons eu une séance de consistoire vendredi. Selon l'usage, c'est à moi qu'incombe le fardeau d'écrire et de soutenir. Un

jour ou l'autre, il faudra porter la question de notre Église à l'Empereur lui-même.

Adieu, ma fille. Embrasse Marguerite pour moi.

---

139. — A MONSIEUR COUSIN

Val-Richer, 21 janvier 1867.

Je compte bien comme vous, mon cher ami, que nos dissidences ne nuiront pas à notre vieille et sincère amitié. Je me plais d'autant plus à y compter, qu'indépendamment de nos petites dissidences particulières, il y a en effet entre nous, comme vous dites, une différence générale et profonde. Je pense, comme vous, qu'il ne faut confondre et absorber ni la philosophie dans la religion, ni la religion dans la philosophie. Je les veux libres l'une et l'autre dans leur manifestation et dans leur influence. Mais je ne fonde pas sur les mêmes bases que vous leur distinction ni leur accord. Pour moi, la philosophie n'est qu'une science, c'est-à-dire une œuvre d'homme, limitée, comme l'esprit humain lui-même, dans sa sphère et dans sa portée. La religion, dans son principe et dans son histoire, est d'origine et d'institution divine. L'une vient de l'homme avide de connaître; l'autre est la lumière venue de Dieu, « qui éclaire tout homme venant au monde, » et que Dieu maintient et répand dans le monde par l'acte, général ou spécial, de sa libre volonté. Je n'ai garde d'en

dire davantage; nous savons l'un et l'autre par où nous nous tenons et par où nous nous séparons.

Je me promets le plaisir de vous voir en allant voter, le 23 de ce mois, pour nos élections académiques.

Tout à vous.

---

140. — A MISTRESS AUSTIN

Val-Richer, 22 septembre 1867.

My dear mistress Austin, votre lettre du 1er janvier m'a fait un vrai plaisir. Vous avez bien fait de commencer l'année avec moi. Aux longues séparations il ne faut pas ajouter les longs silences. Qui sait si nous nous reverrons jamais en ce monde? Ne nous ignorons donc pas du moins mutuellement et donnons-nous, de temps en temps, preuve de vie. Vous êtes bien seule et bien triste. Pensez quelquefois à moi et à mon amitié pour vous. Vous n'avez en France personne qui vous connaisse, vous comprenne et vous aime mieux. Et parlez-moi toujours de tout ce qui vous intéresse; rien de vous ne peut m'être indifférent.

Pour moi, quoique ma vieillesse soit très entourée, sereine et douce, elle a aussi des tristesses. Les premières de toutes sont les regrets; ma vie domestique et ma vie publique m'en ont laissé de profonds, si profonds que le temps, loin de les atténuer, me

les fait de plus en plus ressentir. Et puis, il survient des tristesses nouvelles, bien inférieures aux anciennes, réelles pourtant. La mort de M. de Barante m'a fait une vraie peine; c'était l'un, non pas de mes plus chauds, mais de mes plus anciens et plus intimes amis. Cinquante-cinq ans de relations sincères, sérieuses et confiantes. C'était un noble caractère, un esprit sain, original, étendu et aimable. Il a voulu, par son testament, être rappelé à deux amis seulement, le duc de Broglie et moi. Et voilà ce pauvre Cousin mort en quelques heures, à Cannes, d'un coup d'apoplexie. Il en avait eu, le 5 janvier, une légère atteinte, après laquelle il avait écrit à son médecin : « Je viens d'avoir un premier avertissement; au second j'y resterai. » Frappé à cinq heures après-midi, il est mort à deux heures du matin, sans avoir retrouvé un moment sa connaissance. Il n'a jamais été pour moi un ami, mais toujours un compagnon de vie intellectuelle. Et malgré tout ce qui lui manquait, c'était un grand, brillant et souvent un charmant esprit, capable de comprendre même ce qu'il ne sentait pas. Il laisse plus de fortune qu'on ne lui en supposait, de 40 à 50 000 francs de rente, sans compter sa bibliothèque qui est estimée au moins 600000 francs. Il la lègue à la Sorbonne, avec 10000 francs de rente perpétuelle pour l'entretenir et payer le bibliothécaire. Il lègue 6000 francs de rente viagère à Mignet et 6000 à Barthélemy Saint-Hilaire. Ce dernier legs me fait grand plaisir. Il laisse le reste de sa fortune à une personne qu'il a mariée et dotée. Ni à l'Académie française, ni à l'Académie

des sciences morales et politiques, sa place ne restera vide; mais elle n'y sera pas remplie.

Je ne vous parle pas d'autre chose. J'assiste de loin, spectateur point indifférent, mais triste, à de la bien mauvaise politique. Mauvaise aux yeux du bon sens comme dans la morale, et sans grandeur comme sans honnêteté. Je suis charmé que vous pensiez comme moi sur les affaires d'Allemagne. Je m'y attendais. Je termine en ce moment le huitième et dernier volume de mes mémoires. Je vous l'enverrai dès qu'il paraîtra, à la fin de ce mois. Adieu, dear mistress Austin. Tout mon monde va bien et pense souvent à vous.

Heartily yours.

---

141. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 28 septembre 1868.

Je vous ai regrettée hier soir encore plus que de coutume. J'ai chez moi, dans ce moment, un homme d'esprit et un bon petit ménage, l'auteur de l'*Histoire de Louvois*, M. Camille Rousset, sa femme et sa fille. Il nous a lu une conversation de Frédéric II avec le comte de Gisors, jeune homme de vingt et un ans, fils du maréchal de Belle-Isle qui faisait alors son tour d'Europe et qui arrivait à Berlin venant de Vienne. La situation et la conversation sont frappantes; c'est Frédéric et Marie-Thérèse racontés l'un

et l'autre, par un Français, jeune, spirituel, très bien élevé et déjà très exercé à comprendre la politique européenne. Ce fragment fait partie d'un volume que vient de terminer M. Rousset, d'après les documents authentiques du ministère de la guerre et les papiers particuliers du maréchal de Belle-Isle. L'ouvrage est intitulé : *Le comte de Gisors, étude historique du XVIIIe siècle*. C'est le tableau des relations et de la politique de la France avec l'Allemagne et spécialement avec la Prusse, avant et pendant la guerre de Sept Ans. Tableau singulièrement piquant aujourd'hui, où l'état de nos affaires au dehors et de notre armée au dedans offre, avec leur état actuel, d'évidentes et peu agréables analogies. M. Rousset ne sait pas encore quand il publiera ce volume, mais il méritera d'être lu.

Je viens de terminer aussi, non pas un volume, mais quelques pages qui vous intéresseront. Je vous ai peut-être déjà dit que Michel Lévy m'avait demandé de recueillir, sous le titre de *Mélanges biographiques*, quelques fragments épars dans les revues, les préfaces, etc. J'y ai consenti. Vous retrouverez là Gibbon, Mme de Rumford, Mme Récamier, M. de Barante, etc. On m'a demandé et la fantaisie m'a pris d'y ajouter Mme de Boigne. Je viens donc d'écrire trente pages sur sa vie, son caractère, son tour d'esprit et ses deux romans. J'ai la confiance que vous les trouverez vraies et convenables. Bienveillance et liberté.

Je reprends mes *Méditations sur la religion chrétienne* et je ne les quitterai pas que le troisième volume ne soit terminé.

Le huitième volume de mes mémoires a subi une épreuve dont je suis satisfait, Thiers et Duvergier de Hauranne. Le premier m'en a écrit; le second est venu ici et m'en a parlé. Tous deux très brièvement, mais en termes qui m'ont parfaitement convenu. Si vous avez encore Cuvillier-Fleury à Jeurs, dites-le-lui de ma part.

Mon Val-Richer est sur le point de se dépeupler beaucoup. Mon ménage Cornelis partira pour Paris avec ses six enfants, dont les deux aînés vont rentrer au collège. Je resterai avec mon ménage Conrad. J'attends mon fils dans les premiers jours d'octobre, mais il ne me restera pas longtemps.

Vous voilà au courant de mon histoire contemporaine, comme on est au courant de loin. Je ne vous parle pas de l'histoire générale contemporaine. Ce serait trop long. J'attends avec impatience les nouvelles de Garibaldi. Après tout ce ridicule bruit, il est bien difficile qu'il ne tente pas un coup. Je voudrais bien qu'il fût aussi ridicule à Rome qu'à Genève. S'il attaque le pape, et soit que le pape tombe devant lui ou suffise à se défendre lui-même, l'événement sera gros. Adieu donc, chère amie, avec vous je ne sais pas me taire...

---

142. — A MONSIEUR PISCATORY

Val-Richer, 3 octobre 1868.

La guerre m'inquiète autant que vous, mon cher ami. J'y vois ou des succès qui nous rendraient fous et referaient contre nous la coalition européenne, ou des revers qui feraient de nous je ne sais quoi. J'ai voulu constater ce que j'en pense[1]. J'ai eu de plus la fantaisie de voir, si du fond de mon nid, puisque vous ne voulez pas de mon tombeau, je pouvais exercer encore quelque influence sur le sort de mon pays. Je ne sais ce que sera l'influence ; en attendant, le bruit n'a pas manqué et on me dit qu'il y a de grandes oreilles qui en sont frappées. Nous verrons bien. Je n'ai rien dit de l'Europe, peuples ou hommes, que je ne sache positivement et que je ne pense sérieusement. La guerre ne viendra pas nous chercher. L'ambition prussienne ne renonce à rien ; elle dit à qui veut l'entendre qu'un jour elle passera le Mein ; mais elle ajourne fort ce jour. Si l'on savait lui faire entrevoir, sans menace, ce que nous ferions ce jour-là, elle l'ajournerait encore plus loin. Mon regret, dans ces quelques pages, c'est de n'avoir pas pu donner à ma conclusion, à la politique du pied de paix, le degré de précision dont elle aurait besoin. On ne peut pas écrire d'avance ce qui est af-

1. M. Guizot venait de publier dans la *Revue des Deux Mondes* son opuscule de *la France et la Prusse devant l'Europe.*

faire de conduite, d'attitude, de langage, de savoir-faire. On ne prédit pas la pratique. Je suis convaincu que, bien pratiquée, la politique de la paix réussirait au dehors comme au dedans. Mais...

On va réimprimer ces quelques pages et les répandre à vingt sous. Elles n'ont pas plu à tous nos amis ou alliés. Ma *fière impartialité*, comme vous dites, en a choqué quelques-uns. Je m'y attendais. Je suis décidé à me donner le plaisir d'être hors des partis et des coteries comme des foules. C'est bien le moins qu'à ma défaite j'aie gagné ma liberté. Ce qui me plaît, c'est que j'ai encore des amis, comme vous, à qui cela convient.

Mon monde de famille va bien. Pendant ces vacances, ils sont presque tous réunis autour de moi. Ils vont se disperser. Si mon fils, comme je l'espère, soutient ses thèses de docteur à la fin d'octobre, j'irai alors passer quelques jours à Paris. Sinon, je n'y rentrerai pas avant le milieu de janvier. C'est dommage que vous ne vous portiez pas assez bien pour venir causer ici.

Je ne crains pas que vous vous perdiez dans les utopies agricoles. Vous ne serez jamais un rêveur. Vous ferez de la pratique intelligente. C'est le mieux. Les purs praticiens ne savent pas pourquoi ils font ce qu'ils font. Vous le savez, c'est à cela que la théorie est bonne.

Tout à vous, mon cher ami.

---

143. — A MONSIEUR PISCATORY

Je vous écrivais le 29 septembre, mon cher ami, comme vous à moi. Je ne savais pas la mort de votre belle-mère. Je l'ai apprise par les journaux. Je ne sais si je vous ai jamais dit mon charmant souvenir d'elle. Bien ancien, de 1809 ou 1810. Elle revenait d'Espagne. Elle faisait une visite à ma belle-mère, Mme de Meulan, qui n'était pas encore ma belle-mère. Elle y venait quelquefois. Mon beau-frère, le général de Meulan, avait été longtemps aide de camp du général Baraguey-d'Hilliers. Elle nous raconta ce jour-là, avec un entrain plein de grâce, comment elle avait été arrêtée dans le Guipuscoa, je crois, par une bande de braves bandits espagnols, des patriotes contre nous. Ils l'avaient trouvée fort jolie. Elle l'avait bien vu et elle avait fait très bonne contenance. Elle l'avait tout aussi bonne en le racontant. Je l'ai revue quelquefois depuis, pas assez souvent ; je le regrette. Que de regrets éveille la mort ! Dites, je vous prie, à tous ses enfants, à Mme Piscatory surtout, ma bien sincère sympathie. Nous avons tous dans le cœur bien des sentiments inconnus, endormis du moins ou qui en ont l'air. Gardez-moi toute votre amitié et croyez à toute la mienne. Nous sommes du même temps. C'est un grand lien, n'y en eût-il pas d'autres.

---

144. — A MADAME DE WITT

Paris, 5 février 1869.

Tu te surmènes, c'est la principale cause de tes migraines. Ne m'arrive pas ici fatiguée, je te prie. Tu auras ici du repos d'esprit, mais non pas de corps, et les deux genres de fatigue se produisent l'un l'autre. Nous avons eu hier beaucoup de monde, beaucoup de femmes et de belles robes. La pauvre Marie était dans son lit, avec un torticolis qu'elle a pris mercredi en sortant du cours de Guillaume, où elle avait eu trop chaud. Très bonne leçon sur André Chénier. Il avait eu, d'un petit-neveu des Chénier, beaucoup de morceaux inédits qu'il a très bien lus et qui ont fait grand effet. Le succès continue et la popularité augmente. J'y suis allé, sur sa propre provocation. Nous étions contents tous les deux.

Deux personnes de plus, hier soir, Robert et Pierre, qui m'avaient prié de demander pour eux la permission de rester tard. Elle a été accordée et ils se sont parfaitement amusés comme s'ils avaient dix-huit ans. Tard, Pierre s'est caché sous un fauteuil dans mon cabinet pour qu'on ne vît pas qu'il n'était pas allé se coucher. Autre progrès, Cornelis avait un habit; cette génération-là ne manquera pas d'ardeur. J'ai observé hier le public du cours de Guillaume; beaucoup d'hommes de quarante à

soixante ans, la génération d'avant 1848. Peu de vingt-cinq à quarante, la génération depuis 1848, froide et nulle. Assez de jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq, la génération qui s'avance. Curieuse statistique.

Adieu, ma fille, notre correspondance touche à sa fin. Pas pour bien longtemps. Je ne serai content que quand elle cessera tout à fait. Il fait beau et doux. Nous nous promènerions. J'irai à l'Académie à pied. Pauvre compensation. Adieu donc. J'écrirai encore à Marguerite. Je la remercie des détails qu'elle me donne sur le potager. Cornelis vous verra demain.

---

145. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 8 septembre 1869.

Je regrette, non pas seulement vous, mais les ombrages et la fraîcheur de Jeurs. Ce serait charmant de s'y promener en causant avec vous. Nous avons ici une sécheresse continue. Mes bois n'en souffrent pas, mais mes prairies et les fruits de mon potager beaucoup. Les *mans* (connaissez-vous les *mans*, ces odieux enfants des hannetons?) nous font un mal énorme. Presque point de fraises, beaucoup moins de framboises, point d'abricots, point de pêches. Je reste avec des poires et les raisins de ma serre. Je ne m'en promène pas moins ; je fais acte de vertu quand je me plains de la sécheresse. Pour moi-même, je n'aime que le soleil et la chaleur.

Physiquement je suis resté toute ma vie et je reste à mes quatre-vingt et un ans très méridional.

Certainement nous causerions beaucoup. Il y a de quoi. Je suis assez frappé de ce qui me revient de Paris. On y est à la fois très indifférent et très alarmé. On n'y désire pas grand chose et on y craint beaucoup. La santé de l'Empereur est la seule préoccupation sérieuse. J'incline à croire que les agioteurs de la Bourse grossissent beaucoup les alarmes pour les exploiter. Vous savez ce que je pense de la situation au fond. Je ne la trouve ni mauvaise, ni difficile. Il n'y a qu'une bonne conduite, tirer parti de la victoire sans l'exploiter contre le vaincu, mais à la bonne conduite, même facile, il faut de bons acteurs, et je ne les vois pas.

J'ai écrit à M. Thiers à l'occasion de la mort de Mme Dosne. Je savais quelle perte c'était pour lui. On m'a écrit que ma lettre l'avait beaucoup touché, et je viens d'en recevoir une de lui qui me le prouve. Il me répond : « Comme vous, j'ai connu tous les extrêmes de la vie, mais je ne connaissais pas encore la vraie douleur. Je la connais, hélas! et je suis anéanti sous le coup qui m'a frappé. Dans l'état affreux où je suis, je serre bien cordialement la main que vous m'avez tendue. »

Adieu, chère amie. J'ai beaucoup de visiteurs anglais cette année. Je suis très populaire là. J'aurai ces jours-ci tous mes petits-enfants chez moi ; à eux seuls nous sommes quinze à table. Quand comptez-vous rentrer à Paris? Adieu du fond du cœur.

---

146. — A MONSIEUR PISCATORY

Paris, 21 janvier 1870.

Je n'ai rien à vous apprendre, mon cher ami. La vie n'est pas venue à bout de me blaser sur ses tristesses. Il restait mon plus ancien et plus rare ami. Notre intimité datait de 1818. Ni les évènements, ni les épreuves ne l'avaient jamais altérée. C'est l'une des bonnes fortunes de ma vie d'avoir eu pour amis, dans les affaires publiques et les sentiments personnels, lui et lord Aberdeen, les deux hommes à qui j'ai porté le plus d'estime et de confiance, aussi rares l'un que l'autre, tous deux sans faste et sans bruit. Je me complais à penser à eux comme s'ils étaient encore là. Le duc de Broglie est peut-être l'homme le plus fier et le plus modeste que j'aie rencontré, parfaitement digne et simple, grand seigneur et libéral dans l'âme. Je l'ai vu six heures avant sa mort. Il n'avait plus de libre et de mobile que la main gauche. Quand je l'ai quitté, il me l'a tendue en me disant : « Adieu, mon cher ami, touchez-moi la main. » Il n'avait, à coup sûr, point de pressentiment si prochain. Pourtant il me disait adieu. J'ai regretté, avant-hier, de ne pouvoir pas, moi aussi, lui dire adieu devant cette foule assemblée autour de son cercueil. Il n'y avait pas moyen. Je m'en dédommagerai en faisant pour lui ce que j'ai fait, à de moindres titres, pour M. de Barante, une

vie de Plutarque. Qui sait si j'en aurai le temps? Adieu, soignez-vous. Vous avez eu raison de ne pas venir. Mes quatre-vingt-deux ans et le froid m'ont empêché hier d'aller à Broglie. Mes enfants ne me l'ont pas permis. Adieu. Je suis pour trois mois à Paris. J'espère que vous pourrez venir m'y voir.

---

147. — A L'ÉVÊQUE DE WINCHESTER[1]

Val-Richer, le 17 septembre 1870.

My dear lord,

Tout malade que j'ai été depuis que nous nous sommes séparés, j'ai eu bien souvent envie de vous écrire au milieu de notre tremblement de terre. Mais à quoi bon? Je déteste les paroles vaines. La question était sur le champ de bataille. Hors de là, il n'y avait rien à faire ni rien à dire.

La situation est changée. La guerre continue, mais on parle de paix. L'avenir de l'Europe dépend du choix qui se fera. Non pas un avenir d'un an, mais d'un siècle peut-être. Et, quoique inégalement, nous sommes tous grandement intéressés dans cet avenir, gouvernements et nations, grands et petits, belligérants et neutres, acteurs et spectateurs. Quels maux ou quels biens, quels bouleversements ou quels progrès sont contenus dans cette alternative obscure entre la guerre ou la paix? Nul de nous ne

1. Samuel Wilberforce, évêque d'Oxford, puis de Winchester, fils du célèbre Wilberforce, ami de M. Pitt et l'un des auteurs de l'abolition de l'esclavage en Angleterre.

peut le mesurer. Dieu seul en a le secret. Mais j'ai à cœur de vous dire ce que je vois et ce que je pense.

Je vis depuis vingt-deux ans dans la retraite où vous m'avez vu et où je compte bien mourir. Je ne vois donc que de loin; mais, au milieu des évènements, j'ai des amis éclairés et expérimentés qui me tiennent au courant de toutes choses. J'ai à Paris, en ce moment, mon fils Guillaume et mon gendre Cornelis de Witt, tous deux gardes nationaux, tous deux hommes de sens et d'esprit, et bons juges de ce qui se passe et se fait autour d'eux. Tous deux me disent que Paris se défendra sérieusement, qu'il le peut et qu'il le veut; et parmi mes plus prudents amis, ceux qui en doutaient d'abord le croient aujourd'hui, comme mes fils. Ai-je besoin de vous dire ce que c'est que Paris se défendant sérieusement? C'est Paris avec les 300 000 soldats, anciens ou nouveaux, qui y sont maintenant réunis, et toute sa population, se battant d'abord autour de ses fortifications, de ses remparts, puis sur ses remparts, puis dans ses rues; d'abord les forts détachés et l'enceinte continue; puis les barricades. A côté des forces organisées, le *mob* libre et lancé. Le *mob* de Paris est hardi, il aime les barricades, il s'y amuse. Je n'ai nul goût pour les prédictions et les descriptions sinistres; mais tenez pour certain que les souffrances et les désastres dépasseront ce que l'imagination peut prévoir; ce sera quelque chose comme le siège de Saragosse et la guerre d'Espagne entre deux des nations les plus puissantes et les

plus civilisées du monde. Quelle honte pour la civilisation, chrétiens ou libres penseurs !

Si Paris résiste efficacement et si le succès de sa résistance amène une paix sérieuse et durable, c'est-à-dire acceptable pour la France, je n'ai plus rien à dire. Ce résultat aura été chèrement acheté, mais la compensation sera grande. Si Paris succombait dans la lutte, soyez assuré que la guerre se poursuivrait et renaîtrait bientôt dans toute la France, avec un redoublement d'acharnement comme de désastres.

A coup sûr, de telles calamités valent la peine qu'on fasse effort pour les prévenir.

Voilà pour la question du moment et bien urgente. Il y en a une autre, plus générale et plus lointaine, sur laquelle je tiens à appeler toute votre attention. Permettez-moi de vous redire ici ce que j'écrivais, il y a quelques jours, à l'un de mes amis en Angleterre. Je ne saurais pas en dire plus ni moins sur ce que je pense à ce sujet.

On peut regretter bien des choses dans la politique générale européenne depuis 1815. Bien des fautes ont été commises qui auraient pu être évitées ; bien des progrès qui auraient pu être accomplis sont restés des mécomptes ou des rêves. Mais au-dessus des erreurs et des fautes de cette époque, fautes royales ou populaires, diplomatiques ou parlementaires, un fait grand et nouveau a dominé et s'est maintenu dans la politique européenne pendant plus d'un demi-siècle : il n'a plus été question de guerres d'ambition et de conquête ; aucun État n'a

tenté de s'agrandir, par la force seule, aux dépens des autres États ; le respect du droit des gens et de la paix était devenu une sérieuse maxime de la politique internationale. Lorsque des révolutions intérieures dans tel ou tel État ont provoqué des changements de territoires, ces changements n'ont été reconnus et acceptés qu'après examen et consentement européen. La Belgique et la Grèce n'ont pris rang d'États en Europe qu'en passant par ces épreuves et en écartant toute velléité d'ambition française, russe ou anglaise. Et lorsque, en 1844 et 1848, l'empereur Nicolas, dans ses entretiens familiers avec votre ministre à Saint-Pétersbourg, lui proposa le concert entre la Russie et l'Angleterre, pour mettre fin, disait-il, par une conquête commune, à la décadence de l'Empire ottoman, deux ministres anglais, à leur grand honneur, lord Aberdeen et lord John Russell, écartèrent toute idée semblable comme un attentat au droit des gens et à l'ordre européen.

C'est là, je n'hésite pas à l'affirmer, my dear lord, le plus grand et le plus salutaire des faits qui ont marqué la première moitié de ce siècle. C'est le fait qui a le plus puissamment contribué au retour des principes de droit et de justice dans les relations des gouvernements et des peuples, au développement de la prospérité chez les nations diverses et au progrès de la civilisation dans le monde. Et quelque nouveau que fût encore son empire, ce fait a été assez efficace pour arrêter, pour atténuer, du moins dans leur action, les mauvais germes de poli-

tique ambitieuse et contraire au droit des gens qu'ont ramenés en Europe les crises révolutionnaires soulevées depuis 1848. A coup sûr, les tentations n'ont pas manqué aux gouvernements et aux partis depuis cette époque. Mais la république française de 1848 s'est arrêtée devant la paix et le droit des gens européens. Et l'empire français de 1852 s'est hâté de proclamer qu'il était la paix ; et quand il en est sorti, quand il s'est jeté dans la guerre d'Italie, croit-on que, s'il n'eût pas été contenu par le bon principe moderne de la politique européenne, la réprobation de l'esprit d'ambition et de conquête, il se fût contenté de la Savoie et du comté de Nice pour prix de l'appui qu'il avait donné aux Italiens?

C'est ce légitime et tutélaire principe qui est en ce moment méconnu, attaqué et en grand danger. Je n'ai garde de toucher ni à la question de l'unité allemande, ni de rechercher quel a été, dans le grand évènement de Sadowa et dans ses conséquences, la part vraie et spontanée des sentiments allemands, de tous les Allemands, et celle de l'ambition prussienne. Je laisse là les faits allemands et accomplis. Qu'ont de commun avec ces faits les prétentions prussiennes maintenant élevées sur l'Alsace et la Lorraine? Ces provinces ne sont-elles pas, depuis deux siècles, intimement incorporées à la France et reconnues telles par tous les traités à la suite de toutes les guerres? Est-il sorti de ces provinces quelque manifestation, quelque apparence de désir pour entrer dans l'unité allemande? La

politique prussienne n'est-elle pas ici, ouvertement, exclusivement une politique d'ambition et de conquête? N'est-ce pas la politique qu'avec des motifs plus ou moins spécieux d'égoïsme royal ou national, ont pratiquée Louis XIV au dix-septième siècle, Frédéric II au dix-huitième, Napoléon I[er] au dix-neuvième siècle? la politique que les publicistes et les moralistes modernes éminents ont si souvent condamnée et combattue, la politique enfin dont, à toutes les époques, les peuples et, de nos jours en particulier, l'Europe entière, ont si cruellement ressenti les funestes effets? Je m'arrête, j'aurais honte d'insister sur l'évidence.

Je ne fais nul cas des utopies. Je ne crois ni à la paix perpétuelle, ni au complet empire du droit des gens dans les relations des gouvernements et dans les évènements de l'histoire. Je sais que les combinaisons de l'ambition et les entreprises de la force auront toujours leur place et leur part dans les destinées des nations. Tout ce que je demande, c'est qu'on ne laisse pas l'ambition et la force se faire elles-mêmes, sans objection et sans gêne, la part et la place dont elles auront envie. Il faut d'abord les reconnaître pour ce qu'elles sont et les appeler par leurs vrais noms; il faut ensuite mettre toujours, en regard de leurs prétentions et de leurs actes, les maximes de la politique du droit des gens et de la paix; il faut enfin ne jamais oublier que cette dernière politique, la seule *durablement* bonne, prévaut en Europe depuis un demi-siècle, et qu'il serait aussi honteux que déplorable de la laisser

tomber sans défense devant les premiers retours de la vieille politique d'ambition et de conquête.

Dans la rude et périlleuse épreuve qu'elle traverse, la France a cette pensée fortifiante que sa politique actuelle et personnelle est parfaitement d'accord avec la politique européenne du respect du droit des gens et de la paix. Délivrée du régime qui la compromettait chaque jour, tantôt par ses mauvais desseins, tantôt par ses indécisions et ses faiblesses, la France rendue à elle-même n'a point d'ambition, point de lointain ni arrière-dessein ; elle ne demande rien à personne ; elle défend son droit, son sol et son honneur.

Les puissances qui, jusqu'ici, ont proclamé leur neutralité, lui viendront-elles en aide en venant en aide à la politique européenne? Je serais surpris qu'elles ne le fissent pas ; d'autant plus surpris qu'elles peuvent le faire sans se compromettre gravement. Si leur intervention par la force était nécessaire, elle serait, à coup sûr, immédiatement efficace ; mais aucune nécessité semblable n'est possible : les puissances neutres sont plus fortes qu'elles ne le croient peut-être, car la force morale leur suffit pleinement ; qu'elles manifestent hautement leur improbation de toute atteinte à l'intégrité territoriale de la France ; qu'à l'appui de cette improbation elles déclarent qu'en aucun cas elles ne reconnaîtront, dans l'état territorial de la France, aucun changement qui leur paraîtrait incompatible avec la paix durable de l'Europe, et que n'accepterait pas la France elle-même. Dans ma profonde convic-

tion, ce serait assez pour arrêter toute tentative semblable, et pour mettre à la politique d'ambition et de conquête le frein sans lequel la paix européenne ne saurait se rétablir. La France sera-t-elle seule à soutenir, à tout risque, cette grande bonne cause, ou bien les puissances neutres lui apporteront-elles, sans grand risque pour elles-mêmes, l'appui qui en assurerait le triomphe? C'est à ces puissances qu'il appartient de résoudre cette question. Je suis bien vieux pour m'étonner de quelque chose; pourtant je m'étonnerais, my dear lord, que, dans cette grande circonstance, l'Angleterre ne fût pas frappée de la grandeur du rôle qui lui appartient. Pendant de longues années, elle a soutenu la guerre en Europe, contre Napoléon I[er], pour réprimer l'esprit d'ambition et de conquête et ramener le respect du droit des gens et de la paix. Ne fera-t-elle pas aujourd'hui, après la chute de Napoléon III, un sérieux et décisif effort pour rétablir en Europe la paix et ne pas laisser reprendre l'ascendant à l'esprit d'ambition et de conquête? ***That is the question***, my dear lord, pour l'Angleterre, pour la France et pour l'Europe. J'entends dire que les sentiments personnels de la reine font quelque obstacle à cette politique. Je m'élève contre ces bruits chaque fois que je les entends. Personne, même parmi son peuple, ne respecte plus que moi votre reine; elle a été constamment, elle est un modèle comme épouse et comme mère, et aussi comme reine constitutionnelle d'un pays libre. Je suis convaincu qu'en dernière analyse la politique du droit

des gens et de la paix aura toujours son assentiment, et que ses conseillers responsables sont et seront toujours parfaitement libres de la pratiquer.

Il faut finir, my dear lord, quoique j'eusse encore beaucoup à vous dire. Pardonnez-moi cette longue effusion d'un vieillard malade. Plus on approche du terme de la vie, plus on se croit près d'entrevoir la vérité et en droit de la dire. Je suis bien cordialement,

Tout à vous.

---

148. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 9 novembre 1870.

Il y a peu de choses plus désagréables que d'écrire à ses amis pour ne rien dire, quand on a le cœur et l'esprit très pleins. Tristesse ou joie, je me représente tout ce que nous nous dirions si nous causions. Mais vous êtes à Amboise et moi au Val-Richer. Vous êtes presque dans le feu de la Loire et je serai peut-être bientôt dans celui de la Seine. On dit que les Prussiens marchent sur Rouen. Je ne sais si les Normands tiendront ferme en rase campagne; mais derrière leurs murailles ou leurs haies ou dans leurs bois, ils se battront avec acharnement. Comme moi, ils avaient espéré quelque chose de la proposition d'un armistice; le mécompte les irrite plus qu'il ne les effraye. M. de Bismarck ne sait pas à quoi il

s'expose en repoussant ainsi les chances de paix ; il condamne la France, et la Prusse aussi, à cette guerre de détail et à outrance que des armées font mal loin de leur pays et qu'un peuple fait bien dans ses foyers. J'espère de plus qu'il donnera ainsi de l'humeur aux puissances neutres qui ont fait cette proposition. J'en vois déjà percer un peu en Angleterre. Ils ont de la peine à se décider à faire quelque chose ; mais il leur déplaît de l'avoir fait pour rien. Ils sont prudents et égoïstes, mais ils sont fiers. Ils sont d'ailleurs fort touchés de l'énergique résistance de Paris, de cette résistance contre les rouges comme contre les étrangers. J'avais lu la lettre de mon ami Vitet. Elle est excellente et elle a été remarquée. Je suis fort aise que votre neveu Ernest ait les mêmes impressions que lui.

J'ai de bonnes nouvelles de mon ménage de Paris. Les quatre enfants que j'ai là sur les remparts vont bien et ma fille Pauline aussi. Ils ont été, comme de raison, des plus empressés et des plus efficaces à réprimer la tentative révolutionnaire, qui vient d'être si solennellement condamnée. Ce qui me contrarie, c'est que je ne réussis pas à faire arriver à mon ménage de Paris des nouvelles de celui du Val-Richer. Ma fille Pauline s'en désole, j'ai ici cinq de ses enfants. J'espère que les pigeons me serviront mieux que les ballons.

Adieu, chère amie, tenez votre promesse et donnez-moi de vos nouvelles. Et si vous vous battez sur la Loire, gagnez la bataille.

---

149. — A MONSIEUR VITET

Val-Richer, 19 février 1871.

Je vous vois à Bordeaux, mon cher ami. J'en suis charmé et pour le pays et pour vous. J'espère et je présume que vous êtes tranquille sur madame votre sœur. J'ai été plus troublé que peut-être je ne vous l'ai dit du coup qui l'a frappée. Le romancier allemand Auguste Lafontaine a dit quelque part : « Je respecte le bonheur parce qu'il est rare. » La maison de M. et Mme Aubry me semblait l'image d'un bonheur rare et vrai, doucement et élégamment animé. Que du moins le débris vous en reste. Donnez-m'en des nouvelles, je vous prie. A cette condition, j'aime mieux que vous ne soyez pas à Paris si, comme on le dit, l'armée prussienne doit le traverser pour sortir de France.

Je ne m'étonne pas de la colère que vous ont causée les élections de Paris. Je l'ai ressentie un moment. Ce sera une mauvaise impression générale en Europe et en France, mais une impression passagère. Le fait sérieux et durable, c'est le caractère général des élections, la victoire de l'esprit d'ordre et de liberté vraie. Paris a sauvé l'honneur de la France et il a donné aux provinces le temps de sauver la sagesse française. J'attends bien impatiemment les actes de cette assemblée. Dieu veuille qu'ils soient aussi bons que les symptômes ! Tâchez qu'il

n'y ait pas d'hésitation et de procrastination : rien ne fortifie et n'établit plus un pouvoir que l'initiative promptement prise et la responsabilité hardiment acceptée. J'en parle bien à mon aise : il n'est guère sage d'avoir un avis là où l'on n'a pas d'action : mais dans ma libre pensée, je n'ai de doute que sur une question : faut-il vider d'abord la question de la paix et ne se préoccuper que de celle-là, sans rien faire ni rien dire qui engage la question du gouvernement futur de la France ? Ou bien faut-il laisser entrevoir que les deux questions sont liées, et préparer la solution de gouvernement en traitant la question de la paix ? Si nous causions, je vous dirais bien mon avis ; mais je suis trop loin et mon papier trop petit.

Vous avez avec vous mon gendre Cornelis. Voyez-le souvent. L'esprit et le caractère sont d'également bon aloi. Je vous envoie à Bordeaux un exemplaire de mes deux lettres imprimées[1]. Il les a emportées. Dites-lui de vous les montrer en attendant qu'elles vous arrivent. Ma lettre à Gladstone, la seule opportune aujourd'hui, continue à faire quelque effet en Angleterre, dans le public et même dans le cabinet.

Adieu.

1. M. Guizot avait adressé pendant la guerre deux lettres : l'une aux membres de la Défense nationale, l'autre à M. Gladstone.

150. — A MONSIEUR VITET

Val-Richer, 17 mai 1872.

Mon cher ami, je suis charmé que vous pensiez ce que vous avez dit et charmé que vous l'ayez dit. J'espère que vous avez dit vrai. C'est en effet pour l'instruction de mes petits-enfants d'abord, pour leur instruction animée par leur imagination, mais non pour eux seuls, que j'ai commencé et que j'achèverai, si Dieu le veut, ce gros livre. Je me suis figuré que je pouvais contribuer à relever la France de ses ruines d'aujourd'hui en lui mettant sous les yeux le véridique tableau de ses ruines et de ses relèvements d'autrefois, dans sa longue vie. Pour nous tous, passagères créatures, c'est la foi dans la résurrection qui nous soutient contre la pensée de la mort. Il en doit être de même des nations; elles ne sont pas mortes tant qu'elles se croient et se sentent vivantes; elles ne tombent pas dans la décadence tant qu'elles ne l'acceptent pas et qu'elles se voient ressusciter, à plusieurs reprises, dans leur histoire. Après mes petits-enfants, ceci a été ma seconde raison pour écrire ce livre et pour m'y intéresser sérieusement. Je vous remercie de l'avoir si bien compris et si bien expliqué.

Je ne vous parlerai pas d'autre chose ce matin. Je travaille pour avoir des livraisons prêtes quand j'aurai sur les bras le synode; il s'ouvrira le 6 juin et

me prendra, je présume, tout le mois de juin. Dieu a bien raison de ne pas nous laisser avoir d'avance la mesure de notre force; si nous l'avions, bien souvent nous n'entreprendrions pas ce que nous finissons quelquefois par faire.

Je rentrerai à Paris du 2 au 3 juin. Nous causerons alors. Portez-vous bien d'ici là. Priez de ma part Mme Duchâtel de se guérir de sa goutte, et mariez bientôt et bien la jeune nièce dont vous allez paternellement vous charger. Vous savez si je suis tout à vous. Nous restons bien peu de notre ancien et excellent bataillon.

---

151. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 4 août 1872.

Il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit. J'en suis choqué. Je fais bonne contenance contre la vieillesse; on m'en fait compliment, on m'en vante. Ne vous y trompez pas, chère amie, je sens le poids des années plus lourd de jour en jour. Il suffit encore à ce que j'ai à faire et aux apparences; mais chaque soir je me couche fatigué, et chaque matin, quoique j'aie bien dormi, il me faut un effort de volonté pour me remettre à l'œuvre, et je ne fais pas tout ce que je voudrais faire. Je vous écris enfin aujourd'hui, et j'ai là devant moi dix-neuf lettres qui attendent des réponses toutes un peu impor-

tantes et pressées. Je suis bien hors du monde, je vis ici dans un profond repos; mais le monde et ses affaires viennent me chercher, par curiosité bien plus que par nécessité. On veut savoir mon avis, et je ne sais ni le refuser ni le dire sans y avoir un peu sérieusement pensé. Ce que ma longue vie m'a surtout appris, c'est à être difficile avec moi-même, à ne pas écrire et à ne pas parler légèrement. La légèreté est le grand mal humain. J'ai encore deux affaires où je suis personnellement engagé et que je veux mener à bien, le synode protestant et mon *Histoire de France;* elles me font parler et écrire beaucoup; et pas assez pour qu'elles marchent vers leur fin aussi vite que je le voudrais. Mais pourquoi vous en occuper, vous aussi, si longtemps? Parlons d'autre chose sur le petit bout de papier qui me reste.

La clôture de la session de l'Assemblée et l'emprunt sont deux grandes affaires. A tout prendre et malgré ce qui y manque, elles sont bonnes. L'Assemblée et Thiers se séparent en meilleurs termes, et même, à ce qu'on me dit, en meilleures dispositions mutuelles qu'ils n'ont vécu. Le succès de l'emprunt a été grand, trop grand matériellement, ce me semble, à moi très peu financier; j'ai peur qu'il n'y ait plus de jeu que de réalité dans cet énorme chiffre; mais enfin c'est un grand et vrai succès *quand même;* grand pour la France à ses propres yeux et aux yeux de l'Europe. On me dit que votre neveu, M. Dutilleul, s'en est fort occupé et que M. Thiers lui porte une grande confiance. J'en suis charmé pour tous les deux.

Me voilà au bout de mon papier. Adieu donc, chère amie. Donnez-moi de vos nouvelles, en quelques lignes. Je me porte bien et tous les miens aussi. Je les ai ou les aurai bientôt tous autour de moi, sauf mon fils et sa femme qui vont passer leurs vacances dans le Midi. Adieu.

---

151. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 17 octobre 1872.

Je réponds tard à votre bonne lettre du 3. J'ai eu beaucoup à écrire ces jours-ci et beaucoup de visites locales à recevoir. Nous sommes dans le coup de feu d'une élection à l'Assemblée nationale. Cinq concurrents : un légitimiste, un bonapartiste, un républicain soi-disant modéré, un radical, et, pour lutter contre tous ceux-là, un homme de sens et honnête, mollement soutenu par une majorité d'hommes sensés et honnêtes, mal ralliés et doutant du succès. Je reste, comme de raison, complètement en dehors de cette arène. Je dis mon avis quand on vient me le demander ; je donne mes conseils à mes enfants qui sont les acteurs en première ligne. Je ne veux absolument pas avoir l'air de diriger ce qu'en fait je ne dirigerais pas et ce dont je ne veux pas répondre, car on ne peut répondre que de ce qu'on dirige ; mais en me tenant stricte-

ment dans mon rôle de spectacteur, je suis un spectateur très intéressé dans la lutte et qui souhaite vivement le succès de la bonne cause. Heureusement pour elle et aussi pour moi, elle est très bien soutenue par mon gendre Cornelis, très bien secondé par son frère Conrad. J'ai, de ce côté, une très complète et très douce satisfaction. Cornelis de Witt est un vrai acteur politique, sérieux, sagace, courageux, persévérant, jamais dupe et sachant très bien traiter avec les hommes, tantôt leur plaire, tantôt les brusquer, selon que l'occasion l'exige. Je serais bien surpris s'il ne jouait pas un jour un rôle considérable dans son pays.

Je vous parle de ce qui m'intéresse le plus. J'y prends plaisir, pas tout à fait autant que si nous causions en pleine liberté, mais presque. Je suis sûr de votre sympathie. Les vieilles amitiés sont très douces : elles sont si éclairées, si véridiques et si désintéressées! Je jouirai de la vôtre à la fin de novembre et pour cinq mois... si tant est que nous disposions de cinq mois et de ce qui les remplira. Adieu, chère amie. Quel jour revenez-vous à Paris?

---

153. — A MADAME LA COMTESSE MOLLIEN

Val-Richer, 22 mai 1874.

Chère amie, vous venez d'avoir un vrai chagrin, et nous nous en préparons l'un et l'autre, à vous ou à moi. Je n'ai pas quitté ma vieillesse en vous quittant, ni emporté avec moi la vôtre. Je ne suis point mal, point fatigué du voyage. Je n'ai de mal nulle part, mais je suis faible partout. Vous le verrez bien à mon écriture. Aussi je ne veux que vous donner signe de vie. J'ai trouvé mes champs très verts, mes glycines très fleuries, mon jardin bien cultivé, rien en décadence si ce n'est moi-même. Quel contraste entre cette rénovation perpétuelle de la nature et notre propre décadence! Raison de plus pour espérer que nous ne mourrons pas tout entiers.

J'en reste là. Je laisse le monde bien troublé. Comment renaîtra-t-il? Je l'ignore, mais j'y crois. Dites-le, je vous prie, à mes amis. Je n'aime pas à les savoir découragés. Adieu, donnez-moi sur vous-même des nouvelles plus complètement bonnes, et croyez à la vérité des miennes.

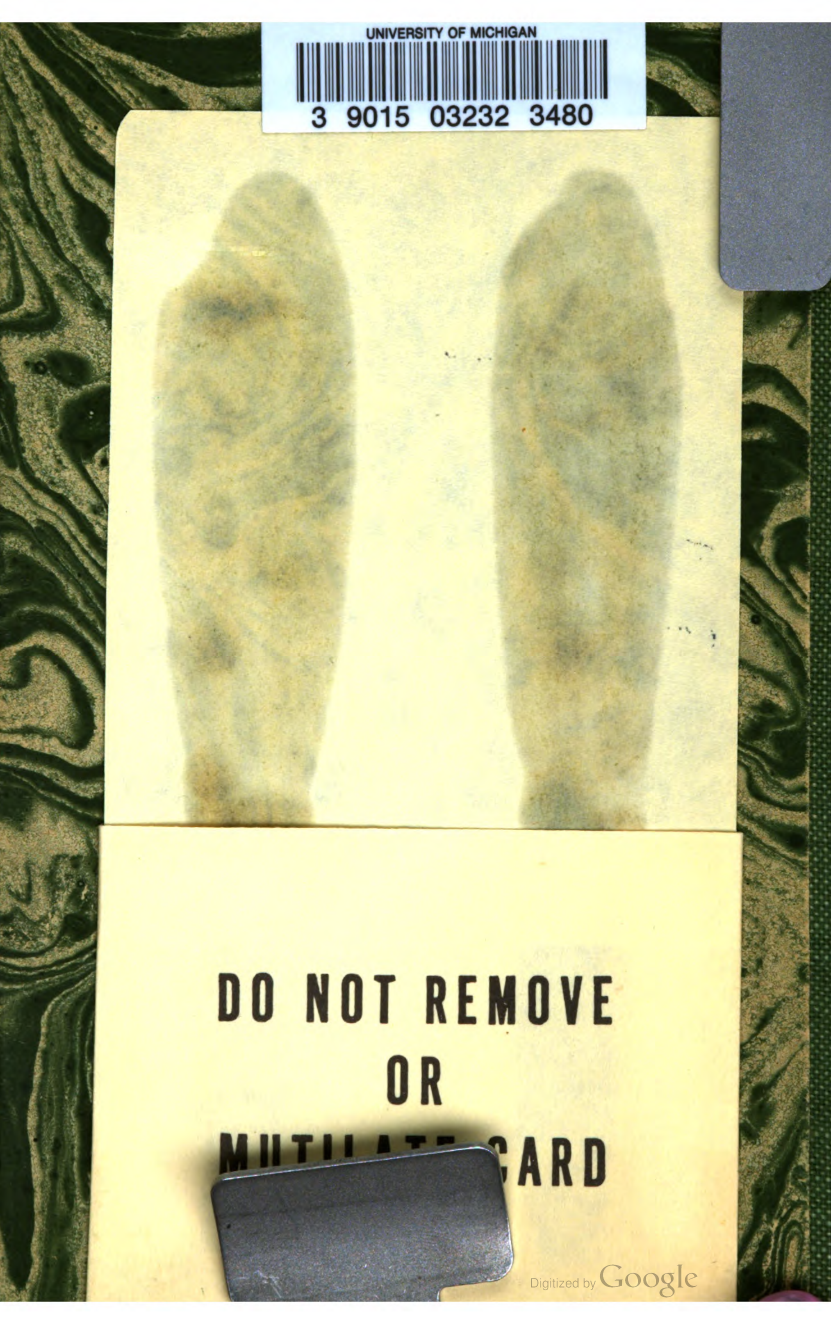
Tout à vous de loin comme de près.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

Bourloton. — Imprimeries réunies, A, rue Mignon, 2, Paris.


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03232 3480
DO NOT REMOVE
OR
CARD
Digitized by Google

